Fondation Donatien Frémont

Près d'un quart de million de dollars en demandes de bourses

Un total de 83 demandes de bourses ont été soumises cette année à la Fondation Donatien Frémont, pour un montant global de $235,905.

Le plus grand nombre de demandes vient des provinces de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, avec respectivement 40 et 24 candidatures. Des demandes sont toutefois venues de toutes les provinces.

Le comité de sélection rendra son verdict au courant du mois d'août. Cette année, il est composé de MM. Martin Légère, ancien président de la société éditrice de l'Évangéline au Nouveau-Brunswick, Daniel St-Louis, président de la Fédération des étudiants de l'Université d'Ottawa, Jean-Maurice Filion, rédacteur en chef du journal Le Carillon en Ontario, Roland Pinsonneault, directeur du journal L'Eau Vive en Saskatchewan, et Wilfred Roussel, directeur général de l'Association de la presse francophone hors Québec.

Le programme de bourses de la fondation vise à aider les Canadiens-français vivant en milieux minoritaires à poursuivre des études post-secondaires dans leur langue. Il accorde une priorité spéciale aux étudiants dans un domaine relié aux communications.

Depuis 1981, un total de 59 étudiants ont reçu des bourses d'études de la fondation. La valeur moyenne des bourses est de $1,400. Les montants accordés à chaque boursier sont établis en fonction de leurs besoins personnels.

Jusqu'à maintenant, l'oeuvre de la Fondation a été financée principalement par les journaux affiliés à l'Association de la presse francophone hors-Québec, dont LE REMPART est membre.

Cependant devant le besoin grandissant, la Fondation a lancé récemment une campagne afin de réunir plus de fonds pour lui permettre de mieux répondre à ce besoin.

"Une telle campagne est essentielle, a déclaré M. Jean Mongenais, vice-président de la Fondation et éditeur du REMPART. Nous ne pourrons pas répondre à toutes les demandes cette année et il est facile de prévoir que le besoin continuera à grandir. Heureusement, notre campagne a fait un bon début et je souhaite que dans tout le pays, et en particulier dans notre région lorsque nous y ferons la campagne l'an prochain, les gens appuyeront notre oeuvre. L'importance, pour la survie et l'épanouissement de nos communautés, que de plus en plus de nos jeunes puissent poursuivre leurs études en français, et en particulier dans le domaine des communications, est évidente."

Le Rempart

"L'hebdo des Francophones du sud-ouest ontarien"

20ième Année | No 32 | Windsor, le 6 août 1986

Un conseil scolaire homogène dans le sud-ouest?

(JCM, GH) Il y a généralement consensus, parmi ceux et celles qui s'occupent d'éducation dans la région, qu'un conseil scolaire homogène de langue française pourrait fonctionner dans le sud-ouest de la province, mais pas sur quelle région précise un tel conseil devrait exister.

Une commission étudie actuellement comment mettre sur pied un tel conseil dans la région de la capitale nationale. Et tout récemment, en faisant adopter un projet de loi sur la gestion scolaire par les francophones, le ministre de l'éducation Sean Conway a annoncé que le ministère ferait faire une étude quant à la faisabilité de tels conseils dans toutes les régions de la province, sans préciser quelle forme prendrait cette étude.

Un conseil scolaire homogène est un conseil composé entièrement de francophones, élu exclusivement par les francophones, et qui gère entièrement des écoles de langue française. Les études sur l'établissement de tels conseils doivent préciser, entre autres, comment de tels conseils fonctionneraient, comment ils seraient financés, et comment on pourrait y accommoder catholiques et non-catholiques.

Les francophones de la province ont demandé aux gouvernements d'en établir depuis plusieurs années. Le gouvernement conservateur s'y opposait, mais le gouvernement libéral n'a pas tardé à reconnaître le principe pour la région d'Ottawa, et, plus récemment, tel qu'indiqué ci-haut, s'est engagé à étudier la possibilité pour le reste de la province.

"Je suis tout à fait enchantée de cette annonce, a commenté Mme Jeanne Mongenais, présidente régionale de l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario, et membre de son conseil d'administration provincial. C'est justement ce que notre région avait recommandé au comité législatif qui étudiait le projet de loi 75."

Sa joie est partagée par tous les autres représentants scolaires que nous avons rejoints.

Cependant, les avis sont partagés quant à la façon que le principe pourrait être appliqué dans cette région.

Mme Mongenais croit qu'un conseil homogène pourrait avantageusement regrouper la région Windsor-Essex-Kent.

Mme Blanche Bénéteau, membre du Conseil des écoles séparées du comté d'Essex, croit que ce pourrait même inclure les régions de Lambton et de London, si les gens de ces régions le voulaient. "Ce serait sans doute un peu plus difficile à gérer, mais c'est certainement possible et, sans doute, ça imposerait un souci d'efficacité," a-t-elle dit.

M. Aurèle Bénéteau, membre du Conseil d'éducation du même comté, partage l'avis et signale qu'il y a des conseils couvrant des territoires encore bien plus grands dans le nord de la province et qui fonctionnent très bien.

Mme Madeleine Pinsonneault, membre du Conseil d'éducation du comté de Kent, est aussi de cet avis.

Mais Mme Mongenais se

suite à la p. 4

AVIS

Le bureau du Rempart sera fermé du 16 août au 1er septembre inclusivement pour permettre aux employés de prendre une vacance bien méritée comme nous en souhaitons une excellente à tous nos lecteurs et lectrices.

2418 RUE CENTRAL
WINDSOR ONT
N8W 4J3
28 FEVR

Visite notable à la Coopérative de Pointe-aux-Roches

Des membres du Conseil d'administration de la "United Cooperatives of Ontario" étaient en visite à la Coopérative de Pointe-aux-Roches la semaine dernière. La visite s'inscrivait dans une tournée de diverses coopératives agricoles de la région, faite en marge de la réunion du Conseil tenue au Wheels Motor Inn de Chatham.

Les visiteurs ont été impressionnés entre autre par l'utilisation de l'ordinateur à la Coopérative. Notre photo fait voir M. Murray Allen d'Alfred, (g.), et M. Claude Gauthier de Earlton pendant l'explication de l'utilisation que donnait M. Charles Desmarais, gérant de la Coopérative.

La Coopérative de Pointe-aux-Roches figure parmi les 4 ou 5 plus grosses de l'Association, qui compte 44 coopératives agricoles-membres regroupant 48,000 membres et ayant un chiffre de ventes de $498 millions l'année dernière.

Selon un porte-parole de l'Association, la Coopérative de Pointe-aux-Roches est aussi parmi celles qui sont le mieux gérées dans la province.

On parle d'eux

C'est toute sa famille qui a bénéficié de la bonne fortune de **Mme Elaine Quenneville** de Pointe-aux-Roches.

Mme Quenneville s'est procuré un billet de tirage "Play Ball" au magasin Zehr's de Tilbury récemment et, comme tous les autres "chercheurs de fortune," s'est mise à "gratter". Il lui a d'abord semblé qu'elle gagnait $5., mais ce parut ensuite comme $50. En fin de compte, c'est la magnifique somme de $5000. que son mari, **Luc**, et elle ont ensuite pu aller recueillir à Toronto.

Avec l'argent, elle s'est procuré une machine à coudre, puis a acheté de généreux cadeaux pour son mari et chacune de ses quatre filles.

* * * * *

L'aspect le plus agréable de la célébration du 50e anniversaire de mariage de **M. et Mme Arthur et Jeannette Lamirande** qui a eu lieu à la fin du mois de juin, c'est que leurs neuf enfants étaient tous réunis pour l'occasion. Trois d'entre eux demeurent dans la région, mais il y en a un à Sault-Ste-Marie et cinq qui résident dans la région d'Ottawa!

M. et Mme Lamirande se sont mariés à Luskville, dans la belle province, le 8 juillet 1936. Ils ont 23 petits-enfants et 8 arrière-petits-enfants.

* * * * *

On dit que le terrorisme a dissuadé beaucoup de touristes américains de se rendre sur d'autre continents.

Il semble en effet que beaucoup plus d'entre eux aient décidé de visiter plutôt le Canada. En tous les cas, **M. et Mme Charles et Thérèse Crockett** ont été impressionnés par le grand nombre d'entre eux qu'ils ont croisés au cours de leur récent voyage dans la province de Québec.

Il s'agissait d'un périple d'une dizaine de jours qui les a amené, entre autres, à la vieille capitale, au Cap-de-la-Madeleine ainsi qu'à Ste-Anne-de-Beaupré où Mme Crockett a été particulièrement impressionnée par le Cyclorama.

* * * * *

"C'est pour la bonne santé dont nous avons joui, et surtout pour le fait que nous avons eu de très bons enfants que nous sommes reconnaissants envers la Providence." Voilà le sentiment qu'éprouvent **M. et Mme Ivan et Azilda Mayrand** à l'occasion de leur 50e anniversaire de mariage.

Ils ont marqué l'occasion avec leur famille et leurs amis par une messe à l'église St-Jérôme suivie d'une réception dimanche dernier. Ils ont quatre enfants, **Patricia** (Mme Ed Rivard), et **Wilfrid** (marié à Laurie), tous de Windsor, **Ronald** (marié à Anne) de Penetanguishene, et **Suzanne** (Mme Michael Beaton) de Carleton Place, 10 petits-enfants et 2 arrière-petits-enfants.

Le couple s'est marié en l'église St-Colombukil de Pembroke le 20 août 1936.

* * * * *

"Avec ses cheveux noirs et ses yeux bleus, c'est un vrai portrait de sa mère." C'est avec ces mots que **Daniel Marier** accueille son premier enfant, **Daniela Gina** avec son épouse **Luciana** (née Bomben).

Elle est née le 27juillet, premier petit-enfant de **M. et Mme Pietro et Irma Bomben** et **M. et Mme Benoit et Bernadette Marier.**

* * * * *

Comme on pourrait s'y attendre, la petite **Nicole Chenier** (3 ans et demi) et son frère cadet **Michel** (2 ans et demi) sont tout ébahis de la présence de leur nouvelle petite soeur **Natalie Marie.**

Le nouveau poupon est l'enfant de **M. et Mme Lucien et Mary [Amante] Chenier**, et petite-fille de **M. et Mme Antonio Amante** et **M. Réjean Chenier.**

* * * * *

Certains gens de la région se souviendront de visites dans la région de **M. Jean-François Séguin**, toujours en rapport avec diverses activités du mouvement coopératif, en particulier les caisses populaires.

Ils seront intéressés de savoir que M. Séguin a reçu l'Ordre du Mérite Coopératif Canadien à l'occasion du 40e congrès annuel du Conseil canadien de la Coopération tenu à Québec en fin de mois dernier.

* * * * *

Nouvelle présidente de la Commission de contrôle cinématographique

Mme Anne Jones de Hamilton, ex-présidente de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth, sera présidente de la Commission de contrôle cinématographique de l'Ontario, à compter du 25 août.

L'annonce a été faite la semaine dernière par M. Monte Kwinter, ministre de la Consommation et du Commerce, qui a indiqué que Mme Jones a été choisie en raison de son implication dans une grande variété d'activités communautaires ainsi que ses compétences en planning et en administration.

Mme Jones remplace Mme Mary Brown dont le mandat a pris fin le 7 juillet et qui s'était acquis la réputation d'être très sévère dans ses jugements quant aux films que l'on peut projeter pour le public dans la province.

M. Kwinter a aussi annoncé la nomination de six nouveaux membres à la commission ainsi que le renouvellement de trois mandats.

"Avec ces nominations et en augmentant le nombre de personnes siégeant à la commission, nous voulons nous assurer que les décisions de la Commission de contrôle cinématographique reflètent les critères de la communauté," de dire le ministre.

M. Kwinter a expliqué que la commission a aussi pour but d'accroître les renseignements sur les films qui figurent dans les annonces publicitaires afin de permettre au public de prendre leurs décisions quant au visionnement de films.

Commerçants... Professionnels...

Vous offrez vos services en français?

Les lecteurs du Rempart seraient intéressés à le savoir!

Communiquez avec nous au sujet de notre Index des services en français

948-4139

Le Rempart est là pour vous servir

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

AGENTS D'IMMEUBLES

Buckingham Realty
Omer Dubuc
4573 est, ch. Técumseh,
Windsor, N8T 1B6
948-8171, 734-6369

ASSURANCES GÉNÉRALES

Lajeunesse-Lanoue
5915 ch. Malden, Windsor
N9H 1S6 - 966-6112

The Co-operators
M. Luc Mailloux
C.P. 9 Emeryville (Puce)
N0R 1C0 - 727-3855, 735-8135
727-6479

AUTOMOBILES - PIÈCES

A & L Auto Recyclers Ltd.
(MM. John Lanoue, Guy Desmarais)
Route 2 angle ch. Comber (77)
N0P 1J0 - 1-800-265-2128 comté
798-3525 Windsor

AVOCATS

Me Brian Ducharme
201-302 Ouellette, Windsor
258-6490
12214 est, ch. Técumseh,
Técumseh 735-1445
400 rue Notre-Dame, Belle-Rivière 728-1840

Levesque, Levesque et Taylor
(Gérard et Simone Levesque)
52 ouest, rue Chatham, Windsor
252-2323
12150 ch. Técumseh, Técumseh
735-9928

McTague-Clark Barristers
(Me Robert Beaudoin)
455 rue Pelissier, Windsor
255-4383

COMPTABLES AGRÉÉS

Cox, Hyatt & Company
(M. Donald Lassaline)
875 ave Ouellette, Pièce 200,
Windsor N9A 4J6 - 258-4626

DÉPANNEUR

The Party Stop
(Mme Rose Daoust)
6525 est, rue Wyandotte
948-3325

GARDERIE

Chez Tante Sylvie
1684 ave Ellrose, Windsor
N8Y 3X7 - 945-0608

IMPRIMERIES

Imprimerie Lacasse
Larry Lappan
12129 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 2M4 - 735-4121

Imprimerie Tribune
Lucien Lacasse
13021 est, ch. Técumseh
Técumseh N8N 2M3 - 735-3202

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Caisse populaire de
Pointe-aux-Roches Ltée
C.P. 100, Pointe-aux-Roches
N0R 1N0 - 798-3026

Caisse populaire Técumseh Ltée
1120 Lespérance, Técumseh
N8N 1X2 - 735-6069

Caisse populaire Windsor Ltée
2800 est, ch. Técumseh,
Windsor
945-8156, 945-8161

à suivre en page 3

On prépare les jeunes anglophones pour les classes françaises

(GH) Grâce à des camps d'immersion, 200 jeunes anglophones du comté d'Essex inscrits à des écoles françaises pour septembre, pourront mieux commencer leur année scolaire. L'instigatrice de ce projet, Mme Donna Bastien, estime que c'est un très bon pas dans l'enseignement de l'enfant. "Plusieurs d'entre eux ne parlent pas le français. Les professeurs leur donnent la base nécessaire qui leur permettra d'accélérer leurs études."

C'est en '79 à l'école St-Jean-Baptiste d'Amherstburg que le tout a commencé. Depuis, on a dispersé les camps dans 9 autres écoles du comté, soit St-Antoine à Técumseh, Sacré-Coeur à LaSalle, St-Joseph à Rivière-aux-Canards, Ste-Ursule à McGregor, St-John de Bréboeuf à Kingsville, St-Michael à Leamington, St-Paul à Pointe-aux-Roches, St-Ambroise à St-Joachim et le Pavillon des Jeunes à Belle-Rivière.

Sur les 260 élèves inscrits pour la maternelle en septembre, 90% fréquentent ces camps. "C'est un signe que les parents sont très intéressés à un tel projet," de mentionner Mme Bastien.

Le projet, qui est subventionné par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, crée de l'emploi pour 18 personnes. Ces gens ne sont pas nécessairement des professeurs, quoique certain(e)s s'orientent vers cette carrière.

Le projet est parrainé par l'Union culturelle des Franco-Ontariennes, section Rivière-aux-Canards, et le Centre culturel St-Cyr de Pointe-aux-Roches.

Mme Bastien espère que le projet soit étendu au niveau pré-jardin. "Les parents y tiennent et voient ce programme comme étant très constructif pour leurs enfants. Si, un jour on pouvait faire des classes de pré-jardin qui commenceraient en septembre de chaque année, je pense que les parents seraient plus que ravis."

Durant les camps, les professeurs occupent les élèves en organisant des activités qui incitent l'enfant du même coup à apprendre le français. Les méthodes utilisées sont, par exemple, la danse, les films, beaucoup de jeux constructifs et le chant qui est particulièrement utilisé parce que, selon Mme Bastien, le chant est un très bon moyen de faire mémoriser les mots et "l'enfant capte plus vite." Des sorties sont prévues en fins de semaine.

"Un peu de peinture les enfants" de dire Mlle Nicole Monette, professeur pendant les camps d'immersion à l'école St-Antoine de Técumseh. Mais ils étaient plus intéressés à jeter un regard vers la caméra. Les jeunes sont Ryan Corcoran et Katherine Smucler, tous deux de Técumseh. [Photo GH]

La 6e course annuelle!
C'est cette année, que vous êtes en poste,
organisez une course, commanditez un participant et que
vous encouragez une bonne cause.
Faites que cette année soit celle de votre participation.

LA COURSE TERRY FOX
COUREZ!
MARCHEZ!
COURSEZ!
PÉDALEZ!
ROULEZ!

La course Terry Fox Dimanche, le 14 sept.

AVIS IMPORTANT

Loi sur la réglementation des loyers d'habitation

Le 10 juillet, l'Ontario a adopté la Loi sur la réglementation des loyers d'habitation.

Celle-ci vise à préserver le stock de logements locatifs à prix modique de la province et établit un processus d'approbation des activités suivantes:

- conversion de logements en condominium
- conversion de logements à d'autres fins
- conversion de logements en coopératives
- vente d'une part ou participation dans une coopérative
- démolition de logements
- rénovation de logements
- séparation de logements

Ces nouveaux règlements peuvent vous toucher. Remplissez ce coupon et postez-le pour obtenir plus de renseignements:

Ministère du Logement, 4e étage, 777, rue Bay
Toronto (Ontario) M5G 2E5

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Ontario Ministère du Logement
L'hon. Alvin Curling

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

LIBRAIRIES

De passage à Toronto... ou par courrier...

LIVRES ET DISQUES FRANÇAIS

Choix complet pour tous les goûts et tous les âges

Editions Champlain Ltée.

107 rue Church
Toronto, Ontario N5C 2G5

(416) 364-4345

Librairie du SUD-OUEST

6555 ch. Malden
Windsor, Ontario
N9H 1T5

Choix de livres, disques et jeux pour adultes et enfants

commandes postales

9h à 17h
lundi au samedi

734-1960

PHOTOGRAPHES

St. Louis Studio & Camera Inc.
(M. Georges St. Louis)
12065 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 1M1 - 735-2622

The Photographer
(Mme Marthe Cybulski)
859 rue Moy, Windsor N9A 2N7
253-4535

QUINCAILLERIE

Quincaillerie Pattenaude
7180 ch. Técumseh,
Pointe-aux-Roches, N0R 1N0
798-3556

RÉCEPTION, SALLE À LOUER

Centre canadien-français
2418 ave Central, Windsor
N8W 4J3 - 945-1189

RÉNOVATION ET CONSTRUCTION

Adrian Aluminum Ltd.
(Gilbert et Victor Bellavance)
3979 est, ch. Técumseh,
Windsor, N8W 1J5
945-1761

Country Lumber
3755 Route 42 (en face de l'aéroport) Windsor N9E 6J3
(Gaby ou Nycole Blanchette)
Bur.: 966-4747 - Rés.: 735-3446

SALONS FUNÉRAIRES

Salon Funéraire Marcotte
(Jérôme P. Marcotte)
870 est, Wyandotte, Windsor
12105 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 1L9 - 253-3577, 735-2830

Melady's Funeral Home
572 Notre-Dame, Belle-Rivière
N0R 1A0 - 728-1500

à suivre en p. 8

En Bref

• Les jeunes Canadiens ont de bien mauvaises habitudes en matière de santé

Une étude effectuée en 1984 par le Groupe d'évaluation des programmes sociaux de l'Université Queen's de Kingston, auprès de 33,111 jeunes Canadiens, et dont les résultats ont été dévoilés en juin lors d'un colloque tenu à l'Université Laval, a permis de faire ressortir les points forts et les lacunes des connaissances et des comportements des jeunes Canadiens en matière de santé.

Parmi les données obtenues, on remarque:

—La mauvaise alimentation des jeunes Canadiens: près de la moitié des enfants n'ont pas un régime équilibré, 25% de ceux de 15 ans prennent rarement un petit déjeuner.

—Le peu d'activité physique: 25% des jeunes n'assistent pas aux cours d'éducation physique à l'école, et les filles font beaucoup moins d'activités physiques que les garçons.

—La forte consommation de tabac, d'alcool et de drogue: 11% des élèves de 7e année et 26,3% de ceux de 10e année fument la cigarette. Les deux tiers des élèves de 10e année consomment de l'alcool.

• Pour ne pas s'endormir au volant

(SHS) Un accident de la route sur quatre est causé par la fatigue ou l'assoupissement. Pour aider à diminuer le danger, la firme Renault a mis au point un micro-ordinateur de bord qui garde à l'oeil la vitesse du véhicule et l'angle de rotation du volant. Programmé pour entrer en fonction à partir de 60 km/h, le système enregistre pendant les 30 premières minutes de route comment se comporte le conducteur. Passé ce temps, lorsqu'apparaît la fatigue, l'ordinateur compare la vitesse et l'angle du volant avec les données enregistrées plus tôt. Décelle-t-il un relâchement? Un voyant lumineux s'allume et une voix lance un avertissement. Constate-t-il des signes de somnolence? Une lumière rouge et une sonnerie "réveillent" le conducteur. Le système, qui nécessite encore quelques raffinements, sera offert pour environ $150.

• Octroi en vue de l'amélioration du vieux Sandwich

La ville de Windsor recevra une subvention de planification communautaire de $10,050 pour entreprendre une étude d'animation de façade du secteur sandwich.

L'annonce vient d'être faite par le ministre des Affaires municipales, M. Bernard Grandmaître.

Les subventions de planification communautaire sont conçues pour encourager les municipalités à réviser et mettre à jour leurs programmes de planification, leurs règlements de zonage et autres documents de planification.

• Centre de ressources agro-alimentaires

Un nombre grandissant de publications en français sur diverses questions sont disponibles au Centre de ressources agro-alimentaires situé au Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred.

Il compte parmi ses ressources un bon nombre de documents écrits dans les domaines suivants: horticulture, zootechnie, phytotechnie, alimentation, génie rural, gestion de ferme et politique agricole, par exemple, "Production et entreposage d'un maïs-grain de qualité," "Culture des fraises de jardin," "La lutte contre les mouches dans les étables et écuries," "L'herbe à la puce," "Problèmes associés aux drains" et "Programmes d'aide financière à la disposition des agriculteurs Ontariens".

Pour renseignements: Centre de ressources agro-alimentaires, Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred, C.P. 580, Alfred (Ontario), K0B 1A0, 613-679-2218.

• Mise en garde relative au lait non pasteurisé

Le programme d'excursions à la campagne organisées pour des écoliers comprend souvent une visite de ferme, et il arrive qu'on leur fasse goûter du lait non pasteurisé. Cette pratique dangereuse peut avoir de graves conséquences sur le plan de la santé, signale la Direction générale de la protection de la santé du ministère de la Santé et du Bien-être social du Canada.

Au cours des dernières années, le rôle du lait et des produits laitiers dans la transmission de maladies a été souligné au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et ailleurs.

Or, la pasteurisation détruit facilement les contaminants. Il faut interdire aux enfants de boire le lait cru qu'on leur offre pendant des excursions dans des fermes.

• Subventions pour le théâtre et l'information juridique

Le ministre délégué aux Affaires francophones, l'honorable Bernard Grandmaître, a annoncé aujourd'hui l'octroi de deux subventions du Fonds de soutien à la communauté administré par l'Office des affaires francophones.

L'une, de $5,338 à Théâtre-Action d'Ottawa, servira à défrayer les coûts de production d'une publication destinée aux adolescents intéressés à se faire la main à l'improvisation.

L'autre de $15,000 à l'Association des juristes d'expression française servira à défrayer les coûts d'une émission de télévision de la série "C'est ton droit". L'émission informera les jeunes francophones sur la pratique du droit.

• Des oeufs en quantité

C'est tout de même surprenant que, malgré la forte production d'oeufs au Canada, votre voisin vienne toujours vous emprunter un ou deux oeufs! Selon les chiffres de Statistique Canada, la production d'oeufs au Canada a augmenté en avril 1986 pour atteindre 40.7 millions de douzaines, ce qui équivaut à plus d'une douzaine d'oeufs par Canadien chaque mois!

• Les noms les plus populaires de l'année

Cinq noms à consonance française figurent parmi les dix noms les plus populaires données aux filles nées en Ontario pendant 1985, selon un rapport du bureau du Régistraire général de la province: Stephanie, Laura, Nicole, Michelle et Danielle. Les plus populaires étaient Ashley, Jennifer, Amanda, Jessica, Sarah et Melissa.

Chez les garçons, le nom le plus populaire a été Michael, donné à près de 2,700 bambins. On a aussi choisi très souvent les noms Christopher, Matthew, Andrew et Ryan. David, Robert Joseph et Justin figurent aussi parmi les quinze plus populaires.

Le bureau a enregistré 134,000 naissances au cours de l'année.

• Nomination à Centraide Kent

Le président de Centraide Kent, M. Douglas Pierce a annoncé la semaine dernière la nomination de M. John Burgess à titre de président pour le district de Chatham.

Résidant de Chatham depuis 11 ans, M. Burgess est natif de Cheshire en Angleterre. Il travaille présentement pour une compagnie d'assurance à Chatham.

L'objectif pour l'année 86-87 pour la région de Chatham est de $663,720.00, et ceux pour les autres régions sont: Tilbury $65,000, Ridgetown $25,000, Thamesville $8,000, Bothwell $8,000, Wallaceburg $95,000, Blenheim $35,000, Dresden $14,000, ce qui fait un total de $913,720 pour tout le comté.

• Les jeunes contribuent pour l'établissement d'un centre à Leamington

M. Remo Mancini, député fédéral pour la circonscription d'Essex-sud a coupé le ruban le 30 juillet pour marquer l'ouverture d'un nouveau centre de counselling dans la région de Leamington pour jeunes en situation de crise.

Le Centre qui offrira entre autre un service téléphonique de 24 heures par jour pour les jeunes a été mis sur pied par le ministère des Services sociaux et communautaires.

Les étudiants des écoles secondaires Leamington District High School et Kingsville District High School ont fait ressortir le besoin d'un tel service l'an dernier et ont réuni eux-mêmes $4,000 pour aider à le mettre sur pied.

Un conseil scolaire... suite de la p. 1

demande si les centres les plus éloignés, tels Sarnia et London, ne seraient pas mieux regroupés avec une région du centre-ouest de la province.

Et certains autres ne jugent même pas avantageux d'inclure les écoles de Kent (trois écoles élémentaires et une école secondaire) sous un tel conseil.

"Je ne crois pas que ça marcherait, de dire M. Robert L'Ecuyer, président du Comité consultatif de langue française auprès du Conseil d'éducation du comté de Kent. Dans une région si grande, l'accès au service serait rendu plus difficile et l'efficacité pourrait en souffrir."

C'est aussi l'opinion de M. Conrad Noël, surintendant au Conseil des écoles séparées dans ce comté, qui en a fait l'expérience alors qu'il était à St-Catharines. "Non seulement l'accès aux services est-il réduit, mais une bonne part du personnel-cadre passe autant de temps à voyager en voiture que dans les institutions," ajoute-t-il.

Ces deux derniers jugent donc préférable pour les écoles de leur comté de demeurer sous l'égide du Conseil (anglophone) des écoles séparées. M. L'Ecuyer estime que sous le nouveau régime (la nouvelle loi sur la gestion des écoles françaises par une section française à l'intérieur du conseil anglophone), les écoles françaises de Kent seront très bien servies. M. Noël enchaîne en disant que l'attitude envers les écoles françaises à l'intérieur de son conseil lui inspire bien confiance en ce rapport.

Quant à la surintendante des écoles françaises du Conseil des écoles séparées du comté d'Essex, Mme Donna Bastien, elle réserve son jugement sur la question d'un conseil homogène, préférant attendre pour voir comment fonctionnera la nouvelle forme de gestion en janvier prochain.

Selon la nouvelle loi, aux prochaines élections municipales à l'automne 1988, une section française sera élue à l'intérieur de chaque conseil d'éducation qui gère des écoles de langue française.

Cependant, en attendant ces élections, dès janvier prochain, chacun de ces conseils devra former un "sous-conseil" de langue française de trois à cinq membres selon le nombre d'élèves de langue française. Les conseillers déjà élus qui rencontrent les critères voulus et qui le veulent auront alors l'option de siéger au "sous-conseil". Puis, selon le nombre de ces conseillers qui auront choisi de le faire, on en élira un nombre additionnel suffisant à une réunion publique, si nécessaire.

Une telle réunion ne sera probablement pas nécessaire au Conseil des écoles séparées de Kent car il y siège actuellement cinq francophones et une source fiable a indiqué au REMPART qu'il semble presque certain qu'au moins trois d'entre eux voudront faire partie du "sous-conseil".

Par contre, au Conseil des écoles séparées d'Essex, Mme Bénéteau, qui, elle, a déjà décidé qu'elle y siègera, indique toutefois que le choix pourrait être plus difficile pour les quatre autres membres d'expression française à son conseil à cause des secteurs dans lesquels ils ont été élus.

M. Aurèle Bénéteau, le seul francophone au Conseil d'éducation d'Essex, n'a pas encore décidé.

Quant aux conseils d'éducation de Windsor et de Kent, ils resteront avec des comités consultatifs seulement puisqu'ils ne gèrent pas eux-mêmes d'écoles françaises.

Le Rempart

Publié tous les mercredi par les Publications des Grands Lacs Ltée, 2418 ave Central, Windsor, Ontario, N8W 4J3

Éditeur: Jean Mongenais
Adjoint à la rédaction: Gaëtan Harvey
Publicité nationale: Christine Carrier
Comptabilité: Charlotte Mongenais
Atelier: Christine Carrier
Sylvie Deshaies

la copie: 50¢
abonnement: $12 - Canada
$25 - ailleurs

TÉLÉPHONES: Général: 948-4139
Rédaction: 948-4130

Enregistré comme courrier de deuxième classe Permis 02903.

Membre de l'Association de la presse francophone hors Québec.

APF

Coupon d'abonnement

Nom _____

Adresse _____

_____

_____ Code postal _____

Tél. _____

☐ Nouveau ☐ Renouvellement

Vous êtes déjà abonné?

Nous sommes heureux de vous compter parmi nos lecteurs!

Passeriez-vous ce coupon à quelqu'un qui ne l'est pas?

Sports

C'est mon avis

par
Gaétan Harvey

Les microbes et l'exercice

C'est avec un grand soulagement que je me remets d'une courte période de maladie. J'ai attrapé un virus. (Je vous jure qu'il ne faut aucun talent spécial pour attraper ces microbes-là!) Clouer au lit pendant une journée et demie, avoir mal à la tête, se sentir faible et étourdi, ce n'est pas drôle, je vous le dis. (Il n'y a qu'une chose que je manque: c'est le petit déjeuner que ma femme m'apportait au chevet de mon lit. Ah! Merci, mon trésor!) Néanmoins, c'est quelque-chose que je ne vous souhaite pas (Je parle du virus, pas du service au lit)

Mais ça m'a permis de comprendre une chose durant ce court congé forcé. Je ne suis pas en forme! ... et selon un conseiller médical, spécialiste dans ces petits microbes, qui écrit une rubrique dans un journal de Montréal, une personne qui n'est pas en forme a plus de risque d'attraper les virus. Il écrit même que la fréquence de tout ce qui est de mal de tête, mal au coeur, mal ici, mal là, peut être réduite juste en faisant de l'exercice!

Il y a une leçon fort intéressante pour n'importe qui là-dedans, ne trouvez-vous pas?

L'exercice donc, n'a pas seulement une valeur physique, ne fait pas seulement aider à maintenir la bonne forme et contribuer au mieux-être général de l'individu, c'est en fait une forme de médecine préventive efficace.

C'est aussi économique. Pas malade, pas de médicaments. Pas malade, toujours en forme (...pas malade, plus de déjeuner au lit...mais ça, ça peut toujours s'arranger!)

En tous les cas, c'est un très bon conseil à prendre. Si le conseil n'est pas nouveau pour vous, il est toujours bon de se le faire rappeler!

Et si vous êtes du type qui n'est pas intéressé, alors bon congé de maladie!

Quilles Fleur de Lys

Début de la ligue pour enfants

(GH) C'est le 7 septembre prochain que débutera une ligue de quilles francophone pour enfants. Les organisateurs sont prêts et il ne reste maintenant qu'aux jeunes de s'inscrire.

Pour être éligible pour cette ligue, qui a pour nom la Ligue Fleur de Lys Enfants, il y a un seul critère: soit d'avoir entre 5 à 16 ans. Les parties se joueront à chaque dimanche avant-midi à 9h00 à la salle Bowlero sur le chemin Técumseh. À savoir pourquoi les organisateurs avaient choisi le dimanche matin pour jouer les parties, la présidente de la ligue, Mme Chantale Morin a indiqué qu'ils n'avaient pas eu le choix. "Les allées de quilles à Windsor sont toutes réservées des mois et des mois d'avance et ils nous ont offert ce temps et je pense que cela convient quand même, car les enfants sont tous avec leurs parents le dimanche. Ça va peut-être apporter des problèmes pour la messe du dimanche mais il y a toujours la messe du samedi si vraiment les parents veulent faire jouer leurs enfants."

Le coût d'inscription par enfant sera de $4.50 par semaine. Ce montant sert à défrayer la location de la salle, et à préparer le banquet de fin de saison auquel les organisateurs donneront des trophées, offriront un repas, et un disco fera les frais de la musique.

Les boules et souliers seront fournies par la salle Bowlero.

Le calendrier de la ligue s'échelonnera sur une période de 30 semaines.

D'autre part, la ligue Fleur de Lys Mixte débutera ses activités le même jour, mais en après-midi. Malgré le fait que la ligue ait presque tous ses joueurs, le président, M. Réjean Morin, invite ceux et celles qui seraient intéressés à joindre la ligue. Si plusieurs nouveaux s'inscrivent ça pourrait augmenter le nombre d'équipes. Le coût à chaque semaine est de $8.50.

On sait que ces deux ligues de quilles font partie de l'Association francophone des sports et loisirs Windsor-Essex.

Ligue de baseball de Tilbury Nord

Résultats de la semaine dernière

T-Ball

René Mailloux (RM)	25
Denise Laporte (DL)	18

Circuits durant la partie

Ryan Stevenson (DL)	2
Richard Levesque (DL)	1
Diane Rhindlsbacher (DR)	18
Sherry Belleperche (SB)	15

Circuits durant la partie

Jamie Cowan	3
Ian Levoy	1
Jeannette Belleperche	1
Mike Poulson	1

JUNIOR

Stoney Pointe Sportsman Club	9
Stoney Point Ladies Aux.	8
Pro Hardware	16
Harrison Construction	4

INTERMÉDIAIRE

Andy Ouellette	13
Bill Broad	7
Jean-Paul Gagnier	7
Bill Broad	3
Jean-Paul Gagnier	6
Bernie Lebert	1

Classement suite au 1er août

	pj	pg	pp	pn	pts
T-BALL					
René Mailloux	6	4	1	1	9
Denise Laporte	6	3	2	1	7
Diane Rhindlsbacher	6	2	3	1	5
Sherry Belleperche	6	1	4	1	3
JUNIOR					
Stoney Point Sportsman Club	6	5	1	0	10
Stoney Point Ladies Aux.	6	4	2	0	8
Harrison Construction	5	1	4	0	2
Pro Hardware	5	1	4	0	2
INTERMÉDIAIRE					
J.P. Gagnier	9	6	3	0	12
Andy Ouellette	8	5	3	0	10
Bernie Lebert	8	4	5	0	8
Bill Broad	10	3	7	0	6

Du sport à Radio-Canada

NAVRATILOVA, EVERT-LLOYD ET LES AUTRES

à l'Univers des sports samedi 9 et dimanche 10 août, 13h00

Les meilleures joueuses de tennis au monde se donnent rendez-vous au stade Jarry du Parc Jean-Paul II à Montréal pour le Championnat international Player's 1986. On pourra suivre en direct les demi-finales et la finale de ce prestigieux tournoi.

Martina Navratilova, championne de Wimbledon, et Chris Evert-Lloyd, championne des Internationaux de France, seront certes établies favorites, mais des joueuses de talent comme Hanna Mandlikova, la Canadienne Carling Bassett et la jeune Allemande Steffi Graf pourraient bien mêler les cartes. Une chose est sûre, on assistera à du tennis de première classe, des matchs excitants décrits par Jean Pagé en compagnie des analystes Hélène Pelletier et Réjean Genois.

Des meilleures idées... pour de meilleurs bureaux

Monarch
OFFICE SUPPLY LIMITED

1835 Provincial
(anciennement Route 96)
Windsor, Ontario

966-2400

Livraison gratuite tous les jours
Amplement de stationnement gratuit

Marcel's Garage & Bodyshop
[DIVISION DE JEROME MARIER AND SONS LTD.]
Alignement
SERVICE COMPLET DE DÉBOSSAGE ET DE RÉPARATION
Nous acceptons toutes les évaluations faites par les assureurs
945-1181
5584 est, chemin Técumseh (angle Ferndale)
Nous avons toujours des voitures à prêter pendant les réparations

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA
recherche

un commis bilingue, temporaire,

pour l'exécution d'une variété de tâches administratives.

Le/la candidat(e) doit être excellent(e) à la machine à écrire, posséder de solides aptitudes pour l'administration et doit pouvoir s'exprimer facilement.

Envoyez votre curriculum vitae à:
Irene Orr
C.P. 1609
Windsor, Ontario
N9A 1K7
Le concours se termine le 15 août 1986.

PETITES ANNONCES

À VENDRE: Laveuse et sécheuse de marque inglis, grandeur appartement, avec pied pour les superposer. Les deux pièces sont à l'état de neuf. Communiquer au **948-4139** ou **253-0049**. **16-2**

EDUCATEUR[TRICE] DES PETITS RECHERCHÉ[E] par la garderie "Chez Tante Sylvie" pour entrer en fonction en septembre. Le certificat d'éducation des petits (Early Childhood Education) est requis. Communiquer avec Sylvie Paquette: **945-0608** ou **945-5850**. **29-1**

GARDIENNE RECHERCHÉE: non-fumeuse, à compter du 2 septembre, pour garder deux filles chez des parents-enseignants, à 10 minutes au sud d'Essex. **776-5153.** **29-2**

WINDSOR CHAPEL

ENTREPRENEURS DE POMPES FUNÈBRES
253-7234
1700 est, chemin Tecumseh, Windsor
Francis Louis Janisse, président et directeur

Travaux publics Canada — Public Works Canada

APPEL D'OFFRES

Des soumissions cachetées pour les projets ou les services énumérés ci-dessous, adressées à l'Officier de la finance et de l'administration, Région de l'Ontario, Travaux Publics Canada, 451 rue Talbot, C.P. 668, LONDON, Ontario, N6A 4Y4 seront reçues jusqu'à 15h à la date limite indiquée. On peut examiner ou obtenir des copies des documents de soumissions par l'entremise du Bureau des soumissions, à la même adresse que ci-haut, no de téléphone (519) 679-4323.

Projet #624589 - Contrat de nettoyage
Centre d'Immigration du Canada, pont Ambassadeur, Windsor, Ontario

Date limite: **le mercredi, 12 août, 1986**

Ni la soumission la plus basse, ni aucune d'entre elles, ne sera nécessairement acceptée.

Canada

CN

PROGRAMME EMPLOI-JEUNESSE

Le CN entreprend sa troisième année d'un programme spécial d'une durée de cinq ans, visant à offrir aux jeunes hommes et femmes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans, une expérience temporaire de travail dans leur domaine, pour une période maximum de trois ans.

Une occasion d'apprentissage pour un analyste débutant en prévention des avaries et services des réclamations s'offre à Windsor à celui ou celle qui détient un diplôme de fin d'études secondaires et un permis de conduire. Le salaire sera déterminé lors de l'entrevue.

Les demandes d'emploi seront acceptées du 11 au 29 août, et le travail débutera le ou vers le 31 octobre 1986.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent s'adresser au:

Bureau d'embauche du CN
Bureau 103.
97, rue Front Ouest
Toronto (Ontario)
M5J 4E5

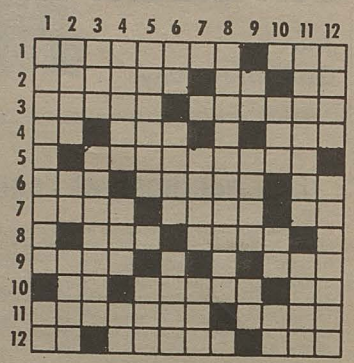
CN

Le quel des deux tableaux de droite pourra se superposer au tableau de gauche de façon à former un moulin à café.

jouez avec nous

Trouvez les 7 erreurs SOP:-673

mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 — Trafic sur les effets publics. — Sorte de petite pomme rouge et blanche.
2 — Ce qu'on peut avaler de liquide en une seule fois. — Monsieur. — Art. esp.
3 — Petite parcelle. — Partie du corps humain.
4 — 50 et 500, en chiffres romains. — Faculté de voir. — Ordre prescrit des cérémonies religieuses.
5 — Qui appartiennent aux fées.
6 — Donne la mort. — Nom de diverses cavités irrégulières de l'économie. — Poss.
7 — Inscription sur la croix — Prince troyen. — Inf.
8 — Je. — Exister.
9 — Néant, nulle chose. — Que construit l'oiseau.
10 — De la gamme. — Faire cuire dans la friture. — D'un verbe gai.
11 — Qui fait l'élevage des chevaux. — Liquide blanc.
12 — Pron. pers. — Que l'on rencontre dans l'urine (pl.). — Affaibli.

VERTICALEMENT

1 — Rejoindre, réunir en collant. — Conj.
2 — Pêcherie formée de deux rangs convergents de perches. — Premier des nombres. — Genre de myriapode.
3 — Du verbe aller. — Etat de ce qui est ferme.
4 — Nervure ou arête saillante. — Petit-fils d'Hellen. — Considéré.
5 — Action d'être tenu (pl.) — Métal.
6 — Deux voyelles. — Grand lac. — Non cuite.
7 — De naissance. — Colère.
8 — Mettre en paquet.
9 — Coups de baguettes. — Se servir. — Art. esp.
10 — Bison d'Europe. — Dans. — Article.
11 — Manteau d'homme. — Membrane de l'oeil.
12 — Petite île — Sécheresse, stérilité.

solutions

MOTS CACHÉS: CROISSANT

9 lettres cachées

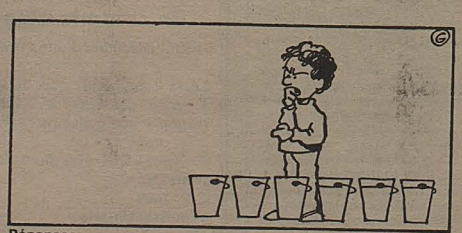
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	T	R	E	V	R	E	S	E	R	E	S	S	A	M	A
2	T	R	A	V	A	I	L	L	E	R	Z	E	S	S	A
3	R	E	A	E	U	Q	I	T	A	M	O	R	A	O	T
4	A	U	R	N	I	E	R	R	E	Y	O	L	G	I	R
5	V	N	E	C	S	I	R	A	M	O	I	N	E	G	E
6	A	I	V	S	H	F	A	C	I	L	E	M	E	N	T
7	I	O	S	E	A	I	I	D	R	O	I	T	E	E	O
8	L	N	R	R	O	E	Y	G	E	M	I	R	I	R	R
9	T	S	C	A	T	L	R	O	U	T	I	L	E	S	D
0	E	E	S	T	L	E	S	U	N	R	E	T	O	U	R
1	S	L	A	E	L	A	E	R	I	N	A	P	E	R	E
2	T	P	I	E	S	A	R	D	O	R	I	T	R	A	P
3	N	I	O	C	E	R	C	E	N	N	I	L	I	E	U
4	E	S	O	R	O	M	A	O	T	O	S	E	S	O	R
5	R	I	O	V	E	D	N	O	S	A	E	S	U	A	N

cre	farces	Nauséabond	Sage
tre	fiel	nier	soigner
masser			
romatique	Gémir	Partir	Tares
ssez	gourde	patte	test
	grêle	père	tordre
ocal		pies	transfiguration
oite	Idylle		travail
		Recoin	travailler
rever	Lilas	retour	
	loyer	réunions	Utiles
evoir		réserver	
ocile	Maris	rôle	
roite	milieu	roses	
	morose		
acileme nt	moine		

Qu'il est bon ce Simon!

1- Simon entre dans un magasin et s'informe sur les prix d'objets qu'il veut acheter. Le commis lui dit «Pour 1, c'est 12¢; pour 12, c'est 24¢; et pour 144 c'est 36¢». Qu'est-ce que Simon veut acheter ?

2- Simon avait 3 sceaux vides placés à côté de trois sceaux remplis d'eau. En ne bougeant qu'un seul sceau, il a réussi à placer les sceaux en alternance (un sceau vide suivi d'un sceau plein, suivi d'un sceau vide, etc.). De quelle façon s'y est-il pris ?



Réponses

1- Simon veut acheter des chiffres pour écrire des numéros de porte. 2- Simon a vidé le 5e sceau dans le 2e !

La bonne alimentation

Fibres alimentaires: les résultats sont positifs, doublons notre consommation quotidienne!

MARTIN PAQUET
SHS SERVICE HEBDO-SCIENCE

Elles n'ont aucune valeur nutritive, mais on nous recommande d'en manger deux fois plus! Quels sont ces aliments ?

Ce sont les fibres alimentaires, qu'on trouve dans les céréales de grains entiers, les fruits et les légumes.

Ignorées pendant longtemps, même des nutritionnistes, on a découvert au cours des années 70 qu'elles s'avéraient un excellent remède contre la constipation et aussi, peut-être, contre une foule de maladies de civilisation, de l'embonpoint au cancer en passant par le diabète.

Depuis, les Nord-Américains se sont pris d'engouement pour les fibres. Pas suffisamment cependant : nous devrions doubler, de 15 grammes à environ 35 grammes, notre consommation quotidienne de fibres, recommandait il y a quelques mois un comité d'experts réunis par Santé et Bien-être Canada.

Mais attention : pour certaines personnes, trop de fibres peut être dangereux. Et il existe plusieurs types de fibres aux effets très variés qu'on connaît encore très mal, ont souligné les participants au colloque sur les fibres alimentaires organisé en mai dernier dans le cadre du 54e Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences.

La petite histoire des fibres

1975 : deux chercheurs anglais, Denis Burkitt et Hugh Trowell, soutiennent que la consommation d'aliments riches en fibres peut prévenir une foule de maladies touchant surtout les Occidentaux : appendicite, constipation, diverticules, hémorroïdes, varices, diabète, obésité, troubles cardiaques et même le cancer du côlon!

Mais cet enthousiasme est suspect aux yeux de la communauté scientifique. Va pour la constipation, c'est facile à vérifier, mais le cancer...! Dix ans plus tard cependant, les nombreuses recherches effectuées sur les fibres ont en partie confirmé leurs effets positifs :

• **CONSTIPATION** : Pas de doute, elles sont efficaces et les Nord-Américains pourraient économiser une bonne partie des $200 millions qu'ils dépensent chaque année en laxatifs en mettant plus de fibres dans leurs assiettes, a souligné le Dr René Beaudry, du Centre Hospitalier de l'Université de Sherbrooke. Du coup, on préviendrait nombre de diverticules (hernies de l'intestin) et d'hémorroïdes.

Leur mode d'action ? Comme les fibres ne sont qu'en partie digérées, elles augmentent le volume des matières fécales et accélèrent le passage des aliments dans les voies digestives. Ce mécanisme est renforcé par la capacité des fibres d'absorber jusqu'à cinq fois leur poids d'eau.

• **OBÉSITÉ** : Non, les fibres ne font pas maigrir. Mais parce que les aliments riches en fibres contiennent peu de calories, exigent une mastication prolongée et donnent une impression de satiété, c'est une bonne idée de les inclure à un régime.

• **DIABÈTE** : Les associations de diabétiques recommandent à leurs membres de consommer des fibres car celles-ci diminuent la concentration de sucre dans le sang.

• **CHOLESTÉROL** : C'est prouvé, certaines fibres abaissent le taux de cholestérol sanguin.

• **CANCER** : «Les fibres pourraient diluer certaines substances cancérigènes présentes dans l'estomac, mais un lien de cause à effet n'a pas encore pu être établi», explique le Dr Beaudry.

Aliment-remède miracle, les fibres ? Pas si sûr! Ainsi, il est probable qu'elles réduisent l'absorption de certains minéraux essentiels comme le fer, le calcium et le zinc. Mais encore ici, tout dépendrait de la sorte de fibres.

«Certaines populations du tiers monde mangent jusqu'à 100 grammes de fibres par jour sans souffrir d'aucune carence en minéraux», fait observer le Dr Roger Mongeau, du Bureau des Sciences Nutritionnelles de Santé et Bien-être Canada. Mais sans doute ces populations ont-elles une alimentation exceptionnellement bien équilibrée.»

Feu vert aux fibres

Toutes ces données analysées, les experts réunis par Santé et Bien-être Canada ont conclu que les avantages des fibres l'emportaient sur leurs effets négatifs possibles. Les adultes canadiens devraient donc porter à environ 35 grammes leur consommation quotidienne de fibres.

La recommandation ne vaut cependant pas pour les enfants, pour lesquels on ignore la dose souhaitable. «Mais ils auraient sans doute intérêt à en manger plus car la constipation est aussi un problème fréquent chez les jeunes», souligne le Dr Mongeau.

Quant à la carence possible en minéraux, les experts doutent que la consommation de 35 grammes par jour pose un problème. Certains groupes, comme les femmes post-ménopausées et les vieillards, devraient cependant faire vérifier leur taux de calcium à la suite d'augmentation de leur consommation de fibres.

Un mot clef à retenir : variété. Comme différentes sortes de fibres ont différents effets, une alimentation variée, incluant plusieurs sources de fibres, préviendrait les effets négatifs possibles de certains types de fibres consommées en grandes quantités.

Quelques inquiétudes

Face à des consommateurs soucieux de leur santé, les fibres sont devenues un argument de vente efficace et l'industrie projette d'ajouter des surplus de fibres à des aliments qui en contiennent peu ou pas. D'accord avec le principe, les experts sont pourtant inquiets :

— les fibres de ces surplus peuvent être finement moulues. Or contrairement au gros son qui normalise la digestion, le son fin pourrait provoquer la constipation.

— les surplus de fibres peuvent provenir de sources qui traditionnellement ne faisaient pas partie de l'alimentation humaine. Ainsi, on peut aujourd'hui extraire la cellulose du bois et l'incorporer aux aliments mais on connaît mal ses effets sur la santé.

Par conséquent, les experts recommandent au gouvernement d'exiger de l'industrie qu'elle fasse la preuve de la non-toxicité de ces nouvelles fibres avant d'en autoriser l'utilisation.

Et les gaz ?

Porter à 35 grammes notre consommation quotidienne de fibres suppose-t-il une révolution de nos habitudes alimentaires ? Non. Un bon déjeuner composé d'un demi-pamplemousse (1,7 gr), d'une demi-tasse de All Bran (8 gr) et d'une tranche de pain brun (2 gr) fournit à lui seul 12 grammes de fibres.

Les fibres ne «ramonent» pas nos intestins sans être digérées. S'il est juste qu'elles traversent sans dommage l'estomac et le petit intestin, au moins 50% sont dégradées par les 500 espèces de bactéries de notre côlon. Avec comme résultat la formation de gaz.

Or ces émanations sont en grande partie évitables, si on augmente progressivement sa consommation quotidienne de fibres, histoire de laisser le temps à l'organisme de s'adapter. Un truc : évitez de manger des aliments sucrés avec des fibres. Celles-ci risquent de drainer le sucre dans le côlon et d'entraîner la production de gaz.

Le cantaloup du Canada: bon à...conserver

PAR IRÈNE T. ARSENEAU

Ottawa - Les Canadiens semblent bien connaître le cantaloup. En 1984, ils en ont consommé 41,636 tonnes métriques. Voilà qui constitue plusieurs de ces fruits de la famille du melon! Par contre, ce qui ternit le portrait, c'est que la production canadienne de cantaloup ne représente que 1,2% de la consommation, soit l'équivalent de 520 tonnes métriques. Un peu moins reluisant, n'est-ce-pas?

Les Canadiens ne savent peut-être pas que le cantaloup se congèle très bien. Ceci expliquerait en partie la forte dépendance sur les importations. Les producteurs canadiens ne demandent pas mieux que d'augmenter leur production si les gens d'ici se disent prêts à le conserver pour s'en servir toute l'année.

Pour congeler le cantaloup, le couper en deux et enlever graines et membranes. Vous avez le choix de le peler et le couper en cubes, ou de faire des boules de 2 cm. L'empaquetage du cantaloup se fait avec 125 mL de sucre pour chaque litre de fruits. Etiqueter et le tour est joué! Pour décongeler 500 mL de fruits, laisser l'empaquetage au réfrigérateur pendant 6 heures ou 3 heures à la température ambiante ou environ 1 heure sous l'eau froide courante. Il faut toutefois réfrigérer le cantaloup aussitôt décongelé puisque sa saveur, son apparence et sa texture se détérioreront si on le laisse trop longtemps à la température ambiante.

Le cantaloup canadien, principalement en provenance de l'Ontario, est disponible de la deuxième moitié d'août jusqu'au début octobre. C'est là le meilleur temps pour faire ses réserves. Mais peu importe l'usage, il faut d'abord choisir des cantaloups de qualité supérieure. Un cantaloup qui possède encore sa tige n'est pas tout à fait mûr. Si on le laisse à la température ambiante 2 à 4 jours, il sera mûri à point. La pelure très caractéristique du cantaloup est épaisse, rugueuse et apparentée au liège. Le relief est visible en surface, un peu comme un filet. Le cantaloup mûr a une odeur particulière et une couleur chaude.

Un cantaloup est trop mûr, lorsque la pelure a pris une coloration d'un jaune trop prononcé, a perdu sa turgescence, et que sa texture est devenue trop molle. De petites meurtrissures sur le fruit ne posent pas de problèmes à l'achat du cantaloup. Toutefois, des meurtrissures plus grosses affectent la pelure et le dessous du fruit deviendra imbibé d'eau. Toute moisissure, surtout à l'endroit où la tige était attachée, est synonyme de détérioration.

Le cantaloup est délicieux servi froid, mais bien des connaisseurs préfèrent le consommer à la température de la pièce, car il a plus de saveur. Paré et coupé en demies, en quartiers, en boules ou en cubes, il se consomme tel quel ou peut être servi avec des petits fruits, de la crème glacée, des sorbets, des céréales et du yogourt.

Pour profiter du cantaloup de chez nous, les conseillères de la Division de la consultation en alimentation ont mis au point le Délice d'antan. À vous d'en juger!

DÉLICE D'ANTAN

1 gros cantaloup, pelé et coupé en tranches minces
1 recette de SAUCE AUX FRAMBOISES
Crème glacée à la vanille

Pour chaque portion, disposer quatre tranches de cantaloup en forme d'éventail sur une assiette. Déposer environ 50 mL de sauce à la base de l'éventail. Avant de servir, mettre une boule de crème glacée à la base de l'éventail. Donne 8 portions.

SAUCE AUX FRAMBOISES

75 mL de sucre
25 mL de fécule de maïs
100 mL d'eau
1 boîte (250 mL) de jus de framboises concentré congelé, décongelé

Mélanger le sucre et la fécule de maïs. Ajouter graduellement l'eau et le jus de framboises. Porter à ébullition en remuant constamment. Laisser mijoter jusqu'à ce que la sauce soit épaisse et limpide. Réfrigérer. Se conserve jusqu'à une semaine au réfrigérateur. Donne 375 mL.

Pour tout renseignement supplémentaire, s'adresser à:
Irène T. Arseneau
Conseillère en alimentation
Division de la consultation en alimentation
Agriculture Canada
(613) 995-5880, poste 2220

NC

Les amateurs de yogourt aimeront ces desserts hypocaloriques

(NC) — Un dessert de fruits frais et de yogourt a toujours été le favori des 'compteurs de calories'.

Les amateurs de fruits et de yogourt savent que certains fruits ont une teneur élevée en sucre et donc en calories. Mais à l'heure actuelle, les produits à base d'édulcorants artificiels sont nombreux, et vous pouvez donc vous régaler de fruits tout en comptant les calories que vous consommez.

Yogurt mousseux

Rien de tel pour les gourmands de yogourt-Ajoutez-en à votre gelatine délicieusement fruitée, et voilà un délice a teneur réduite en calories pour les votres et vous-même.

257-06

Recettes éclair avec Jell-O Léger

3/4 tasse (175 mL) d'eau bouillante
1 paquet (format pour 4 portions) de poudre pour gelée JELL-O LÉGER à la fraise, ou saveur au choix
1/2 tasse (125 mL) d'eau froide
Des glaçons
1 contenant (175 g) de yogourt nature
1/2 c. à thé (2 mL) de vanille

Verser l'eau bouillante dans le bol du mélangeur. Ajouter la poudre pour gelée et mélanger à faible vitesse pour la dissoudre, soit environ 1 min. Combiner l'eau froide et les glaçons pour obtenir 1 tasse (250 mL). Ajouter à la gelée et remuer jusqu'à ce que les glaçons aient partiellement fondus, puis incorporer le yogourt et la vanille. Réfrigérer dans un bol ou des coupes à dessert environ 1 h pour faire prendre. Donne 5 portions de 1/3 tasse (100 mL).

35 calories par portion.

TVOntario

Des projets intéressants pour le grand public

NDLR: Jacques Bensimon, directeur des programmes destinés au grand public au Service de la programmation française de TVOntario, est entré en fonction en mai 1986. Monteur, scénariste, réalisateur, producteur, il a passé à travers les différents corps de métier du cinéma avant d'accéder à divers postes de gestion. Il s'explique ici, dans des propos recueillis par Thérèse Lior, sur la façon dont il conçoit les nouvelles fonctions qu'il est appelé à assumer, au moment où TVOntario se prépare à mettre en ondes sa nouvelle chaîne française.

"J'ai choisi de venir à TVOntario parce que j'estime que ce qui s'y passe en ce moment est capital, et j'ai voulu faire partie de l'équipe qui est en train de mettre en place la chaîne française. La responsabilité première de cette chaîne s'exerce vis-à-vis de l'auditoire, c'est-à-dire d'abord et avant tout le demi-million de francophones qui vivent en Ontario.

C'est un auditoire qui n'est pas homogène et qui est dispersé dans une vaste province, et le rôle de TVO, c'est d'établir un lien dans cette communauté, de répondre aux besoins de ses différents groupes et d'en être le miroir — un miroir juste dans la mesure du possible. Il faut que cette télévision puisse permettre une prise de conscience de la communauté francophone et qu'elle la valorise.

L'autre partie de notre auditoire se compose de francophiles, qui constituent également un demi-million environ. Pour les uns comme pour les autres, je voudrais contribuer à développer une télévision de qualité.

Pour parler plus spécifiquement de la programmation qui passera à notre nouvelle antenne, je dirai d'abord que je ne commence pas à zéro. Certaines séries existent déjà, que nous continuerons à développer en ajustant un peu leur tir.

À votre service renverra à la collectivité franco-ontarienne un reflet hebdomadaire de sa réalité sociale, culturelle, économique et politique,

assurera le lien entre les différents éléments qui composent cette collectivité et permettra à chacun d'eux de s'y retrouver.

Le Lys et le Trillium a fait ses preuves et sera légèrement modifée pour mieux rejoindre la population et débattre des thèmes pertinents.

C'est ton droit continuera sur sa lancée, de même que la série sur le cinéma.

Quant aux nouvelles séries, nous comptons en produire une qui rendra l'histoire des Franco-Ontariens plus accesible et plus présente.

La série **Vingt Ans Express** touche en particulier le groupe des jeunes, et nous voulons réaliser d'autres séries qui rejoindront les préoccupations du public—sur la santé, l'économie, la technologie, le troisième âge, la langue. Nous avons à l'étude un projet de jeu télévisé qui rendrait la langue plus accessible dans le quotidien et ferait qu'on puisse s'amuser avec elle.

Un autre projet porte sur un téléroman, qui refléterait la réalité franco-ontarienne telle qu'elle est vécue à l'intérieur d'une famille. Comme nous avons la chance d'avoir sur notre territoire la capitale fédérale du pays, nous avons songé à l'exploiter en réalisant **Les Ambassadeurs**, qui examinera le rôle de ces différentes délégations au Canada et les enjeux de la diplomatie mondiale.

Toutes les émissions auront en commun un critère sur lequel je reviens sans cesse: la qualité. Par exemple, quand nous présenterons le Festival franco-ontarien, je veux qu'il se place, par sa qualité, dans un contexte mondial et soit intéressant pour tout le monde. Pour cela, nous devons exceller dans ce que nous faisons. Nous pourrons réaliser cette ambition en développant une infrastructure d'organismes privés et de particuliers qui graviteront autour de TVO. Le talent et le potentiel existent; à nous d'en être l'instigateur et l'utilisateur.

L'ambiance qui règne à TVOntario à la veille de l'ouverture de la chaîne française me rappelle celle qui animait l'Office national du film et Radio-Canada à leurs débuts, avec ce qu'elle comporte d'effervescence et d'ardeur. Nous avons le sentiment de faire un travail de pionniers. Nous entreprenons quelque chose dont les retombées dépassent ce que nous sommes en tant qu'organisme, parce qu'il s'agit de participer à un mouvement pour la survie de la francophonie en Ontario et, plus que ça, pour la survie de la francophonie dans le Canada tout entier et la survie de la francophonie mondiale."

A l'antenne de CBEF 540 AM à Windsor et 103,1 FM à Leamington

samedi 9 août
6h00 UN SAMEDI À TROIS
Vers 7h30, Danie Béliveau s'entretiendra avec Jean Mongenais de la petite histoire du journal Le Rempart. Il sera aussi question du festival des quenouilles de Penetanguishene.

dimanche 10 août
13h03 VOICI RADIO-CANADA
1952. Entrevue avec Monique Leyrac avant son départ pour Paris.

mardi 12 août
22h04 VOTRE PASSEPORT S'IL VOUS PLAÎT
Entretien avec l'écrivaine Anne Hébert.

mercredi 13 août
23h34 CONCOURS DE NOUVELLES
"Mourir comme un chat" de Lise Lachance.

jeudi 14 août
22h04 LES TRÉSORS DU THÉÂTRE
Michel Vaïs s'entretiendra avec Jean Grimaldi, producteur de spectacle.

22h34 SÉQUENCES DU 7e ART
Le cinéma direct.

CBEF 54 WINDSOR

Deux vedettes de "Bonheur d'occasion: Marilyn Lightstone et Michel Forget.

Une histoire inoubliable

Bonheur d'occasion
début: lundi 11 août 1986, 21h00

Bonheur d'occasion, la magnifique adaptation du célèbre roman de Gabrielle Roy qui sera présentée **les lundis 11 août, de 21h00 à 22h00, 18 et 25 août, de 20h00 à 22h00.**

Faut-il rappeler le grand succès de cette série qui, lors de sa première diffusion, fut regardée par une moyenne de 1,525,000 personnes chaque semaine, soit 59% de l'auditoire de la télévision francophone au cours de cette période. Cet intérêt s'explique facilement par l'intensité dramatique de l'histoire, servie par d'excellents comédiens. Dans un quartier pauvre de l'Est de Montréal, la jeune Florentine Lacasse (Mireille Deyglun) travaille dans un comptoir-restaurant pour aider ses parents (Michel Forget et Marilyn Lightstone) à faire vivre leur famille nombreuse. Elle ne rêve que d'amour, mais elle sera cruellement déçue.

Le dimanche à TVOntario

Dimanche, 10 août
12h30 LA MANGEAILLE
"L'Érable"
L'histoire du sirop d'érable et l'évolution des moyens de recueillir la sève; les "grands-pères".

13h00 LE LYS ET LE TRILLIUM
"Vieillir et mourir"
Accepter le vieillissement, se découvrir une nouvelle énergie, de nouvelles ressources, de nouveaux objectifs, assumer des rôles différents, vivre parfois d'autres relations et, enfin, se préparer au dernier jour, voilà les défis que pose la vieillesse. (Reprise du dimanche 23 mars.)

14h30 EN SCÈNE
"Offenbach"
Le groupe Offenbach, en spectacle, interprète ses plus grands succès.

19h30 À VOTRE SERVICE
Autres méthodes pour contrôler le stress, avec le Dr Yves Talbot; la mise sur pied d'une fondation franco-ontarienne par l'ACFO, avec Serge Plouffe et le père Roger Guindon; les jeux coopératifs, avec Michel Villeneuve; les oeuvres de Thérèse Frère.

21h00 CINÉMA ET CINÉMAS
Le Jouet (France, 1976)
Comédie satirique réalisée par Francis Veber, avec Pierre Richard, Michel Bouquet et Fabrice Gréco. François Perrin, journaliste en chômage, décroche un emploi à **France-Hebdo**, journal du richissime Rambal-Cochet. Le destin veut qu'il soit en reportage au magasin quand Éric, le fils de son patron, vient choisir son cadeau de fête. Éric délaisse les automates pour convoiter le jouet le plus amusant du magasin: Perrin.

23h00 LAGARDÈRE
"La Vengeance de Lagardère"
Lagardère met au point un plan pour faire sortir Gonzague de sa cachette. Aurore et Flor sont libérées, et Lagardère se bat avec le prince.

Les informations à CBEF

les nouvelles du sud-ouest à
6h08, 6h30, 6h59, 7h30, 7h59, 8h30, 8h58, 11h55, 15h58, 16h30, 16h55 et 17h58.

les nouvelles ontariennes à
8h10, 9h58, 10h58, 12h55, 13h58, 14h58 et 17h40.
et le samedi et dimanche à 6h58, 7h55, 8h58, 9h58, 10h58 et 11h57 (11h55, dimanche) et des radiojournaux nationaux à toutes les heures...

CBEF 540 AM Windsor
103,1 FM Leamington

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

SERVICES AGRICOLES

À votre service

La Co-opérative de Pointe-aux-Roches

M. Gérald Mailloux, gérant-adjoint et le personnel

invite tous les gens à venir consulter la Co-opérative au sujet de tous leurs besoins jardiniers ou agricoles.

Chemin Comber Side au sud de Pointe-aux-Roches
Succursale: Rang 12 - 13 à l'est du chemin Belle-Rivière

798-3011
798-3012

RESTAURANT

La Maison du pâté et le café/restaurant français (Louisette L'Ecoiffier)
555 rue Pelissier
windsor, N9A 4L2
255-1157

TROPHÉES ET PLAQUES

Belle River Trophy Awards (Mme Louise et M. Claude Crevier)
1490, Route 2, à l'ouest de Belle-Rivière N0R 1A0
727-6361

VÊTEMENTS POUR DAMES

Boutique Montréal (Marie-Claire Pilon)
5876 est, ch. Tecumseh
974-6133

cement du Québec qui, pour le moment, a les plus gros capitaux dans les immeubles à bureaux: 500 millions $ dans des immeubles qui en valent 800 millions. Elle fait aussi l'acquisition de terrains qu'elle peut utiliser éventuellement comme levier pour obtenir une participation dans un édifice et ainsi accroître son rendement. L'immobilier représente toutefois moins de 2% de tout le portefeuille de la Caisse, dont les actifs atteignent 28 milliards $.

La Caisse a engagé 250 millions $ dans les immeubles à bureaux de Montréal, avec des participations de 50% dans la Tour de la Bourse, 53% dans Westmount Square, 50% dans le 550 Ouest Sherbrooke avec Loto-Québec, 95% dans le Centre Capitol, 40% dans les Promenades de Montréal sur McGill College.

Si cette présence paraît forte comparativement aux autres maisons francophones, la perspective change dans un contexte plus global. Cadillac Fairview a des investissements de près de 6 milliards $ en Amérique du Nord.

Ces placements n'ont pas pour but d'épater les badauds ou les compagnies concurrentes. S'ils surviennent maintenant, c'est qu'un certain nombre de financières ont pris une expansion considérable ces dernières années. La F-I-C, de La Laurentienne, est «le bébé de l'industrie»: après trois ans et demi, elle a déjà des actifs de 75 millions $. Elle participe au tiers dans l'immeuble de 75 millions La Laurentienne, boulevard Dorchester, en compagnie de Lavalin et de Marathon (propriétaire du terrain et filiale de CP). Elle investit 40 millions dans l'aménagement du Windsor et s'apprête à mettre en marche cet été un projet de 200 millions en tandem avec Hydro-Québec dont le siège social sera complètement transformé.

«Nous nous donnons la vocation de valoriser les choses propres à la société québécoise mais de façon économique, comme on le fait à New York ou Boston. Nous avons un exemple de cela à Montréal avec la maison Alcan», précise M. Normandeau. Pour minimiser les risques, le partenaire est très souvent, en même temps, un locataire. En un mot, ces énormes investissements sécurisent les placements des entreprises financières, notamment les compagnies d'assurance en forte croissance. La Laurentienne est maintenant le troisième holding financier au Canada, avec des actifs de 6 milliards $. La F-I-C est le bras immobilier de tout le Groupe, aussi lui faut-il être présente partout où le Groupe se trouve, aussi bien en Amérique qu'ailleurs.

LA LAURENTIENNE, LE TROISIÈME HOLDING FINANCIER AU CANADA «PÈSE» 6 MILLIARDS $

La Caisse de dépôt et placement joue, cependant, un rôle de leadership depuis qu'elle a créé la Société immobilière Trans-Québec, dans laquelle elle détient 53% des actions, avec sept autres partenaires, soit L'Alliance, Les Coopérants, le Trust général du Canada et quatre fonds de pension québécois.

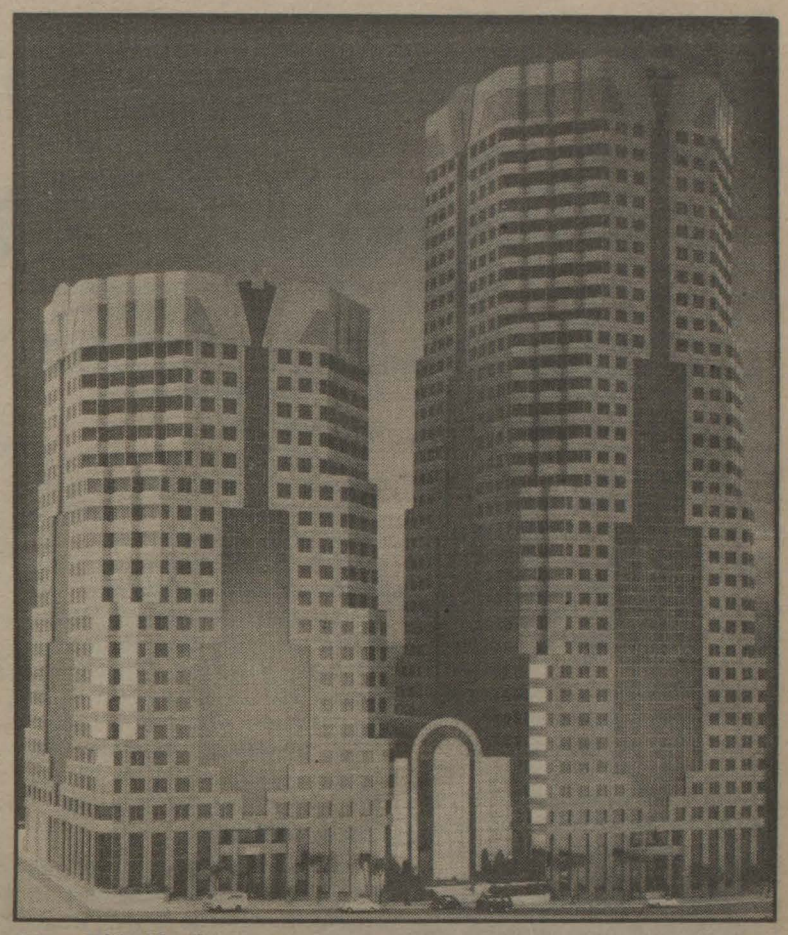
C'est grâce à cette participation que Les Coopérants ont acquis de l'expérience avant de se lancer dans de nouveaux projets immobiliers, seuls ou avec d'autres partenaires. Les Coopérants ont formé l'an passé leur propre filiale immobilière qui devrait prendre une expansion très rapide. Les grandes maisons financières s'intéressent de plus en plus à l'immobilier pour des raisons de placement à long terme. Comme pour une résidence personnelle, une hypothèque sur une tour de 30 étages qui coûte 200 millions $ peut être remboursée en 30 ans. Par la suite, c'est presque du profit net sur un investissement à l'abri de l'inflation!

Bientôt le Mouvement Desjardins

À part les complexes Desjardins à Montréal et à Lévis, le Mouvement Desjardins n'a pas manifesté à ce jour son intention de pénétrer le marché des grands édifices. Toutefois, cette tendance pourrait bientôt changer. Le dossier fait l'objet d'une étude et un «comité immobilier regarde ça de près».

En investissant dans l'immobilier, on jouit d'une publicité permanente avec un édifice très visible qui porte son nom. On a, en somme, pignon sur rue.

Tout le monde s'accorde cependant pour penser que le dynamisme économique a des effets d'entraînement sur les activités culturelles au sens large. À Montréal, tous constatent l'intérêt grandissant des médias pour les affaires: la récession de 1982 a contribué à porter cet intérêt à un niveau jamais atteint au Québec. La presse d'affaires hebdomadaire connaît des tirages dont elle n'aurait pas osé rêver il y a vingt ans: elle a multiplié ses publications. Même les quotidiens consacrent de plus en plus de pages à l'économie, à l'épargne-actions et aux entrepreneurs. Les facultés d'administration sont devenues les plus achalandées. Le Québec, qui naguère regardait le commerce et l'industrie de haut, est aujourd'hui à la fine pointe de l'esprit d'entreprise. En définitive, il a fallu un quart de siècle avant que la Révolution tranquille ne transforme la vie économique depuis la Beauce jusqu'au centre-ville de Montréal.



Place Félix-Martin

30 MILLIARDS $!

C'est l'actif des 4,2 millions de coopérants du Mouvement Desjardins

JEAN-PAUL GAGNÉ
Les Affaires

Si les entreprises financières québécoises connaissent le sort florissant dont témoignent leurs projets immobiliers, c'est surtout grâce au mouvement coopératif qui a su conserver son leadership dans la poussée récente, longtemps après avoir ouvert la voie à la présence francophone dans le monde bancaire, puis dans le secteur de l'assurance.

Les caisses populaires

Le Mouvement Desjardins, c'est d'abord 1 370 caisses populaires dont les actifs atteignent 26 milliards $, si l'on tient compte des onze fédérations qui les regroupent et de la Caisse centrale Desjardins qui agit comme banque centrale du Mouvement et qui a maintenant un bureau à New York.

Les caisses populaires et leurs fédérations détiennent des parts de marché de 35 à 40% pour la plupart des produits financiers de type bancaire au Québec. La Banque Nationale vient au second rang dans ce domaine, laissant à l'ensemble des banques anglophones une part globale d'environ 40% ou moins. Par contre, les banques anglophones dominent nettement le marché des produits de type bancaire dans toutes les autres provinces canadiennes.

Le Mouvement Desjardins comprend également deux sociétés d'assurance-vie: la mutuelle Assurance-vie Desjardins (actif, 1,2 milliard $); et La Sauvegarde, une compagnie à capital-actions (actif, 700 millions). Desjardins possède aussi la Fiducie du Québec (actif, 1,3 milliard) et le Groupe Desjardins, Assurances générales (actif, 180 millions); ainsi que le Crédit industriel Desjardins (actif, 550 millions) et la Société d'investissement Desjardins (actif, 260 millions), dont le principal placement est un intérêt majoritaire dans Culinar (Vachon, Stuart, Viau, Pacini, etc.). Fait significatif, Desjardins a permis au cours de la dernière année au Crédit industriel et à la Fiducie du Québec d'émettre des actions dans le public.

Un autre groupe coopératif rayonne au Québec. Il s'agit des caisses d'établissement, dont les actifs globaux sont de l'ordre de 300 millions $.

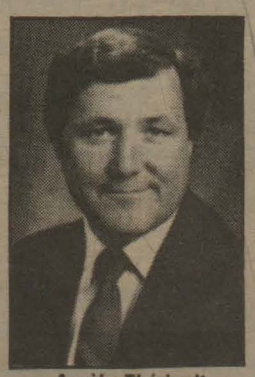
Ailleurs au Canada

Dans les autres provinces, le groupe de caisses populaires le plus important est celui de l'Ontario: 64 caisses populaires y détiennent des actifs légèrement supérieurs à un milliard $, pour le compte de 145 000 membres. Au Nouveau-Brunswick, les 87 caisses populaires réunies dans la Fédération des caisses populaires acadiennes ont 185 000 membres (actif, 575 millions $). Les caisses populaires du Nouveau-Brunswick possèdent une compagnie d'assurance-vie, la Société d'assurance des caisses populaires acadiennes (actif, 22 millions). En-

La Fédération des Francophones Hors Québec Inc.

1404 - 1, RUE NICHOLAS, OTTAWA (ONTARIO) K1N 7B6
Tél.: (613) 563-0311

Yvon Fontaine
Président



Aurèle Thériault
Directeur général

Ils sont près d'un million au pays à se parler, à s'écouter, à s'entendre, à échanger en français en dehors de la province de Québec. Qu'ils soient Acadiens, Franco-ontariens, Fransaskois, Franco-colombiens, Franco-yukonnais, Franco-manitobains ou Franco-albertains, tous se battent avec conviction et ardeur pour conserver leur identité culturelle et trouver leur place au soleil.

En cette Année Internationale de la Francophonie, la Fédération des francophones hors Québec s'est associée activement au Rassemblement des Francophones d'Amérique les 29 et 30 juin à Québec.

Nous souhaitons avec vigueur que cette rencontre permettra à tous les francophones de ce vaste continent qu'est l'Amérique du Nord de pouvoir tisser à nouveau des liens de solidarité dans le but de protéger et promouvoir le fait français.

Il s'agira aussi d'une préparation importante en vue du Sommet des chefs d'État et gouvernements ayant en commun l'usage de la langue française en septembre 1987 à Québec.

Au nom des associations membres de la FFHQ et de tous les francophones qu'elles représentent, nous souhaitons à tous et à toutes un Rassemblement des plus fructueux et une Année de la Francophonie des plus enrichissante.

Suite de la page 7

fin, au Manitoba, 23 caisses populaires regroupent 33 000 membres (actif, 200 millions).

Les mutuelles d'assurance

Le fleuron canadiens-français dans l'assurance-vie, ce sont les mutuelles. Une mutuelle appartient à ses assurés; c'est une sorte de coopérative. C'est cette formule qui a donné naissance, par exemple: à La Laurentienne de Québec; à l'Alliance de Montréal; à l'Assurance-vie Desjardins de Lévis; et aux Artisans de Montréal, qui ont fusionné plus tard avec Les Coopérants, une mutuelle d'assurance-vie et d'assurance générale issue de l'Union des producteurs agricoles. De même sont apparues la Mutuelle des fonctionnaires du Québec et la Mutuelle SSQ (actif, 165 millions), deux compagnies de Québec; La Survivance et L'Union-vie de St-Hyacinthe.

Des compagnies créées initialement avec un capital-actions se sont plus tard transformées en mutuelles. Les deux exemples les plus frappants sont L'Industrielle de Sillery, qui a fusionné avec l'Alliance le 1er janvier 1987; et La Solidarité, également de Sillery, qui a acheté il y a quelques années l'Unique, une compagnie à capital-actions, qu'elle exploite comme filiale pour les affaires d'assurance générale mais dont elle a fusionné les affaires d'assurance-vie.

La Laurentienne

Le plus gros groupe d'assurance issu d'une mutuelle est le Groupe La Laurentienne. La Corporation du Groupe La Laurentienne, la société de gestion de La Laurentienne, regroupe des sociétés dont les actifs sont évalués à 7 milliards $, sans compter ceux de La Laurentienne elle-même (170 millions).

La Corporation du Groupe La Laurentienne détient notamment: L'Impériale de Toronto, qui a d'importantes activités d'assurance-vie aux États-Unis et au Royaume-Uni; ailleurs à l'étranger, Trident Life de Londres, Loyal American d'Alabama, Life of Boston et American Guaranty Life d'Oregon; La Laurentienne Générale (actif, 320 millions $), l'une des plus importantes compagnies d'assurance générale au Canada; et La Personnelle; les Services financiers Eaton, qui exploitent une gamme de services financiers (Eaton Life, Eaton Trust, etc.) partout au Canada, et Yorkshire Trust de Vancouver; ainsi que plusieurs investissements dans le secteur immobilier via le Fonds F-I-C de Montréal, Immeubles Imbrook de Toronto et Castlemere Properties de Londres.

L'Industrielle

La plus importante compagnie mutuelle d'assurance-vie à capital francophone est L'Industrielle-Alliance (actif, 2,5 milliards). Cette société possède aussi une filiale d'assurance-vie, North-West Life de Vancouver, et quelques compagnies d'assurance générale de taille moyenne. Elle s'est doté récemment d'une société de gestion, la Corporation Alliance-L'Industrielle, qui détient notamment 30% du Trust général et 80% de IST, une firme de services informatiques.

Les Coopérants

Les Coopérants (actif, 160 millions) se diversifient également. Ils détiennent environ 80% de Guardian Trustco, une société de fiducie de Montréal; et ils viennent d'acquérir AM Life, une compagnie américaine d'assurance-vie. Les Coopérants ont une participation importante dans la Société d'Entraide économique (actif, 525 millions). Enfin, ils ont développé ces dernières années un portefeuille impressionnant d'immeubles commerciaux.

La Mutuelle des fonctionnaires (actif, 100 millions) est devenue un groupe, à sa façon, en s'offrant une compagnie d'assurance générale, La Capitale, en acquérant la Société nationale de fiducie et en lançant une filiale immobilière.

En dehors du Québec, la seule mutuelle d'assurance-vie indépendante est l'Assomption de Moncton (actif, 190 millions). Elle étend son rayon d'action à toutes les provinces maritimes, au Québec et à l'Ontario, en plus de pénétrer quatre États de la Nouvelle-Angleterre.

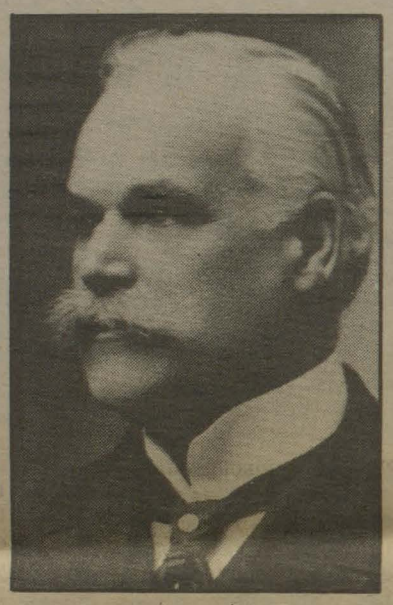
La formule coopérative a servi aussi dans l'assurance générale: on dénombre, sur le territoire québécois, 43 sociétés mutuelles d'assurance générale (actif, 125 millions) qui regroupent 170 000 membres.

L'expansion à l'étranger

Les entreprises financières à capital francophone sont encore fortement concentrées au Québec. Cependant, les incursions du Groupe La Laurentienne en dehors du Québec sont une source d'inspiration pour les autres et il est fort probable que la pénétration des marchés extérieurs s'amplifiera fortement au cours de la prochaine décennie.

Même le Mouvement Desjardins emboîtera bientôt le pas. Il envisage en effet de se donner un holding financier dont la fonction sera à la fois d'amener du capital neuf dans le mouvement et de diversifier sa présence dans d'autres régions ou pays.

La première caisse populaire, fondée à Lévis en 1900 par Alphonse Desjardins.



Capital-actions: une présence qui s'active

La présence canadienne-française s'est affirmée aussi dans les compagnies financières à capital-actions, dont la plus imposante est sans contredit la Banque Nationale du Canada (actif, 29 milliards). La BNC vient toutefois au sixième rang des grandes banques canadiennes, que domine la Banque Royale du Canada (actif, 100 milliards).

Une autre banque québécoise à capital francophone, La Banque d'Épargne de Montréal, détient un actif consolidé d'environ 4 milliards de $ en incluant Les Fiduciaires, une société de fiducie. Le Groupe La Laurentienne, qui possède environ 30 % de la Banque d'Épargne, n'attend plus que l'accord d'Ottawa pour porter à 50 % sa participation.

Du côté des groupes financiers diversifiés à capital-actions, le groupe le plus spectaculaire est la Corporation financière Power dont l'actionnaire majoritaire ultime est le financier montréalais Paul Desmarais, d'origine franco-ontarienne. La Financière Power détient un intérêt majoritaire dans trois maisons importantes: le Montréal Trust (actif, 7 milliards), qui vient d'avaler le Crédit foncier; la compagnie d'assurance-vie Great-West de Winnipeg (actif, 6 milliards); et le Groupe Investors (actif, 1,5 milliard), une société de Winnipeg spécialisée dans la gestion et la vente de fonds d'investissement.

Parmi les groupes financiers diversifiés, on retrouve à Québec le Groupe Prêt et Revenu (actifs, 550 millions) qui est formé de trois sociétés financières: la Fiducie Prêt et Revenu de Québec; Aeterna-Vie, une compagnie d'assurance-vie de Montréal; et la St-Maurice, une compagnie d'assurance générale de Trois-Rivières.

Il n'existe pas de compagnie importante d'assurance-vie à capital-actions francophone qui soit indépendante des groupes financiers. Il y a toutefois quelques compagnies d'assurance générale. Les plus importantes sont le Groupe Commerce et Assurance Bélair, dont les actifs combinés sont de 322 millions, et L'Union Canadienne (actifs, 95 millions).

Dans le secteur de la fiducie, la plus grosse maison francophone qui ne fait pas partie d'un groupe financier est le Trust Général du Canada (actifs consolidés, 3,5 milliards). Elle possède Sherbrooke Trust, de la ville du même nom; et Sterling Trust, une fiducie dont les actifs dépassent le milliard et qui exerce ses activités dans le sud de l'Ontario.

Les actifs du Montréal Trust et du Trust Général impressionnent mais leur taille paraît assez modeste quand on les compare aux 25 milliards du Canada Trust, la plus importante société de fiducie canadienne.

Université de Moncton

La plus grande université canadienne entièrement de langue française à l'extérieur du Québec

Plus de 6000 étudiants et étudiantes
Trois centres universitaires
EDMUNDSTON, MONCTON ET SHIPPAGAN

Des programmes de baccalauréat dans environ 70 domaines des humanités, des sciences sociales, des sciences humaines et des sciences pures et appliquées.

Des programmes de maîtrise en administration des affaires, administration publique, biologie, chimie, écononie, éducation, études familiales, français, génie, histoire, nutrition, philosophie, physique, psychologie, service social.

Pour obtenir des renseignements sur les programmes d'études, veuillez communiquer avec le Bureau de liaison de l'un des trois centres:

Centre universitaire de Moncton
Moncton, N.-B., E1A 3E9

Centre universitaire de Shippagan
Shippagan, N.-B., E0B 2P0

Centre universitaire Saint-Louis-Maillet
Edmundston, N.-B., E3V 2S8

L'Université de Moncton, carrefour de la jeunesse acadienne et, de plus en plus, de la francophonie canadienne et mondiale

S.O.S. J'ÉCOUTE S.O.S. J'ÉCOUTE S.O.S. J'ÉCOUTE S.O.S.

FÉMINISATION DE LA PAUVRETÉ... STOP... EMPRISE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ... STOP... SEXISME... STOP... VIOLENCE... STOP... SEULE AVEC LES ENFANTS... STOP... AGRESSIONS... STOP... SOLITUDE... STOP... ASSIMILATION... STOP...

SIGNÉ:
LA FÉDÉRATION NATIONALE
DES FEMMES CANADIENNES FRANÇAISES
525-325, RUE DALHOUSIE, OTTAWA (ONTARIO) K1N 7G2

Le programme

Les succès incontestables du français langue d'entreprise

PIERRE GRAVEL
La Presse

Il n'y a pas si longtemps, n'importe quel électricien québécois disposait d'un stock de *gaskets*, de *breakers* ou de *heavy duty safety switches*. Aujourd'hui, ceux qui s'approvisionnent chez les principaux manufacturiers commandent tout naturellement des joints d'étanchéité, des disjoncteurs ou des interrupteurs de sûreté intensifs. Pour le profane qui ne s'y entend guère en appareillage électrique, ce passage de l'anglais au français ne change pas grand chose; ces expressions ne seraient pas moins hermétiques en russe ou en souahéli! Mais pour les virtuoses du courant alternatif et les magiciens du 220, il s'agit d'une rupture radicale avec des traditions ancestrales.

Aucun d'entre eux n'a cependant été obligé de suivre un cours intensif de français ni de retenir les services d'un traducteur pour effectuer cette conversion linguistique. Il lui a suffi de consulter le catalogue des produits disponibles et de s'en inspirer pour remplir le bon de commande; un catalogue rédigé exclusivement en français et dont les nombreuses illustrations permettent d'associer commodément l'objet recherché et sa désignation correcte. «On a bien pris soin de ne pas faire un catalogue bilingue pour éviter que nos clients succombent à la tentation de toujours se référer aux expressions anglaises qui leur sont plus familières, explique Raymond Plouffe, vice-président de Westinghouse pour le Québec. Et on constate, par les commandes reçues, que le français fait rapidement son chemin dans le monde de l'électricité».

Cette opération qu'il n'aurait pas été possible de mener isolément a nécessité beaucoup de temps et de patience. «Seulement pour remplacer par le terme «tarifs» la traditionnelle «liste de prix» — qui était la traduction littérale de *price list* — poursuit M. Plouffe, nous avons dû coordonner notre action avec CGE et Sylvania. Et il aura fallu au moins trois ans pour faire entrer cette expression dans l'usage courant».

Sans contestation

Cette francisation des termes techniques ne constitue qu'un exemple du chemin parcouru au Québec depuis dix ans au chapitre du français comme langue de travail. La francisation des entreprises a un effet multiplicateur. Et c'est, à coup sûr, l'un des volets les moins contestés de la Charte de la langue française. La loi 101 ne se limite pas à imposer le français comme langue de communication entre les fournisseurs et leur clientèle; le chapitre V est en effet consacré tout entier à la francisation des entreprises qui emploient cinquante personnes ou plus. L'Office de la langue française (O.L.F.), chargé de son application, en a dénombré au total 3 829 dont 2 268 P.M.E. — de cinquante à cent employés — et 1 561 G.E. — grandes entreprises de 100 personnes et plus.

Comment amener des géants de l'industrie à respecter cette mesure audacieuse?

Le défi était donc de taille et le scepticisme considérable. Comment amener des géants de l'industrie canadienne, actifs *coast to coast*, et des multinationales américaines, pour qui le Canada est assimilable aux États-Unis, à respecter cette mesure audacieuse d'une province traditionnellement velléitaire? Qui plus est, la loi adoptée en 1977 était celle d'un gouvernement nouvellement élu aux ambitions souverainistes.

«Ce n'était pas notre seul problème, reconnaît aujourd'hui, Pierre Messier, responsable de la francisation des entreprises à l'O.L.F. Nous devions non seulement dissocier les questions linguistiques de la politique mais aussi relever le défi de franciser une technologie continentale reposant essentiellement sur l'utilisation de l'anglais».

Gouvernement du Québec
Office de la langue française

Certificat de francisation

n° _____ _____

Le présent certificat atteste que, dans l'entreprise

_____

la langue française possède le statut que les programmes de francisation ont pour objet d'assurer, conformément à la Charte de la langue française et à ses règlements.

Fait à Montréal le

Le président. Pierre Elliott Trudeau Le secrétaire.

L'entreprise doit afficher une copie du présent certificat dans chacun de ses établissements situés au Québec de telle sorte que tout son personnel puisse en prendre connaissance.

Les pâtes et papiers

Dans l'industrie des pâtes et papiers ou de l'exploitation forestière, entre autres, chez Domtar et MacLaren, les responsables des comités de francisation insistent pour souligner les progrès partout accomplis: services d'informatique, magasins de pièces, centres de recherches, manuels d'instructions et lexiques terminologiques.

«Ça n'a pas été facile et il reste beaucoup à faire, reconnaît Norman Chenail, président du comité de francisation chez MacLaren. À l'heure actuelle, on dispose d'une description en français d'environ le tiers des 7 000 pièces généralement disponibles dans nos magasins. Mais on entend de plus en plus souvent parler de triturateurs plutôt que de *beaters*».

Des termes techniques qui n'ont pas été choisis au hasard. «Depuis sept ans, on a à notre disposition une traductrice professionnelle, en plus de pouvoir compter sur le résultat du travail des autres papetières comme Domtar, Reed, CIP et autres membres d'un comité interentreprises qui se réunit régulièrement à tous les deux mois pour partager les résultats des efforts de chacun».

Des résultats suffisamment concluants pour avoir amené l'Université du Québec à Trois-Rivières à publier des ouvrages de consultation comme un lexique technique général et un vocabulaire français du matériel papetier.

«On a évidemment rencontré certaines poches de résistance à la francisation, surtout dans des usines établies à proximité de la frontière ontarienne, admet Norman Chenail. Et il nous a fallu convaincre beaucoup de monde qu'on pouvait travailler tout aussi efficacement en français qu'en anglais. Mais aujourd'hui, on peut affirmer que le pli est pris et qu'il apparaît normal à presque tout le monde de travailler de plus en plus en français. Tous les responsables d'usines ont à leur disposition des lexiques français-anglais des termes techniques et prennent graduellement l'habitude d'utiliser les mots français qui sont systématiquement mis en évidence sur les affiches et les étiquettes.»

Les produits chimiques

La francisation interne dans l'industrie des produits chimiques et pharmaceutiques n'était pas non plus un mince défi à relever. Chez Pfizer Canada, une multinationale américaine spécialisée dans la fabrication de médicaments, de parfums et de produits de beauté, on estime à approximativement un demi-million $ le coût de l'opération menée intensivement depuis 1980 mais amorcée avant même l'adoption de la loi 101.

Une condition essentielle d'emploi ou de promotion interne

«Aujourd'hui, tout se fait chez nous en français, explique Diane Strotman, présidente du comité de francisation, et une bonne connaissance de cette langue est devenue une condition essentielle d'emploi ou de promotion interne pour toute personne qui fait affaire avec nos employés ou notre clientèle au Québec. Même au siège social, à Kirkland, où la loi nous autorise à fonctionner en anglais dans nos rapports avec le reste du Canada ou les autres pays».

Selon madame Strotman, cette exigence de la connaissance du français ne provoque pas vraiment de résistance chez les cadres venant d'autres provinces ou des États-Unis qui savent, en acceptant un poste à Montréal, qu'ils devront s'astreindre à l'apprentissage de la langue d'usage. «Nous avons en permanence un programme de cours à leur disposition et les résultats sont étonnamment rapides. Parce que chacun sait qu'il s'agit d'une volonté politique clairement établie de la part de la haute direction».

Quand à l'appareillage technique et aux documents internes comme les manuels d'opération ou de gestion, les circulaires, les catalogues de pièces, les systèmes informatiques, tout a été francisé par l'équipe permanente de quatre traducteurs à l'emploi de Pfizer.

Même à Toronto

Dans plusieurs cas d'entreprises actives au Québec mais entretenant des relations étroites avec

APFHQ Association de la presse francophone hors Québec

Nous saluons les nombreux organismes, entreprises privées et gouvernements, qui nous ont permis d'initier et de réaliser cette édition spéciale de la francophonie.

Roland Pinsonneault, Président
Wilfred Roussel, Directeur général
Jean Mongenais, 1er vice-président
Aubrey Cormier, 2e vice président
Yvon Losier, Secrétaire
Raymond Beaudoin, Trésorier

OPSCOM
325, rue Dalhousie, Pièce 410
Ottawa (Ontario) K1N 7G2
(613) 237-1017

Fondation Donatien Frémont, Inc.

Suite de la page 9

d'autres provinces canadiennes ou différents pays étrangers, les effets de la loi 101 se font sentir à l'extérieur. Chez McDonald Tobacco, le président du comité de francisation, Gilles F. Arcand, a son bureau à Toronto, au siège social ontarien de la compagnie avec lequel il est maintenant possible de communiquer régulièrement en français. Chez Alcan, dont le rayonnement s'étend depuis le Saguenay jusque sur les cinq continents, on affirme avoir déjà francisé le centre de recherches et s'être attaqué à l'énorme problème que constitue la traduction du catalogue de toutes les pièces disponibles.

À la lumière de ce rapide survol, on aurait tort de conclure que la partie de l'unilinguisme français est définitivement gagnée au sein du Québec industriel. Il conviendrait plutôt de parler de progrès marquants du bilinguisme dans un monde jusqu'ici résolument unilingue anglophone.

Selon Pierre Messier, de l'O.L.F., il est plus facile de «vendre le fait français» aux grands patrons américains, plus habitués à s'adapter à la langue des différents pays étrangers où ils s'implantent, qu'à certains industriels canadiens. «On peut dire que l'accueil que nous recevons est généralement positif. Largement plus, en tout cas, que celui qui est souvent réservé aux responsables de la Loi sur la santé et sécurité au travail (C.S.S.T.). En gros, on peut évaluer à moins de deux pour cent le nombre réel d'entreprises qui nous donnent encore du fil à retordre.»

À la fin de février 1987, sur un grand total de 3 829 entreprises visées par la loi, 2 296 avaient obtenu leur certificat de francisation alors que 1 077 étaient engagées dans un programme approuvé par l'O.L.F. en vue de l'obtenir. Il reste à l'Office 456 dossiers à négocier pour engager les autres sur la voie de la francisation, graduelle et apparemment sans trop de douleur, des entreprises du Québec.

Pas d'allergie de la langue qui ne soit guérissable!

Le problème des termes anglais se posait avec une acuité particulière dans certains types d'industries de pointe faisant systématiquement appel à la recherche.

À l'usine de Procter & Gamble de Pointe-Claire, par exemple, la francisation de la robotique et de l'informatique est un processus engagé depuis maintenant près de dix ans.

«À ce point de vue notre action porte sur deux fronts, explique Liliane Leduc, présidente du comité de francisation. En ce qui a trait à l'équipement déjà en usage, nous traduisons systématiquement tout ce qui peut l'être: logiciels, programmes, manuels d'utilisation, matériel de transmission des données, etc. Quant à l'important programme d'achat d'équipement neuf amorcé depuis plusieurs années, nous exigeons des fournisseurs le plus haut degré de francisation possible. L'O.L.F. est constamment tenu au courant de l'évolution de notre programme et s'en dit jusqu'ici fort satisfait.»

En pratique, selon les explications fournies par Liliane Leduc, le bilinguisme intégral est en vigueur au département de l'informatique de l'usine de Proctor & Gamble où les employés peuvent travailler dans la langue de leur choix. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'un unilingue anglophone puisse y poursuivre toute sa carrière en marge des exigences de la loi 101.

«Toute l'organisation est résolument engagée dans la francisation, affirme madame Leduc. À preuve, les règlements internes stipulent que toute promotion au Québec requiert la connaissance du français et les unilingues anglophones disposent d'un délai de deux ans pour apprendre le français lorsqu'ils accèdent à un poste supérieur. L'entreprise offre elle-même des cours de français à ceux qui en ont besoin. Il n'est plus possible de faire carrière chez nous au Québec sans une connaissance suffisante du français comme langue d'usage.»

Guillermo Piéli et sa femme, Patricia Villeghas, derrière leur fils Martin.

Photo le Journal de Montréal, John Taylor

LA RÉGIE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ÉST HEUREUSE
DE VOUS FÉLICITER POUR VOS RÉALISATIONS ÉCONOMIQUES ET CULTURELLES,
ET VOUS RAPPELLE QUE...

L'ALCOOL AU VOLANT

C'est criminel

QU'ON SE LE DISE

Régie de l'assurance automobile du Québec

LES IMMIGRANTS LATINO-AMÉRICAINS

Coup de foudre ... pour toujours

ANDRÉ DALCOURT
Le Journal de Montréal

«La plupart du temps, ils arrivent complètement massacrés psychologiquement», raconte le père Marcel Quirion, du Carrefour des Latino-Américains de Montréal.

Victimes de la terreur en Argentine, de la torture au Chili ou des escadrons de la mort au Salvador, ils cherchent au Québec une terre où panser leurs plaies et refaire leur vie.

Guillermo Piéli a passé cinq ans dans les geôles argentines; il décrit cet état de massacre.

«Le soir de mon arrivée à Montréal, j'ai logé au YMCA. Vers 9 heures, je suis descendu prendre une marche, rue Sainte-Catherine.

«Je me suis promené quelques minutes, comme ça, sans problème. Je regardais les gens, les vitrines. Je sentais la ville. J'étais bien.

«Puis, tout-à-coup, j'ai entendu une sirène. Alors je me suis mis à courir, à courir comme un fou, effrayé, et je suis rentré au YMCA, complètement essoufflé.»

Depuis 1980, 12 982 Latino-Américains comme lui, Salvadoriens ou Chiliens pour la plupart, ont ainsi trouvé refuge au Québec, la peur dans l'âme!

Douze mille neuf cent quatre-vingt-deux, c'est beaucoup. C'est 10 pour 100 des 130 159 immigrants qui sont entrés au Québec durant la même période.

Se refaire une vie

Quatre-vingts pour cent des Latino-Américains se sont établis dans la région métropolitaine, à Anjou, Laval, Montréal-Nord, Saint-Léonard, Saint-Laurent, Longueuil et dans les quartiers francophones de Montréal.

Ils n'ont pas créé de ghettos. Habitués au soleil et sans voiture, ils se sont lovés en grappes, comme une vigne, autour des lignes de métro, pour se protéger de l'hiver. Deux choses les regroupent à l'occasion: la santé et la religion.

Pour la santé, un grand nombre se fait soigner à la clinique Luso, angle Saint-Joseph et Saint-Laurent. «Il n'y a que des médecins latino-américains, commente le père Marcel Quirion. Ils sont aux petits soins pour leurs patients, comme les médecins de famille d'antan.»

Pour la religion, ils assistent à «leur» messe, le dimanche, à l'église Sainte-Brigide, dans le centre-est de Montréal, après celle des résidants du quartier.

Après l'office, tout le monde descend au sous-sol et reconstitue en conversant, l'espace d'une heure, la vie communautaire du village natal.

C'est l'une des rares occasions, durant la semaine, où les Latino-Américains parlent espagnol en dehors de chez eux. Les autres jours, ils utilisent, au travail ou à l'école, le français qu'ils ont appris dans un des huit centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) du Québec.

Dans la langue d'Yvon Deschamps

«Les Latino-Américains, précise Marcel Vaillancourt, directeur de la formation linguistique pour tout le réseau, constituent 70 pour 100 de la clientèle des 3 000 personnes qui suivent chaque année les cours de français des COFI.»

Ces COFI facilitent considérablement leur intégration au Québec français. Les Latino-Américains ne tarissent pas d'éloges à leur endroit. Ils y trouvent même, sur cassette, les monologues d'Yvon Deschamps avec lesquels ils apprennent le français de la rue.

«Cela permet ensuite d'emprunter un râteau ou une brouette pour faire la connaissance du voisin», confie Reuben D'Urbano, médecin d'origine argentine au C.L.S.C.-Richelieu. «...Et de parler aux autres femmes au parc, ou d'assister à une vente de garage», ajoute Patricia Villeghas, l'épouse de Guillermo Piéli.

Les Latino-Américains forment la communauté culturelle, parmi celles dont la langue maternelle n'est pas le français, qui s'intègre le mieux au Québec français.

Selon le recensement de 1981, 81 pour 100 de ceux qui habitent la région métropolitaine parlent bien le français.

C'est énorme! La proportion n'est que de 62,8 pour 100 pour l'ensemble des allophones.

Qui plus est, les Latino-Américains sont, de tous les groupes, ceux qui envoient le plus leurs enfants à l'école française: 91 pour 100 de leurs enfants fréquentent des écoles de la C.E.C.M. La proportion atteint à peine 64,5 pour 100 pour l'ensemble des allophones malgré la loi 101.

Québécois pour longtemps

Ces enfants étudient et grandissent au Québec et leurs parents ne quittent pas la province après cinq ans comme le font la moitié des autres immigrants. Ils restent.

«Mieux, raconte le père Marcel Quirion, il arrive quelques fois, au contraire, que des Latino-Américains quittent des emplois intéressants dans d'autres provinces pour venir s'établir au Québec, à la recherche d'un style de vie plus latin et d'une mentalité plus chaleureuse.»

L'accueil qu'ils reçoivent alors n'est pas toujours cordial. Plusieurs leur ferment mentalement la porte. Un sondage, publié dans *Le Devoir*, n'indiquait-il pas, au printemps, que 62 pour 100 des Québécois souhaitaient des limites à l'immigration? L'argument est connu: «Ce sont des voleurs de jobs.» La peur est là aussi.

De jeunes Latino-Américains endurent parfois les sarcasmes racistes de leurs petits compagnons, à l'école ou à la garderie. «Indien! Indien!» leur lancent-ils en poussant des cris.

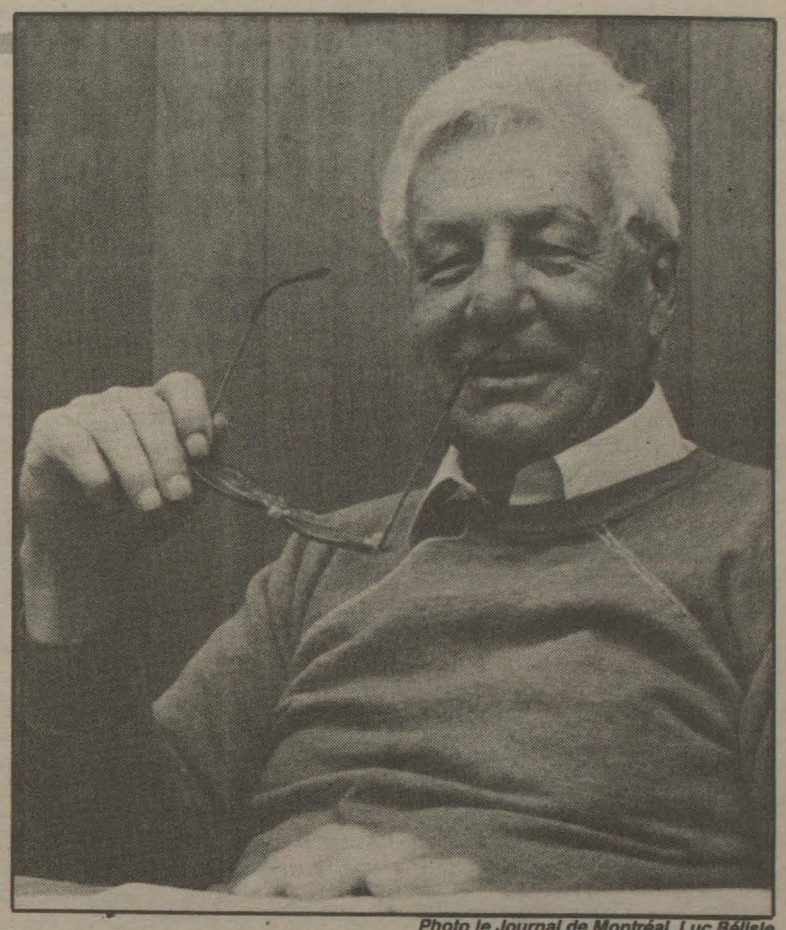


Photo le Journal de Montréal, Luc Bélisle

Le père Marcel Quirion a vécu une vingtaine d'années au Chili.

Dans le fond, ce sont des manifestations d'un racisme intérieur que les Indiens du Canada connaissent bien et subissent encore fréquemment de la part des Blancs.

«Ces manifestations de racisme sont rares», précise Guillermo Piéli.

L'homme aime mieux insister sur les affinités qui unissent les Latino-Américains et les Québécois. Au premier rang, les affinités politiques.

Le docteur Reuben D'Urbano, arrivé au Québec en 1976, se rappelle toute la camaraderie qui unissait alors les nationalistes québécois aux Chiliens et aux Argentins.

«Et dans *Menaud, maître-draveur*, de Mgr Félix-Antoine Savard, ajoute-t-il, les Québécois luttent contre les grandes compagnies de papier. J'ai été témoin de batailles identiques dans mon pays.»

Des affinités politiques

Enfin, il y a la lutte pour la sauvegarde de la langue française.

Dans la mesure où elle est liée à la protection d'une identité culturelle, elle est aussi une forme de résistance à l'impérialisme.

Cela, maints Latino-Américains le comprennent dès leur descente d'avion!

«Quand je suis arrivé au Québec, raconte Guillermo Piéli, je me suis tout de suite porté à la défense du français. J'avais le sentiment d'arriver dans la maison d'un ami; je voulais respecter, et faire respecter, tout ce qui s'y trouvait.»

Les réfugiés politiques latino-américains sont naturellement enclins, politiquement, à s'intégrer au Québec français.

«Si on examine bien leur cas, commente Charles Castonguay, professeur de mathématiques à l'université d'Ottawa, on voit que ces gens ont tous fui des catastrophes politiques.

«Il est tout de même assez catastrophique de constater qu'il faut des catastrophes pour qu'un groupe d'immigrants s'intègre au Québec français.»

Sûrement! Mais il demeure que les Latino-Américains s'intègrent, et qu'ils s'intègrent bien au Québec français.

Ils y pansent leurs plaies. Ils y calment leurs peurs. Ils y trouvent aussi parfois la paix et la liberté.

«Vous savez, conclut Guillermo Piéli, la liberté, c'est entendre sonner à la porte à six heures du matin et savoir que c'est le livreur de journaux.»

L'homme ne court plus maintenant lorsqu'il entend une sirène!

Photo le Journal de Montréal, Normand Jolicoeur

Une famille latino-américaine devant l'église Sainte-Brigide.

Le Secrétariat permanent des peuples francophones

Un organisme québécois à l'écoute
de l'Amérique d'expression française
ouvert sur la Francophonie internationale

129, côte de la Montagne, Québec, Qué. G1K 4E6 (418) 692-5177

En «arrosant» les arts, les nouveaux mécènes cultivent la santé de toute l'économie

De plus en plus nombreux sont les gens d'affaires et les entreprises francophones qui consacrent temps et argent à soutenir une organisation ou une activité culturelles. Et s'il est trop tôt pour y voir la naissance d'une tradition, on peut cependant déceler un effet d'entraînement sur les mentalités.

MARIE LAURIER
Le Devoir

La levée de fonds que projette l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) pour financer la construction de sa salle de concert sera à cet égard un inappréciable test: le nouveau mécénat privé francophone est-il assez mûr pour assumer sa part des grands équipements culturels dont le Québec a besoin?

Ce qui est certain, c'est qu'on cherche, dans le milieu, à transformer des initiatives apparemment isolées en mouvement concerté. Le groupe Sociétal tenait à Montréal à la fin de mars un colloque intitulé: **Mécénat, philanthropie et responsabilité sociale**. La Chambre de commerce et le Bureau de commerce de Montréal publiaient peu auparavant le rapport d'un groupe de travail qui invite le monde des affaires à prendre en charge la relance culturelle de la métropole.

La relève de l'État

«Plus que jamais, dans le monde moderne, écrit Gilles Mercure qui présidait ce groupe de travail, faut-il considérer l'activité artistique d'une société comme un des premiers moteurs de son développement économique.» Et il établit clairement qu'elle est une source d'emplois (33 500 personnes dans le Montréal métropolitain) de même qu'elle est un puissant attrait touristique et un facteur d'implantation pour les entreprises.

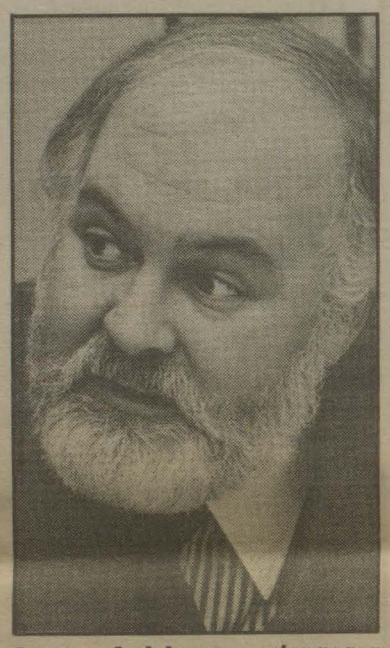
Les dirigeants des grandes sociétés n'hésitent plus à considérer la qualité et le prestige des activités culturelles comme un atout important pour établir la réputation d'une ville et y attirer un personnel compétent. Les succès qu'ont remportés Charles Dutoit et l'OSM sur la scène internationale, par exemple, ont rejailli sur toute la communauté montréalaise et ils ont certainement stimulé le milieu économique.

Le financement des grands, moyens et petits organismes culturels reste un éternel casse-tête. Lui-même aux prises avec des contraintes budgétaires, l'État ne suffit plus à les subventionner.

«Il faut se rendre à l'évidence, explique Gilles Mercure en entrevue: les gens d'affaires et les entreprises ne peuvent plus se dérober. Ils doivent assumer une partie du financement des arts ou, à tout le moins, aider d'une quelconque façon les organismes culturels à bien fonctionner. Ce n'est plus l'apanage de l'État. Le gouvernement du Québec, en particulier, a eu tendance à prendre l'entière responsabilité dans ce domaine par souci d'affirmation nationale. Il se rend compte que ce n'est plus possible et à l'instar de l'Ontario et des États-Unis, qui ont une longueur d'avance sur nous, la société québécoise doit se donner les moyens de maintenir ses activités artistiques.»

Gérer la culture

Les entreprises sont d'ailleurs inlassablement sollicitées et leurs dirigeants, au moment de verser de l'argent, se demandent avec raison comment les fonds seront employés. «La meilleure réponse est encore de s'engager dans les conseils d'administration des organismes culturels», précise Jacques Lefebvre, qui a une longue expérience en la matière.



Jacques Lefebvre: «...s'engager dans les conseils d'administration d'organismes culturels».

C'est grâce à «l'appui extraordinaire» de son ancien employeur, la firme de génie-conseil SNC, qu'il a pu dépenser tant de temps et d'énergie à la gestion des industries culturelles: il a siégé au conseil d'administration des Grands ballets canadiens, de l'Opéra de Montréal, du Théâtre d'aujourd'hui et de l'École nationale de théâtre.

Maintenant vice-président du Conseil des arts du Canada, il gère un budget de 100 millions $, qui est réparti entre une centaine d'organismes culturels: «Il n'y aura jamais suffisamment d'argent pour satisfaire la demande», commente-t-il.

D'où la nécessité du mécénat privé, qui profite d'ailleurs à ceux-là même qui l'exercent. Car personne ne nie que l'intérêt récent des gens d'affaires pour la vie culturelle projette d'eux une image favorable dans le grand public. «Mais au-delà de cette considération, souligne de son côté Gilles Mercure, je suis à même de constater que les gens d'affaires y trouvent une satisfaction intellectuelle que l'on ne saurait leur reprocher.» Lui-même engagé dans le mécénat depuis de nombreuses années, il a participé au conseil d'administration de l'Opéra de Montréal, du Centre d'art d'Orford, du groupe *I Musici*. Ancien banquier devenu professeur aux Hautes études commerciales, c'est «par goût personnel», confie-t-il, qu'il met sa compétence au services des arts.

Le mariage des affaires et de l'art

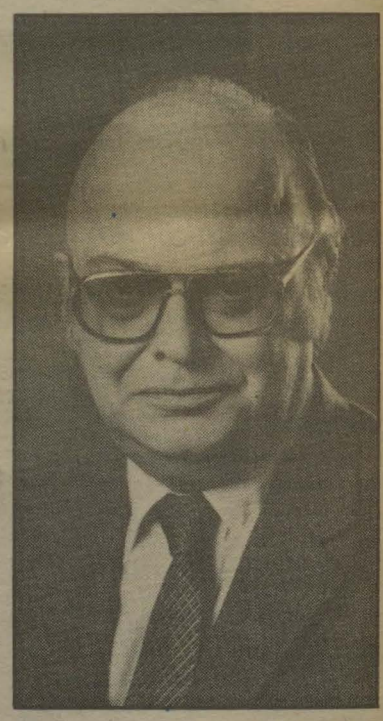
Une des principales recommandations du groupe de travail qu'il a présidé porte sur la création d'une table de concertation arts-affaires qui favoriserait la rencontre des deux milieux et l'émergence d'un consensus sur les besoins des organismes à vocation culturelle. Cette table de concertation, explique Gilles Mercure, servirait à «sensibiliser le monde des affaires à l'importance du secteur culturel et à son impact économique.»

Si la grande entreprise se laisse convaincre, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour convertir la P.M.E. aux vertus du mécénat: elle est, en effet, quasi totalement absente du décor culturel, surtout dans la région de Montréal. Pour y arriver, on évoque la possibilité d'un «partenariat» et on suggère que le Bureau et la Chambre de commerce mettent en relation à cette fin les P.M.E. d'affaires et les «P.M.E. culturelles».

Cette position reflète la conception moderne du mécénat privé qui s'écarte de l'approche traditionnelle donateur-bénéficiaire pour lui préférer le jumelage d'intérêts entre le monde des affaires et le monde des arts.

Les gens d'affaires sont de plus en plus instruits et détiennent généralement un diplôme universitaire. Beaucoup d'entre eux trouvent fort gratifiant d'avoir l'occasion de travailler avec des artistes.

«Mon travail en milieu culturel m'apporte personnellement de grandes satisfactions, conclut pour sa part Gilles Mercure, grand amateur d'opéra et de musique classique. Le mécénat en milieu francophone est un mouvement irréversible.»



Gilles Mercure: «...considérer l'activité artistique d'une société comme un des premiers moteurs de son développement économique».

Quelques fruits...

Quelques fruits de la culture et de la prospérité:

- La Chambre de commerce et le Bureau de commerce de Montréal ainsi que le journal La Presse commanditent avec d'autres le Festival d'été de Lanaudière.
- La Banque d'Épargne pourvoit depuis 1982 à la promotion des maisons de la culture de Montréal.
- Bernard Lamarre, p.d.g. de Lavalin, préside le conseil d'administration du Musée des Beaux-Arts et Lavalin, comme Alcan, Téléglobe, Bell Canada et plusieurs autres grandes sociétés, possède sa collection permanente d'oeuvres d'art.
- La Banque nationale du Canada, Hydro-Québec, La Presse, Télémédia et Télé-Métropole se joignent à Air Canada, Alcan, Ultramar, Pratt & Whitney et Xerox pour financer l'exposition Léonard de Vinci au Musée des Beaux-Arts.
- Hydro-Québec associe son nom à l'Orchestre symphonique de Québec, comme Du Maurier, Air Canada et Esso à l'Orchestre symphonique de Montréal.
- Michel Gaucher, président fondateur de Sofati, a soutenu financièrement la formation du groupe *I Musici*.
- Elias Malka, promoteur immobilier d'origine marocaine, a fourni les locaux de l'Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal et possède le théâtre Arlequin.
- Noël Spinelli, concessionnaire d'automobiles à Lachine, est l'un des rares p.d.g. de P.M.E. (92 employés) à subventionner la culture. Il a fondé avec Robert Savoie les Concerts Lachine.

Les études universitaires et la recherche à l'Université du Québec à Montréal: un essor continu.

En 1987, dix-huit ans après sa création, l'UQAM c'est:

- *plus de 50,000 diplômés-es*
- *plus de 37,000 étudiants-es*
- *plus de 2,000 professeurs-es et chargés-es de cours*
- *112 programmes d'études de premier cycle*
- *48 programmes d'études de deuxième et de troisième cycles*
- *des subventions de recherche qui ont doublé en deux ans pour atteindre 10,5 millions en 1985-86*

Attentive aux besoins de la société, l'UQAM est déterminée à promouvoir le développement de la science et de la recherche.

L'UQAM vous invite à vous joindre à elle: vous y trouverez un milieu intellectuel stimulant, des activités de recherche intenses et des programmes d'études de qualité dont certains sont uniques au Québec. Des bourses d'études de premier cycle, de l'aide financière aux études avancées et des bourses pour stages postdoctoraux sont offertes sur concours.

Participez à cet essor!

Renseignements: **Registrariat**
Case postale 8888, Succ. A
Montréal, P.Q. H3C 3P8
(514) 282-3121

Université du Québec à Montréal

Les gens d'affaires en Ontario: premiers signes d'émancipation

JEAN-CHARLES CACHON

Quinze ans après le Québec, dans une province où la dispersion des francophones rend difficiles les redressements collectifs, se dessine peu à peu un mouvement concerté d'émancipation économique.

Les premiers signes en sont le regroupement des gens d'affaires franco-ontariens en clubs et associations dynamiques et l'émergence, dans l'enseignement supérieure, de programmes d'initiation aux affaires offerts en français.

Un nouveau dynamisme

Le succès de Paul Desmarais et Robert Campeau, tous deux originaires de Sudbury, représente toujours une exception. Mais en novembre 1986, un exploitant forestier de Timmins, Gaston Malette, inscrivait à la Bourse de Toronto le premier titre franco-ontarien, la *Waferboard Corporation Limited*. Quelques mois auparavant, des investisseurs de Sudbury inscrivaient leur société d'exploitation de mines d'or à la Bourse de Montréal. Ces exemples, bien qu'encore isolés, sont significatifs d'une tendance: les Franco-Ontariens sont de plus en plus nombreux à s'affirmer économiquement.

Ce dynamisme s'exprime de manière plus visible sous la forme de regroupements professionnels à Ottawa, Sudbury et Toronto et dans l'apparition de clubs d'investissement, notamment dans les régions de Hearst et Kapuskasing. Le club Sapiens, par exemple, réunit des diplômés du Collège universitaire de Hearst et investit occasionnellement dans certaines entreprises créées par ses membres. Quant aux regroupements, il en a surgi ces dernières années dans chacune des trois régions où vit la majorité des Franco-Ontariens: le Sud (de Kingston à Windsor, en passant par Toronto); l'Est (Ottawa et la «frontière» du Québec); et le Nord.

À Toronto, sous l'impulsion de francophones et de francophiles, le Cercle Canadien organise, chaque premier mardi du mois, un déjeûner qui rassemble quatre cents personnes issues du monde des affaires et de la politique. Dans une ville à forte majorité anglophone, il est fréquent de constater qu'un quart, environ, des participants sont des anglophones bilingues.

À Ottawa, le Regroupement des gens d'affaires francophones s'est montré plus ambitieux: il a ses déjeûners réguliers mais il publie aussi un Bottin et organise des cours pour la formation et le perfectionnement en administration.

Du côté de Sudbury, une société sans but lucratif, Les Promotions Nordcom, se propose d'établir des liens plus étroits entre les francophones qui sont en affaires et de promouvoir l'éducation économique, tant au niveau secondaire que supérieur. Créée en janvier 1986, la société a publié un premier annuaire de personnes intéressées à participer à diverses activités éducatives et elle a parrainé, à l'occasion de la semaine de la P.M.E. en octobre, un séminaire sur l'entrepreneurship destiné aux élèves du secondaire.

L'accent sur l'éducation

Les associations mettent donc l'accent sur l'éducation. Trois établissements universitaires forment en français des gens d'affaires: l'université Laurentienne de Sudbury, l'Université d'Ottawa et le Collège universitaire de Hearst.

Ce sont, en fait, des universités bilingues où les étudiants franco-ontariens trouvent un climat plus conforme à leur situation réelle. Le diplômé d'une université ontarienne, s'il est francophone, a l'avantage d'être parfaitement bilingue, une caractéristique peu commune sur le marché des jeunes diplômés.

Le réalisme oblige cependant l'observateur à constater que, malgré certaines percées, les Franco-Ontariens sont encore largement sous-représentés dans de nombreuses professions reliées aux affaires (comme dans les professions scientifiques). On compte ainsi en Ontario deux fois moins de comptables agréés francophones, proportionnellement à la population, que d'anglophones. Contrairement au Nouveau-Brunswick (ou au Québec pour sa minorité anglophone), l'Ontario n'a pas encore cru nécessaire de créer une université franco-ontarienne qui parachèverait le système d'éducation francophone. Cependant, une génération de Franco-Ontariens est aujourd'hui mobilisée et prête à se faire entendre dans l'action.

Jean-Charles Cachon est professeur à l'École de commerce et d'administration de l'Université Laurentienne (Sudbury).

Sur les routes du nord-est de l'Ontario, les convois sont souvent propriété de francophones.

Le royaume né du bois

Collaboration spéciale

Les Franco-Ontariens ont un «royaume», l'exploitation des ressources forestières, et une spécialité, la manufacturation du bois d'oeuvre.

Dans les régions de Hearst, Timmins et Chapleau, au nord-est de la province, plusieurs scieries se sont développées grâce à l'impulsion et à la ténacité de Canadiens français. Malette (Timmins), Martel, Robitaille et Lafrenière (Chapleau), Lévesque, Lecours, Gosselin et Fontaine (Hearst), Dubreuil (Dubreuilville) et Isabelle (Opasatika): la plupart des bâtisseurs sont encore en lice de nos jours et très prospères. De fait, leurs entreprises vivent et fonctionnent en français, à l'exception du service des ventes, qui est bilingue.

Cette forte présence francophone dans un secteur économique donné a eu des retombées positives à plusieurs niveaux. Ainsi, même dans les scieries de la région que contrôlent les anglophones, on a fait appel à la compétence des Canadiens français, qu'ils soient contremaîtres, ingénieurs, mécaniciens, limeurs, scieurs ou autres. Les syndicats eux-mêmes exigent des conventions collectives rédigées dans les deux langues.

Des alliés

Du côté québécois de la frontière, toute proche, deux facteurs non négligeables ont contribué à cette réussite. D'abord le flux de bûcherons québécois, depuis les années 50. Appréciés pour leur expérience, leur dextérité et leur résistance physique, ces «rois de la forêt» ont été bien accueillis et ont souvent fait souche.

Ensuite, le contact établi de tout temps avec les industriels en sciage du nord-est québécois. Les Perron, par exemple, propriétaires du géant Normick, se sont aussi implantés dans le nord de l'Ontario, avec deux scieries et une usine de contreplaqué.

En toile de fond, les Caisses populaires ont joué ici aussi un rôle utile. De plus en plus prospères et audacieuses, elles ont pu, grâce à leur force collective, disposer de capitaux substantiels qu'elles ont libérés sous forme de prêts commerciaux pour la petite et la moyenne entreprise.

Et finalement, à la fois conséquence et symbole de cette vitalité, les francophones de la région se font élire aux conseils municipaux. Ils ont même (il était temps, diront certains) un député à la législature ontarienne, où l'arrivée de René Fontaine n'est pas passée inaperçue. Suivant ce mouvement, de nombreuses villes du nord-est ontarien se sont officiellement déclarées bilingues et il en est une... unilingue française! C'est la petite municipalité de Mattice-Val-Côté (entre Hearst et Kapuskasing).

Le goût du français fait boule de neige

FRANCE PILON
Le Droit

L'an dernier, des parents anglophones ont campé une nuit durant dans deux écoles de Hamilton, en Ontario, pour retenir l'une des 75 places disponibles au programme d'immersion française.

Même scénario à Charlottetown et à Calgary où papa et maman ont fait le pied de grue devant les conseils scolaires pour que leur enfant ait l'ultime honneur de faire son primaire dans la langue d'Anne Hébert.

À l'heure actuelle, obtenir une place dans une classe d'immersion au Canada est devenue une entreprise tout aussi ardue que celle de se procurer un billet à la veille d'un concert de Bruce Springsteen.

Des Rocheuses aux Maritimes en passant par les Prairies ondoyantes, le phénomène de l'immersion a fait boule de neige au cours de la dernière décennie. Des 37 000 élèves qui franchissaient le seuil des premières classes d'immersion dans 240 écoles, en 1977, on est passé aujourd'hui à tout près de 200 000 plongés quotidiennement dans un environnement francophone dans près de 1 200 écoles qui se sont converties à l'immersion. D'ici cinq ans, ils seront un demi-million, prévoient les experts.

«Il n'y a pas un seul phénomène en éducation qui a eu autant d'influence et d'impact», rappelle le professeur Ronald Tourigny, responsable de la formation des maîtres à la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa et président de l'Association canadienne des professeurs d'immersion (A.C.P.I.).

«L'immersion n'est pas une mode, elle est là pour rester, lance-t-il. Aucun autre programme ne peut réussir à rendre bilingue un enfant à la fin de son cours élémentaire».

C'est dans la foulée de la Loi sur les langues officielles adoptée en 1969 et avec l'appui financier du Secrétariat d'État et du Commissariat aux langues officielles que sont nés les premiers programmes d'immersion. Ceux-ci sont en effet presque entièrement financés par le gouvernement fédéral qui y destine, cette année, 250 millions $.

La capitale fédérale se devait de donner le ton et ce n'est pas surprenant qu'Ottawa ait été le berceau de l'immersion à l'initiative du Conseil d'éducation de Carleton. C'est d'ailleurs à la capitale nationale que revient l'honneur d'avoir le plus gros contingent d'élèves en immersion française, avec 35 pour 100 de toute la clientèle scolaire «immergée» à travers le pays.

Des parents mécontents

Mais c'est sous l'impulsion du *Canadian Parents for French (CPF)*, un groupe de parents mécontents de la piètre qualité du français enseigné dans les écoles anglophones, que le phénomène a connu une fulgurante expansion et atteint la popularité dont il jouit maintenant.

«Les parents constataient que le français enseigné dans les écoles était inefficace. Les enfants étaient absolument incapables de communiquer en français», raconte Cynthia Steers, porte-parole du mouvement.

L'immersion: une religion

L'école, affirme le CPF, est le terrain idéal pour former une nouvelle génération d'élèves bilingues. Pour les parents qui veulent à tout prix que leurs enfants réussissent là où ils ont échoué, l'immersion est devenue une véritble religion, un acte de foi inconditionnel envers le bilinguisme.

«Le bilinguisme est une richesse des Canadiens, soutient Pat Webster, la fondatrie du CPF. Se couper de la langue française, c'est se priver d'une grande partie de l'histoire du pays».

Cet organisme de pression compte actuellement 16 500 adhérents et a des ramifications d'un bout à l'autre du pays par le biais de ses 117 sections locales. Il se propose de rendre accessible l'éducation en langue française à un plus grand nombre de jeunes anglophones. Son lobbying puissant s'exerce auprès des conseils scolaires et des officines gouvernementales.

Depuis l'année de sa création, les inscriptions aux programmes d'immersion française ont augmenté de 19 pour 100 en moyenne annuellement. Le CPF estime que d'ici 1992, un demi-million de jeunes Canadiens anglais prendront un bain de francophonie dans les classes d'immersion.

En effet, selon un sondage réalisé en 1984, près de 60 pour 100 des parents anglophones inscriraient leurs enfants à un programme d'immersion française, sil y en avait un dans leur communauté.

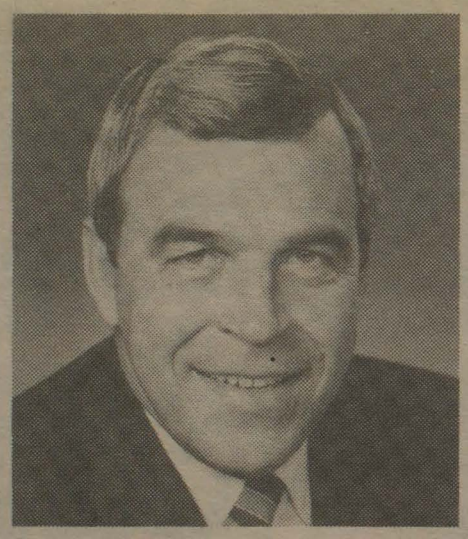
Des considérations économiques

Cependant, admet-elle, les considérations économiques ne sont pas étrangères au choix des parents. Un sondage mené pour le compte du CPF en 1984 révélait que près de 45 pour 100 des Anglo-Canadiens veulent que leurs enfants deviennent bilingues pour décrocher plus tard un meilleur emploi.

Ce sondage a mis en lumière le fait que ce sont les anglophones du Québec (95 pour 100) et ceux des provinces maritimes (83 pour 100) qui tiennent le plus à ce que leurs enfants apprennent le français. En Ontario, la proportion est de 73 pour 100; dans les Prairies et en Colombie-Britannique, elle est de 56 pour 100.

Ronald Tourigny cite une étude récente qui montre carrément que la perspective d'emplois mieux rémunérés l'emporte sur l'intérêt de découvrir une culture différente: le critère de l'emploi vient au pre-

Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada



Il me fait plaisir, à titre de ministre de l'Emploi et de l'Immigration, de souligner l'excellente initiative que représente la publication, par l'Association de la presse francophone hors Québec et le Rassemblement des francophones d'Amérique, d'un cahier dont la diffusion contribuera à resserrer les rangs de la grande communauté francophone répartie sur les cinq continents.

La multiplicité des actions entreprises dans chacune des communautés francophones se fond, lors d'une rencontre internationale, en une manifestation grandiose de dynamisme et de fraternité.

Je vous souhaite la plus fructueuse des rencontres.

Le ministre,

Benoît Bouchard

Emploi et Immigration Canada
Employment and Immigration Canada
Canada

Je suis fière d'appuyer le second sommet de la francophonie qui aura lieu à Québec en septembre prochain.

Le Canada a toujours été un chef de file dans le domaine des communications, qui constitue l'un des volets les plus importants de cette rencontre. Mon ministère a fait oeuvre de pionnier dans la livraison des services médicaux et éducatifs par satellite. De nos jours, il encourage la présence du français comme langue dynamique dans l'univers scientifique et technologique.

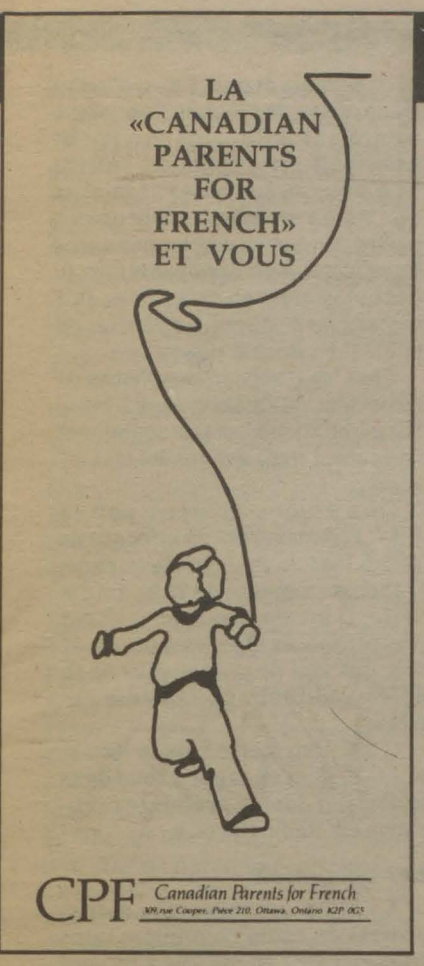
Dans le cadre du sommet, le ministère des Communications du Canada jouera un rôle clé en lançant et en appuyant diverses initiatives dans des domaines variés tels que l'extension d'un espace audiovisuel francophone, dont la création d'un centre international de formation à distance constitue un des éléments majeurs ; et le soutien aux festivals culturels, notamment à des festivals du film à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières, à Moncton et à Fredericton. Mon ministère appuie fortement l'implantation du réseau de télévision francophone TV5 en Amérique du Nord et participe à des études, notamment celle portant sur un réseau radiophonique international de langue française.

J'ai la ferme conviction que ce second sommet de la francophonie connaîtra tout le succès escompté.

Flora MacDonald
Ministre des Communications

Canada

Gouvernement du Canada
Ministère des Communications
Government of Canada
Department of Communications



mier rang alors que l'unité candienne se situe en cinquième place.

On ne peut reprocher aux anglophones de mettre toutes les chances de leur côté, précise Pierre Calvé, professeur à la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa.

Le Conseil économique du Canada notait en 1984 que les salaires des anglophones bilingues étaient de 14 pour 100 supérieurs à ceux de leurs confrères unilingues. ■

AUX ROCHEUSES

«Oui mais...» disent certains francophones

Si les anglophones expriment leur préoccupation devant le développement accéléré des programmes d'immersion, les francophones hors Québec ont également leur lot d'anxiété. Certains craignent de perdre le monopole des postes bilingues et de voir pousser des écoles d'immersion française dans des régions où ils réclament à grands cris des écoles françaises.

Aurèle Thériault, président de la Fédération des francophones hors Québec (F.F.H.Q.), partage cette inquiétude. L'organisme, qui représente environ un million de francophones vivant à l'extérieur du Québec, appuie l'action du *Canadian Parents for French* mais avec quelques réserves.

Questions d'argent

«L'immersion permet à la majorité anglophone d'être mieux sensibilisée à la francophonie et d'en avoir une meilleure compréhension. C'est un grand avantage. Cependant, avant de se bousculer (dans les classes d'immersion), il faut voir à ce que les francophones disposent des ressources humaines et financières pour leur propre enseignement,» précise M. Thériault.

C'est ainsi qu'en Alberta, l'immersion française se pratique au détriment de l'enseignement en langue française. Guy Lacombe, de l'Association canadienne-française de l'Alberta, soutient que «les Franco-Albertains deviennent minoritaires dans leurs propres écoles.»

À titre d'exemple, l'école J.H. Picard, qui était française à l'origine, est devenue bilingue depuis l'implantation du programme d'immersion. En plusieurs endroits, soutient M. Lacombe, les commissions scolaires se sont rendu compte que les écoles françaises constituaient déjà la structure idéale pour obtenir les subventions fédérales et satisfaire les désirs des parents anglophones.

Ainsi, les 62 000 francophones de l'Alberta ne disposent que de deux écoles élémentaires françaises et il n'y a plus d'établissement secondaire français comme tel. Par comparaison, les 60 000 Franco-Manitobains ont accès à 23 écoles élémentaires et secondaires françaises.

Vouant un véritable culte au français, les parents anglophones de l'Alberta veulent profiter de tout ce qui est français. Ils ont même demandé d'intégrer les rangs de l'Association canadienne-française de l'Alberta, question d'avoir le bonheur de parler français.

L'exemple du Manitoba

La Société franco-manitobaine, (S.F.M.), qui représente les 60 000 francophones de la province voisine, réagit fort différemment. La présidente, Lucille Blanchette, prétend que l'immersion, loin de menacer la francophonie, au contraire la valorise.

«L'engouement pour le français n'est pas superficiel. Il a été suscité chez plusieurs par la vision d'un Canada bilingue. La décision de la Cour suprême du Canada de valider les deux langues officielles à la législature manitobaine a sûrement été un stimulant».

Le Manitoba compte actuellement 14 000 élèves dans des centres d'immersion française et la première promotion a produit l'an dernier 17 diplômés.

Avec 23 écoles françaises, les francophones ont déjà des garanties que la langue, la culture et les traditions françaises seront préservées. Les Franco-Manitobains ne se battent plus pour obtenir des écoles françaises mais pour en avoir la gestion, rappelle madame Blanchette.

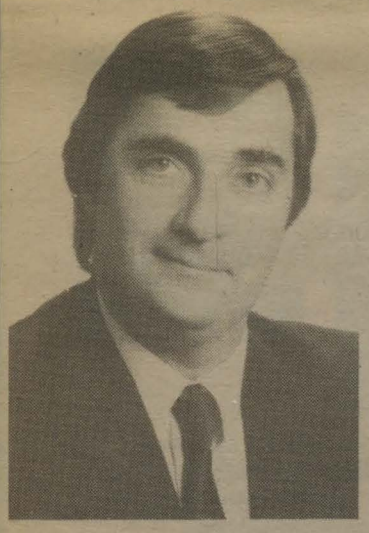
Les Franco-Manitobains, en fait, n'ont rien à craindre des nouveaux bilingues qui sortent tout droit des centres d'immersion. L'entente entre anglophones francophiles et Franco-Manitobains est telle que la S.F.M. a élargi son membership pour accueillir dans ses rangs tous les parlants français qui adhèrent à sa mission.

Marché du travail

Par ailleurs, les spécialistes s'accordent à dire que les anglophones bilingues ne prendront jamais la place des francophones sur le marché du travail. «L'immersion les rend fonctionnellement bilingues mais ils ne peuvent rivaliser à l'écrit et à l'oral avec les personnes d'expression française», soutient le professeur Calvé. À son avis, ceux qui suivent les cours d'immersion «plafonnent très tôt.» «Ils se tiennent toujours ensemble (entre anglophones) et on ne met pas l'accent sur la correction».

Les premiers diplômés des écoles d'immersion devrait avoir un effet stimulant chez les Franco-Ontariens, renchérit Ronald Tourigny. «Ça devrait les encourager à améliorer leur langue. De plus, ils peuvent même s'en faire des alliés dans leurs revendications, vu qu'ils auront une meilleure compréhension du fait français au Canada.»

Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada



MESSAGE
DU MINISTRE DU TRAVAIL
DU CANADA
L'HONORABLE
PIERRE H. CADIEUX

Une revue publiée en France parlait de « l'inlassable » culture francophone en Amérique. Or, je suis certain que l'auteur de cet article entendait nous offrir un compliment sincère. Si l'adjectif qu'il emploie nous semble un peu étrange, c'est sans doute parce que nous, les francophones d'Amérique, n'avons jamais eu le temps de songer à la fatigue ni au découragement.

Je dirais plutôt que le danger, pour nous, consisterait à prendre pour acquis tout ce que nous avons réalisé et tout ce que nous réalisons actuellement.

Ce cahier spécial, encarté dans tous les quotidiens francophones du Canada, ainsi qu'à l'intérieur d'autres périodiques canadiens et américains, dresse le bilan remarquable d'un peuple et de ses succès, tant dans le domaine économique que culturel.

Il s'agit d'un peuple qui tient pleinement à sa lanque et à son identité, mais qui choisit librement et démocratiquement de faire partie de la confédération canadienne.

Il s'agit d'un peuple qui était autrefois presque absent du monde des affaires et du commerce, mais qui, depuis quelques années, s'est introduit de façon éclatante dans ce domaine.

Bref, il s'agit d'un peuple qui passe de la survie à l'épanouissement.

Et, dans ce contexte, je note surtout les contributions des syndicats et des écoles de relations industrielles, qui font partie intégrante de ce développement économique et qui assurent la santé de notre système de négociation collective, l'un des éléments clés de notre démocratie.

À toute la francophonie, dont j'ai l'honneur de faire partie, je souhaite un été de fierté et de célébration.

À titre de ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme), il me fait plaisir de souligner, à l'occasion du Sommet de la francophonie, la place de choix que tient le Canada dans le monde de la francophonie.

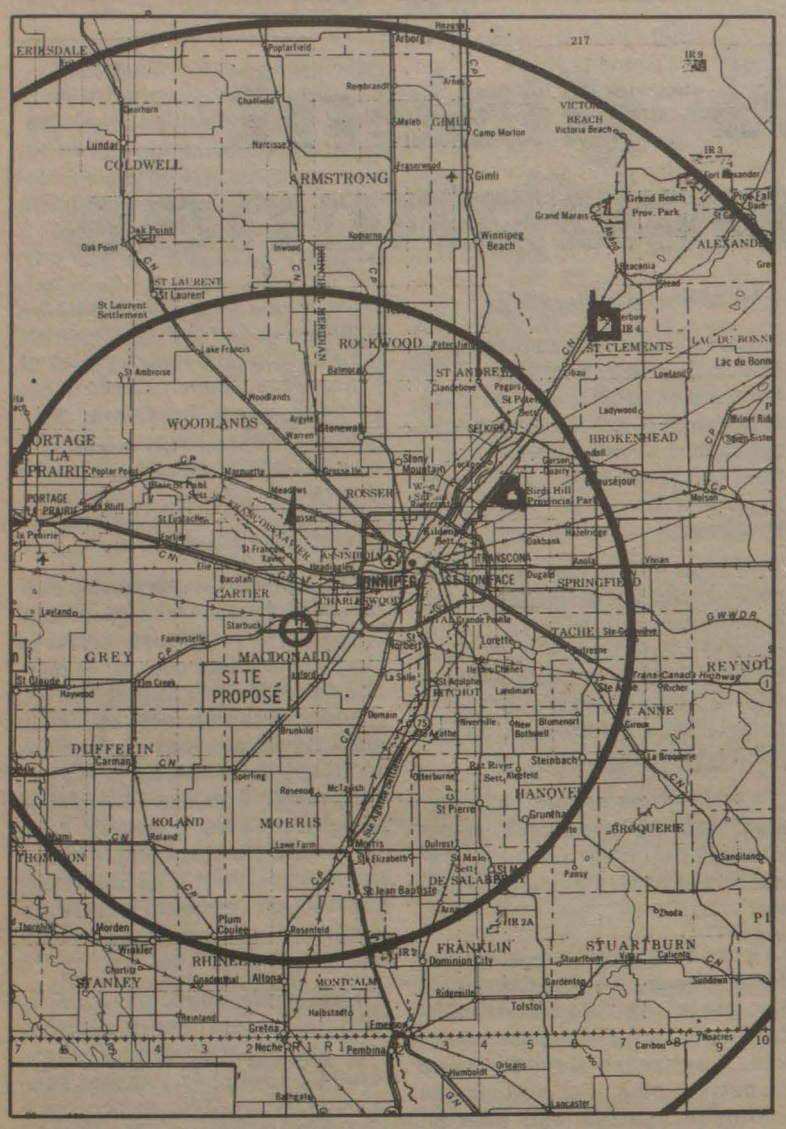
Le Canada, seul lieu de la francophonie en Amérique, est une destination privilégiée pour les nombreux touristes de langue française qui peuvent trouver d'un bout à l'autre du pays, des services offerts dans leur langue. Le Canada offre non seulement des attractions diverses mais une culture unique enrichie par des ethnies différentes et deux langues officielles dont le français que vous pourrez entendre et parler dans tout le Canada.

Je souhaite donc à tous les participants du Sommet de faire des rencontres enrichissantes et aux organisateurs de cet important événement, un franc succès.

Gouvernement du Canada
Expansion industrielle régionale
L'hon. Bernard Valcourt
Ministre d'État
(Petites entreprises et Tourisme)

Government of Canada
Regional Industrial Expansion
Hon. Bernard Valcourt
Minister of State
(Small Businesses and Tourism)

Canada



L'aire de diffusion que réclame la Radio communautaire du Manitoba : même modeste, une radio communautaire assure une présence vitale en milieu minoritaire.

Pour stopper l'assimilation, encore faut-il s'entendre!

SYLVIO MORIN

Les francophones de Pénétanguishene (Ontario), qu'une école secondaire française obtenue de haute lutte a rendus célèbres il y a quelques années, entendent depuis mars dernier la première radio locale de langue française leur communiquer dans leurs propres mots des nouvelles de leur école, entre une romance de Francis Cabrel et le dernier succès de Céline Dion.

Radio Huronie, «la voix de la Baie Georgienne», ne diffuse pour l'instant que 70 minutes par jour sur les ondes de Radio-Canada Toronto, la seule station française entendue dans la région. Mais si le C.R.T.C. d'ici là l'autorise, elle émettra l'automne prochain 12 heures par jour sur sa propre fréquence, 101,9.

S'entendre parler français

CFRH (pour Canadiens français, Radio Huronie) est l'une des six radios communautaires dont comptent se doter d'ici peu les milieux francophones hors Québec, qui songent à les réunir ensuite en réseau.

«Parce qu'elle repose sur le bénévolat et l'entraide locale, la radio communautaire est un média intéressant pour les minorités de langue officielle. Il convient d'encourager des groupes comme la Fédération des jeunes Canadiens français dans leur tentative de créer des radios communautaires à la grandeur du pays».

Cet extrait du rapport Sauvageau-Caplan (du nom d'un groupe de travail fédéral sur la révision de la Loi de la radiodiffusion canadienne) confirme le rôle de plus en plus important qu'est appelée à jouer la radio communautaire dans la francophonie canadienne.

Adaptée aux exigences et aux désirs de la communauté, réglée sur l'événement quotidien et ouverte à l'accent local, la radio communautaire se présente comme un outil essentiel chez les francophones de l'extérieur du Québec pour créer des liens privilégiés de communication et véhiculer un message bien précis: le leur.

L'idée remonte au début des années 80 mais depuis 3 ans, c'est la Fédération des jeunes Canadiens français (F.J.C.F.) qui en a fait sa principale préoccupation. «Attention, nous ne sommes pas là pour mettre au monde, à proprement parler, les radios communautaires mais plutôt pour appuyer les groupes qui veulent en créer une», fait remarquer le directeur général de la F.J.C.F., Ronald Bisson.

Chez les jeunes francophones de l'extérieur du Québec, explique-t-il, «l'assimilation n'est pas seulement un concept mais une réalité très sévère».

Des études menées par la F.J.C.F. démontrent en effet que de 1978 à 1984, le marché de la radio française a baissé de 25 %. La désaffection des francophones est plus prononcée chez les moins de 20 ans, qui sont de plus en plus de fidèles auditeurs de la radio anglaise.

C'est pour cette raison que la F.J.C.F. s'est engagée à fond dans le dossier, dont la première réalisation est Radio Huronie.

Les six projets

À l'heure actuelle, cinq autres projets de radio communautaire française sont en marche à travers le pays.

En Ontario, outre Radio Huronie dans le comté de Simcoe, on prépare Radio de l'Épinette Noire, qui couvrirait la région de Hearst, Colstock et Matice. Dans l'Ouest, la Radio communaitaire du Manitoba desservirait Saint-Boniface et le grand sud de la province. La population des environs de Baie Ste-Marie, en Nouvelle-Écosse, travaille à l'organisation de Radio-Clare. Au

Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada

La publication d'un cahier visant à décrire, au profit des communautés mondiales, les diverses facettes de notre vécu culturel francophone en nos terres d'Amérique est une initiative heureuse.

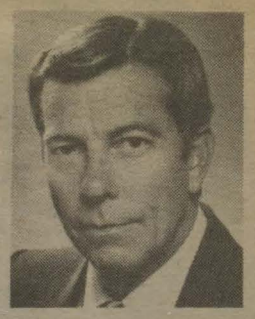
L'illustration de nos réalités culturelles ajoute à la profondeur de notre appartenance à la francophonie; puisse cette publication rendre hommage à tous ceux et celles qui aiment notre culture.

Le ministre d'État à la Jeunesse,

Jean J. Charest

Gouvernement du Canada
Ministre d'État à la Jeunesse
Government of Canada
Minister of State for Youth
Canada

LA FRANCOPHONIE ET L'AGRICULTURE DANS UN CONTEXTE DE COOPÉRATION



La francophonie canadienne s'est taillé une place de choix au sein d'une des plus importantes industries : l'agriculture. On reconnaît et applaudit sa contribution à la recherche, à la production et à la transformation agricoles, ainsi qu'à toute la gamme des services du secteur agro-alimentaire.

Sur la scène internationale, Agriculture Canada participe activement, par la recherche agronomique et l'assistance technique, au développement agricole de nombreux pays. Le haut degré d'excellence atteint par nos chercheurs scientifiques et la vigueur de notre secteur agro-alimentaire en général nous permettent de contribuer très positivement à l'immense effort que pose à l'humanité le développement agricole.

La conservation des sols et de l'eau constitue, en particulier, un des grands défis de l'heure dans le secteur agro-alimentaire. La dégradation des sols est un problème qui exige le concours de tous les intervenants du secteur agricole afin de développer des solutions appropriées.

Qui dit agriculture dit coopération entre tous les intervenants, privés et publics, de tous les pays. Je me réjouis de l'esprit qui anime le Sommet de la francophonie. Je suis confiant qu'il en résultera une coopération encore plus fructueuse entre pays qui partagent l'usage de la langue française.

John Wise
Ministre de l'Agriculture

Agriculture Canada
Canada

Nouveau-Brunswick, deux projets: Radio Péninsule, qui se réserve la Péninsule acadienne et le nord-est de la province; et la Radio coopérative des Montagnes, le plus important service projeté quant aux installations techniques, aux ressources financières et au personnel requis, avec trois stations à Edmunston, Grand-Sault et Kedgwick-St-Quentin.

Dans quatre cas sur sept, il s'agit de la première station locale. Toutes diffuseront sur la bande MF, avec leur propre émetteur. Radio Huronie est arrivée à une entente avec Radio-Canada pour utiliser provisoirement l'émetteur de la société d'État: deux fois par jour, cinq jours par semaine, la fréquence est libérée pour faire place au service communaitaire qui diffuse à partir de son propre studio. Il s'agit d'un précédent chez les francophones de l'extérieur du Québec: la formule pourrait se révéler intéressante pour les communautés plus dispersées qui n'auraient pas les moyens de soutenir une station autonome. «Nous calculons qu'on pourrait ainsi desservir une trentaine de petites communautés francophones. De façon réaliste, d'ici 5 à 10 ans, 20 stations seront développées de cette façon. Pour ce qui est des stations autonomes, une dizaine sont possibles», indique Ronald Bisson.

La radio communautaire reste le moyen de communication le plus accessible. C'est verbal, on parle et on s'écoute. Elle touche toute la communauté. C'est un outil simple, démocratique et moins coûteux», signale le directeur général de F.J.C.F.

Si la radio communautaire est moins coûteuse, l'argent demeure pourtant le nerf de la guerre. Les frais d'immobilisation sont les plus importants, au départ. C'est ainsi que pour les six projets mentionnés, les dépenses varient de 65 000 $ à 1 024 000 $. Le partenariat est ici la clé du succès.

Le coût et le financement

La F.J.C.F. préconise une participation fédérale de 50 %, une aide provinciale de 25 % et un effort équivalent de la communauté. «Le financement populaire est le premier indice que les gens veulent leur radio», poursuit Ronald Bisson. À Hearst, les francophones ont versé 32 000 $ pour Radio de l'Épinette Noire. Radio Péninsule et la Coop des Montagnes ont près de 100 000 $ dans leurs coffres. Au Manitoba, la campagne débute.

Quant aux frais d'exploitation, si on établit une moyenne pour l'ensemble, le financement proviendrait à 40 % de la publicité, à 45 % des subventions (programmes de création d'emplois) et à 15 % des populations desservies (souscriptions populaires, membership, activités communautaires).

«Même si ces radios sont à but non lucratif, ce sont des entreprises qui démarrent: nous sommes très honnêtes envers les groupes intéressés, nous ne cachons pas les problèmes financiers auxquels ils devront faire face», reconnaît M. Bisson.

Ottawa a été saisi de la question mais n'a encore proposé aucun programme. «Je peux dire que les discussions vont bon train et que le climat est positif», précise pour sa part le directeur adjoint de la F.J.C.F., Jean-Pierre McLaughlin, chargé de la radiodiffusion communautaire. Du côté des provinces, la Nouvelle-Écosse et l'Ontario ont annoncé leur appui financier, respectivement pour Radio-Clare et Radio de l'Épinette Noire. Le Nouveau-Brunswick devrait faire connaître bientôt sa décision. Le gouvernement du Québec a prêté à la F.J.C.F. une personne-ressource, Michel Delorme. Le gouvernement fédéral est présent avec les projets spéciaux du Secrétariat d'État et un programme d'Emploi et Immigration.

Il est important de comprendre que, face aux stations françaises de Radio-Canada, les radios communautaires ne se perçoivent pas comme des concurrentes mais plutôt un complément aux services dont disposent les francophones en milieu minoritaire.

Les groupes francophones de l'extérieur du Québec revendiquent depuis toujours une place plus importante dans la programmation de Radio-Canada, dont le contenu leur paraît beaucoup trop québécois. Cependant, ils ne cherchent aucunement à se substituer à la société d'État qui a son propre mandat à remplir.

Offrant un menu surtout musical, la radio communautaire entend accorder une place de choix à la chanson d'expression française (de 65 % à 70 %). On destine une part importante du temps d'antenne à l'information ainsi qu'aux services à la communauté.

Sylvio Morin est directeur des communications à la fédération des francophones hors Québec.

L'avenir... en réseau

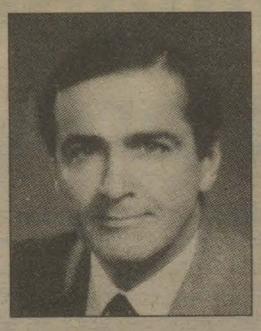
Avant même que tous ces projets ne soient réalisés, on songe déjà à un réseau pan-canadien de radios communautaires françaises hors Québec. Sa principale caractéristique: la décentralisation. En effet, le studio de base (on pense à Ottawa comme tête de réseau) serait un lieu de concertation où s'effectuerait la mise en commun des productions et des informations en provenance des radios locales. Cela favoriserait l'expression des stations locales, briserait leur isolement et soutiendrait leur développement. De plus, les associations et les fédérations nationales pourraient s'en servir pour diffuser leur messages.

La technologie, qui est la marque de commerce de notre époque, permet même d'envisger une liaison avec les Franco-Américains: «C'est réalisable par satellite», précise le directeur général de la F.J.C.F.

M. Bisson trouve normal que l'on compare les radios communautaires à ce qui s'est déjà fait au Québec où certaines expériences ont été difficiles. «C'est un risque. Je suis d'accord. Mais lorsque nous voyons le haut degré d'assimilation des francophones hors Québec, plus particulièrement chez les jeunes, nous sommes prêts à prendre ce risque».

En somme, le risque de s'entendre parler français...

Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada Canada



À titre de ministre de l'Expansion industrielle régionale
et à titre de Canadien français, c'est avec plaisir
que je profite de cette occasion pour souligner l'importance
du Sommet de la francophonie.

Cet événement représente l'occasion rêvée pour
les francophones du monde entier de se réunir et de faire des
affaires en français dans un pays au caractère unique
que lui confèrent ses deux langues officielles dont le français.

Je félicite donc les organisateurs du Sommet d'avoir choisi
le Canada comme lieu de rencontre car notre pays est
un partenaire de choix. D'ailleurs, deux de ses grandes villes,
Montréal et Québec, ont fait leur marque sur la scène
internationale par des manifestations d'envergure;
elles offrent un moyen sûr, pour les francophones
du monde entier, d'atteindre le vaste marché
que constitue l'Amérique.

Je souhaite donc à tous les organisateurs de cette
manifestation, des rencontres enrichissantes
et un franc succès.

Gouvernement du Canada / Government of Canada
Expansion industrielle régionale / Regional Industrial Expansion
L'hon. Michel Côté, Ministre / Hon. Michel Côté, Minister

Canada

Message de l'honorable Marcel Masse
Député de Frontenac et
ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

« Nous sommes langage incarné: jusque dans la hauteur des symboles, nous n'échappons jamais à la présence du mot. Si nous y échappions, nous cesserions d'être. » Dans cette pensée que nous livrait le poète Pierre Emmanuel, dans *Le Goût de l'Un*, se situe, je crois, le défi de la francophonie internationale. Une langue vit, s'exprime, se renouvelle et puise son dynamisme dans les multiples activités quotidiennes de ceux et celles qui la parlent. Elle est à la fois spécifique, par les valeurs et les symboles propres à chaque peuple qu'elle véhicule, et universelle parce que tous ses parlants s'y rejoignent et y trouvent un enrichissement mutuel. Il est ainsi fondamental, en cette période de globalisation des communications et de progrès technologiques rapides, de définir et de concrétiser des mécanismes de collaboration qui permettront à la francophonie mondiale de s'exprimer pleinement dans le contexte scientifique et technologique moderne, et de profiter le plus possible de la richesse et de la diversité de toutes les collectivités qui la forment. C'est l'esprit qui animait les parlants français du monde entier qui, lors du premier sommet de Niamey, en 1967, ont jeté les bases de ce qui devait devenir, le 20 mars 1970, le premier organisme de collaboration de la francophonie internationale, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). J'ai eu l'honneur d'être associé à cette première démarche, comme d'ailleurs à la Conférence des ministres de la Communication de l'ACCT qui se déroulait au Caire, au mois de février 1985. Le Sommet de la francophonie tenu à Paris, en 1984, s'inscrivait dans cette même voie et constitua une réaffirmation de la volonté de tous les intervenants de la francophonie d'élargir les bases de leur coopération et de la traduire de façon concrète et efficace. Cette année, c'est à Québec, en terre canadienne, que la francophonie internationale s'est donné rendez-vous et je suis confiant que ce deuxième Sommet donnera lieu une fois de plus à des initiatives originales et innovatrices. Le large éventail d'activités de nature scientifique et technologique du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, notamment la télédétection et les techniques de pointe reliées à l'exploration et à la mise en valeur des ressources, offrent de nombreuses possibilités d'échanges fructueux. Nous arriverons, j'en suis sûr, à élaborer des projets qui profiteront à la francophonie canadienne et internationale.

Énergie, Mines et Ressources Canada / Energy, Mines and Resources Canada
L'Hon. Marcel Masse, Ministre / Hon. Marcel Masse, Minister

Canada

POUR LES FRANCO-AMÉRICAINS

La télé en français: des souffles de vie!

COLLABORATION SPÉCIALE

Rachel Côté est une citoyenne ordinaire qui demeure à Salem, Massachusetts, depuis 30 ans. En novembre dernier, lorque son câblodistributeur a décidé de ne plus importer le signal d'une station française de Sherbrooke, elle est devenue soudainement une activiste. En moins de deux mois, avec l'aide du Club Richelieu local, elle a arraché au maire de Salem et au câblodistributeur la promesse que son lien avec le Québec de sa jeunesse serait rétabli et que la télévision de langue française reviendrait à Salem.

Au même moment, un organisme francophone du Vermont, la Société des Deux Mondes, trouvait une nouvelle vigueur en lançant une campagne pour ramener à l'écran le réseau français de Radio-Canada dans la région de Burlington. Des bénévoles ont parcouru avec leur pétition les salles paroissiales, les rues, les centres commerciaux, tous les lieux où ils pouvaient recueillir des signatures. Le mouvement s'est étendu à l'hôtel de ville et même au capitole de l'État, à Montpelier. Après six mois de lutte, la compagnie *Green Mountain Cable Vision* remettait CBFT (Montréal) parmi les services offerts à ses abonnés.

«Ce ne sont que deux victoires relativement modestes, mais qui témoignent d'un nouvel esprit militant chez nos gens, déclare Réal Gilbert, président de l'ActFANE (Action pour les Franco-Américains du Nord-Est). Il y a 15 ou 20 ans, les Franco-Américains se seraient laissé faire. Aujourd'hui, ils ripostent, ils s'organisent et vont chercher ce qu'ils veulent.»

La communication, surtout lorsqu'il s'agit de maintenir ou d'introduire une station de langue française du Québec à la télévision par câble, voilà le dossier qui mobilise le plus spontanément ces temps-ci les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre.

Il y a deux ans à Augusta (Maine), un club d'aînés francophones a contesté avec succès la décision d'éliminer la station française du câble. Aujourd'hui à Lewiston (Maine), les Franco-Américains mènent un dur combat contre la compagnie *Adams-Russell Cable Services*, un des grands câblodistributeurs du pays.

Les militants de Lewiston ont rapidement organisé une pétition de 3 000 signatures, ils ont rassemblé une délégation de plus de 400 personnes en plein hiver pour protester auprès du conseil municipal, et presque chaque jour une lettre en faveur du français à la télévision paraît dans le journal anglais local. Le conseil municipal a formé à la hâte un comité d'enquête. Les organisateurs envisagent maintenant d'acheter des blocs d'actions de la compagnie Adams-Russell, de manière à finalement la fléchir.

Le mouvement de protestation n'épargne pas les caisses populaires. À Lewinston, on a réussi à renverser la direction de la Caisse populaire Saint-Pierre. Selon Normand Bureau, l'un des chefs de la campagne, l'ancienne administration relâchait sa volonté de conserver le caractère franco-américain de la caisse. Les nouveaux directeurs élus à l'assemblée annuelle de janvier, à la majorité des 500 membres présents, se sont engagés à faire progresser la caisse sans sacrifier sa particularité. Les anciens directeurs contestent cette élection devant le tribunaux.

Vers un projet de société

«Un peu partout, nous voyons les Franco-Américains exiger des services et consolider leurs institutions, remarque Réal Gilbert. Il faut maintenant conjuger ces efforts isolés en un mouvement global et durable.»

C'est dans cette intention que l'ActFANE a conçu un «projet de société», entrepris au début de cette année. Une consultation auprès des leaders de la communauté, des sondages dans toutes les régions du Nord-Est, des tables rondes sur des points précis, tout est mis en oeuvre pour rassembler dans un document cohérent des recommandations concrètes pour l'avenir: non seulement dans les secteurs économique et culturel, mais aussi pour l'éducation en français, le dossier que, selon certains, les Franco-Américains ont le moins travaillé.

«Notre plan d'action, que nous aurons ainsi élaboré depuis janvier, nous voulons l'emporter à Québec au Grand Rassemblement de juin pour le mesurer à l'expérience des autres communautés francophones d'Amérique, explique Réal Gilbert. Nous ne voulons pas progresser dans l'isolement. Que ce soit à la télévision ou dans les caisses populaires, notre regain de vitalité doit s'arrimer à une réalité francophone plus grande si on veut qu'il dure.»

Un symbole presque centenaire.

Enfin un levier économique qui fait ses preuves

«Nous avons des caisses populaires fondées il y a 75 ans par Alphonse Desjardins lui-même, mais nous commençons seulement à nous en servir comme outil de développement communautaire et culturel», dit Réal Gilbert.

Plusieurs caisses franco-américaines sont devenues très fortes financièrement depuis environ cinq ans et peuvent maintenant jouer un rôle plus actif dans la communauté. C'est le cas de la plus ancienne, la Caisse populaire Sainte-Marie, fondée en 1909 par Desjardins. En 1981, elle affichait un actif de 44 millions $ US. À la fin de décembre 1986, elle l'avait haussé à 201 millions. Et pour la première fois, le nombre de ses membres dépassait 25 000. En 1985, elle ouvrait une première succursale; une deuxième doit suivre cette année.

Au service de la communauté

Cette nouvelle force économique est mise peu à peu au service de la communauté qui y trouve notamment une source de financement pour ses activités culturelles: des spectacles d'artistes canadiens-français (Edith Butler, Renée Claude, les Ballets Jazz) à Manchester, un mensuel de langue française à Lowell (Massachusetts), une chorale et de nombreux projets de jeunesse à Woonsocket (Rhode Island), des festivals franco-américains à Holyoke (Mass.), Biddeford, Augusta et Lewiston (Maine).

Certains militants, tout en applaudissant à ces initiatives traditionnelles, les jugent désormais insuffisantes. Ils voudraient voir les caisses présentes dans les secteurs clés de la vie franco-américaine. «Le défi, maintenant que la majorité de nos caisses a dépassé le stade de l'adolescence, c'est de les amener à repenser leur rôle comme agents de transformation de la société.» C'est ainsi que se prononce Roger Lacerte, libraire de Lowell, qui a étudié de près le mouvement coopératif en Acadie et qui voudrait reproduire certains succès acadiens en Nouvelle-Angleterre.

Caisses pop, à l'américaine?

Parmi les hypothèses envisagées, certains songent à relier entre elles les quelque soixante caisses populaires à l'oeuvre dans les six États de la Nouvelle-Angleterre. «Sans nécessairement créer une fédération à la québécoise, il faudrait trouver un lien d'une façon ou d'une autre. Peut-être faut-il emprunter un concept tout à fait américain et faire du *networking* (association en réseau)», dit Roger Lacerte.

On trouve déjà une certaine forme de *networking* dans les liens qui unissent à certaines caisses les deux sociétés fraternelles d'assurance franco-américaines. L'Association Canado-Américaine, dont le siège social est à Manchester, a décidé en 1980 d'investir davantage dans les certificats de la Caisse Sainte-Marie de Manchester et dans les caisses populaires de Fitchburg (Mass.) et de Central Falls (Rhode Island). Même chose à l'Union Saint-Jean-Baptiste, l'autre société fraternelle, dont le siège social est à Woonsocket.

«C'est déjà intéressant que ces gens se rencontrent et s'entraident, dit M. Lacerte, il faut maintenant que ces liens soient institutionnalisés et répandus.»

Canada Canada Canada Canada Canada

"La qualité est la clé maîtresse dans l'expansion de nos ventes vers des marchés très fortement concurrentiels comme le Japon."
P.E. St-Pierre, président COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC Montréal (Québec)
Coopérative de produits agro-alimentaires

"Notre expérience nord-américaine nous a beaucoup servi dans le monde entier en dépit de la concurrence féroce créée par la chute des prix du pétrole brut."
P.C. Bawden, président du conseil PETER BAWDEN DRILLING LTD. Calgary (Alberta)
Gestion de projets, forage à contrat et services techniques

"Nos ventes outre-mer sont passées de 226 000 000$ en 83 à 625 000 000$ en 85!"
R.Q. Phillips, président CANSULEX LIMITED Vancouver (Colombie-Britannique)
Soufre élémentaire

"En 1986, l'exportation nous a fait gagner 83% de nos revenus et a contribué à l'augmentation de 51% de nos revenus!"
M.U. Potter, président du conseil et P.D.G. COGNOS INCORPORATED Ottawa (Ontario)
Produits informatiques et logiciels

Exportez gagnant!

Ces exportateurs canadiens ont compris que leur croissance passait par l'exportation. Si vous êtes prêt à jouer gagnant, nous sommes prêts à vous aider.

Prêt à vous lancer sur les marchés d'exportation? Appelez (sans frais) Affaires extérieures, Info Export, au 1-800-267-8376

Demandez votre pochette d'information et un abonnement gratuit à CanadExport, le bulletin sur l'exportation: **Prêts à vous aider**

Affaires extérieures Canada External Affairs Canada EXPORTER CA RAPPORTE EXPORTS BUILD CANADA Canada

LE SOMMET HISTORIQUE DE QUÉBEC

C'est du 2 au 4 septembre prochains qu'aura lieu à québec le Sommet de la francophonie.

Ce qu'on appelle communément le Sommet de la francophonie porte en réalité le nom officiel suivant: Deuxième conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

«Deuxième», parce qu'une première conférence au sommet eut lieu à Paris en février 1986, sous les nouveaux gouvernements Mulroney et Bourassa, après des années de tergiversation sur la représentation du Québec.

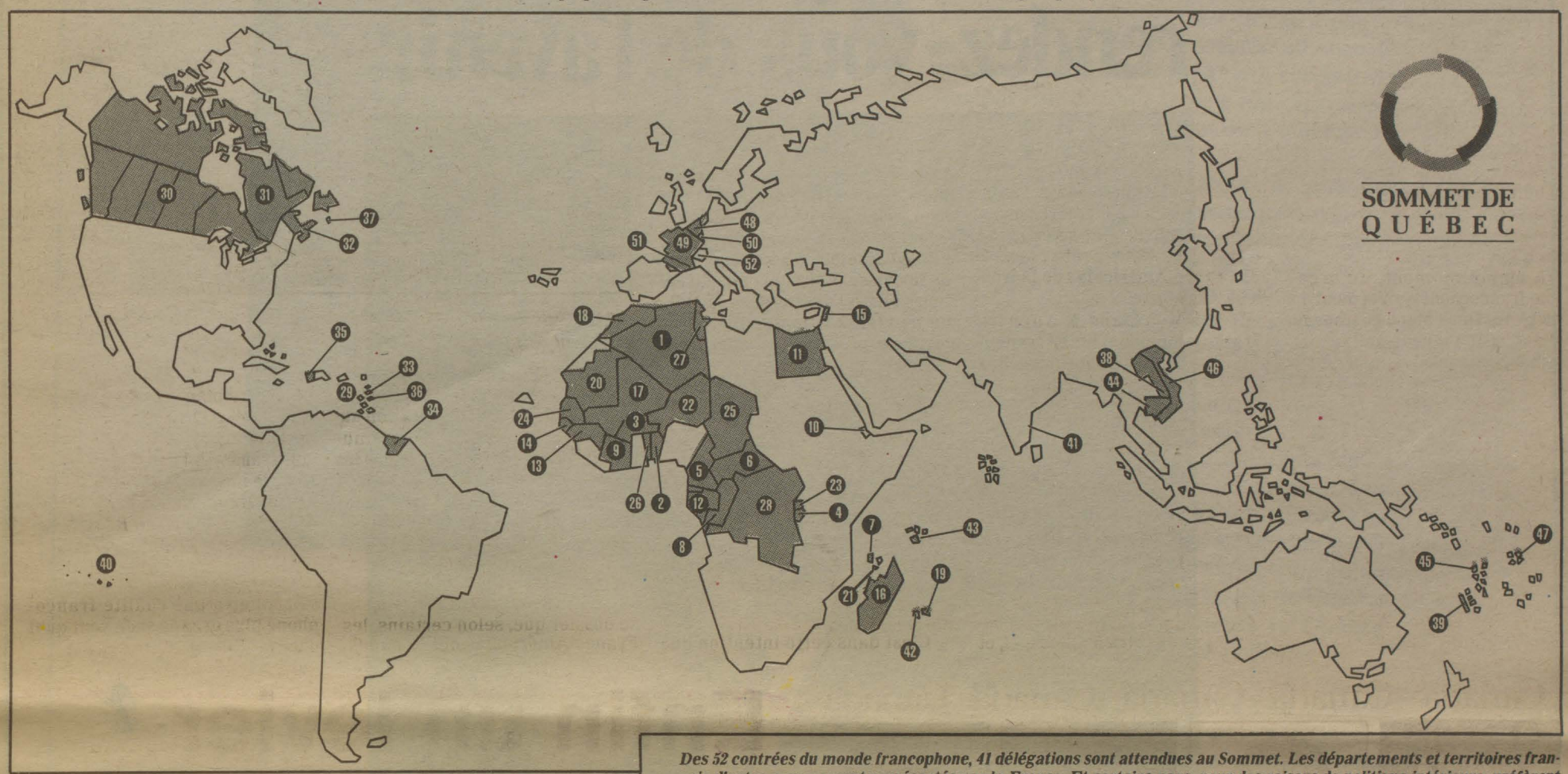
Des «pays ayant en commun l'usage du français» plutôt que des «pays francophones», parce que la langue française n'y a pas partout le même statut: langue maternelle ou langue de culture, langue nationale ou langue officielle, langue de l'Administration ou langue de l'enseignement, elle coexiste la plupart du temps avec une ou plusieurs autres langues d'usage.

C'est pourquoi, trouvant une sorte de médiation dans ce patrimoine commun qu'est le français, les pays «francophones» s'efforcent de promouvoir non seulement le français mais les autres langues «nationales» dans tous les secteurs où elles tendent à reculer au profit d'une langue internationale unique et standardisée, spécialement l'anglo-américain.

Si les sommets francophones sont d'institution récente, les échanges multilatéraux entre pays francophones datent des années soixante. Sont créées au fil des ans des associations sectorielles diverses qui regroupent les universités (1961), les parlementaires (1967), les radio-télévisions (1978), les maires des capitales et métropoles (1979) ainsi que les écrivains, juristes, scientifiques, informaticiens et autres groupes professionnels des pays francophones.

La coopération intergouvernementale s'exprime d'abord dans la Conférence des ministres de l'Éducation (1968). Mais l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), créée en 1970 à Niamey, demeure à ce jour la seule organisation intergouvernementale francophone.

GISÈLE TREMBLAY



Des 52 contrées du monde francophone, 41 délégations sont attendues au Sommet. Les départements et territoires français d'outre-mer y seront représentés par la France. Et certains pays, pour des raisons de politique intérieure, préfèrent ne pas s'y associer (Algérie, Cameroun).

Afrique et Proche-Orient: 1. Algérie, 2. Bénin, 3. Burkina Faso (ex Haute-Volta), 4. Burundi, 5. Cameroun, 6. Centrafricaine (République), 7. Comores (îles), 8. Congo, 9. Côte-d'Ivoire, 10. Djibouti, 11. Égypte, 12. Gabon, 13. Guinée, 14. Guinée-Bissau, 15. Liban, 16. Madagascar, 17. Mali, 18. Maroc, 19. Maurice (île), 20. Mauritanie, 21. Mayotte, 22. Niger, 23. Rwanda, 24. Sénégal, 25. Tchad, 26. Togo, 27. Tunisie, 28. Zaïre. Amérique: 29. Antilles (les) françaises (Martinique, Guadeloupe et dépendances), 30. Canada, 31. Québec, 32. Nouveau-Brunswick, 33. Dominique, 34. Guyane française, 35. Haïti, 36. Sainte-Lucie, 37. Saint-Pierre-et-Miquelon. Asie et Océanie: 38. Laos, 39. Nouvelle-Calédonie et dépendances, 40. Polynésie, 41. Pondichéry, 42. Réunion (île de la), 43. Seychelle (îles), 44. Cambodge, 45. Vanuatu (ex Nouvelles-Hébrides), 46. Viet Nam, 47. Wallis-et-Futuna (îles). Europe: 48. Belgique, 49. France, 50. Luxembourg, 51. Monaco, 52. Suisse.

Programme

Réunion préparatoire des ministres des Affaires étrangères

Les ministres tiendront deux séances de travail, le lundi 31 août, pour mettre la dernière main à l'ordre du jour de la conférence.

Arrivée des délégations officielles à la conférence

Les délégations des 41 gouvernements participants sont attendues les 31 août et 1er septembre à Dorval, Mirabel et Sainte-Foy. Le mardi 1er septembre, c'est madame la gouverneure générale du Canada qui reçoit ses hôtes, en deux temps:

— Cérémonie d'accueil en plein air, Place George-V (17 h).
Une fête populaire et un spectacle suivront au Pigeonnier.
— Dîner officiel, à la Citadelle (20 h).

Ouverture du Sommet de Québec

Le Sommet proprement dit commence vraiment le mercredi 2 septembre, avec quatre éléments au programme:

— Cérémonie publique d'ouverture, au Grand Théâtre de Québec (10 h), faite essentiellement de discours.
— Séance de photographie (12 h 45), faite selon les règles protocolaires: au Sommet de Paris, le premier ministre du Québec, par exemple, apparaissait au dernier rang.
— Première séance de travail, au Salon rouge de l'Assemblée nationale (15 h). Toutes les séances de travail ont lieu à huis clos. La première portera vraisemblablement sur les sujets économiques et politiques internationaux d'intérêt commun où, du côté canadien, c'est le gouvernement fédéral qui parle.
— Dîner offert par le premier ministre du Canada (20 h).

Deuxième journée du Sommet de Québec

Le jeudi 3 septembre, on a prévu trois sortes d'échanges:

— Deuxième séance de travail (8 h 30). La plupart des séances de travail doivent porter sur des projets de coopération multilatérale entre les pays francophones.
— Discussions libres (13 h). Les chefs d'État et de gouvernement se retirent dans un lieu propice à la détente pour échanger librement, à deux ou à plusieurs, sans protocole ni procédure.
— Dîner offert par le premier ministre du Québec (20 h).

Fin du Sommet de Québec

Le vendredi 4 septembre, dernière journée de la conférence et la plus chargée, se termine sur la réapparition publique des participants:

— Troisième séance de travail (9 h 30).
— Déjeûner offert par le premier ministre du Nouveau-Brunswick (13 h).
— Quatrième séance de travail (15 h).
— Séance publique de clôture, au Salon rouge de l'Assemblée nationale (17 h).
— Conférence de presse, sous la présidence du premier ministre du Canada, au Centre de presse de la conférence aménagé au Centre municipal des congrès.

Événements connexes

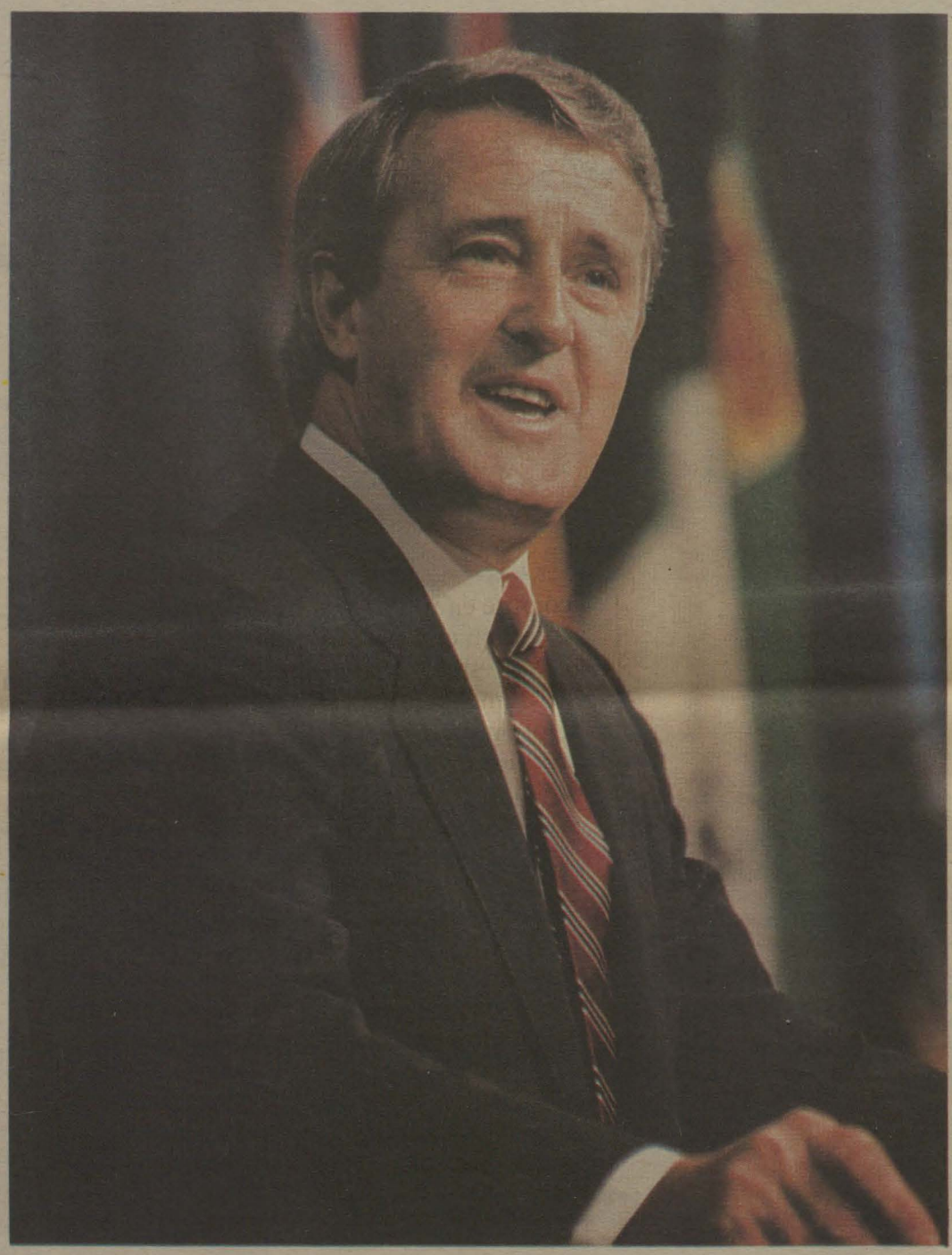
Au Sommet de Québec, seuls participent les chefs politiques. Une série d'événements «francophones» connexes, dont le calendrier court d'avril à septembre, y associent cependant la population. Certains ont été conçus spécialement pour l'occasion. La plupart sont des événements périodiques dont les gouvernements, ensemble ou séparément, subventionnent cette année l'orientation ou le volet francophone.

Voici, présentés dans l'ordre chronologique, les événements «francophones» à venir :

- **Festival international du Domaine Forget,** Saint-Irénée (Charlevoix), du 20 juin au 29 août. Hommage à la musique de la francophonie: folklore, théâtre lyrique, musique de chambre et symphonie.
- **Marathon de la francophonie,** Chicoutimi (Saguenay), 21 juin. Événement culturel et sportif auquel ont participé 11 pays depuis 1981.
- **Rassemblement des francophones d'Amérique,** Québec, du 27 au 30 jiin. Voir pages 2 et 4.
- **Point d'arrêt,** nombreuses villes, juin, juillet et août. Une vingtaine d'équipes de jeunes, encadrées par des professeurs, diffuseront au Canada, aux États-Unis, en France et aux Antilles, sur les ondes de radios locales, des émissions jeunesse dont l'un des thèmes est la francophonie mondiale et le Sommet. Ces groupes se réuniront tous à l'Université Laval les 21, 22 et 23 août.
- **Festival culturel estival de Hull,** fin juin, juillet et août. Sont invités deux artistes de pays francophones du Sud.
- **Festival mondial de folklore de Drummondville,** du 3 au 13 juillet. La journée du 7 juillet est réservée aux traditions populaires des peuples francophones.
- **Festival international d'été de Québec,** du 9 au 19 juillet. Pour sa 20e édition, le Festival invite des artistes d'au moins dix pays francophones qui n'ont jamais été représentés auparavant. En vedette, des artistes des pays du Sud.
- **Expo-sciences internationale,** Québec, du 10 au 17 juillet. Le Conseil de développement du loisir scientifique réunit à l'Université Laval 300 jeunes scientifiques de 12 à 20 ans, spécialement des pays francophones dont on vise à renforcer les liens de coopération. Une première.
- **Colloque des femmes africaines,** à l'Université de Moncton (N.-B.), du 13 au 15 juillet. Rencontre de jeunes femmes de 16 à 19 ans des pays francophones, surtout africains, sur les techniques d'animation et l'organisation d'événements spéciaux.
- **VIIIe Choralies internationales À Coeur joie au Canada,** Québec, du 25 juillet au 1er août. Formation d'un orchestre francophone qui donnera un concert en hommage à la francophonie.
- **Tour cycliste de la francophonie,** Abitibi, du 29 juillet au 2 août. Réunit des adolescents d'Afrique, d'Europe, des Antilles et du Canada.
- **Symposium de la jeune peinture au Canada,** Baie-Saint-Paul, du 30 juillet au 30 août. Six jeunes artistes de pays francophones partagent avec des collègues québécois une expérience de formation et de création collective.

Suite à la page 23

La Francophonie au rendez-vous de l'avenir.



« . . . notre engagement envers la Francophonie répond à un impératif de notre vie nationale. C'est tout l'espace de la communauté qui, par la Francophonie, est offert comme champ d'épanouissement aux francophones du Québec et des autres provinces.

En tant que nord-américains, les francophones du Canada mènent le combat quotidien de la Francophonie. Mieux que quiconque, nous savons ce que la vitalité du fait français requiert de mobilisation et de vigilance. Une langue, si belle soit-elle, ne survit pas uniquement par elle-même mais aussi par la vigueur et la créativité de ceux qui l'ont reçue en dépôt. C'est aux hommes et aux femmes d'aujourd'hui qu'il incombe de relever le défi que lance à la langue française le développement foudroyant des nouvelles technologies. »

Extrait de l'allocution du Premier ministre du Canada, le Très Honorable Brian Mulroney, à la séance inaugurale du Sommet de la Francophonie, à Paris, le 17 février 1986.

À l'aube du XXe siècle, nous assistons à la naissance d'une nouvelle communauté, celle des pays francophones. Fondée essentiellement sur l'usage d'une langue commune, cette nouvelle alliance de peuples aussi différents par leur civilisation que par leur histoire, trouve son expression concrète dans l'avènement des Sommets francophones.

Le gouvernement du Québec accorde une grande importance à sa participation au prochain Sommet de la francophonie, qui aura lieu ici en septembre 1987. Déjà, au Sommet de Paris en février 1986, j'avais exprimé le désir que l'on ne s'attarde pas à l'évocation des grands problèmes et à la description de situations, mais plutôt que l'on accorde la priorité à cinq secteurs stratégiques de notre vie culturelle et économique. Cette proposition, qui a été retenue par l'ensemble des participants à ce premier Sommet, se traduit actuellement par la création de cinq réseaux au sein desquels s'organise une nouvelle forme de coopération.

Le véritable enjeu du Sommet de Québec sera de décider de grands programmes mobilisateurs. Le Québec compte en proposer qui permettront de concilier réalisme, ambition et générosité.

Nos efforts ne doivent cependant pas être limités à un concept strictement culturel. Nous avons en effet la chance historique de pouvoir créer un véritable espace francophone qui sache concilier les impératifs du développement, de la croissance économique, de la maîtrise des technologies nouvelles, tout en nous permettant d'affirmer l'originalité et la vitalité de nos cultures respectives.

Ce nouvel espace de solidarité que les gouvernements du monde francophone sont en train de créer nous concerne tous. Il nous appartient d'imaginer les voies d'avenir qui assureront aux jeunes générations la place de premier plan à laquelle elles ont droit. L'entreprise ambitieuse que nous avons lancée ne pourra réussir sans la détermination et le concours actif des autorités gouvernementales, des institutions, ainsi que des hommes et des femmes de nos pays.

Au Sommet de septembre prochain, le Québec aura le devoir d'innover pour que les Québécois et les Québécoises, ainsi que les francophones du Canada et d'Amérique du Nord, soient assurés de jouer un rôle actif dans ce monde francophone en devenir.

Robert Bourassa
Québec
Mai 1987

SOMMET DE QUÉBEC

Relations internationales Québec

Québec

L'ONTARIO... UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION

L'honorable David Peterson, Premier ministre de l'Ontario

Photo : Gilbert F.R.P.S.

L'Ontario est fier de participer activement au Sommet de la francophonie en tant que membre à part entière de la famille francophone canadienne.

L'Ontario est la province canadienne où l'on retrouve la plus importante minorité francophone vivant hors-Québec. À ce titre, notre province a une responsabilité particulière à l'égard du demi-million de francophones qui y vivent.

Ces dernières années, le gouvernement de l'Ontario a pris des mesures très importantes dans le but de reconnaître les droits des francophones et de les garantir par voies législatives.

Dans ce domaine, l'Ontario a franchi une étape historique en novembre 1986, alors que l'Assemblée législative adoptait à l'unanimité la Loi de 1986 sur les services en français. Cette loi, qui vise à reconnaître et à garantir le droit de tous les francophones de l'Ontario à être servis en français par le gouvernement de notre province, sera un instrument de premier ordre qui permettra à l'Ontario de poursuivre sa marche vers l'avenir.

Notre objectif ultime est d'assurer que les francophones de l'Ontario bénéficient, dans leur propre langue, de services gouvernementaux d'une qualité égale à celle dont bénéficient leurs concitoyens anglophones.

Cette société nouvelle que nous sommes à bâtir est le reflet de la dualité linguistique de notre pays.

La vitalité de la population francophone de notre province et la popularité croissante du bilinguisme chez les jeunes anglophones sont des éléments qui ont une profonde influence sur notre société.

Le nombre sans cesse croissant d'anglophones bilingues et l'extraordinaire popularité des programmes d'immersion en français dans notre province illustrent de façon éclatante l'évolution que connaît la société ontarienne. À titre d'exemple, parmi les 177 000 élèves anglophones inscrits à des programmes d'immersion en français dans l'ensemble du Canada, on en retrouve 85 000 en Ontario où les programmes d'immersion sont offerts dans 650 écoles.

Ces statistiques démontrent que la société ontarienne se dirige vers une harmonisation de plus en plus grande des relations entre les communautés anglophones et francophones de notre province. Cette situation nous permet donc d'envisager l'avenir avec optimisme.

L'ÉDUCATION

En Ontario, la Loi de l'éducation reconnaît le droit fondamental de chaque élève, francophone ou anglophone, à recevoir son instruction dans sa langue maternelle. Cette disposition législative va au-delà des exigences de la Charte canadienne des droits et des libertés, puisque la loi ontarienne ne limite pas l'exercice de ce droit, là où le nombre le justifie.

Toujours dans le domaine de l'éducation, le gouvernement de l'Ontario a aussi adopté une autre loi qui reconnaît le droit des francophones de gérer les écoles de langue française. Cette loi établit les mécanismes de gestion de l'enseignement en français par les francophones dans les commissions scolaires ou le français et l'anglais sont les langues d'instruction.

Les membres de la section française d'un conseil scolaire sont élus au moyen d'un scrutin général qui doit se tenir en même temps que l'élection des autres membres du conseil. La loi stipule que les «membres d'une section de langue française auront les mêmes pouvoirs, obligations et droits que ceux de la section de langue anglaise». Enfin, la planification de programmes de langue française, la création de modules scolaires, le recrutement et l'affectation du personnel relèvent de la compétence exclusive de la section de langue française d'un conseil.

LA JUSTICE

En vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires de l'Ontario, le français et l'anglais ont le statut de langues officielles au sein du système judiciaire de notre province.

Après avoir connu une évolution constante depuis une dizaine d'années, la prestation de services judiciaires en français a été étendue à toutes les instances judiciaires de notre province.

LES COMMUNICATIONS

Depuis le 1er janvier 1987, la chaîne française de TV Ontario diffuse une programmation quotidienne sur la plus grande partie du territoire de la province.

Cette initiative a créé un puissant outil de communication qui favorisera encore davantage une prise de conscience collective au sein de la population francophone de l'Ontario. De plus, la nouvelle chaîne française de TV Ontario sera une véritable fenêtre ouverte sur le monde extérieur.

LES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Quant aux autres secteurs de l'activité gouvernementale, où une gamme importante de services en français a été mise sur pied au cours des deux dernières décennies, la nouvelle Loi de 1986 sur les services en français stipule que tous les services publics des ministères et organismes gouvernementaux devront être dispensés également en français.

L'ONTARIO ET LA FRANCOPHONIE

L'Ontario a un rôle de plus en plus important à jouer au sein de la francophonie canadienne et internationale. D'ailleurs, la dimension francophone de notre province suscite un intérêt grandissant non seulement dans les autres provinces canadiennes, mais aussi auprès des représentants des nombreuses délégations de pays francophones qui nous visitent.

Je suis convaincu que des échanges soutenus entre les francophones de l'Ontario et ceux d'autres pays résulteront en un enrichissement réciproque. Je vous invite tous à contribuer à la multiplication de ces liens fraternels.

Le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à assurer que les francophones de notre province occupent la place qui leur revient dans notre société. Il a aussi l'intention de veiller à ce qu'ils prennent leur place au sein de la communauté internationale de langue française.

David Peterson, Premier ministre de l'Ontario.

HISTORIQUE DES SERVICES EN FRANÇAIS

1968 Établissement de classes et d'écoles élémentaires et secondaires de langue française.
Création de comités consultatifs de langue française auprès des conseils scolaires.

1969 Ouverture de la première école publique de langue française.
Création de la Commission permanente Ontario/Québec qui a le mandat de favoriser les échanges en matière d'éducation et de culture.
Création du Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario.
Création d'une section de langue française à TV Ontario et début de la diffusion d'émissions éducatives.

1970 Nomination d'un coordonnateur du bilinguisme chargé de veiller au développement des services en français dans les ministères.

1972 Création du Conseil supérieur de l'éducation des écoles de langue française.
Adoption d'une politique gouvernementale relative à la prestation de services en français.

1973 Création de la Commission des langues d'enseignement de l'Ontario.

1974 Création du Conseil consultatif des affaires franco-ontariennes.

1975 Création d'un programme de bourses d'études visant à encourager les étudiants ontariens à poursuivre des études postsecondaires en français.

1976 Mise en oeuvre du programme de services en français dans les tribunaux.

1977 Création du Bureau du coordonnateur provincial des services en français.
Création d'un comité consultatif de juristes francophones dans le but de conseiller le procureur général de l'Ontario sur les questions relatives à l'usage du français dans les tribunaux.
Possibilité de tenir des procès en français dans des tribunaux de certains districts judiciaires.
Le Conseil consultatif des affaires franco-ontariennes devient le Conseil des affaires franco-ontariennes.
Nomination d'un sous-ministre adjoint chargé de l'éducation en langue française.
Création d'un programme d'aide financière à l'intention des municipalités désirant mettre sur pied des services en français.
Début de la nomination de coordonnateurs des services en français dans chaque ministère.

1978 Adoption de la loi permettant la création de jurys bilingues.
Début du programme de traduction des lois de l'Ontario.
Le Conseil supérieur des écoles de langue française devient le Conseil de l'éducation franco-ontarienne et son mandat est élargi au domaine de l'éducation postsecondaire.

1979 Les conseils scolaires sont tenus de créer des classes, des entités ou des écoles de langue française «là où le nombre le justifie».
Autorisation d'utiliser les versions françaises des lois comme élément de preuve lors d'un procès.
Reconnaissance du droit de tout francophone de subir un procès d'instance criminelle en français.

1980 Prestation de services en français dans les cours provinciales (Division de la famille) dans les régions désignées.

1981 Ouverture du Collège francophone de technologie agricole et alimentaire de l'Ontario.

1982 Publication d'une étude sur l'ensemble des services en français du gouvernement.
Adoption d'amendements législatifs autorisant l'enregistrement de certains formulaires et documents en français (testaments, titres de propriété, etc.), l'enregistrement en français des droits immobiliers et l'adoption d'une dénomination sociale de langue française par une compagnie.
Amendement à la loi sur les municipalités les autorisant à tenir les réunions du conseil municipal en français et à adopter des règlements dans les deux langues officielles du Canada.
L'Ontario devient membre participant de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

1984 Reconnaissance du droit des francophones à recevoir une instruction en français aux niveaux élémentaire et secondaire et disparition de l'exigence «là où le nombre le justifie».
Adoption de la Loi sur les tribunaux judiciaires qui confère au français et à l'anglais le statut de langues officielles du système judiciaire de l'Ontario.
Adoption d'une garantie législative se rapportant à la prestation de services sociaux en français.
Approbation de la création de la chaîne française à TV Ontario.

1985 Le Bureau du coordonnateur provincial des services en français devient l'Office des affaires francophones.

1986 Adoption de la Loi de 1986 sur les services en français.

1987 Dissolution du Conseil des affaires franco-ontariennes et création de la Commission des services en français de l'Ontario.

Publicité

Au Sommet: 98 dossiers, 28 priorités

J. JACQUES SAMSON
Le Soleil

Les communications, la culture et le développement agricole sont au centre des échanges qu'auront les chefs d'État et de gouvernement d'une quarantaine de pays au deuxième Sommet francophone, à Québec, du 2 au 4 septembre prochain.

Au total, 98 projets avaient été approuvés au premier Sommet, à Paris, en février 1986. Un comité du suivi, formé avec les représentants de 11 pays, les a ensuite pris en charge. De ces 98 projets, 28 ont été identifiés comme prioritaires et répartis entre cinq réseaux: l'énergie, l'agriculture, les communications et la culture, les industries de la langue, l'information scientifique et le développement technologique, sans compter les programmes divers.

Le Sommet de Québec représente un test déterminant pour l'avenir des projets en chantier, a expliqué le président du comité d'organisation, M. Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris. Le gouvernement du Canada proposera alors à ses partenaires de doubler les fonds accordés à l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) et de la transformer en Secrétariat de la francophonie internationale. L'Agence deviendrait le seul organisme multilatéral de la francophonie, chargé de mettre en oeuvre les décisions que les chefs d'État et de gouvernement prennent ensemble au cours de leurs réunions au Sommet.

Culture et communication

Les six projets du réseau Culture et communication, ont une importance particulière parce qu'ils sont fort avancés et que le Canada et le Québec y jouent un rôle de premier plan. C'est d'ailleurs un Canadien, Pierre Desroches, ancien vice-président de Radio-Canada, qui s'est vu confier la responsabilité de les mener à bien.

1- Le plus connu de ces projets est certainement l'extension de la chaîne TV5 à l'Afrique et à l'Amérique du Nord. TV5 présente en Europe des émissions en provenance des télévisions canadienne, française, belge et suisse romande. Dans un premier temps, ce nouveau canal sera offert, aux abonnés du câble dans l'Est du Canada. On produira en outre un téléjournal quotidien. Un budget de 10 millions $ est consacré à la première phase de réalisation. Les négociations se poursuivent avec les entreprises de télécommunication et une requête a été déposée au C.R.T.C. ces dernières semaines.

2- Les pays francophones s'affairent à créer une Agence internationale d'images, qui prendra sa forme définitive après le Sommet de Québec. Les images, accompagnées de commentaires, qu'utilise l'information télévisée des pays francophones proviennent actuellement à près de 100 pour 100 d'agences anglophones. L'Agence francophone, qui vise à corriger la situation, pourra desservir éventuellement les cinq continents.

3- La télévision sera aussi mise directement à contribution avec un programme de «formation à distance». Préparé par des Canadiens et largement inspiré de l'expérience québécoise de la Télé-université, ce programme à l'intention de l'Afrique est expérimenté au Sénégal et en Côte d'Ivoire. On décidera au Sommet s'il convient d'en élargir la diffusion.

4- Lucien Bouchard s'enthousiasme pour un projet de réseau radiophonique francophone international. La télévision exige des récepteurs coûteux, qui posent aussi des problèmes de fiabilité en Afrique, explique-t-il. Mais la radio est souple, spontanée, efficace. Les études de faisabilité seront complétées à temps pour la prochaine rencontre des chefs politiques, qui auront alors tout en main pour décider jusqu'où aller de l'avant.

5- Les remèdes aux problèmes du livre sont fondamentaux pour la francophonie, au point que le réseau s'est improvisé éditeur pour publier sept livres avant le Sommet de Québec. Ce dossier a été confié à un haut fonctionnaire du Québec, M. Jean-Marc Léger. Il s'agit de «livres bon marché»: trois titres français, deux canadiens, un belge et un africain seront distribués dans les réseaux scolaires.

6- Un Fonds de soutien à la production télévisuelle, fort modeste, a été institué. Une première coproduction Nord-Sud de la série **Génies en herbe** comportera des participants de trois pays africains: la Côte d'Ivoire, la Tunisie et le Zaïre.

Industries de la langue

Les industries de la langue sont celles où l'ordinateur doit reproduire ou reconnaître la langue parlée et écrite, comme dans les robots à commande vocale, la traduction automatique, etc.

1- La France, première responsable de ce dossier, présentera au Sommet un rapport d'étape, où apparaît notamment un projet de formation en informatique linguistique.

2- Un projet de réseau informatisé de données terminologiques relierait les banques spécialisées d'Ottawa, de Québec et de Luxembourg.

Information scientifique et développement technologique

1- Un réseau de 160 bibliothèques nationales et universitaires diffuse les meilleures revues et périodiques de langue française. Il faut trouver un moyen informatique pour l'exploiter davantage, ce qui devrait convraincre chercheurs et scientifiques de publier en français.

2- Un projet de normalisation des systèmes informatisés est également en chantier: comment faire travailler ensemble les grandes bibliothèques du monde francophone? Participent à un projet pilote les bibliothèques nationales de France et du Canada.

3- On procèdera à un inventaire bibliographique des études sur les États francophones. De nombreux pays font l'objet de recherches et de thèses dont ils ignorent même l'existence.

Agriculture

Le Canada avait la lourde responsabilité du dossier de l'agriculture, dont dépend l'engagement des pays africains dans la francophonie. Les principaux problèmes de l'Afrique à cet égard sont le développement et l'adaptation des techniques agricoles ainsi que la conservation et le transport des denrées.

Des experts ont été dépêchés dans sept pays du continent et, si leurs recommandations ne seront connues qu'au Sommet, on sait déjà qu'une école d'agronomes sera fondée en Afrique.

Énergie

On connaît l'intérêt du premier ministre du Québec, monsieur Robert Bourassa, pour les questions énergétiques. Le Québec a donc accepté de piloter le réseau de l'énergie, dont le coordonnateur est un autre vieux routier des dossiers de la francophonie, M. Christian Latortue. Quatre projets ont été retenus:

1- Un Institut de l'énergie, dont le siège social sera établi à Québec, deviendra le point de convergence des grands projets énergétiques du monde francophone.

2- Un Guide de l'énergie est en voie de publication: le premier tome sera prêt à temps pour le Sommet de Québec.

3- Un programme de formation en gestion pétrolière sera bientôt offert à l'École des Hautes études commerciales (H.E.C), à Montréal.

4- On acheminera en Afrique de l'équipement électrique spécialisé.

Hors réseaux

De nombreux projets «hors réseaux» feront enfin l'objet de dis-

➡

Événements connexes

Suite de la page 19

- **Plein art,** Québec, du 6 au 16 août. Village d'artisans qui accueille une démonstration des métiers d'art — avec vente des oeuvres — caractéristiques de 13 pays francophones, surtout africains.

- **Festival du film francophone.** Caraquet et Moncton, du 20 août au 13 septembre. Une trentaine de films francophones, à l'affiche du Festival des films du monde de Montréal, seront présentés dans les deux villes acadiennes.

- **Séminaire sur les problèmes de population,** Montréal, du 25 au 28 août. À l'Université du Québec à Montréal, des scientifiques se penchent sur les tendances migratoires liées aux développements sociaux et économiques des pays francophones.

- **Carrefour «Le Canada français dans la francophonie»,** au Manège militaire de Québec, du 28 août au 7 septembre. Exposition du savoir-faire canadien-français dans les cinq secteurs retenus par le Sommet. Au programme, des chefs de file comme Hydro-Québec, Gaz métropolitain, Télé-université, Téléglobe, C.G.I., Consortium Québec-Canada, Institut Armand-Frappier, Bureau des traductions, Office de la langue française, Centre de recherche informatique de Montréal, etc.

- **Rencontre internationale des enseignants francophones,** Québec, du 30 août au 1er septembre. La Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.) invite 80 représentants des pays francophones à une réflexion sur l'éducation et la formation au service du développement.

- **Conférence sur les sommets francophones en politique étrangère,**

Suite à la page 30

Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques
339, rue Wilbrod, Ottawa, Ontario K1N 6M4
• au service des écoles françaises depuis plus de 13 ans •
• près de 2000 produits pour le primaire et le secondaire •
• imprimés • audio-visuels • didacticiels •
• catalogues disponibles sur demande •
Tél.: (613) 238-7957

«PRENDRE SES AFFAIRES EN MAIN...
...c'est tout aussi important aujourd'hui que ce l'était autrefois.»
Guy Bernier, *Président et Chef de la Direction*

Cette volonté se traduit par l'action concrète quand des membres se rapprochent, se concertent et interviennent ensemble dans les processus de décisions.

La **participation** demeure l'expression la plus personnelle de l'engagement d'un membre envers sa caisse populaire.

Participer, c'est d'abord être membre et pouvoir exercer ses droits comme propriétaire-usager.

Participer, c'est accomplir des transactions financières à la caisse, conscient de contribuer à l'essor économique et social de son milieu.

Chez Desjardins, l'évolution coopérative passe par la **participation.**

Face à l'avenir, une force qui fait toute la différence.

Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

suite de la page 23

cussions. Parmi eux, les quatre suivants:

1- On vise l'uniformisation du baccalauréat.

2- Un programme de bourses de la francophonie est déjà en vigueur: on y affecte 30 millions $ pour les cinq prochaines années; 350 stagiaires sont attendus cet automne, dont une centaine ont déjà confirmé leur présence.

3- Un colloque sur l'usage du français dans les organismes internationaux a lieu, fin juin, à Paris. Un fonds international assurera les congrès internationaux d'interprètes et de traducteurs.

4- Un autre fonds international est suggéré pour la poursuite des études en français.

Pour tout cela, il faut d'abord... des sous.

«Il faut agir sur le financement, au Sommet de Québec, pour fixer l'engagement des pays participants», insiste Lucien Bouchard. La francophonie a suscité dans le passé beaucoup de scepticisme, précisément parce qu'elle s'arrêtait souvent à une litanie de projets sans suite, faute d'engagement financier. «Trop de discours, pas d'argent; trop d'organismes, pas de budgets», résume le président du comité d'organisation.

Le gouvernement du Canada entend lui-même donner l'exemple: il est disposé à hausser les sommes qu'il consacre à la francophonie de 9 millions $ (1985) à 30 millions. Ses partenaires devront emboîter le pas. C'est une condition **sine qua non** pour que la francophonie «décolle» vraiment en 1987. Dans le cas contraire, il serait bien difficile de convaincre le reste du monde de la pertinence d'un troisième Sommet francophone.

Photo Jean-Bernard Porée

Paris, 19 février 1986, conférence de presse anonçant la tenue à Québec du deuxième sommet francophone.

Le Québec veut d'abord étendre le champ commun des pays francophones

(G.T.) — Le Québec a associé 70 spécialistes de tous les horizons (université, recherche, entreprise) à la préparation de ses propositions dans les cinq réseaux, de manière à dégager clairement les projets désirés et réalisables dans les milieux mêmes appelés à y participer.

Avec ces projets, apparemment hétéroclites, il met l'accent sur tout ce qui, en joignant les compétences et les ressources, étend et institutionnalise le champ commun des pays francophones.

C'est ainsi que, dans les industries de la culture et de la communication, le Québec souhaite créer:

• **Un espace audiovisuel francophone.** Les échanges entre radio-télévisions francophones existent déjà. Ce qui est en jeu, c'est une radio et une télévision communes dont les partenaires se partagent la production et la diffusion.

• **Un espace informatique francophone.** Le document de réflexion du Québec précise les objectifs, les étapes, les projets. Il s'agit de normaliser les produits, de raccorder les réseaux, de diffuser l'information, de produire et distribuer les logiciels requis en français et de coordonner la recherche et le développement. Bref, de participer à un système commun.

• **Un marché commun des biens culturels.** Des barrières commerciales s'opposent à la libre circulation des produits culturels de langue française: livres, revues, disques, logiciels, films, vidéos. On cherche à lever les obstacles en commençant par le livre, dont le coût prohibitif freine la diffusion au profit d'équivalents plus accessibles en d'autres langues.

De même, dans les industries de la langue, le Québec propose de relier en **un réseau de néologie** les centres spécialisés d'Amérique, d'Europe et d'Afrique, pour produire et diffuser dans la francophonie les termes nouveaux que réclame le développement incessant des sciences et des techniques.

Dans cette perspective, la transformation de l'A.C.C.T. en Secrétariat permanent de la francophonie, que le Québec lui-même a souhaité, donnerait enfin une structure administrative à l'espace politique francophone.

LE FRANÇAIS... DEPUIS PRÈS DE 150 ANS, NOTRE AFFAIRE

UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Il y a au moins 18 001 bonnes raisons d'étudier à H.E.C.

École des Hautes Études Commerciales
Affiliée à l'Université de Montréal

HEC

Ses **18 000 diplômés** font de l'École des Hautes Études Commerciales un **réseau d'affaires dynamique** pour qui veut intégrer le monde de la gestion. Hier étudiants, aujourd'hui collaborateurs et employeurs, ces 18 000 gestionnaires contribuent activement au développement de H.E.C., comme de la société.

L'autre bonne raison? **VOUS**

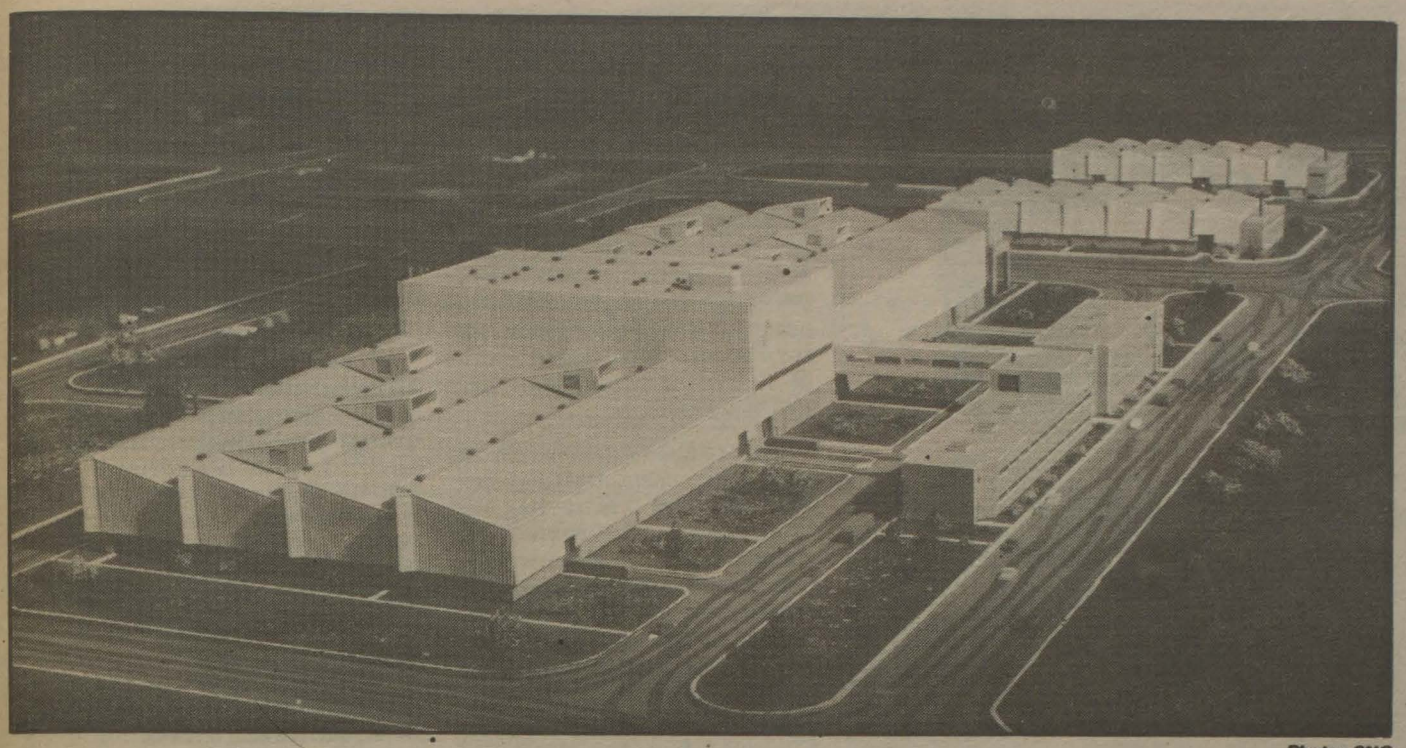
Pour réussir comme gestionnaire, il faut posséder un bagage équilibré de **connaissances** et de **savoir-faire**... de même qu'un bon **réseau**. Voilà ce que vous trouverez à H.E.C.

- Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.)
- Certificats
- Maîtrise en administration des affaires (M.B.A.)
- Maîtrise ès sciences de la gestion (M.Sc.)
- Diplôme en sciences administratives (D.S.A.)
- Doctorat en administration (Ph.D.)

Renseignez-vous dès aujourd'hui sur nos programmes d'études, en communiquant avec le:

Bureau du registraire
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles
Montréal (QC) Canada
H3T 1V6

(514) 340-6151



Photos SNC

SNC vient tout juste de terminer, à Rouiba en Algérie, une fonderie doublée d'une école de fonderie, au coût de 179 millions $. Une usine «clé en main» qui a demandé dix ans de travail.

L'atout africain

GAGNER EN ÉQUIPE LA PARTIE DU DÉVELOPPEMENT

CAROLE THIBODEAU
La Presse

Pour 27 des 56 pays africains, qui n'en apprécient pas moins sa valeur culturelle, le français représente d'abord la langue d'accès au développement économique. Et parmi les dossiers de la francophonie, ce sont l'énergie et l'agriculture qui les intéressent au premier chef.

Au Québec, les SNC, Lavalin, Hydro-Québec, Bombardier, Monenco, Sofati et autres entreprises francophones en expansion se sont penchées depuis longtemps sur ce marché prometteur, qui compte 200 millions de personnes.

La présence canadienne, et plus particulièrement québécoise, gagne sans cesse du terrain en Afrique. Le premier ministre, Robert Bourassa, a même parlé de «plan Marshall» en faveur de ce continent. Comment, dans les projets qu'ils réalisent en commun, Africains et Québécois marient-ils leurs intérêts respectifs?

Une question de choix

Les Québécois ne manquent pas d'atouts pour séduire les Africains: ils offrent la technologie américaine en français — ou en anglais — et ils savent doter de structures autonomes leurs clients, qui maîtrisent ensuite sans aide la technologie nouvelle. C'est ce qu'on appelle le transfert technologique.

«Tous les pays en voie de développement recherchent des solutions de rechange à la France, la Belgique ou la Suisse francophone», affirme Pierre Bergeron, président de Brassco, une firme montréalaise de conseillers en gestion et en organisation. L'expérience de Brassco, qui n'a pas attendu de devenir une grande entreprise pour s'intéresser à l'Afrique, illustre bien la philosophie nécessaire à la pénétration de ce marché.

Photo Lavalin

Un réseau de transport et de distribution d'énergie électrique, réalisé par Lavalin dans le centre-sud et sur le littoral du Cameroun.

Présente sur le continent africain depuis maintenant trois ans, Brassco voit enfin débloquer son premier projet important: associée à six autres compagnies québécoises dans un consortium nommé Liquigaz et soutenue financièrement par la SDI (Société de développement industriel du Québec), elle organise au Cameroun un réseau de distribution de gaz naturel, sous forme de stations où les gens vont remplir leurs bonbonnes.

Il s'agit d'un projet de 40 millions $, dont la première phase a débuté ce printemps. Les Camerounais ont un grave problème d'énergie. La population est réduite à couper les arbres pour cuire les aliments. Le gaz est distribué par bonbonnes qu'on dépose ici ou là. Il suffit d'un retard dans la distribution pour qu'on soit obligé de manger cru pendant des jours. Les 168 stations de gaz prévues, réparties dans tout le pays, vont régler ce problème: il reviendra aux familles de se rendre aux stations s'approvisionner.

«L'important en Afrique, c'est d'être présent, souligne le président de Brassco. On ne peut pas négocier de l'autre côté de l'océan.» Joint par téléphone alors qu'il était au Cameroun, M. Bergeron explique qu'avec un peu de patience, le Québec peut faire merveille là où la France et la Belgique ont laissé un arrière-goût colonialiste amer.

Les francophones d'Europe ressentent vivement la concurrence québécoise, remarque-t-il: «Au Club social où je vais parfois prendre un verre, les hommes d'affaires français discutent dans un coin et les québécois dans l'autre. Les Camerounais, par contre, sont très amis avec nous. Nous avons une excellente cote d'amour».

Pour Pierre Bergeron, la meilleure façon de se tailler une place en Afrique, c'est d'y installer un bureau, d'identifier un secteur d'activité et de réaliser de petits projets pour lesquels il y a peu ou pas de concurrence internationale et qui se négocient facilement. «Non seulement cela établit notre crédibilité lorsque se présente un projet plus important mais encore nous rentabilisons notre présence dans le pays», explique-t-il.

Cette approche dynamique et courageuse est loin d'être la règle. Comme l'expliquent les ingénieurs de Lavalin et de SNC, la plupart des P.M.E. québécoises en Afrique ont navigué dans le sillage des grosses firmes de génie-conseil.

De la bergerie à la fonderie

Raymond Martel en a long à dire sur les hauts et les bas des projets en pays africain. Cet ingénieur chez SNC vient tout juste de mener à bien, en Algérie, un des plus importants projets du continent: la construction d'une fonderie, doublée d'une école de fonderie. Le complexe a coûté 179 millions $ et SNC a coordonné des travaux d'ingénierie pour 150 millions $. Une usine «clé en main» qui a demandé dix ans de travail.

«Quand je suis arrivé là, les moutons paissaient sous l'oeil paisible de leur berger», se souvient Raymond Martel. À l'heure actuelle, l'usine démarre avec les premiers finissants de l'école. Cette école fonctionne comme une mini-fonderie et les étudiants peuvent occuper une quarantaine de postes.

L'ingénieur rapporte qu'en pays islamique, le plus gros problème demeure certaines formes pour nous inusitées d'absentéisme: «J'ai vu des équipes entières s'arrêter parce que c'était l'heure de la prière. Après, il a fallu piocher dans

Selon Pierre Bergeron, président de Brassco, les petites et moyennes entreprises ont aussi leur place en Afrique.

Université du Québec

Un réseau de 11 établissements à travers l'ensemble du Québec.

Plus de 74 000 étudiants, 1 800 professeurs réguliers et 3 000 employés non-enseignants.

suite de la page 25

le béton et recommencer entièrement le coulage».

L'important demeure le transfert technologique. Pour Marc Parent, président d'Econosult, la filiale de Lavalin chargée des études économiques (particulièrement à l'étranger), il y a trois façons de pratiquer ce transfert. La première est la formation sur le tas: les Africains apprennent en observant les manoeuvres des ingénieurs et des techniciens. C'est une situation très courante dans le secteur des travaux publics. La deuxième façon se limite à des cours traditionnels, comme les séminaires ou les projections de diapositives.

Enfin, le transfert technologique le plus complet consiste à former des cadres compétents, comme c'est le cas dans le dernier projet de Lavalin en Tunisie. «La Banque Mondiale finance une usine de phosphates dans la ville de Gassa, explique Marc Parent: 50 millions $ US serviront à construire des ateliers et des entrepôts, à rationaliser l'exploitation déjà existante, à entretenir la machinerie nécessaire et à former des mécaniciens.

Les cégeps camerounais

Le besoin de mécaniciens est criant dans tous les pays d'Afrique. La firme Sofati (Société de formation et d'assistance technique internationale) l'a vite compris. Elle vient de décrocher un contrat (plus de 100 millions $) du gouvernement camerounais pour rebâtir de A à Z tout le système des lycées techniques et y dispenser un enseignement équivalent à celui de nos cégeps.

Renaud Poirier, responsable du développement des marchés chez Sofati, explique que les Camerounais préfèrent l'approche nord-américaine, plus pratique que l'approche européenne. Les Européens divisent le temps en 65 pour 100 de cours traditionnels et 35 pour 100 de stages pratiques, alors qu'avec l'approche américaine, on renverse pratiquement la proportion. Selon Renaud Poirier, notre avantage principal sur les Français et les Belges réside dans le fait que ces derniers font surtout du support technologique, sans véritable transfert. Ils se contentent d'administrer et de coordonner au lieu de former des cadres locaux. «Les Européens occupent ainsi 90 pour 100 des postes d'appui technologique, estime M. Poirier. Il y en a des milliers rien qu'à Yaoundé».

Photo La Presse, Pierre Côté

M. Epiphane Agi Mawussi, vice-président au marketing d'Hydro-Québec International en Afrique.

Mais ce que veulent par-dessus tout Camerounais, Algériens, Ivoiriens, Tunisiens et Marocains, c'est la coopération industrielle. Le «joint venture» canado-africain répond bien à cette demande et a considérablement progressé depuis six ans. À l'ACDI, un programme de 45 millions $ est consacré au jumelage des entreprises canadiennes et africaines. Le programme évite aux premières les dédales de la bureaucratie africaine et aux secondes, il procure un partenaire commercial expérimenté. Généralement, l'entreprise locale détient la majorité des parts. Depuis les débuts de programme, en 1980, une centaine de sociétés se sont ainsi formées en Afrique francophone.

Pourquoi l'Afrique

Sur le strict plan financier, toutes les activités canadiennes en Afrique coûtent plus cher au Canada qu'elles ne lui rapportent. «Il est vrai que jusqu'à maintenant, le Canada n'a pas récupéré le cinquième de tout l'argent investi en Afrique, convient M. Épiphane Ayi Mawussi, vice-président au marketing d'Hydro-Québec International en Afrique. Mais il en retire tout de même certains avantages qualitatifs: il obtient des contrats et défend sa place sur la scène internationale.»

M. Mawussi explique que pour les pays d'Afrique, il s'agit de choisir entre différents produits techniques, et que le continent noir a tout intérêt à varier ses partenaires commerciaux. «Dans le cas de l'électricité, Hydro-Québec et Électricité de France présentent une qualité et un prix à peu près équivalents mais l'approche d'Hydro-Québec est différente», explique M. Mawussi.

Claude Descoteaux, président d'Hydro-Québec International, affirme que les activités de son organisme sont dans une proportion de 60 à 70 pour 100 concentrées en Afrique. «L'expérience africaine est enrichissante sur le plan humain, c'est bien évident, explique M. Descoteaux. Nos ingénieurs deviennent plus créatifs, ils apprennent à se débrouiller dans toutes sortes de conditions. Mais sur le plan des affaires, elle apporte aussi beaucoup. Au Québec, nous sommes en situation de monopole. Le simple fait d'affronter des concurrents nous donne une tout autre vision des affaires.»

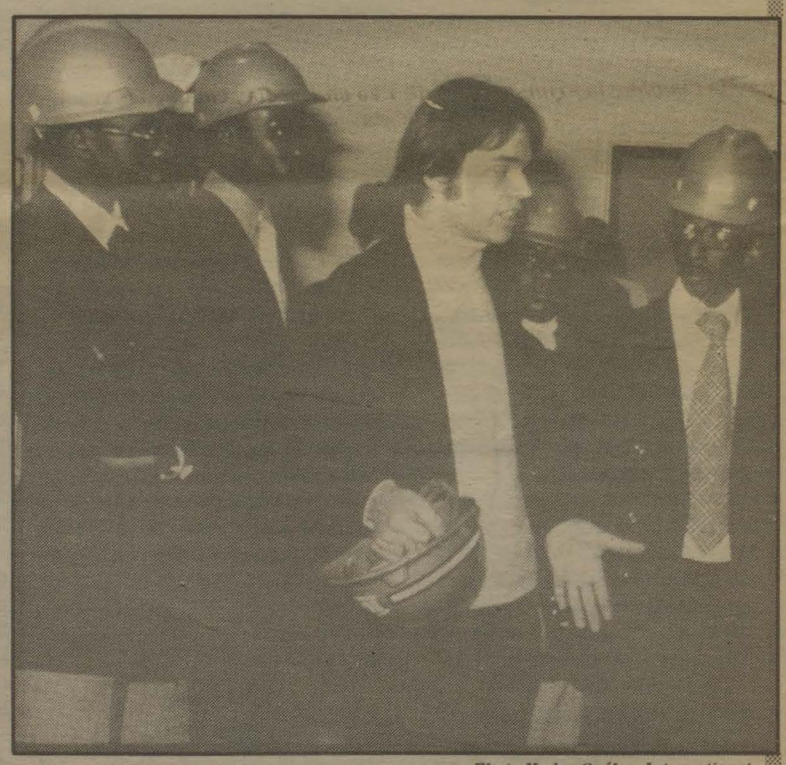


Photo Hydro-Québec International

Hydro-Québec International réalise de 60 à 70 p. 100 de ses activités en Afrique.

Depuis 15 ans
au service de la francophonie...

Seule université francophone en Amérique du Nord qui oeuvre spécifiquement *à distance,* TÉLÉ-UNIVERSITÉ offre des cours et des programmes universitaires en administration, informatique, sciences humaines et sciences.

Au Québec et ailleurs en Amérique du Nord, en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine, TÉLÉ-UNIVERSITÉ rejoint ses étudiants par la poste, la télévision, la télématique, le téléphone et le satellite.

Université du Québec
Télé-université

L'UNIVERSITÉ DANS UNE CLASSE À PART

Face à l'Asie, une seule solution: *l'excellence*

Si les Français et les Belges observent avec circonspection la percée québécoise en Afrique, il faut dire que les francophones en particulier et l'Occident en général ont affaire à une sérieuse concurrence asiatique.

Dans les quelques pays d'Afrique qu'ils ont réussi à pénétrer, les Chinois ont fait merveille pour construire à peu de frais routes et bâtiments. De leur côté, les Indiens offrent à rabais une technologie avancée. Quant aux Japonais, il est dans leurs habitudes de marketing de se faire connaître avec des produits très bon marché, pratiquement gratuits. De plus, ils n'ont peur ni de travailler ni de s'exiler.

«Nous ne sommes pas vraiment concurrentiels, explique Raymond Martel de SNC. Les Indiens et les Pakistanais offrent maintenant des produits équivalents pour le quart du prix. Pour survivre, les firmes d'ingénieurs doivent donc se diversifier. Nous devons inventer de nouveaux produits et prendre ainsi la concurrence de court.»

LA TÉLÉVISION SANS FRONTIÈRE

La télévision en français sans frontière? Il y a une décennie, plusieurs auraient soutenu que ce rêve n'avait aucune chance de réussir en raison des différences culturelles souvent profondes qui opposent les communautés francophones.

Aujourd'hui pourtant, c'est une réalité... en Europe grâce à TV5. Ce le sera, ici, dans quelques mois.

Sans frontière aussi, la Télé-université, un concept d'enseignement à distance à la québécoise, qui fait des adeptes au Canada,aux États-Unis, en Europe et en Afrique.

Et finalement, pour les gens d'affaires comme Claude Chagnon, du Groupe Vidéotron, la télévision sans frontière c'est s'assurer une participation dans les télévisions étrangères pour exporter les productions québécoises.

GRILLE DES PROGRAMMES 1986

	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
15H00	RTBF BELGIQUE	ANTENNE 2 TF1 FRANCE	CTQC QUÉBEC CANADA	TF1 FRANCE	SSR SUISSE	ANTENNE 2 FRANCE	FR3 FRANCE
15H30		FICTION TÉLÉFILM			SEMAINE 1ère, 3ème / 2ème, 4ème		SEMAINE 1ère / 2ème / 3ème / 4ème
16H00	VARIÉTÉS CHANSON PLUS		ÉMISSIONS JEUNESSE ou DOCUMENTAIRES	PROGRAMME JEUNESSE LE VILLAGE DANS LES NUAGES	VARIÉTÉS		MAGAZINE DE LA MER THALASSA
16H30							
17H00	DOCUMENTS ET CULTURE	MAGAZINE DE L'AVENTURE	VARIÉTÉS MUSICALES ou CONCERTS	MAGAZINE 30 MILLIONS D'AMIS		VARIÉTÉS	PROGRAMME JEUNESSE
17H30	LE RENDEZ-VOUS DE LA SOIRÉE (GRANDE VARIÉTÉ OU REPORTAGE OU SPORT OU CONCERT)	VARIÉTÉS JEUNESSE L'ÉCOLE DES FANS	TÉLÉ-SÉRIES FICTION: THÉÂTRE CINÉMA ÉMISSIONS SPÉCIALES	VARIÉTÉS	LONG MÉTRAGE / MAGAZINE D'INFORMATION	MAGAZINE CULTUREL	VARIÉTÉS / CINÉ : 16 / RETRANSMISSION THÉÂTRALE OU LYRIQUE / FICTION
18H00		MAGAZINE LA BANDE À BEDE	TÉLÉROMAN	DOCUMENTAIRE		SÉRIE FICTION	MAG LITT OU MED / DOCU / DOCU
18H30	CARGO DE NUIT MAG CULTUREL DES JEUNES	AUJOURD'HUI EN FRANCE / MAGAZINE CULINAIRE	ACTUALITÉS ÉCONOMIQUES CULTURELLES TECHNOLOGIQUES		MAGAZINE CULTUREL		PRÉLUDE À LA NUIT
19H00	CHANSON PLUS	DIVERTISSEMENT COCORICOCOBOY	ÉMISSIONS JEUNESSE ou DOCUMENTAIRES	PROGRAMME JEUNESSE LE VILLAGE DANS LES NUAGES	VARIÉTÉS	VARIÉTÉS	THALASSA
19H30			VARIÉTÉS MUSICALES ou CONCERTS	MAGAZINE 30 MILLIONS D'AMIS			PROGRAMME JEUNESSE
20H00	DOCUMENTS ET CULTURE	FICTION THÉÂTRE OU TÉLÉFILM	TÉLÉ-SÉRIES FICTION: THÉÂTRE CINÉMA ÉMISSIONS SPÉCIALES	VARIÉTÉS	LONG MÉTRAGE / MAGAZINE D'INFORMATION		VARIÉTÉS / CINÉ : 16 / RETRANSMISSION THÉÂTRALE OU LYRIQUE / FICTION
20H30	LE RENDEZ-VOUS DE LA CULTURE		TÉLÉROMAN			SÉRIE FICTION	MAG LITT OU MED / DOCU / DOCU
21H00		MAGAZINE SPORTS	ACTUALITÉS ÉCONOMIQUES CULTURELLES TECHNOLOGIQUES	DOCUMENTAIRE	MAGAZINE CULTUREL	MAGAZINE CULTUREL	PRÉLUDE À LA NUIT
21H30	CARGO DE NUIT						
22H00	JOURNAL TÉLÉVISÉ (TV5)		JOURNAL TÉLÉVISÉ (TV5)	JOURNAL TÉLÉVISÉ (TV5)			
22H30		MAGAZINE MUSICAL HAUTE DE GAMMES					TV 5 - ENTREPRISE
23H00				CINÉ-CLUB TV 5 UN FILM DU CINÉMA FRANCOPHONE PRÉSENTÉ PAR DANIEL CECCALDI			
23H30							
24H00							

Comme l'indique la grille-horaire de TV5 en Europe, chaque lundi soir est consacré aux émissions du Consortium Québec-Canada.

Grands échanges sur petit écran

CLAUDE SAVARY
Le Nouvelliste

«L'avenir de la télévision francophone internationale repose d'abord et avant tout sur notre capacité d'offrir un produit attrayant et de qualité.»

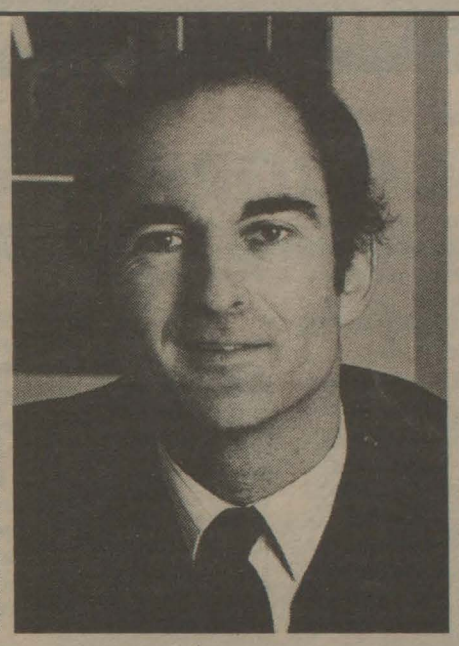
C'est Pierre-Paul Brassard, le directeur général du Consortium de télévision Québec-Canada (CTQC), qui l'affirme et il sait visiblement de quoi il parle. Prêté par la Société Radio-Canada, Pierre-Paul Brassard est à l'image des nouveaux jeunes cadres québécois: déterminé.

Depuis 1984, on lui a confié le mandat de faire en sorte que huit sociétés canadiennes associées, COGECO, Film Sat, TV Ontario, Radio-Canada, Radio-Québec, Télé-Métropole, l'Office national du film et un producteur indépendant, participent concrètement au développement d'une chaîne internationale de télévision francophone de concert avec cinq télévisions publiques européennes, TF1, Antenne 2 et FR3 de France, RTBF de Belgique et RTSR de Suisse.

Dans 20 pays

TV5, la nouvelle chaîne qui est née de cette association (à ne pas confondre avec la 5e chaîne de France) diffuse depuis déjà un an et demi dans plus de 20 pays du vieux continent. Plus de 5 millions de foyers câblés peuvent la capter, particulièrement en Hollande (1,7 million de téléspectateurs potentiels), en Allemagne de l'Ouest (1,3 million) et en Belgique (1,1 million).

La France ne compte pour le moment que 67 000 foyers susceptibles de recevoir TV5 mais grâce à la mise en place progressive de nouvelles structures de câblodistribution, le million de foyers sera rapidement atteint.



Au cours des années, par sa spécificité, ses connaissances, son expérience et son ouverture sur la francophonie, le Québec a et joue un rôle d'envergure dans l'expression, la consolidation et l'essor du fait français tant au Canada qu'en Amérique du Nord. De plus, le Québec s'enrichit à même cette vitalité manifeste des communautés francophones d'Amérique.

Le gouvernement du Québec est heureux de s'associer à cette entreprise prestigieuse qu'est le Rassemblement des francophones d'Amérique. Voilà certes une occasion unique qui va permettre à des milliers de francophones d'Amérique de se rencontrer dans un cadre éminemment privilégié, puisque ce rassemblement aura lieu dans une ville reconnue «patrimoine mondial» par l'UNESCO, la Ville de Québec.

Je ne peux évidemment que souscrire à cette tendance opportune, heureuse et riche de conclusions, que manifestent de plus en plus les peuples, d'où qu'ils viennent et qui ont pour langue d'usage le français, de se réunir et d'échanger. Le Sommet de Québec, qui aura lieu en septembre, n'est-il pas un exemple éloquent qui démontre avec vigueur que la francophonie peut s'épanouir hors des créneaux exclusivement culturels et à travers des secteurs qui ont à proprement parler des incidences économiques: ainsi, la francophonie s'enrichit-elle à travers l'agriculture, les communications, la recherche et le développement technologique, et l'énergie.

À l'exemple de ces Chefs d'État pour qui le rendez-vous de septembre au Sommet de Québec représente un nouveau défi, les francophones d'Amérique saisissent là une occasion de grand prestige pour faire valoir des besoins et des préoccupations qui leur sont propres et qui ont le mérite de faire croître la vie même de la francophonie internationale. A titre de conclusion, qu'il me soit donné de leur faire connaître ma plus vive appréciation pour un tel Rassemblement et de m'associer à toute action concrète et collective qui aurait pour résultat premier de promouvoir la langue française en Amérique.

Le ministre des Relations internationales
et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes

Gil Rémillard

Gouvernement du Québec
Conseil exécutif
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

Québec

LA TÉLÉVISION SANS FRONTIÈRE

suite de la page 27

Tous les lundis

Tous les jours, l'un des partenaires présente son programme. Les émissions du Consortium Québec-Canada sont diffusées en Europe le lundi, «l'une des meilleures soirées d'écoute», estime M. Brassard. À l'affiche, des émissions de variétés *(Vedettes en direct,* ballets et concerts), des documentaires, des reportages d'actualité axés sur la culture, l'économie et la science, et des émissions spéciales. On offre aussi un bulletin d'information complet en fin de soirée mais avec un décalage de trois jours. Ce problème est d'ailleurs à l'ordre du jour du prochain Sommet.

Pour le Consortium Québec-Canada, c'est là une façon très efficace d'imposer sa présence à l'important marché européen de langue française, qui compte une clientèle évaluée à 90 millions de personnes. «Traditionnellement, explique M. Brassard, c'était la Société Radio-Canada qui prenait le «bâton du pèlerin» depuis 20 ans en offrant aux pays francophones des émissions qu'elle produisait. Aujourd'hui, note-t-il, le consortium a pour ainsi dire pris la relève, en proposant cette fois une programmation diversifiée dont les émissions sont produites par les différents partenaires.»

M. Brassard admet qu'il n'a pas été toujours facile d'asseoir à une même table les réseaux francophones canadiens et québécois mais, croit-il, tous ont compris qu'il fallait faire front commun. «Aujourd'hui, remarque le directeur général, tout le monde se félicite de cette collaboration puisque chacun, en bout de ligne, va y trouver son compte.» M. Brassard ajoute que même les téléspectateurs d'ici vont y gagner, puisque les télévisions vont tendre à produire des émissions de plus grande qualité.

Forts et présents

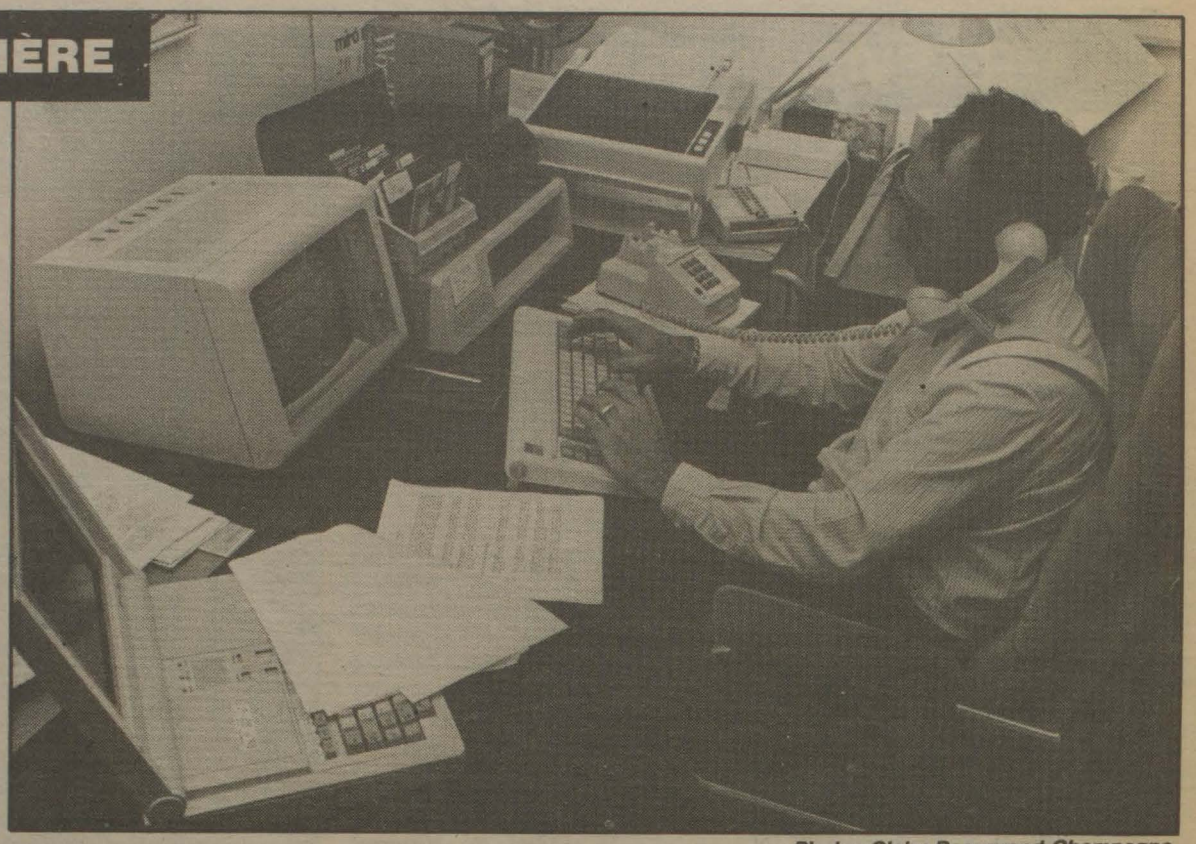
Pour M. Brassard, il était temps que les pays francophones se dotent d'un outil commun face à l'invasion des productions étrangères. «En Europe, signale-t-il, les Anglais et les Allemands, les Italiens également, prennent beaucoup de place dans le domaine de la câblodistribution et il était important de riposter avec une programmation solide, capable de satisfaire les différentes communautés culturelles francophones.»

«De plus, le génie créateur québécois, notre côté «patenteux», a trouvé, par le biais de TV5, une vitrine remarquable.

En 1988

TV5 ne rejoint pas encore l'Amérique du Nord mais cela ne saurait tarder. En effet, le consortium a déposé une demande de licence pour diffuser la nouvelle chaîne au Québec et au Canada. La réponse du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (C.R.T.C.) est attendue pour le mois de juillet. Un scénario très optimiste avait permis de croire que le programme de TV5 serait offert dès le début de l'automne mais, selon M. Brassard, il serait plus juste de parler du début de 1988.

TV5 prendra donc la relève de TVFQ, ce premier maillon d'une concertation télévisuelle internationale qui a permis depuis 1979 de recevoir quotidiennement une sélection d'émissions produites par les chaînes françaises. TV5, assure-t-on, présentera un programme plus riche et beaucoup plus à jour.



Photos Claire Beaugrand-Champagne

Jean-Yves Lescop, professeur à Télé-université. Un enseignement à distance qui peut prendre bien des formes.

L'enseignement à distance: un bel exemple du leadership et de l'ingéniosité des Québécois

L'enseignement à distance a connu ces dernières années un essor remarquable au Canada, et plus particulièrement au Québec. Le réseau de Télé-université, par le biais de la Corporation pour l'avancement de nouvelles applications des langages (C.A.N.A.L.), n'a cessé de croître, au point de toucher maintenant (1986) quelque 7 500 étudiants officiellement inscrits aux différents cours.

Selon le directeur général de C.A.N.A.L., M. Gilles Carrier, le télé-enseignement est un bel exemple du leadership québécois francophone qui a su, avec des moyens ingénieux, rejoindre l'ensemble du territoire et rendre ainsi accessible une programmation universitaire de qualité.

Au Québec, grâce aux réseaux de 10 câblodistributeurs et à Radio-Québec, ce sont 950 000 personnes qui peuvent recevoir les émissions de C.A.N.A.L.

L'expérience intéresse vivement les autres provinces canadiennes. L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) songe à un réseau pan-canadien qui rejoindrait la plupart des francophones du Canada. La décision sera prise prochainement.

Aux États-Unis

Mais les retombées de l'expérience C.A.N.A.L. ne se limitent pas au Canada. On met actuellement la dernière main à un projet de collaboration avec le Miami Children Hospital, grâce auquel des médecins spécialistes des maladies infantiles en Ontario et au Québec pourront échanger des informations avec leurs confrères de ce grand hôpital de Floride. Le projet a été préparé en collaboration avec l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Institut Armand-Frappier.

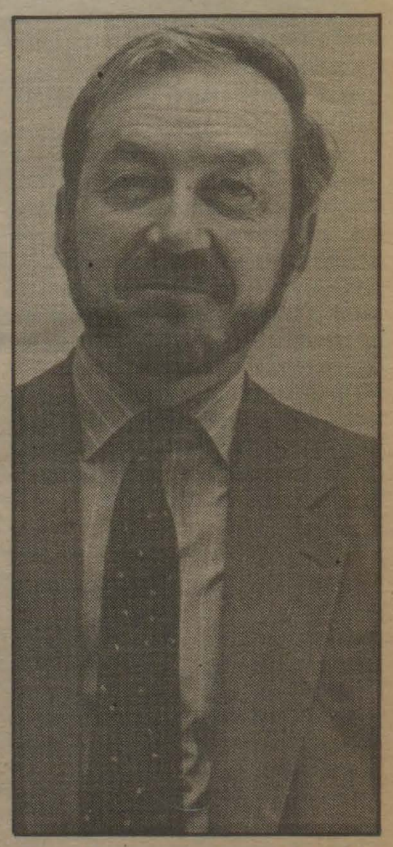
En Europe

C.A.N.A.L. étudie aussi un projet de collaboration avec l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française qui regroupe environ 35 pays.

Par ailleurs, une expérience particulièrement intéressante se déroule en Afrique. C.A.N.A.L. a accueilli, il y a quelques semaines, quatre stagiaires en administration publique, en provenance de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. En collaboration avec l'École nationale d'administration publique (ENAP), ces invités ont préparé sur cassette 30 cours qui sont transmis à une quarantaine de stagiaires dans leurs pays d'origine.

Selon M. Carrier, la formule a ceci d'original qu'elle permet de ne déplacer que quatre personnes au lieu d'une quarantaine. Ce sont les stagiaires venus au Québec qui ont enregistré le cours dans les studios de C.A.N.A.L., en les adaptant aux habitudes et coutumes du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Selon les premiers rapports parvenus à C.A.N.A.L., les gens, là-bas, sont très satisfaits de l'expérience. Pour assurer le suivi, on a prévu de tenir une conférence téléphonique par mois d'ici la fin de l'année. ●

Le télé-enseignement «à la québécoise» prend donc au fil des ans une envergure internationale et se révèle un instrument souple et efficace au service de la francophonie.



Gilles Carrier, directeur général de C.A.N.A.L.

Le truc de Vidéotron: s'associer d'abord, pour vendre ensuite

André Chagnon, président de Vidéotron.

Vidéotron est la seconde compagnie de câblodistribution en importance au Canada. Elle rejoint directement 600 000 foyers québécois et plus de quatre millions de téléspectateurs par ses différents canaux spécialisés comme la météo, les petites annonces illustrées, la Bourse, etc. L'acquisition récente d'un réseau de câblodistribution dans l'Ouest du Canada devrait permettre à Vidéotron de s'implanter, à terme, dans tout le pays.

L'Europe

Le marché québécois étant en quelque sorte saturé, le président de Vidéotron, André Chagnon, s'est tourné vers l'Europe. Il a conclu avec la Société générale des vidéocommunications une entente qui va lui permettre de «câbler» plus d'une trentaine de grandes villes de France. La participation financière de l'entreprise québécoise n'est que de 10% mais elle installe Vidéotron aux premières loges sur un marché potentiel considérable. La compagnie québécoise a aussi conclu des ententes avec d'autres pays européens pour développer d'autres réseaux de câblodistribution à des coûts deux et même trois fois moindres que ceux des réseaux étatisés.

De l'intérieur

D'autre part, en achetant Télé-Métropole (Montréal), la plus importante télévision privée francophone au Canada, le président de Vidéotron a promis au C.R.T.C. de relever sensiblement la qualité des productions maison pour les rendre vraiment exportables à l'étranger. Il imitera en cela ses concurrents du Québec, avec des atouts différents dans sa manche.

Comme pour la câblodistribution, en effet, le nouveau patron de Télé-Métropole s'associe d'abord pour vendre ensuite. Il vient d'acquérir une part de trois pour cent dans la cinquième chaîne française (ne pas confondre avec TV5) et s'apprêterait à signer une entente semblable avec Télé-Monte-Carlo. À titre d'administrateur de ces sociétés, il pourra mousser la vente de ses émissions, et même des productions québécoises en général, si on en croit Claude Leclerc, le directeur des ventes chez Vidéotron.

Le DÉVELOPPEMENT et la Francophonie

«Par la coopération active avec les pays francophones, nous cherchons à promouvoir la paix mondiale et à pallier les cruelles disparités économiques qui divisent les pays du Nord et du Sud»

Monique Landry,
ministre des Relations extérieures
responsable de la Francophonie

Lors d'une mission à Haïti, Mme Landry est accueillie par le ministre des Affaires étrangères de ce pays. (Photo ACDI : Michel Dompierre)

Haïti, Sénégal, Tunisie, Cameroun, Sainte-Lucie...des noms de pays familiers aux Canadiens depuis longtemps. Si ces pays nous paraissaient autrefois si lointains et inaccessibles, il y avait toujours dans la famille une cousine éloignée qui y enseignait ou un grand oncle qui y consacrait sa vie aux démunis. Et ce dévouement à des populations si différentes de nous nous paraissait totalement naturel.

Le visage de cette aide a toutefois bien changé depuis notre enfance. À l'oeuvre des bénévoles s'est ajoutée l'aide publique et officielle administrée par des organismes gouvernementaux. Et, si ces mécanismes d'aide au développement international peuvent paraître obscurs, difficiles à comprendre, sans rapport immédiat avec notre vie quotidienne, ce n'est en fait qu'une question de vocabulaire.

Qu'est-ce-que c'est que l'assistance bilatérale, l'assistance multilatérale, les programmes spéciaux, la coopération avec le monde des affaires? D'abord pourquoi tous ces canaux d'assistance? Tout simplement parce que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a besoin de beaucoup de partenaires pour accomplir son oeuvre.

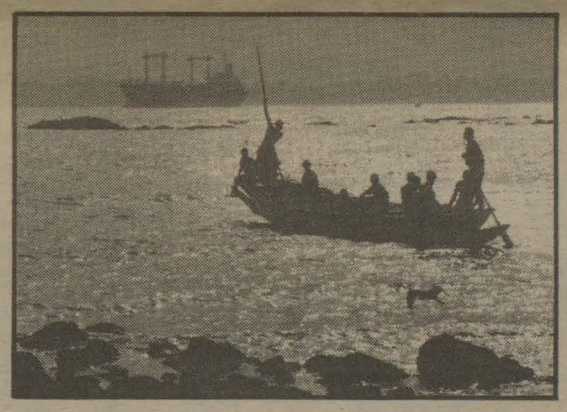
L'ACDI ne construit pas de routes, ne soigne pas, ne plante pas de riz, ne fait pas de recherche agricole, n'enseigne pas. Elle est un intermédiaire entre le tiers monde et les Canadiens. Elle administre la plus grande partie du budget officiel de l'aide du gouvernement canadien mais le travail sur le terrain est fait par nos médecins, nos ingénieurs, nos professeurs, nos techniciens, nos volontaires ainsi que par nos institutions et nos associations; ou bien il se fait par l'entremise d'organismes internationaux.

Que faisons-nous pour les pays en développement de la Francophonie?

Ils sont si divers! Îles baignées par les mers comme les **Comores** ou **Madagascar** ou pays enclavés essayant de survivre dans une nature désertique comme le **Burkina Faso** (anciennement Haute-Volta) ou le **Tchad,** ils ont en commun l'usage du français mais parlent aussi un grand nombre d'autres langues. Leurs économies, leurs cultures, leurs religions sont très différentes les unes des autres. Le cadre et les conditions varient mais les problèmes fondamentaux restent les mêmes : maladies infectieuses et absence d'hygiène, analphabétisme, manque de formation technique, production agricole insuffisante, isolement. C'est précisément dans ces secteurs essentiels que se situent les priorités de l'aide canadienne au développement.

Point d'eau au Mali.
(Photo ACDI : Michel Dompierre)

Sans accès à la mer, sans voie ferrée, avec des distances énormes entre ses centres urbains, le **Niger** par exemple doit faire face pour son développement à de grandes difficultés. Voilà pourquoi le Canada a financé la «Route de l'unité et de l'amitié» d'une longueur de plus de 400 km. Ce genre de projet est élaboré et mis en oeuvre par les gouvernements des deux pays, le Canada et le pays concerné.



Développement de la pêche en Guinée.
(Photo ACDI : Paul Chiasson)

La population du **Mali,** elle, a du mal à se nourrir à cause des sécheresses successives. Il faut creuser des puits, planter des arbres pour couper le vent, enrichir les sols d'engrais, changer les techniques agricoles, etc. C'est une entreprise complexe à laquelle la population doit absolument participer et il faut la former. Au Kaarta, au nord-ouest du pays, on peut voir en oeuvre un tel projet de développement rural. Voilà deux exemples de projets bilatéraux ou de gouvernement à gouvernement.

Une autre direction de l'ACDI donne son appui à des institutions, associations et organismes bénévoles canadiens qui apportent leur savoir-faire au tiers monde. Qui peut mieux aider le **Cameroun** à établir les coopératives de crédit dont ses habitants ont besoin que la Société de développement international Desjardins, avec sa grande expérience? Et l'Université de Sherbrooke n'a-t-elle pas un personnel particulièrement qualifié pour former le personnel médical de la région de Nioki au **Zaïre** et y organiser des activités de soins de santé primaires?

Des millions d'enfants meurent encore de maladies qu'on pourrait prévenir comme la rougeole, la coqueluche, la poliomélite, la diphtérie. Les institutions internationales ont lancé une grande campagne de vaccination universelle. Le Canada veut faire sa part. Il a alloué des fonds à cet effet dont 10 millions de dollars pour les pays membres de la Francophonie; ces fonds sont gérés par l'Association canadienne d'hygiène publique qui travaille de concert avec d'autres organisations comme l'UNICEF.

Certains projets de développement sont d'une telle envergure qu'aucun pays ne peut les entreprendre seul. C'est le cas de la recherche agricole dans laquelle il faut investir beaucoup de fonds et de temps. La recherche est indispensable; c'est, entre autres, en découvrant des variétés à haut rendement de riz, de blé, de millet qu'on augmentera la production agricole. Voir au financement des centres internationaux de recherche agricole et à leur bonne gestion, c'est une des tâches de la Direction des programmes multilatéraux.

Cette direction s'occupe de la contribution canadienne à diverses organisations multilatérales comme le Groupe de la Banque africaine de développement ou la Banque de développement des Caraïbes, et à des organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge, l'UNICEF ou le Programme des Nations Unies pour le développement.

Les institutions internationales francophones entrent dans cette catégorie. Le Canada y a été très actif depuis leur création. C'est sur son initiative qu'a été mis en oeuvre un Programme spécial de développement pour la Francophonie. Ce programme favorise le partage d'échanges et de connaissances entre pays membres. Ainsi un expert du **Togo** a pu étudier les maladies et les parasites des cultures vivrières de la **République centrafricaine** et proposer des remèdes, et des techniciens de **Haïti** sont allés au **Gabon** se perfectionner dans un centre d'exploitation forestière.

Au programme de bourses de l'ACDI, le Canada a ajouté un nouveau programme spécifiquement destiné aux étudiants provenant de pays francophones en développement. En 1990, il y aura environ 350 étudiants francophones qui étudieront dans nos universités dans le cadre de ce programme.

Ils repartiront chez eux avec des connaissances et des diplômes; ils emporteront aussi avec eux des souvenirs et des amitiés. Ces contacts et ces échanges entre le Canada et les pays du tiers monde sont précieux pour tous. Le vieux proverbe : « Un bienfait n'est jamais perdu » s'applique là plus encore qu'ailleurs. Dans un monde interdépendant, notre sécurité, notre prospérité dépendent de plus en plus de ces fraternités que nous saurons créer. Et la Francophonie en est une.

Publicité

Un comité d'honneur sans précédent venu de tous les coins du continent

CLAUDE MALETTE

Soucieux de mettre en valeur la francophonie d'Amérique et de manifester les signes de sa vitalité en cette année du Sommet de Québec, le Rassemblement des francophones d'Amérique a demandé à des personnalités issues de la plupart des peuples et communautés francophones du continent de s'associer au sein d'un comité d'honneur. Trente-cinq personnes ont spontanément, et avec empressement, accepté l'invitation qui leur a été adressée, marquant ainsi leur attachement au fait français sur l'ensemble du territoire nord-américain. Ces personnalités prestigieuses sont représentatives des principaux secteurs d'activité de nos sociétés modernes: monde des affaires, de l'économie et du travail, milieux de l'éducation et de la culture, vie religieuse et administration locale. Elles forment un regroupement dont la composition apparaîtra à plusieurs impressionnante et à certains... surprenante.

Le comité d'honneur de «1987, Année de la francophonie en Amérique»:

COMITÉ D'HONNEUR

M. William Arceneaux, Commissaire général de l'enseignement supérieur de la Lousiane

M. William Aubuchon, homme d'affaires, Nouvelle-Angleterre

M. Guy Bernier, président du conseil de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

M. Conrad Black, président du conseil d'administration, Argus Corporation (Toronto)

M. Louis-Philippe Blanchard, recteur, Université de Moncton

M. Gilles Boulet, président, Université du Québec

Mme Éloïse Brière, New York State University (Albany, N.Y.)

M. Claude Castonguay, président du conseil et chef de la direction, Corporation du Groupe La Laurentienne

M. Guy Coulombe, président-directeur général, Hydro-Québec

M. Fernand Daoust, secrétaire général, Fédération des travailleurs du Québec

M. Paul Desmarais, président du conseil et chef de la direction, Power Corporation du Canada

M. Louis Desrochers, avocat et homme d'affaires, Edmonton

M. Paul Dolan, président, Conseil canadien de la coopération

M. James Domengeaux, homme d'affaires et président du Conseil pour le développement du français en Louisiane (CODOFIL)

M. Jean Doré, maire de Montréal

M. Gilbert Doucet, président, Société l'Assomption, mutuelle d'assurance-vie (Nouveau-Brunswick)

M. Sylvio Dupuis, président, New England College of Optometry (Boston)

M. Roger Gaillard, recteur de l'Université d'État d'Haïti et membre du Haut Conseil de la Francophonie

M. Michel Gervais, recteur, Université Laval

Mme Madeleine D. Giguère, University of Southern Maine

Mme Alice Grégoire-Bourdeau, présidente, Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

M. Jean Guertin, directeur, École des Hautes Études Commerciales (Montréal)

Mgr Antoine Hacault, archevêque de Saint-Boniface

Mgr Bernard Hubert, évêque de St-Jean-Longueuil et président de la Conférence des évêques catholiques du Canada

M. Robert Jolicoeur, homme d'affaires, Manchester (New Hampshire)

Mme Gisèle Lalonde, maire de Vanier (Ontario)

M. Conrad Lavigne, homme d'affaires, Timmins (Ontario)

M. Félix Leclerc, poète, écrivain et chansonnier

Mme Antonine Maillet, écrivaine, prix Goncourt, membre du Haut Conseil de la Francophonie

Mgr Joseph-Aurèle Plourde, archevêque d'Ottawa

M. Jacques Proulx, président, Union des producteurs agricoles

Mme Susan Purdy, présidente nationale, Canadian Parents for French

Dr Claire Quintal, directrice, Institut français de Worcester (Massachusetts)

Cardinal Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec et primat de l'Église canadienne

Mme Juanita Westmoreland-Traore, présidente, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration (Montréal)

Richard B. Hatfield

Le Nouveau-Brunswick est heureux de s'associer aux gouvernements du Canada et du Québec à l'occasion de la deuxième Conférence des Chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française qui se tiendra à Québec les 2, 3 et 4 septembre prochain.

La participation du Gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'organisation de ce deuxième Sommet se veut un témoignage de notre attachement aux institutions de la Francophonie, et marque une étape importante dans l'affirmation de la dimension francophone de notre Province.

Coeur de l'Acadie contemporaine, le Nouveau-Brunswick est un élément original et dynamique de la francophonie nord-américaine. Héritier des civilisations française et anglaise, le Nouveau-Brunswick peut se considérer le berceau de la présence française en Amérique du Nord. En effet, c'est en 1604 que l'explorateur Samuel de Champlain devait entreprendre, à l'Île Sainte-Croix, la première tentative d'installation permanente de colons français sur ce continent. De ce premier effort se sont fixées les racines d'une communauté acadienne à la fois fière de sa culture et confiante en son avenir.

Nous sommes convaincus que le prochain Sommet de Québec ne manquera pas d'apporter une contribution importante à l'essor de la grande famille que constitue la Francophonie. Riche de ses institutions politiques, économiques, sociales et culturelles francophones, le Nouveau-Brunswick est honoré de prendre part à ce forum des plus importants.

SPEM REDUXIT

Richard B Hatfield

Richard B. Hatfield
Premier ministre
Province du Nouveau-Brunswick.

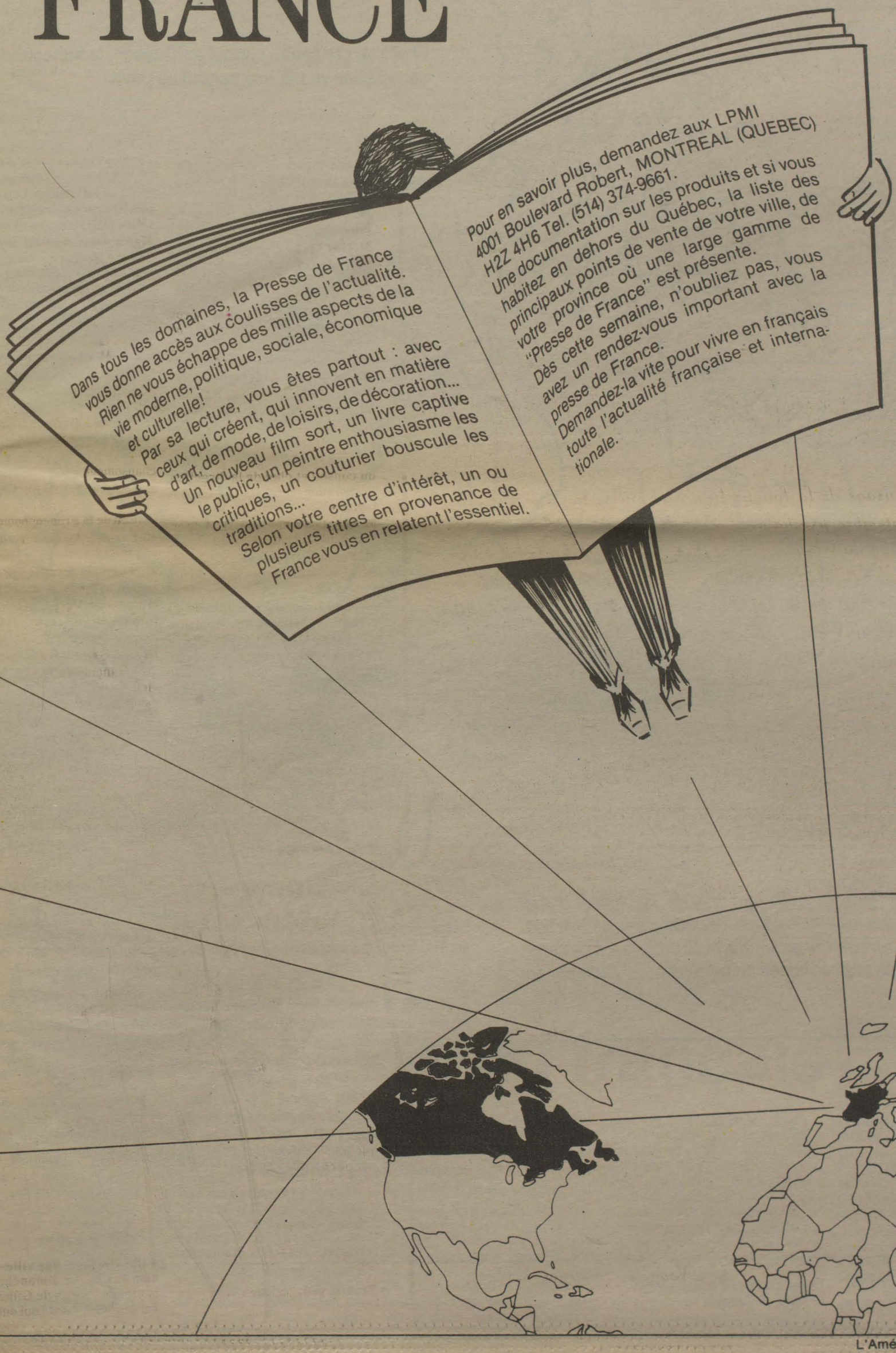
Suite de la page 23

Le Sommet: événements connexes

Québec, du 30 août au 1er septembre. Le Centre québécois des relations internationales et ses invités étudient les sommets francophones comme instrument de développement et voie d'accès au partage de la modernité.

- **Forum des organismes non gouvernementaux de coopération,** Québec, fin août. L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses invités examinent la place des organisations non gouvernementales (O.N.G.) de coopération dans la francophonie et proposent un regroupement permanent des O.N.G. francophones.
- **Trousse pédagogique «Voyage en francophonie»,** réseau scolaire, rentrée 1987. Publication d'un manuel qui initie les élèves des cours élémentaire et secondaire à la francophonie: histoire, géographie, rayonnement culturel et institutions.
- **Timbre commémoratif,** Ottawa, 2 septembre. Émission d'un timbre commémoratif reproduisant l'emblème du Sommet de Québec.
- **Forum francophone des affaires,** Montréal, Québec et Laurentides, du 4 au 12 septembre. Rencontres entre une centaine de décideurs des pays francophones et la communauté québécoise des affaires. Maître d'oeuvre: le Centre de commerce mondial de Montréal.
- **Congrès international des journalistes de langue française,** Moncton, du 7 au 11 septembre. L'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française tient son 21e congrès annuel en Acadie où elle attend 150 participants.
- **Film «Québec, une ville»,** diffusion aux **Beaux dimanches,** le 27 septembre. Film de Gilles Carle sur les événements qui ont fait et font de Québec une ville de dimension internationale.

PRESSE DE FRANCE



Dans tous les domaines, la Presse de France vous donne accès aux coulisses de l'actualité. Rien ne vous échappe des mille aspects de la vie moderne, politique, sociale, économique et culturelle!

Par sa lecture, vous êtes partout : avec ceux qui créent, qui innovent en matière d'art, de mode, de loisirs, de décoration... Un nouveau film sort, un livre captive le public, un peintre enthousiasme les critiques, un couturier bouscule les traditions...

Selon votre centre d'intérêt, un ou plusieurs titres en provenance de France vous en relatent l'essentiel.

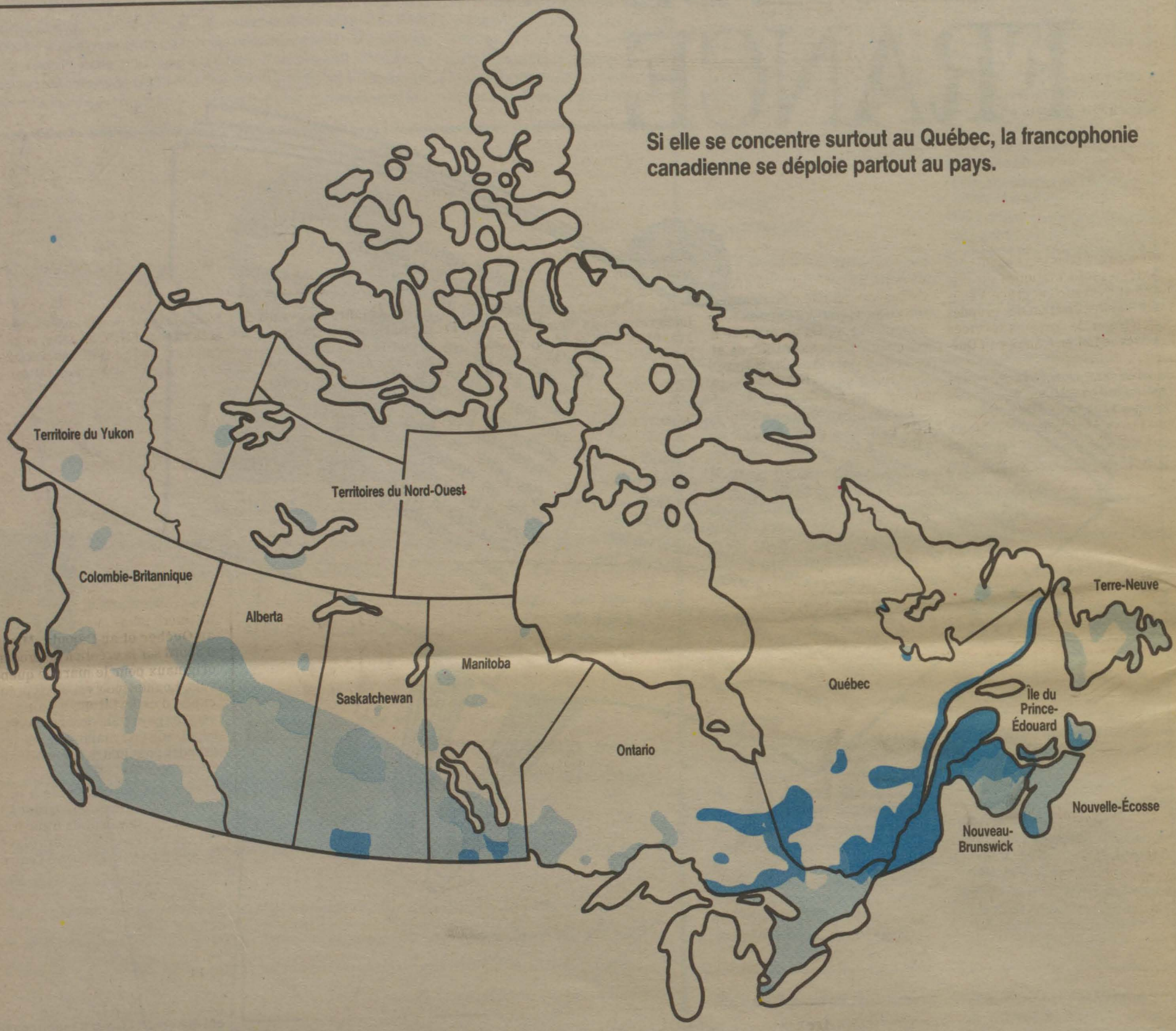
Pour en savoir plus, demandez aux LPMI 4001 Boulevard Robert, MONTREAL (QUEBEC) H2Z 4H6 Tel. (514) 374-9661.

Une documentation sur les produits et si vous habitez en dehors du Québec, la liste des principaux points de vente de votre ville, de votre province où une large gamme de "Presse de France" est présente.

Dès cette semaine, n'oubliez pas, vous avez un rendez-vous important avec la presse de France.

Demandez-la vite pour vivre en français toute l'actualité française et internationale.

Le Secrétariat d'État, au service des communautés de langue officielle



Si elle se concentre surtout au Québec, la francophonie canadienne se déploie partout au pays.

Ce n'est pas tant sa taille qui assure la vitalité d'une communauté, mais les efforts qu'elle déploie, d'une génération à l'autre, pour sauvegarder sa langue et sa culture. En ce sens, les communautés francophones du pays méritent l'admiration générale.

- Le gouvernement du Canada est fier d'accorder son appui à ces collectivités dont la vigueur des interventions témoigne de leur profond attachement à leur langue et à leur culture.
- À cet effet, le gouvernement fédéral accorde à divers intervenants, pour le bénéfice des communautés, de l'aide financière dans les domaines de la culture, de la communication, de l'éducation, de la contestation judiciaire, de la revendication politique et des services provinciaux.
- Le Secrétariat d'État a aussi mis au point un programme d'appui aux grôupements de langue officielle qui, en situation minoritaire, veulent maintenir et consolider leurs institutions, développer leurs organisations et participer pleinement, dans leur langue, à la vie sociale, éducative, culturelle et économique de la société canadienne.

Secrétariat d'État du Canada | Department of the Secretary of State of Canada

Canada

Le génie informatique: une arme universelle

JEAN PELLETIER
Le Journal de Montréal

Il suffit de traverser le centre-ville de Montréal, où se sont installées trois jeunes sociétés québécoises d'informatique-conseil, pour se retrouver à Tokyo, Tunis, New York ou Los Angeles.

Dans leurs tours, LGS, CGI, DMR rivalisent entre elles pour vendre à travers le monde non pas des machines, ni même des puces agencées de nouvelle matière, ni seulement des logiciels, mais leur génie.

Elles assument, dans le secteur informatique, le rôle que jouent nos firmes de génie-conseil dans la gestion des grands chantiers. Elles créent pour leurs clients des systèmes informatiques sur mesure et c'est surtout grâce à elles que l'informatisation des grandes sociétés et de certains services publics se fait en français au Québec.

Mais pour elles, la langue ou la culture ne constituent pas un obstacle à la conquête de nouveaux marchés. Un système conçu ici est adaptable ailleurs. Aussi Montréal, en moins de dix ans, est-elle devenue une ville charnière dans la révolution informatique mondiale.

Un système informatique bancaire permettant la gestion de plusieurs millions de transactions à l'heure comme celui qu'a mis en place le Mouvement Desjardins grâce à la firme montréalaise LGS Conseillers en informatique inc., est aussi beau qu'une cathédrale du Moyen-Âge comme chef-d'oeuvre, mais une fois bâtie au Québec, cette même cathédrale existe partout dans le monde et pour tout le monde.

La société de nulle part

Quand Raymond Lafontaine, président de LGS, parle de son entreprise et de sa croissance (45 pour 100 par année), il la décrit comme une société ayant partout son siège social. Au Canada seulement, il s'agit d'un marché à conquérir de deux milliards et demi de dollars. Aux États-Unis? Cent fois plus peut-être. Dans le monde? On cesse de compter.

En quelques heures à peine, LGS peut s'installer à Los Angeles ou à New York et y entreprendre un contrat. Au bout de quelques mois, comme des cellules qui s'agglutinent, ce n'est plus un mais douze contrats qu'elle mènera de front embauchant ici, comme là-bas, des experts, des spécialistes de toute sorte.

On inventera toujours de nouvelles machines, souligne Raymond Lafontaine. Ce qui importe maintenant, ce sont les «nouveaux usages» que l'on en fait.

La quincaillerie qui a fait de IBM une entreprise dont le chiffre d'affaires est passé de 6 à 50 milliards de dollars en moins de 6 ans, n'a plus aujourd'hui l'importance qu'elle avait au début des années 80. D'un sous-sol de Montréal, au moyen d'un micro-ordinateur acheté à rabais, un gestionnaire peut administrer l'évolution de son entreprise.

Ce n'est pas la machine qui le lui permet mais bien d'abord et avant tout la méthode qu'on lui a inculquée. Le développement de ces méthodes fait la fortune de LGS, DMR et CGI, qui contrôlent déjà presque la moitié du marché de l'informatique-conseil au Québec et 15 pour 100 dans l'ensemble du Canada.

À quoi tient ce succès fulgurant? Au pari que les utilisateurs des machines ont un besoin pressant de conseils, de méthodes, de solutions nouvelles. Un besoin pressant mais aussi permament.

Une banque comme un hôpital qui s'informatisent ne le font pas qu'une fois mais tout au long de leur existence. Ainsi donc, lorsque LGS obtient un tel contrat, elle devient en quelque sorte partenaire de l'entreprise, partenaire à long terme.

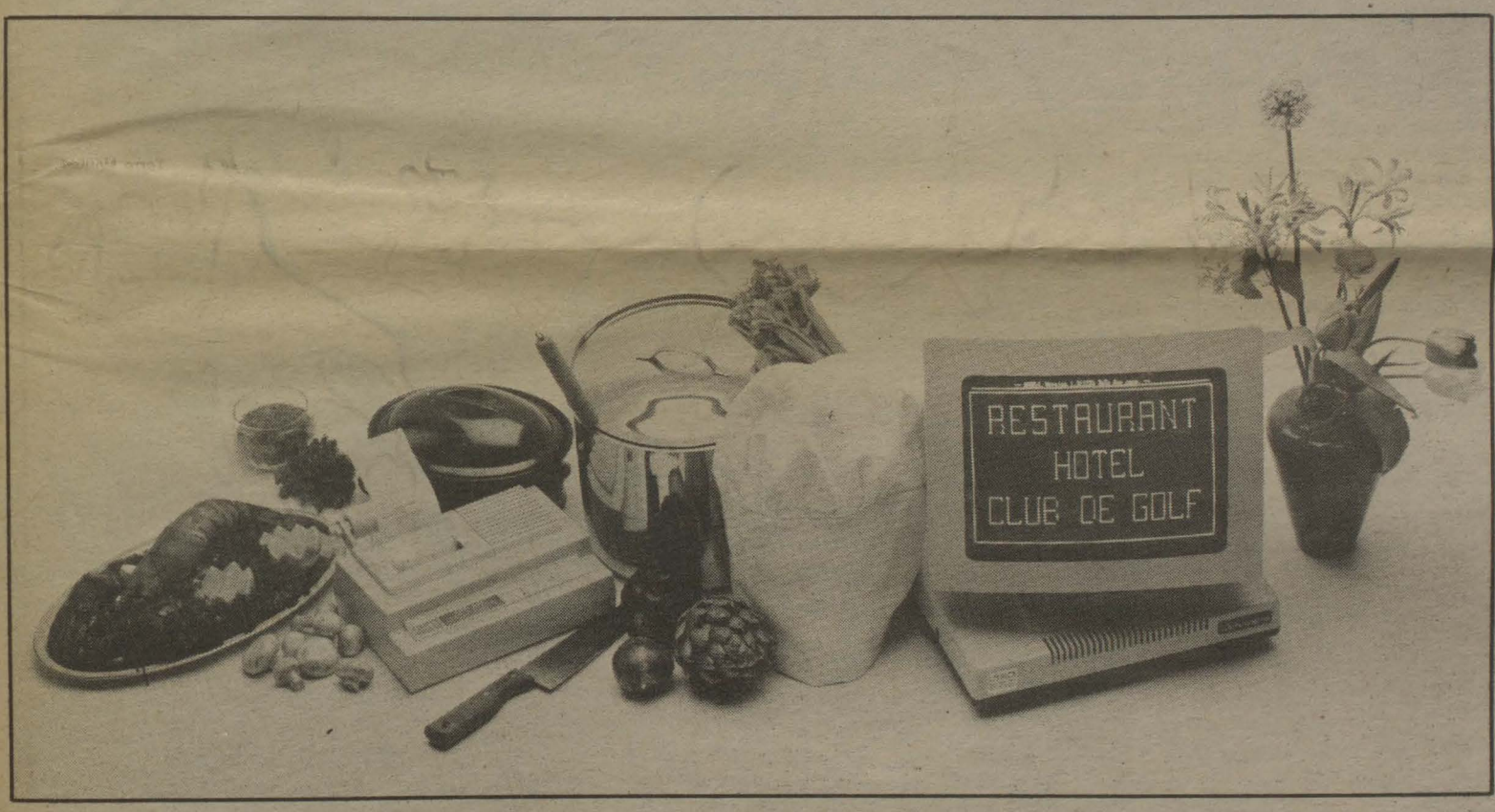
Une intense rivalité qui exige d'énormes capitaux

La rivalité entre les grands de l'informatique au Québec est donc, inutile de le dire, d'une férocité sans égale. CGI entend s'instituer le géant de l'informatique des centres de santé dans le monde; DMR s'affirme, elle, dans les méga-contrats comme ceux des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, de Montréal en 1976 et de Moscou en 1980, ainsi que par l'acquisition de sociétés de bureautique étrangères.

Cette rivalité rapporte beaucoup mais exige aussi d'énormes capitaux. L'accession de ces sociétés à la Bourse leur a donné une nouvelle liberté d'action mais leur a aussi imposé une discipline rigoureuse dans l'élaboration de leur stratégie.

Grâce à Raymond Lafontaine (LGS), Pierre Ducros (DMR) et Serge Godin (CGI), Montréal est devenue un point de rencontre important pour l'industrie mondiale de l'informatique, à un point tel du reste qu'on parle aujourd'hui de cette ville comme du Silicone Valley (Island?) de demain.

De son bureau, Raymond Lafontaine parle de ses années passées au sein d'IBM, au début de sa carrière. Aux yeux de ses pairs il avait réussi, c'était chose faite, il jouissait «d'une bonne situation». C'était au début des années 70, alors que le «carré Dominion», c'était le Montréal des Anglais. «Je ne faisais que commencer, ils n'avaient encore rien vu».



C'est ainsi que la compagnie Info-Âge annonce son logiciel de gestion pour l'hôtellerie et la restauration.

LE MARCHÉ ENCOMBRÉ DU LOGICIEL

Quand toutes les langues viennent à l'aide du français

MARC SÉVIGNY

La compagnie américaine Microsoft traduit maintenant ses logiciels en plusieurs langues. En juin dernier, le géant Hewlett-Packard ouvrait à Montréal un centre destiné à traduire, adapter et concevoir des logiciels en français pour le marché québécois. Signe des temps que cet empressement des plus grands à ne négliger aucun marché? Illustration, en tout cas, d'une réalité incontournable pour tous ceux qui veulent survivre dans une industrie où la concurrence se fait de plus en plus vive: le marché qu'ouvre une seule langue ne suffit plus, aussi répandu soit l'usage de cette langue.

C'est encore plus vrai quand la langue de départ n'est pas l'anglais et qu'au surplus son territoire est aussi limité qu'ici. Au Québec, les producteurs francophones se tournent de plus en plus vers le logiciel qui fonctionne à la fois en français et en anglais, et idéalement en d'autres langues. Étrange retournement des choses, on compte de plus en plus sur le multilinguisme pour assurer l'avenir du français dans les programmes informatiques!

Le marché, quel marché?

On dispose d'environ 1 800 logiciels en français, au Québec, en majorité de conception originale. Mises à part quelques exceptions, comme le Centre franco-ontarien des ressources pédagogiques qui fournit des logiciels en français pour le réseau scolaire de l'Ontario, les producteurs francophones sont surtout concentrés au Québec. Avec la venue de la bureautique, nouveau terme pour décrire les applications d'affaires de l'informatique, les firmes québécoises sont plus que jamais confrontées à la concurrence étrangère. Même dans les milieux francophones, les succès s'obtiennent difficilement, à force de ténacité, de créativité et d'audace.

«Ici, pour un produit qui perce sur le marché mondial, il faut en concevoir quarante, souligne Louis-Philippe Hébert, p.d.g. de Logidisque. C'est déjà quelque chose, car aux États-Unis, la proportion est de 400 pour 1.»

Louis-Philippe Hébert parle d'expérience: son entreprise a été la première à éditer des logiciels de micro-informatique en français au Québec et au Canada. Misant d'abord sur la création de produits originaux pour le marché québécois, Logidisque s'est aussi préoccupée d'exportation, notamment vers les pays francophones. Avec le recul, elle voit maintenant de plus grandes possibilités commerciales du côté des États-Unis.

«Quand nous parlons de francophonie, nous pensons surtout à la France. Or, la valeur du franc français et les tarifs douaniers élevés ne sont guère favorables à l'entrée de nos produits.»

Parmi les titres les plus vendus chez Logidisque, on note deux logiciels de traitement de texte, Le Secrétaire personnel et L'Écrivain public, des produits de conception québécoise. L'Écrivain public a été traduit et mis en marché aux États-Unis où 50 000 exemplaires ont été vendus jusqu'à maintenant. Alléchée par ce succès et compte tenu des exigences du marché canadien, Logidisque traduit davantage ses produits et développe de plus en plus des logiciels à contenu bilingue.

«Le français n'est plus une arme qu'on peut brandir pour conquérir le monde, dit encore Louis-Philippe Hébert, c'est d'abord et surtout un outil de créativité. Nous nous devons d'être à la fois moderne et francophone.»

Vers le mutilinguisme?

La compagnie Info-Âge, à Ville St-Laurent, offre un autre exemple d'initiative dans la conception de logiciel. À partir d'un produit américain qu'elle a adapté pour le Québec, elle a mis au point un logiciel spécialisé pour l'hôtellerie et la restauration qui fonctionne en mode bilingue.

«L'aspect bilingue du produit nous permet de surmonter le problème de rentabilité auquel est confrontée n'importe quelle entreprise québécoise de logiciel qui travaille en français, souligne Jean-Louis

suite de la page 33

Hugues, président d'Info-Âge. De plus, la structure de base du logiciel nous permet de le rendre multilingue et d'ainsi l'adapter à d'autres cultures.»

Le système d'Info-Âge est en usage dans certains hôtels de Floride et commence à susciter l'intérêt des grands hôtels au Québec. Info-Âge vise également l'Europe où le multilinguisme apparaît comme une nécessité.

Dans un rapport récent, le Comité Canada-Québec sur le développement du logiciel d'expression française recommande justement d'encourager la conception de logiciels en français à portée multilingue, c'est-à-dire conçus pour incorporer les caractères fondamentaux d'une ou de plusieurs autres langues. «Il est urgent, écrivent les auteurs du rapport, que l'industrie québécoise mette à profit le caractère linguistique particulier du Québec en Amérique du Nord et développe des logiciels utilisables aussi bien en français, pour le marché local, qu'en français et en anglais (ou en d'autres langues) pour l'exportation.»

Pour Nadir Belbahry, Algérien d'origine, faire de l'informatique en français est un choix culturel. Il dirige la compagnie d'informatique Elif, une firme de logiciels spécialisés pour la gestion et la santé. Même si les revenus de l'entreprise proviennent surtout du Québec, Nadir Belbahry s'est associé dès le départ avec des partenaires africains pour explorer les marchés francophones là-bas. «Il s'agit de travailler sur un pied d'égalité avec des pays qui en sont au tout début de l'informatisation, dit-il, à partir d'ententes et de projets concrets.»

Pour Jean-François Desautels, de PUCE, une firme québécoise qui se consacre aux logiciels éducatifs, la coproduction et la coédition avec l'étranger constituent les formules d'avenir pour atteindre de plus grands marchés. «On peut très bien envisager la formation d'équipes composées d'Africains et de Québécois travaillant à des projets communs. Et pourquoi pas des ententes de production avec les pays de l'Est?»

Même si une entreprise de didacticiels comme PUCE connaît du succès sur le marché local, elle doit absolument traduire ses titres et exporter pour survivre. «Les marchés francophones sont insuffisants, dit Jean-François Desautels. Chez nous, 80 pour 100 des titres sont traduits en anglais. Nous avons aussi produit des logiciels en espagnol et nous avons reçu des propositions pour réaliser des projets en italien et en allemand.»

La langue de l'image

La firme DIL, à Ste-Foy, conçoit aussi des didacticiels. En peu de temps, sous la direction inspirée de Micheline L'Espérance-Labelle, cette entreprise a accumulé les succès à l'étranger avec un produit pour les enfants de niveau préscolaire, une clientèle peu touchée par l'informatique. Le problème de la langue, dans ce cas, a été habilement contourné avec l'intégration d'une tablette tactile et la création d'un langage visuel que reconnaissent facilement de jeunes enfants. Cette absence de barrière linguistique explique en partie la réussite des logiciels «Mademoiselle Merveille» dans plusieurs pays.

«Il faut dire que nous avons fait aussi un grand effort de promotion dans le monde scolaire avec des rencontres, des ateliers, des conférences, note Micheline L'Espérance-Labelle. Parallèlement à ces activités, des ententes avec d'importants distributeurs ont été réalisées pour la diffusion de nos produits à travers le monde. Simplement aux États-Unis, où j'ai donné récemment des ateliers dans des écoles spécialisées en enfance exceptionnelle, DIL peut compter sur cinq distributeurs.» Aujourd'hui, les produits de DIL voyagent en Amérique du Sud, en Finlande, en France, en Belgique et en Italie.

«Notre succès profite en fin de compte à toute l'industrie, estime-t-elle, car nous ouvrons des portes aux produits québécois. Et, chose surprenante, il y a une demande pour des logiciels francophones même aux États-Unis.»

Photo DIL

Micheline L'Espérance-Labelle présente le didacticiel Pic et Poke et Colegram à la télévision française.

De Cayenne à Saint-Pierre

Photo Robert Etcheverry

textes: RICHARD BIZIER

Du nord au sud, de Sept-Îles à Cayenne, les francophones sont présents à l'échelle du continent américain.

En Amérique du Nord: le Québec, l'Ontario et l'Ouest canadien francophones, l'Acadie, les îles Saint-Pierre-et-Miquelon, la Nouvelle-Angleterre franco-américaine, la Louisiane. Il faut ajouter à cette liste quelques noyaux disséminés à Terre-Neuve, en Colombie-Britannique, à l'est du Texas et dans le Midwest américain, sans compter ces «exilés» du froid qui ont pris racine en Floride.

L'Amérique centrale est représentée par son contingent de francophones antillais, établis tout au long de ces Caraïbes paradisiaques: Haïti, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, La Guadeloupe, La Désirade, la Marie-Galante, Les Saintes et la Martinique.

Sainte-Lucie et la Dominique, la première située au sud de la Martinique, la seconde entre la Martinique (au nord) et la Guadeloupe, ont participé au dernier sommet de Paris. Car, malgré des siècles de dépendance britannique, les populations de Sainte-Lucie et de la Dominique parlent un créole vernaculaire sensiblement pareil à celui des Antilles françaises.

L'Amérique du Sud francophone, c'est la Guyane de Cayenne plus les îles du Salut qui sont au nombre de trois: l'île Saint-Joseph, l'île Royale et l'île du Diable.

Tous américains et francophones

Combien sommes-nous à travers ces Amériques? D'où venons-nous? Que mangeons-nous? Que faisons-nous?

En cette Année de la francophonie, nous savons si peu de choses de cette diversité culturelle, de ces frères et soeurs, cousins et cousines des trois Amériques que cela en est presque gênant, surtout quand on constate que près de 22 millions d'individus en composent les différentes communautés.

Outre la langue, elles ont plusieurs dénominateurs communs. Chacune exprime une joie de vivre particulière et un penchant certain pour la bonne table: cela fait également partie de notre latinité. Et il suffit d'une promenade pour s'en convaincre.

Comme le reste de ce cahier s'étend longuement sur le Canada, nous nous attarderons aux autres Amériques françaises. Si nous commençons par le sud?

Richard Bizier a conçu et animé les séries télévisées ***Cousins, cuisine... des Amériques*** *présentées à l'antenne de Radio-Québec, et publiera bientôt un ouvrage sur le même sujet aux Éditions Brimar, de Montréal.*

Le Rempart

"L'hebdo des Francophones du sud-ouest ontarien"

20ième Année | No 33 | Windsor, le 13 août 1986

Chômage

La région fait exception aux tendances nationales

(GH) Contrairement aux tendances du chômage pour l'ensemble du pays, les comtés d'Essex et de Kent démontrent que les taux ont baissé en juillet. Cette baisse est dû en partie à l'emploi créé dans le domaine de l'agriculture. Mais celui de la construction a aussi contribué à cette baisse.

Un fait intéressant en plus, c'est qu'il y a présentement encore beaucoup d'emplois disponibles, particulièrement dans la région de Leamington. M. Robert Melnik, superviseur au Centre d'Emploi à Leamington a indiqué au REMPART qu'on était à la recherche de 200 personnes pour travailler dans les récoltes de tomates et de concombres.

M. Melnik a expliqué que la modernisation dans le domaine de l'agriculture modifie la demande. "Les gens ne sont pas intéressés à travailler sur les nouvelles machines pour récolter les tomates et les concombres parce qu'il est plus payant de les ramasser à la main." M. Melnik a ajouté qu'on recherchait également pour sa région des chauffeurs de camions lourds, des briqueleurs ainsi que des travailleurs dans le domaine de la restauration, comme les cuisiniers, les waiters et waitress.

À Chatham, au Centre d'Emploi, Mme Diane Magugin a indiqué que le taux de chômage avait baissé, passant de 8.1% à 7% dans la période de juin à juillet. Elle attribue aussi cette diminution aux emplois créés dans l'agriculture. Comme deuxième facteur, elle souligne le fait qu'il y a beaucoup de construction dans le comté de Kent. À Blenheim par exemple, on est à la recherche de 20 travailleurs pour la construction d'une usine.

Pour sa part, M. Vince Marcotte, superviseur au service d'information pour les deux Centres d'Emplois à Windsor a mentionné au journal que sa région avait aussi connu une importante baisse pour ce qui est du chômage. Le mois de juillet indiquait un pourcentage de 6% comparativement à 8.3% au mois de juin. M. Marcotte attribue cette baisse à l'agriculture également et aussi à la création d'emplois de machinistes (tool and die). M. Marcotte a aussi mentionné qu'il y avait présentement des emplois ouverts dans le domaine de la restauration.

Statistiques-Canada a annoncé la semaine dernière que pour l'ensemble du pays, le taux de chômage avait augmenté de 9.5% à 9.9%.

Me St-Aubin à Windsor

"Je suis venu voir quelle était la situation du français dans les cours de Windsor. Je sais qu'il y a beaucoup à améliorer et le ministère s'engage à faire des changements" a expliqué Me Etienne St-Aubin, coordonnateur des services en français pour le Procureur-Général de l'Ontario. Suite à des articles sur la sous-utilisation dans cette région des services juridiques en français et des raisons possibles qui sont parus récemment dans le REMPART, Me St-Aubin a voulu venir discuter du problème avec quelques personnes concernées à Windsor. "Je m'aperçois que nous avons fait beaucoup pour améliorer l'utilisation du français dans les cours à Windsor, mais il reste beaucoup de travail à faire encore," a-t-il déclaré au journal suite à sa visite.

M. St-Aubin a mentionné entre autre qu'à l'automne, il y aura un poste de juge de libre à la cour provinciale et qu'il souhaite que la personne qui sera engagée parle le français. "C'est un des problèmes, le manque de juges, et aussitôt que nous pourrons le régler, nous le ferons".

Par ailleurs, M. St-Aubin a profité de sa visite dans la région pour se rendre à la région de Chatham. "C'est un terrain-vierge quant au services juridiques en français. Or selon le projet de loi-cadre sur les services en français, on peut prévoir qu'il devra y avoir certains services en français à Chatham puisque les cours là desservent des régions où il y a plusieurs francophones. J'ai voulu faire des contacts préliminaires à ce sujet," a-t-il expliqué.

M. St-Aubin a été accompagné pendant cette visite par le directeur-général de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario, M. Robert Doyle. Rejoint par le REMPART, M. Doyle a mentionné qu'en plus d'examiner

suite à la p. 6

Messagerie par ballon-voyageur

Peter Morin aura beaucoup de choses à raconter à ses grands-parents, M. et Mme Laurent Gagnon et Mme Léonthine Provencher d'Asbestos, la semaine prochaine quand il les visitera avec ses parents, M. et Mme Réjean et Chantale Morin et sa soeur Shirley. Son récit principal sera sûrement la missive qu'il a reçu d'un homme d'Ohio aux États-Unis. Tiens, laissons-lui raconter l'histoire: "Il y a plus d'un mois, moi et vingt autres copains avons envoyé dans les airs des ballons contenant des messages, avec l'espoir de recevoir une réponse. Après un mois, j'ai reçu par la poste une réponse d'un monsieur de Thompson, Ohio, qui avait ramassé mon ballon. Les photos que je tiens en main montrent l'endroit où mon ballon a atterri."

Notre photo fait voir comme Peter est heureux de l'épisode. C'est peut-être une nouvelle façon peu coûteuse d'envoyer des messages?

AVIS

Le bureau du Rempart sera fermé du 16 août au 1er septembre inclusivement pour permettre aux employés de prendre une vacance bien méritée comme nous en souhaitons une excellente à tous nos lecteurs et lectrices.

"De retour dans 15 minutes"

Le soleil, la détente, Ah! que l'été apporte du bon temps! Même "sur la job", on peut relaxer. Vous direz que ce n'est pas pour tous les emplois, mais celle de Dwayne Chouinard en est un. Dwayne a 8 ans et parcourt la ville à vendre de la crème glacée. Il est le fils de M. et Mme Paul et Jeanne Chouinard de Windsor et fréquentera l'école Lucien-Beaudoin en septembre. Notre photographe l'a saisi au moment de sa "pause-soleil". **(Photo GH)**

28 FEVRIER
2418 RUE CENTRAL
WINDSOR ONT
N8W 4J3

On parle d'eux

Une visite à Expo '86 a été beaucoup plus qu'une simple excursion touristique pour trois couples de la région, revenus tout récemment de Vancouver. Les voyageurs ont ressenti une grande fierté dans leur pays à constater l'immensité de l'Ouest canadien et la splendeur des Rocheuses. En autant que deux des trois couples sont cultivateurs, ils ont bien apprécié l'occasion de voir de près la culture de la terre dans l'ouest. Les couples sont **M. et Mme Isidore et Eleanor Sylvestre** de St-Joachim, **M. et Mme Béatrice et Sam Goyeau** de St-Clair-Beach et **M. et Mme Felix et Monique Rivard** de Tilbury.

* * * * *

M. Daniel Richer, 30 ans, contractuel du ministère des Affaires municipales de l'Ontario vient de remporter le concours du meilleur crieur en Amérique du Nord. Richer a été choisi parmi 20 compétiteurs, le plus élégant ainsi que le meilleur crieur le 14 juillet dernier à Kingston. La communauté française de Windsor se souviendra que c'est ce même Richer qui était venu participer à la Semaine française '84 et avait exécuté son talent entre autres sur le perron de l'église de la paroisse St-Jérôme à Windsor.

* * * * *

Samedi dernier au Centre canadien-français, la famille de **Gérard Fillion** de Windsor sont presque tous venus de la province de Québec pour célébrer son mariage avec **Shirley MacLaine**...pas la comédienne, mais certes aussi gentille. Gérard travaille dans la construction à Windsor et est membre de la ligue de ballon-balai de l'Association francophone des sports et loisirs Windsor-Essex. Shirley travaille à la compagnie Chrysler à Windsor. La cérémonie nuptiale a eu lieu à l'église St. Aidan à Windsor. Félicitations aux nouveaux époux!

* * * * *

Un groupe d'enseignant(e)s de différentes provinces ont participé récemment à un stage de perfectionnement en français de trois semaines pour enseignant(e)s francophones. Parmi eux se trouvaient deux enseignantes du Conseil des écoles séparées de Windsor, **Mme Rita Lacasse**, depuis un an prêtée au ministère de l'Éducation à titre de consultante pour l'enseignement du français, et **Mme Cécile Charbonneau**, enseignante à l'école St-Edmond. "Ce fut une excellente occasion de voir de nouvelles méthodologies que l'on met en pratique ailleurs et que l'on pourrait avantageusement intégrer par ici", a commenté Mme Lacasse. Le stage s'est tenu dans la ville de Québec du 7 au 24 juillet. L'activité a été organisée par l'Association québécoise des professeurs de français. Cette session d'apprentissage est subventionnée par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec.

* * * * *

C'est du soleil que l'on souhaite à **Paul Chauvin** et **Sandra Atkinson** le 23 août. Pourquoi? Parce que le couple s'unira par les liens du mariage et il est toujours plus agréable pour des futurs mariés qu'il fasse beau le jour de leurs noces. Paul est le fils de **M. et Mme Polydore et Rollande Chauvin** de Windsor et Sandra est la fille de **M. et Mme James Andrew Atkinson** également de Windsor. La cérémonie nuptiale aura lieu à l'église Immaculée-Conception de Windsor et une soirée en leur honneur aura lieu au Fontaine Restaurant à Windsor.

* * * * *

Si vous faites des noces, ou bien vous organisez une fête d'anniversaire ou encore un party d'employés de bureau et vous êtes intéressé à le faire avec de la musique française, Mélodies Marion offre ses services pour agrémenter votre soirée. Dirigé par **Louis Marion**, on peut le rejoindre au 258-6900.

* * * * *

Les emplois au Québec continuent à être parfois difficiles à trouver et c'est une des raisons pourquoi tant de Québécois immigrent dans la province de l'Ontario. La région de Windsor reçoit souvent de ces Québécois à la recherche d'emploi. Encore tout récemment, un jeune homme nous est arrivé de Ste-Marguerite-Marie de la vallée de Matapédia. En effet, **Sylvain Carrier** est depuis deux semaines à Windsor et déjà il s'est trouvé un emploi chez Romeo's Machine Shop. Le REMPART souhaite bonne chance à Sylvain dans son nouveau emploi et lui souhaite également bienvenue dans la région de Windsor.

* * * * *

Les études peuvent amener les gens très loin, c'est du moins le cas de **Cécile Ecoiffier** de Windsor qui se rendra en France à l'université de Lyon. Il lui reste quatre ans afin d'obtenir sa maîtrise en Français-Anglais-Italien. Cécile est la fille de **M. et Mme Georges et Louisette Ecoiffier** qui sont propriétaires de la charcuterie-restaurant "La Maison du pâté' qui est située sur la rue Pélissier à Windsor. Elle est également la soeur de **Serge**. Le REMPART lui souhaite beaucoup de succès dans ses études et un bon passage en Europe.

* * * * *

Ceux et celles qui connaissent **Lise Fortin** de Windsor apprendront avec joie qu'elle est maintenant à l'emploi du Centre canadien-français, plus précisément au bar en bas. Lise est la fille de **M. Lionel Fortin**, musicien francophone bien connu dans la région. D'autre part, la direction du Centre canadien-français répète son invitation aux francophones à venir s'y rencontrer.

Pour ceux et celles aussi qui voudraient louer une salle pour des noces, des soirées, etc., le Centre a à leur disposition une grande salle qui peut loger plus de 300 convives.

* * * * *

DÉCÈS

Est décédée la semaine dernière **Mme Alice Limoges** (née Levasseur), veuve de Georges. Elle laisse dans le deuil sept enfants: **Florence, Rolande** (Mme Adrien Lehoux), **Mme Annette Benoit, Jean-Paul** (époux de Helen) et **Conrad** (époux de Barbara) tous de Windsor, **Fleurette** (Mme John Forbes) de Sarnia, et **Raymond** d'Ottawa, ainsi que 21 petits-enfants et 23 arrière-petits-enfants.

* * * * *

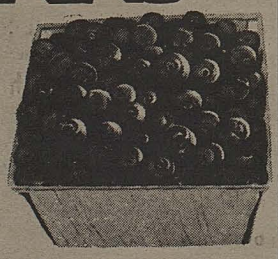
Est décédée le 5 août 1986 à l'hôpital Métropolitan de Windsor, **Mme Mabel Elizabeth Rocheleau** (née Bénéteau). Elle laisse dans le deuil ses enfants **Alex** et sa femme Mary Louise, **Hector** et sa femme Ruth Ann, de Amherstburg, le **P. Paul Rocheleau, Edward** et sa femme Stella, **Fred** et sa femme Dorothy tous de Windsor, **Yvonne** et son mari Dick Gignac, de London, **Georges** et sa femme Joan de Tecumseh, **Frank** et sa femme Judy de LaSalle. Elle laisse aussi en deuil 32 petits-enfants et 12 arrière-petits-enfants. Elle était la soeur de **Mme Alice Bastien** de LaSalle et de **Liza Rocheleau** de McGregor.

* * * * *

Est décédée le 5 août à Sudbury, **Mme Céline Pitre** (née Lafrenière) épouse de **M. Alfred Pitre** de Windsor. Outre son époux, elle laisse en deuil ses enfants, **Constant** de Wahnapitae et sa fille **Nicole** (Mme Tom Adam) de Windsor et feu **Réginald** et feu **Ernest.** Elle laisse aussi en deuil 12 petits-enfants. Elle était la soeur de **Mme Blanche Ladouceur, Mme Orilda Clement, Mme Corinne Lamoureux, Mme Rita Brassard, Mme Véna Gauthier, M. Valère Lafrenière** et **M. Rhéo Lafrenière**. Mme Pitre était une membre très active du Club de l'âge d'or Jean-Paul II.

BLEUETS

Venez acheter de beaux gros bleuets déjà cueillis ou cueillez-les vous-même



KLASSEN à HARROW

Renseignements

738-4089

Pour s'y rendre:
Suivre la grande route #3 jusqu'à la Route du comté #23 (Arner Townline), ensuite suivre la route 23 vers le sud, traverser la grande route 18 et se rendre jusqu'à la Route du comté #50 qui longe le lac, puis tourner à droite, c'est-à-dire vers l'ouest, pour 1km.

Ouvert tous les jours de 8h au coucher du soleil.

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

AGENTS D'IMMEUBLES

Buckingham Realty
Omer Dubus
4573 est, ch. Técumseh,
Windsor, N8T 1B6
948-8171, 734-6369

ASSURANCES GÉNÉRALES

Lajeunesse-Lanoue
5915 ch. Malden, Windsor
N9H 1S6 - 966-6112

The Co-operators
M. Luc Mailloux
C.P. 9 Emeryville (Puce)
N0R 1C0 - 727-3855, 735-8135
727-6479

AUTOMOBILES - PIÈCES

A & L Auto Recyclers Ltd.
(MM. John Lanoue,
Guy Desmarais)
Route 2 angle ch. Comber (77)
N0P 1J0 - 1-800-265-2128 comté
798-3525 Windsor

AVOCATS

Me Brian Ducharme
201-302 Ouellette, Windsor
258-6490
12214 est, ch. Técumseh,
Técumseh 735-1445
400 rue Notre-Dame, Belle-Rivière 728-1840

Levesque, Levesque et Taylor
(Gérard et Simone Levesque)
52 ouest, rue Chatham, Windsor
252-2323
12150 ch. Técumseh, Técumseh
735-9928

McTague-Clark Barristers
(Me Robert Beaudoin)
455 rue Pelissier, Windsor
255-4383

COMPTABLES AGRÉÉS

Cox, Hyatt & Company
(M. Donald Lassaline)
875 ave Ouellette, Pièce 200,
Windsor N9A 4J6 - 258-4626

DÉPANNEUR

The Party Stop
(Mme Rose Daoust)
6525 est, rue Wyandotte
948-3325

GARDERIE

Chez Tante Sylvie
1684 ave Ellrose, Windsor
N8Y 3X7 - 945-0608

IMPRIMEURS

Imprimerie Lacasse
Larry Lappan
12129 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 2M4 - 735-4121

Imprimerie Tribune
Lucien Lacasse
13021 est, ch. Técumseh
Técumseh N8N 2M3 - 735-3202

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Caisse populaire de
Pointe-aux-Roches Ltée
C.P. 100, Pointe-aux-Roches
N0R 1N0 - 798-3026

Caisse populaire Técumseh Ltée
1120 Lespérance, Técumseh
N8N 1X2 - 735-6069

Caisse populaire Windsor Ltée
2800 est, ch. Técumseh,
Windsor 945-8156, 945-8161

à suivre en page 5

Pas de "vacances" quand on se dirige vers l'université

(GH) Pour les étudiants qui prendront la route de l'université en septembre, l'été n'est pas nécessairement une saison de détente. Ces étudiants et étudiantes sont généralement plus occupés à travailler pour payer leurs études parce qu'ils n'ont pas tous la chance de recevoir un chèque de leurs parents pour payer toutes leurs dépenses scolaires et leurs dépenses d'entretien.

François Thibault, de Tilbury, en est un que le travail n'effraie pas. François est finissant du Tilbury High School. Il a été le deuxième meilleur étudiant de son école en maintenant une moyenne de 92%. Il commencera à l'université de Waterloo dans le domaine du génie mécanique. Durant l'été, François est à l'emploi de la compagnie Camps, une industrie qui s'occupe de la livraison de matériaux d'automobile. Il est au poste de superviseur. Il commence ce travail à 3h00 du matin, le poursuit jusqu'à 7h00 pour ensuite se rendre à l'imprimerie Community Web où il travaille jusqu'à 17h00. "C'est dur de travailler mais il faut bien que je le fasse pour payer toutes les dépenses qu'occasionne mon entrée à l'université", mentionne-t-il. François travaille depuis plusieurs années à ces deux endroits.

NICOLE MONETTE

MARC DUBOIS

Annette Pinsonneault, de St-Joachim, évoque les mêmes raisons. Elle travaille comme monitrice à des camps d'été à St-Joachim et à Woodslee avec des enfants de 5 à 12 ans. Elle a réussi à décrocher cet emploi en faisant une demande au canton de Rochester. Après avoir complété ses études secondaires au Belle River District High School, elle s'en va à l'université d'Ottawa pour faire des études en communications, plus précisément en télévision et en journalisme.

C'est grâce à son emploi qu'elle pourra défrayer les coûts de ces études. "C'est très dispendieux des études post-secondaires et en plus c'est toujours difficile de partir de chez nous, mais on sait que si on travaille bien, on finira avec quelque chose en main qui sera très pratique" de dire Annette.

Pour sa part, Marc Dubois s'est trouvé un emploi avec les ordinateurs, ce qui l'aidera beaucoup car Marc poursuivra ses études à l'université d'Ottawa pour se spécialiser en mathématiques. Il en est à son deuxième été d'emploi au Collège St-Clair et travaille avec des jeunes de 8 à 15 ans. "Je pense qu'il est important que ce soit nous qui payons nos études parce que cela nous motive encore plus" de dire Marc.

Quant à Lynn Rivard de Windsor, qui se dirigera également vers l'université d'Ottawa, en psychologie, elle s'est trouvé un emploi avec les tout-petits avec le département des parcs et la récréation. Elle a posé sa candidature à l'hotel de ville de Windsor et en quelque temps elle se voyait offrir un poste de monitrice. "Je suis chanceuse de m'être trouvé de l'emploi parce que je vois très mal un garçon ou une fille se diriger vers l'université sans avoir pu travailler auparavant pour se ramasser de l'argent pour payer toutes ses dépenses", mentionne-t-elle.

Nicole Monette voit le même besoin. Nicole travaille dans un emploi d'été avec des jeunes anglophones afin de les préparer à l'école française pour septembre. Elle terminera ses études comme professeur d'école cette année à l'université de Trois-Rivières. À l'université depuis deux ans, elle a toujours travaillé entre les sessions pour rejoindre les deux bouts. "Cela coûte énormément cher, il faut calculer et ne pas trop dépenser pour rien, mais c'est quand même une belle expérience" de mentionner Nicole.

Des meilleures idées...
pour de meilleurs bureaux

Monarch
OFFICE SUPPLY LIMITED

1835 Provincial
(anciennement Route 98)
Windsor, Ontario

966-2400

Livraison gratuite tous les jours
Amplement de stationnement gratuit

La St-Jean-Baptiste de Windsor ferme ses livres

Après plusieurs décennies d'activités plus ou moins fébriles selon les époques, la St-Jean-Baptiste de Windsor n'a plus de souffle. "Peut-être que les gens veulent du nouveau, en tout cas, nous, nous avons fait les efforts" a affirmé M. Guy Jolin, jusqu'à récemment président de l'organisme. "On a essayé tout pour intéresser les gens à la société mais ça n'a pas fonctionné."

Par les années passées, en plus d'organiser diverses activités sociales et culturelles et d'octroyer régulièrement des bourses aux finissants des écoles françaises, l'association organisait une parade à l'occasion de la fête nationale des Canadiens-français, qui avait pour but de faire revivre les grands défilés des années '30. À ce temps-là, les marchands de la ville de Windsor participaient à la fête et il y avait un grand rassemblement au parc Jackson où des milliers de francophones se réunissaient pour la fête.

La dernière activité organisée par le Club qui avait attiré plusieurs centaines de personnes était un rassemblement au Holiday Beach.

Depuis ce temps, les activités du Club attiraient de moins en moins de participation des francophones, selon M, Jolin.

M. Émile Godin, qui lui a présidé de '82 à '83, rappelle que les buts du Club étaient de rejoindre les francophones autant des régions de Kent et d'Essex que de la ville. Mais il reconnaît que le fait d'avoir concentré les dernières activités autour de la paroisse St-Jérôme peut avoir nui pour autant. "On a pensé, en faisant les activités à la paroisse St-Jérôme, rejoindre encore plus de gens. Mais il semble que c'est le contraire qui se soit produit. Peut-être que les gens des comtés voyaient cela trop paroissial."

M. Godin se dit très déçu de la disparition de l'organisme, mais pas très surpris. Il ne blame personne. "Un mouvement du genre de la St-Jean était passé de mode. Je pense qu'on a besoin de nouveau. Dans le temps, le Club St-Jean-Baptiste avait beaucoup d'appui de la population, mais c'était toujours les mêmes qui organisaient et personne ne voulait prendre la relève."

En fait, toujours selon M. Godin, l'organisation de la "Nuit dans les Champs" (événement présenté en juin dernier qui mettait en évidence les talents amateurs de la région Windsor-Essex-Kent) est déjà une forme de relève.

Mais il ne semble pas que personne ne soit intéressé à ranimer le Club St-Jean-Baptiste de Windsor. Le dernier geste ressemblera à un autre mainte fois répété: l'argent qui reste en banque sera donné pour des bourses à des étudiants.

La Société Radio-Canada
est à la recherche de
recherchistes

Le ou la candidat(e) sera chargé(e) d'exécuter des travaux de recherche pour des émissions de radio. Le ou la candidat(e) doit posséder un diplôme universitaire ou l'équivalence et être bilingue. Une bonne expérience en journalisme ou dans des tâches connexes serait un atout.

DATE LIMITE: LE 22 AOÛT

Adressez votre curriculum vitae à: Mina Grossman, 267 rue Pélissier, Windsor, Ontario, N9A 4K5

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME EN ONTARIO

Récemment, le gouvernement de l'Ontario a créé un groupe de travail sur l'exercice de la profession de sage-femme en Ontario.

Le groupe de travail était chargé de présenter ses recommandations sur la structure de la profession de sage-femme en tant que profession réglementée et intégrée au système de santé de l'Ontario. Le groupe de travail invite les groupes et les particuliers intéressés à lui présenter leurs exposés.

Le groupe de travail serait particulièrement intéressé à recevoir des exposés touchant aux points suivants:

- les études et les conditions d'admissibilité aux études pour devenir sage-femme;
- les fonctions d'une sage-femme et les normes d'exercice de la profession;
- les endroits où la sage-femme sera autorisée à pratiquer et le type de pratique qu'elle pourra établir;
- l'accessibilité aux services;
- le rapport entre cette profession et les autres professions du domaine de la santé;
- une expérience personnelle d'accouchement aidé par une sage-femme ou un médecin.

On aura aussi la possibilité de présenter oralement un *sommaire* de son exposé au groupe de travail à l'audience du 21 octobre à Windsor. L'adresse et les heures de l'audience seront annoncées le 10 septembre dans ce journal. Si vous désirez faire une présentation, veuillez en aviser, à l'avance, le groupe de travail.

On est prié de retenir l'adresse ci-dessous pour l'envoi des exposés ou pour des renseignements complémentaires:

Directeur général
Groupe de travail sur l'exercice de la profession de sage-femme
700, rue Bay, 14e étage
Toronto (Ontario) M5G 1Z6
Téléphone: (416) 965-5094

Ministère de la Santé
Ontario
Murray J. Elston, ministre

En Bref

• Corey Hart participe à la campagne contre la cigarette

Le chanteur Corey Hart, natif de Montréal, et désigné la vedette masculine favorite dans un sondage national parrainé par la compagnie Pepsi-Cola, sera le porte-parole de la Société pour la santé du poumon pendant une campagne de deux mois qui commencera le premier septembre pour dissuader les jeunes d'utiliser le tabac.

"Nous sommes enchantés de la participation de cet artiste qui fait sensation dans le domaine de la musique, a déclaré M. Brian Stocks, directeur-général de l'Association. Il fait une impression marquée sur les jeunes et pourra donc avoir l'impact nécessaire." Les statistiques indiquent que 10% des jeunes de 12 ans et plus de 25% de ceux de 15 ans fument la cigarette.

"Je crois que l'habitude de fumer constitue une menace importante à la santé de l'individu, et je veux aider à porter l'attention à ce danger" a commenté l'artiste.

• Nouveau livret pour parents d'enfants handicapés

La Société du Timbre de Pâques et la Coalition multiculturelle pour la santé viennent de publier un livret, "Nos Enfants" à l'intention de parents d'enfants handicapés. Il est disponible en anglais, en français, en italien, en portugais, en espagnol et en chinois.

Le livret vise à aider aux parents à faire l'adaptation nécessaire et à mettre l'accent sur les habiletés plutôt que sur les handicaps de l'enfant.

Il est disponible auprès de la Société du timbre de Pâques, 350 rue Rumsey, Toronto, Ontario, M4G 1R8 (416-425-6220).

• Délai additionnel pour répondre au rapport sur le financement de l'éducation

La date limite pour commenter les recommandations du rapport de la Commission d'étude sur le financement de l'éducation élémentaire et secondaire en Ontario a été reportée au 31 octobre.

Le Rapport a été publié en mars dernier et on avait alors annoncé aux particuliers et aux organismes intéressés qu'ils avaient jusqu'au 1er août 1986 pour répondre à ses recommandations. Mais plusieurs conseils et associations ont fait savoir qu'ils ne pourraient pas respecter ce délai en raison de la complexité des points soulevés et de l'attention qu'ils doivent accorder à l'étude d'autres rapports.

Le ministre vient donc d'annoncer le prolongement. On communique à ce sujet avec le directeur, Direction de la recherche et de l'information, Ministère de l'Éducation, 15e étage, édifice Mowat, Queen's Park, Toronto (Ontario), M7A 1L2.

• D'autre argent pour promouvoir les produits alimentaires ontariens

Le minsitre de l'Agriculture et de l'Alimentation, M. Jack Riddell, vient d'annoncer un nouvel effort important de commercialisation des produits agricoles frais et conditionnés de l'Ontario: le budget de la campagne "Ontario, terre nourricière" sera augmenté d'un million de dollars afin de stimuler la commercialisation des produits de l'Ontario en mettant l'accent sur leur bon goût.

Le ministre a déclaré que ces fonds supplémentaires permettraient d'étendre les activités de la campagne "Ontario, terre nourricière" dans les supermarchés, les médias qui se consacrent à l'alimentation, les organismes agricoles et l'industrie des services alimentaires, notamment les restaurants.

• Le gouvernement et l'Association des dentistes s'entendent sur l'augmentation des tarifs de l'OHIP

Le gouvernement de l'Ontario et l'Ontario Dental Association ont conclu une entente de deux ans sur l'augmentation des tarifs pour certains actes exécutés par les dentistes et chirurgiens-dentistes en milieu hospitalier.

L'entente prévoit une augmentation moyenne d'environ 55 pour cent, prenant effet le 25 juillet 1986. Une augmentation supplémentaire de quatre pour cent sera apportée le 1er avril prochain pour l'exercice 1987-1988. La dernière révision du barème des tarifs avait été effectuée le 1er avril 1984.

"L'augmentation tient compte du fait que depuis 1979-1980 les rajustements aux tarifs versés aux dentistes et aux chirurgiens-dentistes par le Régime d'assurance-maladie de l'Ontario ont accusé un retard important par rapport aux augmentations consenties aux médecins, a déclaré M. Murray Elston, ministre de la Santé.

• Nouveau dépliant sur les dispositifs d'épuration de l'eau à domicile

Le ministère de l'Environnement et le ministère de la Consommation et du Commerce viennent de publier un nouveau dépliant fournissant des conseils au consommateur sur l'utilisation des dispositifs d'épuration de l'eau à domicile.

Ce dépliant, intitulé "Eau potable?", contient des renseignements sur les différents types de dispositifs d'épuration qui sont employés pour désinfecter l'eau et en améliorer les qualités esthétiques comme le goût et l'odeur. On donne également des conseils pratiques pour l'entretien de chaque type de dispositif.

Une brochure intitulée "Renseignements sur l'utilisation des dispositifs d'épuration de l'eau" est également disponible. On peut se les procurer dans les bureaux de santé locaux, les bureaux du ministère de l'Environnement et autres bureaux du gouvernement, les centres de renseignements aux consommateurs, ainsi que chez certains détaillants qui vendent ces dispositifs.

• De la super-légère pour super-mad-dog

(SHS) Après la bière légère, que vont inventer les brasseurs pour mousser les ventes stagnantes de leurs produits? La bière super-légère. Les principales brasseries américaines sont sur le point de lancer plusieurs bières ayant moins de 2% d'alcool, mais possédant tout le goût des plus fortes. En Australie, de telles bières ont déjà pris 10% du marché, entre autres à cause de la sévérité envers les conducteurs ivres. Au Canada, on peut s'attendre à voir arriver aussi des bières semblables, qui seront annoncées par des vedettes d'autant plus viriles que la bière sera légère: car on ne perd pas de vue que le public-cible des mâles de 25-45 ans n'aime pas passer pour efféminé.

• Attention futurs pères

(SHS) Les effets secondaires d'une grossesse, comme pertes d'appétit, nausées et vomissements, etc., ne sont pas seulement le lot des futures mères... mais également des futurs pères. Des études anglaises et américaines récentes montrent en effet de tels symptômes chez les hommes, surtout ceux qui vont devenir père pour la première fois; plusieurs ont même pris du poids (cinq à dix kilos), qu'ils ont aussitôt perdu après l'accouchement, ou eu des envies alimentaires inhabituelles. Heureusement qu'ils ne doivent pas en plus porter l'enfant!

• Du satellite au terminal

(SHS) Dès 1991, on n'aura plus besoin d'une encombrante antenne parabolique pour communiquer par satellite. Télésat Canada investira en effet 260 millions $ dans la mise au point d'un satellite de transmission mobile. Moyennant 4,500$, les entreprises pourront se procurer un terminal, assez léger pour être transporté par un individu, qui donnera accès au satellite. Il en coûtera 1.50$ la minute pour expédier, de Vancouver à St-Jean de Terre-Neuve, des données informatisées ou des communications téléphoniques. On estime que 40,000 clients se prévaudront du service en 1995. Ce projet s'est mérité la part du lion, soit 50 millions $, des 476 millions $ supplémentaires que le gouvernement fédéral entend consacrer au programme spatial canadien d'ici l'an 2000.

Le Rempart
Publié tous les mercredi par les Publications des Grands Lacs Ltée, 2418 ave Central, Windsor, Ontario, N8W 4J3

Editeur: **Jean Mongenais**
Adjoint à la rédaction: **Gaétan Harvey**
Publicité nationale: **Christine Carrier**
Comptabilité: **Charlotte Mongenais**
Atelier: **Christine Carrier**
Sylvie Deshaies

la copie: 50¢
abonnement: $12 - Canada
$25 - ailleurs

TÉLÉPHONES: Général: **948-4139**
Rédaction: **948-4130**

Enregistré comme courrier de deuxième classe Permis 02903.

Membre de l'Association de la presse francophone hors Québec.

APFHQ

Il n'en coûte jamais rien pour faire publier une nouvelle dans

Le Rempart

Vous êtes au courant d'une nouvelle au sujet de votre association, de votre école, de votre paroisse d'un commerce, d'une de vos connaissances?

Communiquez-nous-là!

Nous vous en serons reconnaissants!

948-4139

Le Rempart est là pour vous servir

Coupon d'abonnement

Nom _____

Adresse _____

_____

_____ Code postal _____

Tél. _____

☐ Nouveau ☐ Renouvellement

Vous êtes déjà abonné? Nous sommes heureux de vous compter parmi nos lecteurs! Passeriez-vous ce coupon à quelqu'un qui ne l'est pas?

Les services en français ont augmenté à la Commission des accidents de travail

(GH) "Je suis persuadé qu'une ère nouvelle se prépare pour l'indemnisation des travailleurs en Ontario" déclarait le Dr Robert G. Elgie, président de la Commission des accidents du travail à la présentation du rapport annuel de la commission. Durant l'année '85, signale-t-on dans le rapport, il y a eu un tournant important dans le système d'indemnisation des travailleurs grâce surtout à l'adoption de la loi 101.

Dr ROBERT G. ELGIE

Avec cette loi, la protection et les indemnités ont été rajustées pour les maladies professionnelles ou les accidents de travail qui se sont produits le 1 avril 1985 ou après. Maintenant, grâce à cette loi, les domestiques ont désormais le droit d'être couverts en vertu de la loi sur les accidents de travail, les employeurs sont tenus de payer le salaire et les indemnités du travailleur pour le jour de l'accident, le calcul des indemnités d'invalidité temporaire ou permanente est basé maintenant sur 90% des gains moyens nets alors qu'il était basé sur 75% des gains bruts, un système d'indemnisation binaire pour les survivants a été institué comprenant un paiement forfaitaire et des versement réguliers, et les conjoints survivants peuvent désormais bénéficier des mêmes services d'orientation et de réadaptation que ceux offerts aux travailleurs blessés.

Une autre disposition de la loi 101 dont les conséquences sont très importantes touche les services en français. La commission a ouvert un bureau de traduction en mai '85. Le bureau est situé à Toronto, plus précisément au 2 rue Bloor ouest, 26ième étage, Toronto, M4W 3C3, 965-4162. Actuellement, 1082 formulaires et 24 brochures sont disponibles en français et le bureau continue de traduire de nombreux documents.

En plus, depuis le premier octobre, un tribunal d'appel externe, tripartite et indépendant, soit le Tribunal d'appel des accidents de travail constitue la dernière instance pour contester une décision de la commission. Ces appels peuvent être entendus en français à la condition de prévenir d'avance la commission.

Il y a un bureau de la Commission des accidents de travail à Windsor qui est situé au 787 Ouellette, et une personne y parle français, soit Mme Denise Pez.

Rencontre internationale des aînés francophones

"C'était une excellente occasion d'apprendre comment les gens de l'âge d'or peuvent jouir d'une meilleure santé, et, partant, jouir davantage de la vie."

Voilà comment M. et Mme Jérémie et Claire Beaulne ont décrit l'utilité de la rencontre internationale francophone des aînés tenue en fin juillet à l'université du New Hampshire.

M. Beaulne a indiqué que le programme comprenait des ateliers et des conférences sur une foule de sujets pertinents tels la santé, les loisirs, l'activité physique, l'artisanat, la nutrition, les maladies de l'oeil, la situation des aînés francophones en milieu anglophone, l'abus de la drogue, des médicaments ou de l'alcool et les maladies cardiaques.

La rencontre réunissait environ 200 aînés francophones de la Nouvelle-Angleterre, de l'Acadie, de l'Ontario, du Québec et même de la Floride. Les sujets étaient traités par des experts du monde de la santé: madame Louise Lambert-Lagassé de Montréal, le docteur Paul Tessier de Portsmouth, N.H., le docteur Ronald Gagné de Manchester, madame Marie Chantal Hudon de Montréal, le docteur Ihor Dyrda de Montréal et madame Christine Parhurst de Boston.

La rencontre était organisée par la Fédération américaine francophone des aînés sous les auspices de l'Association internationale francophone des aînés, qui tiendra son prochain ralliement à l'université d'Ottawa du 19 au 23 juin 1987. Le thème de ce ralliement portera sur les activités physiques au troisième âge.

ENCEINTE? Si vous ne savez pas que faire...

Birthright peut vous aider!

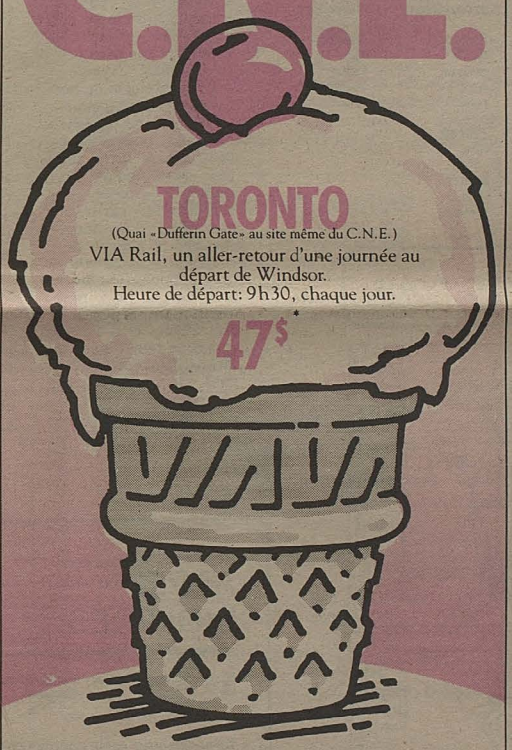
Composez 252-3322

ou venez nous voir au 549 rue Kildare

- tests de grossesse - consultations médicales - logement - conseils légaux -

SERVICE GRATUIT ET CONFIDENTIEL

LE DÉLICE C.N.E.



TORONTO

(Quai «Dufferin Gate» au site même du C.N.E.)

VIA Rail, un aller-retour d'une journée au départ de Windsor.

Heure de départ: 9h30, chaque jour.

47$*

VIA Rail: le meilleur moyen de se rendre à l'Exposition Canadienne Nationale. Vous n'aurez ni le stress de conduire, ni le moindre problème de circulation et bien sûr, aucune difficulté à stationner! Et une fois arrivé, vous n'avez pas à prendre un autobus, un métro ou un taxi, vous êtes sur place! VIA Rail vous emmène directement au C.N.E. de Toronto. Vous arriverez frais, détendu, prêt à savourer pleinement l'Exposition.

Les enfants voyagent à demi-tarif

Les enfants de 5 à 11 ans bénéficient de 50% de réduction sur le tarif adulte en vigueur. Et les enfants âgés de moins de 5 ans voyagent gratuitement (1 enfant par adulte).

Passez de belles vacances VIA.

*Certains trains seulement s'arrêtent au C.N.E. Adressez-vous à votre agent de voyage ou à VIA Rail.
Tous les jours sauf le vendredi. N'inclut pas l'admission au C.N.E.

VIA

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

LIBRAIRIES

De passage à Toronto... ou par courrier...

LIVRES ET DISQUES FRANÇAIS

Choix complet pour tous les goûts et tous les âges

Editions Champlain Ltée.

107 rue Church
Toronto, Ontario N5C 2G5

(416) 364-4345

Librairie du SUD-OUEST

6555 ch. Malden
Windsor, Ontario
N9H 1T5

Choix de livres, disques et jeux pour adultes et enfants

commandes postales

9h à 17h
lundi au samedi

734-1960

PHOTOGRAPHES

St. Louis Studio & Camera Inc.
(M. Georges St. Louis)
12065 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 1M1 - 735-2622

The Photographer
(Mme Marthe Cybulski)
829 rue Moy, Windsor N9A 2N7
253-4535

QUINCAILLERIE

Quincaillerie Pattenaude
7180 ch. Técumseh,
Pointe-aux-Roches, N0R 1N0
798-3556

RÉCEPTION, SALLE À LOUER

Centre canadien-français
2418 ave Central, Windsor
N8W 4J3 - 945-1189

RÉNOVATION ET CONSTRUCTION

Adrian Aluminum Ltd.
(Gilbert et Victor Bellavance)
3979 est, ch. Técumseh
Windsor, N8W 1J5
945-1761

Country Lumber
3755 Route 42 (en face de l'aéroport) Windsor N9E 6J3
(Gaby ou Nycole Blanchette)
Bur.: 966-4747 - Rés.: 735-3446

SALONS FUNÉRAIRES

Salon Funéraire Marcotte
(Jérôme P. Marcotte)
870 est, Wyandotte, Windsor
12105 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 1L9 - 253-3577, 735-2830

Melady's Funeral Home
572 Notre-Dame, Belle-Rivière
N0R 1A0 - 728-1500

à suivre en page 6

mots cachés

8 lettres cachées

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	S	R	P	R	O	M	E	T	T	R	E	E	L	A	P
2	E	R	A	V	E	R	S	I	O	N	V	I	C	E	I
3	R	E	S	A	U	T	E	R	E	A	A	P	R	E	P
4	T	I	S	N	S	E	L	L	I	V	L	A	R	M	E
5	N	F	E	A	O	D	L	V	A	O	I	R	A	E	R
6	E	I	R	I	U	I	E	R	E	I	D	A	C	N	F
7	M	T	O	T	B	C	T	V	M	R	I	I	O	S	E
8	E	N	N	R	N	A	I	A	A	T	T	N	O	C	
9	L	E	T	E	I	T	A	M	R	V	E	R	T	N	T
10	B	D	L	I	E	R	E	A	D	I	N	E	E	G	I
11	A	I	O	R	R	S	V	O	I	R	P	C	R	E	O
12	S	R	U	O	R	I	N	E	V	U	O	S	H	S	N
13	S	E	P	U	V	O	I	L	E	R	I	O	N	A	M
14	A	V	E	E	P	I	R	E	T	A	T	S	N	O	C
15	P	E	R	E	C	N	A	S	S	I	A	N	N	O	C

Acide
âpre
aversion
avoir

Connaissance
conspiration
constater

Dire
drame
drames

Eviter

Identifier

Larme
lier
loup

Manoir
mensonges

Naître
nier

Pâle
paraître
passablement
passeront
perfection
pipe

pire
promettre

Raconter
Ravir
raviver
rêve
roue

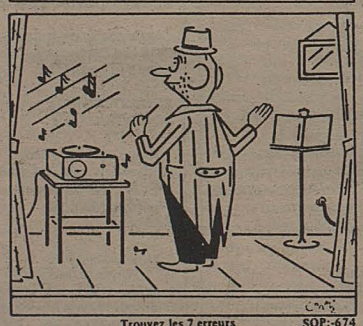
Travail
très

Sauter
selle
silence

sous
souvenir

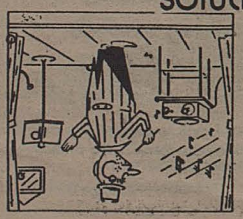
Validité
vice
villes
voiler
voir

jouez avec nous



Trouvez les 7 erreurs SOP:-674

solutions



MOTS CACHÉS:
REVANCHE

Les poux haïssent les punks!

ÉRIC DEVLIN

SHS SERVICE HEBDO-SCIENCE

Au moins un enfant canadien sur dix a des poux, estime le Dr Pierre Robert, de l'Université de Montréal. Le spécialiste base son évaluation sur la vente des deux produits les plus populaires pour lutter contre cet insecte à six pattes et mesurant 2 mm de long.

Le pou ne saute pas, ni ne vole, il marche. Parfois il peut se payer trois têtes d'enfant en une seule journée! Le passage d'une tignace à l'autre ne prend que quelques secondes. Quand septembre revient, le nombre de poux augmente. «La promiscuité dans les garderies, à l'école ou dans les autobus scolaires favorise la propagation de ce parasite», explique Pierre Robert. L'épidémie se résorbe tranquillement à partir de janvier, après l'intervention des infirmières scolaires.

Les cheveux longs ne favorisent pas nécessairement la multiplication des poux. «Au contraire, en hiver, un pou aura moins de chance de se rendre au cuir chevelu à partir de l'extrémité d'un long cheveux, il mourra de froid en cours de route», estime le Dr Robert. Le pou vit à une température de 30 degrés Celcius et il a besoin d'un taux d'humidité oscillant entre 70 et 90%. Il retrouve ces conditions à la surface du crâne lorsque celui-ci est recouvert de cheveux. Voilà pourquoi le pou ne s'aventure pas ailleurs sur l'épiderme.

Il semble que les poux préfèrent les petites filles. Même quand la mode était aux cheveux longs pour les garçons, des études épidémiologiques ont démontré que les filles étaient plus susceptibles d'avoir des poux.

Pour se débarrasser des poux, il ne faut pas compter sur de simples lavages de cheveux : il est pratiquement impossible de noyer un pou. «Je l'ai essayé, mais rien à faire», affirme le Dr Robert. Le pou peut en effet vivre sans air pendant des heures. Aussi Pierre Robert conseille-t-il la pyréthrine naturelle, qui est un extrait de chrysanthème. Il existe également un autre produit très populaire, le lindane, mais qui présente le défaut d'être toxique, surtout pour les enfants en bas âge et pour les femmes enceintes.

Dans tous les cas, le shampoing doit s'accompagner d'un traitement mécanique avec un peigne fin pour enlever les poux morts et les lentes qui sont déposées à la base des cheveux. Les lentes sont une sorte de bunker extrêmement résistant dans laquelle reposent les œufs. Le couvercle de ce cocon explosera sous la pression atmosphérique au bout de six à sept jours, après que les larves auront consommé tout l'oxygène à l'intérieur.

Le peigne fin est le seul moyen de venir à bout des lentes et des poux ayant survécu au shampoing. Si on laisse un seul pou, il engendra une nouvelle génération... qui pourrait même être résistante au traitement médicamenteux. Il faut prévoir un bon deux heures de travail pour brosser la tête d'un enfant. À moins, évidemment, de vouloir un punk dans la famille et de le raser complètement!

Me St-Aubin à Windsor

(suite de la p. 1)

les mêmes questions que Me St-Aubin, il en avait profité pour s'occuper de recrutement pour son association, qui ne compte actuellement que quatre membres dans la région, soit Me Robert Beaudoin, Me Brian Ducharme, Me Ronny Godard tous trois de Windsor et Me Gabriel Benoît de Chatham. (L'AJEFO a actuellement 500 membres en tout.)

L'AJEFO a pour but de promouvoir le bilinguisme. Elle offre à des avocats des cours de perfectionnement et a aussi publié un guide pour les praticiens. M. Doyle a précisé qu'il y aura dès l'automne des cours de formation pour les avocats de la région.

APPEL D'OFFRES

Travaux publics Canada — Public Works Canada

En sa qualité d'agent pour la CORPORATION POSTES-CANADA, Travaux publics Canada recevra des SOUMISSIONS CACHETÉES pour les projets ou les services énumérés ci-bas, adressées à l'officier administratif et des finances, Région de l'Ontario, Travaux publics Canada, 451, rue Talbot, CP 668, London, Ontario N6A 4Y4, jusqu'à 15h à la date limite indiquée. On peut examiner les documents de soumission ou en obtenir des copies par l'entremise du Bureau des soumissions à la même adresse que ci-haut, no de tél.: (519) 679-4323.

SERVICES

**Projet #606295, Contrat pour le nettoyage
Bureau de poste, 3201 ave Sandwich
Windsor, Ontario**

Date limite: **le mercredi, 3 septembre, 1986**

Ni la soumission la plus basse, ni aucune d'entre elles, ne sera nécessairement acceptée.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Canada

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

SERVICES AGRICOLES

À votre service

La Co-opérative de Pointe-aux-Roches

M. Gérald Mailloux, gérant-adjoint et le personnel

invite tous les gens à venir consulter la Co-opérative au sujet de tous leurs besoins jardiniers ou agricoles.

Chemin Comber Side au sud de Pointe-aux-Roches
Succursale: Rang 12 - 13 à l'est du chemin Belle-Rivière

**798-3011
798-3012**

RESTAURANT

La Maison du pâté et le café/restaurant français
(Louisette L'Ecolffier)
555 rue Pelissier
Windsor, N9A 4L2
255-1157

TROPHÉES ET PLAQUES

Belle River Trophy Awards
(Mme Louise et M. Claude Crevier)
1490, Route 2, à l'ouest de Belle-Rivière N0R 1A0
727-6361

VÊTEMENTS POUR DAMES

Boutique Montréal
(Marie-Claire Pilon)
5876 est, ch. Técumseh
974-6133

Sports

C'est mon avis

par
Gaétan Harvey

Un héros qui manque à la carte

À Montréal, de ce temps, les citoyens de la métropole en ont plein la vue avec la présentation du Challenge de tennis Players. Des grands noms sont en visite au Parc Jarry pour démontrer leur habileté: Ivan Lendl, Boris Becker, etc. Un seul manque au tableau, et selon moi c'est le meilleur. Le quel? Bien, celui qui se rase avec des rasoirs Bic et casse les miroirs. Ou, si vous ne l'avez pas encore reconnu, celui qui a beaucoup de goût pour les femmes, car il vient d'épouser l'actrice américaine Tatum O'Neal. Bon, vous l'avez! ....John McEnroe, l'enfant terrible! Le cauchemar des arbitres du monde du tennis. Certains de ceux-là auraient pu décourager Mlle O'Neal d'épouser celui qui possède sûrement le record d'amendes payées pour ses gestes d'indiscipline.

Tout de même, McEnroe reste le meilleur joueur de tennis que j'aie jamais vu à l'oeuvre. Sur n'importe quelle surface, il demeure le roi du tennis des années '80. Cette mauvaise habitude de se fâcher contre des décisions d'arbitres lui a valu une très mauvaise réputation et il s'est vu infliger de sérieuses punitions. Celle de ne pas pouvoir participer au championnat mondial est une des plus graves qui affectent McEnroe lui-même et affectent du même coup le monde du tennis.

Des fans de McEnroe affirmaient qu'une partie sans lui, c'était un peu comme un sundae sans cerise. Car il a toujours apporté au jeu cette touche de fantaisie que possède un athlète de grand moment, et qui ravit spectateurs et téléspectateurs.

Son humeur n'est certes pas à montrer un exemple devant les plus jeunes.

Mais il serait difficile de concevoir le style de jeu McEnroe sans ses sauts d'humeur. Ça fait partie non seulement de l'homme, mais de l'athlète et de son spectacle: ce n'est jamais lui qui est responsable d'une erreur, ce sont les arbitres qui manquent de jugement...et avec McEnroe, ils vont y goûter. Parce que c'est l'arbitre qui est la personne qui le dérange le plus durant une partie. Il se sacre bien des autres milliers de personnes qui ont les yeux rivés sur lui.

On peut même se demander si dans certains cas, les arbitres ne cherchent pas délibérément à provoquer l'enfant terrible, ce n'est pas surprenant alors de le voir monter dans les rideaux.

En tous les cas, j'ai hâte de revoir McEnroe sur un terrain de tennis. Fi aux mauvaises langues qui prétendent qu'il est baveux, braillard et chiâleur! Son spectacle est unique et il nous en réserve encore plusieurs, inoubliables!

BONNE SEMAINE!

Dès janvier, il faudra un permis pour pêcher

L'Ontario émettra un permis de pêche sportive pour résidents au début de 1987. Le permis sera obligatoire pour la plupart des résidents de l'Ontario âgés de 18 à 64 ans. Les personnes âgées, handicapées, ainsi que les Indiens inscrits pêchant sur leurs réserves ou sur des terres cédées en vertu d'un traité, seront dispensés de ce permis. Il en coûtera 10$ pour un permis de pêche saisonnier et 5$ pour un permis de courte durée, valide pour quatre jours consécutifs.

"Des réunions et des enquêtes entreprises dans toute la province ont révélé que la plupart des amateurs de pêche sportive accueillaient avec enthousiasme ce nouveau permis", a déclaré M. Vincent Kerrio, ministre des Richesses naturelles de l'Ontario, "parce qu'ils sont heureux des projets visant à consacrer aux programmes d'amélioration des pêches, des fonds correspondant aux revenus tirés du permis et qui pourraient atteindre de 9 à 10 millions de dollars par an. Le moment semble donc propice pour appliquer à la gestion des pêches le principe selon lequel l'usager doit payer pour les services qu'il reçoit."

On pourra se procurer le permis de pêche pour résident auprès du réseau d'émetteurs de permis privés du ministère des Richesses naturelles. Ce réseau qui comprend les vendeurs d'équipement sportif et les vendeurs de matériel de pêche et d'appâts, sera élargi pour faire face aux demandes de permis. Les bureaux de district du MRN distribueront également ces permis.

M. Kerrio a déclaré que l'Ontario était l'une des dernières provinces à adopter le permis de pêche pour résidents.

Le ministre a ajouté que la création d'un permis pour résidents fournirait au personnel du ministère d'importants renseignements sur la façon dont cette ressource est utilisée. "Cela nous permettra de savoir qui pêche, à quel endroit et quel type de poisson. Forts de ces renseignements, nous pourrons adapter nos programmes de gestion des pêches aux besoins des usagers de cette ressource."

L'investissement de nos pêcheurs dans nos pêches aura des effets bénéfiques à long terme: accroissement de l'emploi, des possibilités touristiques et récréatives", a conclu M. Kerrio.

Dans les autres provinces, les droits des permis annuels de pêche pour résidents vont de 21$ au Québec (y compris la pêche au saumon), à 13$ en Colombie-Britannique et 5$ en Alberta. Au Michigan, les permis annuels pour résidents pour toutes les espèces de poissons coûtent 14.50$ US. Les permis pour résidents coûtent 9.50$ US dans l'État de New-York, 7$ US en Ohio, 12$ US en Pennsylvanie et 10$ US en Illinois où l'on peut pêcher toutes les espèces de poissons.

Calendrier d'ouverture des ligues sportives

MERCREDI, 3 SEPTEMBRE 1986 - 21h15 à 23h30
Rose Bowl Lanes, 2482 Dougall
Début de saison de la ligue de quilles **Fleur de Lys-Femmes**
Inscriptions: Mme Jocelyne Poulin 945-7508

VENDREDI, 5 SEPTEMBRE 1986
Super Bowl, 10,000 Técumseh
Début de la saison de la ligue de quilles les **ÉRABLIÈRES**
Renseignements et inscriptions: Mme Aline Chayer 776-5488

DIMANCHE, 7 SEPTEMBRE 1986 - 13h00 à 15h00
Super Bowl, 10,000 Técumseh
Début de la saison de la ligue de quilles **Les Joyeux Troubadours**
Inscriptions: Mme Henriette Michaud 776-5733

DIMANCHE, 7 SEPTEMBRE 1986 - 9h00 à 11h00
Salle Bowlero, Técumseh ouest
Début de la ligue de quilles **Fleur de Lys-Enfants**
Inscriptions: Chantale Morin 945-2630

DIMANCHE, 7 SEPTEMBRE 1986 - 13h15 à 16h00
Salle Bowlero, ch. Técumseh ouest
Début de la saison de la ligue de quilles **Fleur de Lys-Mixtes**
Inscriptions: M. Réjean Morin 945-2630

SAMEDI, 4 OCTOBRE 1986
Début de la ligue de **Ballon sur glace** de l'Association francophone des sports et loisirs Windsor-Essex.
Veuillez vous inscrire de bonne heure afin de former les équipes le plus rapidement possible.
Pour de plus amples informations: M. et Mme Lucien et Ginette Cyrenne 252-4239

INVITATION AUX QUILLEURS

Les ligues Fleur-de-Lys de l'Association francophones des sports et loisirs Windsor-Essex invitent...

...les jeunes de 5 à 16 ans à participer à la ligue **Fleur-de-Lys-Jeunes** les dimanches de 9h à 11h30

...les adultes [hommes et femmes] à participer à la ligue **Fleur-de-Lys-Mixte** les dimanches de 13h à 15h30

à la salle Bowlero
675 ouest, ch. Tecumseh

RENSEIGNEMENTS: Chantal et Réjean Morin
945-2630

Ligue de baseball de Tilbury Nord

Résultats de la semaine dernière

T-BALL
Parties remises à cause de la mauvaise température

JUNIOR

Stoney Point Ladies Aux.	14
Pro Hardware	3
Stoney Point Sportsman Club	22
Harrison Construction	3

INTERMÉDIAIRE

Andy Ouellette	7
Bernie Lebert	4
Andy Ouellette	8
Jean-Paul Gagnier	1
Bill Broad	7
Bernie Lebert	5

Classement en date du 8 août 1986

	pj	pg	pp	pn	pts
T-BALL					
René Mailloux	6	4	1	1	9
Denise Laporte	6	3	2	1	7
Diane Rhindlsbacher	6	2	3	1	5
Sherry Belleperche	6	1	4	1	3
JUNIOR					
Stoney Point Sportsman Club	7	6	1	0	12
Stoney Point Ladies Aux.	7	5	2	0	10
Harrison Construction	6	1	5	0	2
Pro Hardware	6	1	5	0	2
INTERMÉDIAIRE					
Andy Ouellette	10	7	3	0	14
Jean-Paul Gagnier	10	6	4	0	12
Bernie Lebert	11	4	7	0	8
Bill Broad	11	4	7	0	8

Marcel's Garage & Bodyshop
[DIVISION DE JEROME MARIER AND SONS LTD.]
Alignement
SERVICE COMPLET DE DÉBOSSAGE ET DE RÉPARATION
Nous acceptons toutes les évaluations faites par les assureurs
945-1181
5584 est, chemin Técumseh (angle Ferndale)
Nous avons toujours des voitures à prêter pendant les réparations

PETITES ANNONCES

À VENDRE: Laveuse et sécheuse de marque inglis, grandeur appartement, avec pied pour les superposer. Les deux pièces sont à l'état de neuf. Communiquer au **948-4139** ou **253-0049.** **16-2**

ÉDUCATEUR[TRICE] DES PETITS RECHERCHÉ[E] par la garderie "Chez Tante Sylvie" pour entrer en fonction en septembre. Le certificat d'éducation des petits (Early Childhood Education) est requis. Communiquer avec Sylvie Paquette: **945-0608** ou **945-5850.** **29-1**

GARDIENNE RECHERCHÉE: non-fumeuse, à compter du 2 septembre, pour garder deux filles chez des parents-enseignants, à 10 minutes au sud d'Essex. **776-5153.** **29-2**

APPARTEMENT, haut d'un duplex, une chambre à coucher, secteur est de la ville, poêle et réfrigérateur. Disponible le premier octobre. **945-7543** **33-1**

EMPLOI RECHERCHÉ: Demoiselle d'expression française recherche emploi, préférablement dans le domaine du secrétariat; niveau baccalauréat. **776-4141** **33-2**

Un film franco-ontarien au petit écran

"Metallo Blues", un court métrage de fiction produit par le Centre ontarois du Programme français de l'Office nationale du film du Canada, sera présenté en première à la télévision de Radio-Canada, le samedi 16 août à 19 heures.

Il met en vedette, dans les rôles principaux, Gabriel Arcand et Angèle Coutu.

Réalisé à Welland dans la Péninsule du Niagara par le cinéaste torontois Michel Macina, le film raconte l'histoire de Normand, métallo de son métier. Depuis un bout de temps, Normand a la tête ailleurs. Prisonnier d'un rêve, il gratte sa guitare, indifférent aux problèmes de sa femme, Louise, et de sa fille, Julie. Un matin, on le blâme d'un accident qui s'est produit à l'usine. Alors, libre pour de bon, cette fois, il reprend définitivement sa guitare, tandis que Louise vient de dire "non" à tout ce dont elle avait envie depuis si longtemps...pour écouter chanter son homme.

Gabriel Archand en vedette dans Métallo Blues

Clément Perron, qui a écrit l'histoire de "Mon oncle Antoine", a prêté son concours au réalisateur pour scénariser **Métallo Blues**.

Chronique du disque

HUGUES AUFRAY! Ah les bonnes V.T. (vieilles tounes) me direz-vous! "Céline, Adieu monsieur le professeur," (que l'institutrice recevait de nous comme adieux de fin d'année), "Des jonquilles aux derniers lilas," "Le pain et les dents," "À mon Hélène," "Le rossignol anglais,"... et j'en passe. HUGUES AUFRAY, après tout, c'est 20 ans d'histoire!

Mais aujourd'hui on retrouve "L'enfant sauvage" dans le nouvel album de Hugues Aufray. Quoi qu'il refasse la version française de Mr. Bojangles, on a encore envie de chanter avec lui. C'est la nostalgie des dernières années soixante, une nostalgie que les jeunes ne connaîtront peut-être jamais, car aujourd'hui, les vedettes, on les fabrique aux boutons magiques d'une technique moderne.

Technique moderne dont on découvre à peine le soupçon dans ce dernier album de Aufray, album qu'il a d'ailleurs produit lui-même. Aux faits, il nous donne presque l'impression d'avoir oublié ce qui s'est passé autour de lui pendant ces presque dix ans d'absence et c'est sans doute ce qui fait le charme de ce dernier microsillon qu'il a mis d'octobre 84 à mars 85 à réaliser. (Je me demande pourquoi il nous arrive si tard.)

Bref, en écoutant sillon par sillon, on se rend compte facilement qu'il a voulu rappeler à ses fans qui l'avaient peut-être oublié, qui était Hugues Aufray. Et ce message on le perçoit tellement bien dans "Dieu que c'est dur d'être modeste":

> Il y a quelque temps - j'ai fait la UNE des journaux
> Vous voyez ce que ça veut dire - c'est à dire que
> d'un seul coup tout vous tombe sur le dos pour le
> meilleur ou pour le pire.
> Un matin je me suis retrouvé tout en haut
> d'un gratte-ciel dans une suite de stars -
> tout seul - Eh oui - c'est ce que j'ai fait
> Alors pour chasser mon cafard, j'ai pris ma
> guitare, j'ai accordé ma guitare et j'ai fait
> cette petite chanson sur le mec qui se retrouve
> tout seul, tout en haut de l'échelle.

Et tout en l'écoutant religieusement, c'est là qu'on découvre un Hugues Aufray qui a vieilli peut-être, mais tellement en sagesse. On comprend d'ailleurs très bien qu'il a voulu échapper à la course folle du quotidien dans lequel nous sommes tous entraînés en se retirant quelques années. Vous découvrirez également un homme qui a encore envie de vivre pour les belles choses de la vie et qui, lui, prend le temps de le faire.

La "UNE" c'est soigneusement aux autres qu'il la laisse.

C'est donc pourquoi je vous conseille ces quelques quarante minutes d'évasion.

HUGUES AUFRAY-"L'ENFANT SAUVAGE-"
Étiquette "Saisons" SNS-90-007
Distribué par Trans-Canada.

par Jacques Danis

A l'antenne de CBEF 540 AM à Windsor et 103,1 FM à Lamington

samedi 16 août
6h00 UN SAMEDI À TROIS
Préparé par les trois stations françaises de Radio-Canada en Ontario.

dimanche 17 août
8h07 LE MATIN DE LA FÊTE
Les Oblats dans le contexte missionnaire et éducationnel en Ontario. Répercussions des confrontations ethno-linguistiques. 1925-1950: expansion vers des facultés 'professionnelles et le rôle des Oblats à l'OJC, l'ACFO, au journal "Le Droit"à CKCH et à Novalis.

mardi 19 août
22h04 VOTRE PASSEPORT S'IL-VOUS-PLAÎT:
Entrevue avec Paul Buissonneau.

mercredi 20 août
13h05 LES BELLES HEURES
De l'Hotel Méridien de Montréal, le Festival des films du monde avec Minou Petrowski et Normand Séguin.

22h04 QUESTIONS DE NOTRE TEMPS
Les grands noms de l'université Laval, entre autres Antonine Maillet.

jeudi 21 août
22h04 LES TRÉSORS DU THÉÂTRE
Invité, Paul Buissonneau, fondateur du théâtre de Quat-Sous.

Le dimanche à TVOntario

dimanche 17 août
13h00 LE LYS ET LE TRILLIUM
"La Jeunesse: prendre sa place"
Une collaboration spéciale entre l'Ontario et le Québec permet à douze jeunes invités de Radio-Québec (émission **Droit de parole**) et à d'autres de TVOntario (**Le Lys et le Trillium**) de comparer leurs aspirations et leurs inquiétudes face à leur avenir professionnel dans le contexte économique actuel.

14h30 EN SCÈNE
"Kate et Anna McGarrigle"
Laissez-vous emporter par la magie des mots et des voix des soeurs McGarrigle en concert.

19h30 À VOTRE SERVICE
Les changements du statut de la femme ontarienne en 1986, avec Louise Dulude; la chanson française en Ontario, avec Robert Paquette et Jean Malavoy; l'hôpital de l'avenir, avec Daniel Letouzé; les oeuvres de Lise Regimbal.

21h00 CINÉMA ET CINÉMAS
Après la répétition (Suède, 1984)
Drame réalisé par Ingmar Bergman, avec Erland Josephson et Ingrid Thulin. Un metteur en scène, Henrik Volger, est resté seul sur la scène de théâtre après la répétition. Prétexant la perte d'un bijou, une jeune comédienne, Anna, revient pour discuter avec lui de son jeu. Cette conversation ouvre des portes sur le monde de l'art, de l'amour et de la vie.

Robbert Fortin, Gabriel Maggio, David Renaud, Susan O'Neil et Anne Marie Bénéteau

ROBBERT FORTIN EN EXPOSITION

(GH) Toutes les oeuvres du peintre franco-ontarien de Windsor, Robbert Fortin, seront exposées au "Studio Open House" situé au 152 ouest de la rue Pitt à Windsor, le 16 août de 12h00 à 20h00 et le 17 août de 12h00 à 17h00. Sept tableaux seront exposés en plus de nouveaux dessins. Une seule de ses toiles manquera au spectacle dû au fait qu'elle est en exposition à la Galerie Art Cite pour tout le mois d'août. En plus des oeuvres de Fortin, on pourra aussi voir celles de Anne-Marie Bénéteau, également de la région ainsi que 3 autres artistes, ceux-ci anglophones. Fortin a signalé au REMPART que cette exposition sera marquée par la présentation d'une nouvelle toile qu'il a intitulé "C'est la vie en 6 par 7".

CBEF 54 WINDSOR

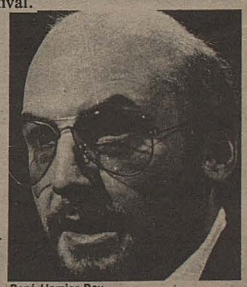
À PREMIÈRE VUE
AU FESTIVAL DES FILMS DU MONDE

du jeudi 21 août au lundi 1er septembre 1986

À première vue nous fera vivre au rythme du Festival des films du monde. Chaque jour, René Homier-Roy et un coanimateur invité commenteront les films à l'affiche, discuteront des mérites des réalisateurs, évalueront les chances des acteurs éligibles aux prix d'interprétation du Festival. Enfin, ils feront leurs prédictions quant à la composition du palmarès du Festival des films du monde 1986.

Le jeudi 21 août, c'est le cinéaste Gilles Carle qui coanimera l'émission. Et du 22 août au 1er septembre, viendront lui succéder comme coanimateurs, Denys Arcand, Mireille Deyglun, Denise Filiatrault, Suzanne Lévesque, Louise Marleau, Minou Petrowski, Marie-Josée Raymond, Jacques Godbout et Michel Rivard. Enfin, durant toute la durée de cette manifestation cinématographique, la journaliste Nathalie Petrowski présentera des entrevues prises sur le vif avec les personnalités du Festival.

CALENDRIER DE DIFFUSION
du jeudi 21 au dimanche 31 août à 18h30
le lundi 1er septembre à 19h00
Chaque émission sera diffusée **en reprise** aux dates et aux heures suivantes:
le jeudi 21 août à 22h50
le vendredi 22 août à 23h10 app.
le samedi 23 août à 21h30 app.
le dimanche 24 août à 23h20 app.
du lundi 25 au vendredi 29 août à 22h50 app.
le samedi 30 août à 22h35 app.
le dimanche 31 août à 22h45 app.
le lundi 1er septembre à 22h50



René Homier-Roy

Les informations à CBEF

les nouvelles du sud-ouest à
6h08, 6h30, 6h59, 7h30, 7h59, 8h30, 8h58, 11h55, 15h58, 16h30, 16h55 et 17h58.

les nouvelles ontariennes à
8h10, 9h58, 10h58, 12h55, 13h58, 14h58 et 17h40.
et le samedi et dimanche à 6h58, 7h55, 8h58, 9h58, 10h58 et 11h57 (11h55, dimanche) et des radiojournaux nationaux à toutes les heures...

CBEF 540 AM Windsor
103,1 FM Leamington

252 années de service aux Caisses populaires

Au cours de la fête locale marquant le quarantième annieversaire de fondation de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario tenue au Centre canadien-français dimanche soir, on a remis un certificat d'appréciation à huit personnes qui ont oeuvré 25 années ou plus au sein du mouvement dans la région. On voit de gauche à droite M. Louis Bézaire de la Caisse populaire de Windsor (26 années), à qui on a également remis une épinglette en or pour reconnaître son service au sein même du Conseil d'administration de la Fédération, M. Alfred Lessard de la Caisse populaire de Técumseh (27 années), et six "ouvriers" de la Caisse populaire de Pointe-aux-Roches: M. Alfred Lebert (30 années), M. Philippe Chauvin (26 années), M. Alphone Rondot (42 années), Mme Marie-Mae Chevalier (42 années), M. Roger Bibeau (31 années) et M. Wilfrid Bellemore (28 années).

Un toast au réseau des caisses populaires de l'Ontario

M. Roger Frenette (g.) et M. Jean-Baptiste Allie, directeur-général et président de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario, ont proposé un toast à la santé du mouvement de coopératives d'épargne à la centaine d'invités à la fête du 40e anniversaire de la Fédération tenue au Centre canadien-français dimanche soir. C'était un toast tout particulier, puisqu'on l'a fait avec le vin d'une cuvée spéciale mis en bouteille par la maison Château-des-Charmes de Niagara-on-the-Lake spécifiquement pour la Fédération, que seuls les dirigeants et employés des caisses peuvent se procurer, et baptisé "Le Lys ontarois". "Le lys traduit l'appartenance à la francophonie mondiale et le mot "ontarois" l'appartenance à la francophonie ontarienne," a expliqué M. Frenette.

La fête était la quatrième d'une série de fêtes régionales organisées à divers endroits de la province par la Fédération. Tous les directeurs de la Fédération s'étaient rendus dans la région pour y assister, pour tenir leur réunion régulière et pour visiter les caisses locales. "Nous nous sommes fixé l'objectif de visiter chacune des caisses de la Fédération au cours de l'année afin de mieux connaître nos membres," a commenté M. Alie.

La Fédération a vu le jour en 1946 sous l'impulsion d'une dizaine de caisses d'Ottawa et se nommait alors "La Fédération des caisses populaires d'Ottawa et districts d'Ontario", ce qui est devenu "La Fédération des caisses populaires canadiennes-françaises de l'Ontario" en 1952, puis le nom actuel en 1970.

Elle a connu des difficultés, comme toutes les autres institutions financières, à la fin des années '70: le départ d'une dizaine de caisses du nord de la province pour fonder leur propre fédération, et la fusion de quelques autres. Cependant, depuis la reprise économique, elle a affiché un taux de croissance qui dépasse ceux de toutes les autres sortes d'institutions financières et même celui de l'ensemble des caisses populaires et des credits unions du pays.

En fin juin, a déclaré le directeur-général, l'actif combiné des caisses-membres était de $878 millions, et elles détenaient $612 millions en prêts faits à leurs sociétaires.

La Fédération compte 65 points de service de ses 53 caisses-membres qui, elles, comptent 160,000 sociétaires, 300 administrateurs bénévoles et près de 600 employés.

Sa devise est "Ensemble pour mieux servir" et en novembre dernier elle a adopté une déclaration selon laquelle "La Fédération des caisses populaires de l'Ontario, en collaboration avec ses caisses populaires affiliées, a pour mission de développer un réseau de services financiers en conformité avec les principes coopératifs, afin de contribuer à l'épanouissement économique et socio-culturel des Franco-ontariens."

Pour clôturer la cérémonie qui fut suivie par un vin-fromage, deux invités d'honneur: Mgr Jean Noël, retraité, et M. Marcel Bergeron, président du conseil régional de l'Association canadienne-française de l'Ontario, ont adressé la parole.

Le Rempart

"L'hebdo des Francophones du sud-ouest ontarien"

20ième Année | No 34 | Windsor, le 20 août 1986

La FCPO institue la carte Passe-Partout

Au cours de la fête locale de 40e anniversaire de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario, on a annoncé l'institution de la carte Passe-Partout.

La carte donne aux membres des caisses l'accès à des guichets automatiques de services financiers.

Pour le moment, elle donne accès aux trois guichets de la Fédération à Ottawa ainsi que ceux de toutes les caisses populaires du Québec.

Cependant, a expliqué M. Roger Frenette, directeur-général de la Fédération, d'ici la fin septembre-début octobre, une entente aura été conclue avec le Réseau Interac regroupant toutes les grandes banques à charte du pays, et les détenteurs de la carte Passe-Partout auront alors accès aux guichets automatiques de toutes ces banques partout au pays.

La Fédération augmentera graduellement le nombre de ses propres guichets automatiques dans la province, quoique M. Frenette ne pouvait pas indiquer quand il y en aurait à Windsor-même.

Avant longtemps, le réseau sera étendu aux États-Unis, donnant aux sociétaires des caisses l'accès aux guichets automatiques partout dans ce pays, et par la suite, au niveau international.

"Éventuellement, a déclaré M. Frenette, un sociétaire pourra utiliser sa carte au Japon, et recevoir d'un guichet automatique là-bas une 'poignée de yens' dont la valeur, en dollars bien entendu, sera automatiquement déduite de son compte à sa caisse."

Tous sont invités au "Corn Festival"

(GH) On se prépare à Técumseh à fêter le 11ième Tecumseh Corn Festival qui aura lieu cette année du 21 au 24 août inclusivement. Comme c'est la coutume, il y aura la parade du festival qui se tiendra à 10h le 23 et commencera sur le terrain de l'école St. Anne. Y participeront le Plymouth Michigan Fife and Bugle Corps, le Cavalcade Drum & Bugle Corps de Brampton, des fanfares et des groupes de musiciens locaux, des chars décorés, des clowns, etc...

Le Festival commencera le jeudi 21, avec des expositions artisanales, le Creative Magic Show International qui s'exécutera sur estrade, les manèges du Carter Shows Carnaval. Le Dixie Land Band & Music dirigé par Clayton & Joanne Moore fera les frais de la musique ce soir-là.

Concours, show nautique, un musée mobile, un concours de beauté, des clowns, des kiosques de mets exotiques, des jeux de chance, des tours de poney, feront partie du festival qui se prépare d'emblée.

Il ne faut pas oublier les tonnes de maïs qui seront préparées et dégustées cette fin de semaine. Fraîchement cueillis des champs, les épis de maïs sont servis chauds et bien beurrés. Ils seront préparés par le club Optimist de St-Clair Beach.

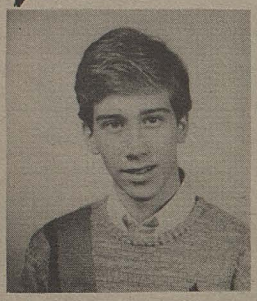
Un Roi et une Reine des gens d'âge d'or du comté d'Essex seront choisis et couronnés l'après-midi du vendredi 22 août. Il y aura aussi vendredi une démonstration de Karaté.

Dimanche matin, une messe sera célébrée à 8h dans le parc Lacasse après quoi un petit déjeuner de jambon, d'oeufs et de crêpes sera servi de 9hres à 13hres à la salle Legion.

Il n'y a aucun frais d'admission au festival et le stationnement est une gracieuseté de la ville de Técumseh.

Depuis sa fondation en '75, le festival est un événement annuel. Il a attiré plus de 70,000 personnes l'an dernier.

On parle d'eux



La ville de Lyon en France sera pour les douze prochains mois l'endroit où **Stephen Cassivi** passera son temps. Stephen, 16 ans, le fils de **M. et Mme David et Susan Cassivi** a été choisi par le club international Rotary pour participer à un échange d'étudiants. Pendant que ce diplômé de l'école secondaire L'Essor sera en France, il fera aussi la promotion de l'Ontario et du Canada entre autre en faisant des présentations à des groupes. Sa sélection par le club Rotary est due en partie à son excellent rendement scolaire.

* * * * *

Notre collaboratrice à l'atelier, **Mme Sylvie Deshaies**, et son mari **Marcel Prévost**, viennent d'accueillir une jolie pouponne de 8 lb. 13 oz. qui s'appellera **Caroline.** Nous souhaitons un bon repos à Mme Deshaies avant qu'elle vienne reprendre ses tâches, et surtout des félicitations chaleureuses à l'heureux couple pour qui c'est le premier enfant, ... et nous avons déjà hâte à la première visite de Caroline à nos bureaux!

* * * * *

Nous avons à offrir des excuses bien sincères à **Gérard Fillion** et sa fiancée **Shirley McLean**: non seulement nous n'avions pas bien épeler le nom de celle-ci dans notre mention de la semaine dernière, mais nous les avons mariés trop tôt! En fait, c'est le 30 du mois courant qu'ils prononceront leurs voeux. Ce sont les enfants de **M. et Mme Neil et Frances McLean** et **M. et Mme Rosaire et Thérèse Fillion.**

* * * * *

C'est à Grace Hospital que **Mme Dwayne Janisse** née **Hélène Duguay** mettait au monde un beau petit garçon de 7 lbs. et 5 oz. Félicitations aux parents et aux grands-parents **M. et Mme Pamphile et Doris Duguay** (qui compte maintenant 9 petits-enfants) et à **M. Al Janisse et Mme Betty Wohlers!** Les parents ont choisi comme nom **Paul Michel.**

* * * * *

Les aînés francophones de tout le sud-ouest se sont rencontrés la semaine dernière lors d'un souper régional tenu à PainCourt par le club L'Amitié de l'endroit. Plus de 125 personnes de PainCourt, Sarnia, Pointe-aux-Roches, Grande-Point et Windsor participaient. La prochaine rencontre de ce genre aura lieu le 25 septembre à Pointe-aux-Roches et sera suivi de celui de Sarnia le 9 octobre. **M. Arthur Beaulne**, du club de Windsor, a mentionné au journal que ces soupers permettent de se voir souvent, "to get together" comme il le dit. M. Beaulne a mentionné qu'il était en train d'organiser un voyage en Ohio. (Voir le calendrier des événements ci-bas.)

* * * * *

Un mariage attire toujours beaucoup de gens. Pour ce qui est de celui de **Robert Laprade** et **Irène Lucier**, il y aura encore plus de gens parce que le frère de Robert, **Gaétan**, a décidé de se marier le même jour. "Il va y avoir du monde à la messe." Robert et Gaétan sont les enfants de **Mme Emilia Laprade** de Windsor. La future épouse de Robert, **Irène**, est la fille de **M. et Mme Frank et Anita Lucier** de Windsor et celle de Gaétan est **Gertrude Laprade** du Québec. La cérémonie aura lieu à l'église St-Jérôme de Windsor et la réception au restaurant Rendez-vous à Windsor. Les couples se dirigeront par après vers Niagara Falls.

* * * * *

C'est à l'église St-Jérôme de Windsor la semaine prochaine que s'uniront par les liens du mariage **Gemma Hébert** et **Serge Bolduc**, tous deux de cette ville. Gemma est employé au Gibson Electric et Serge est ouvrier dans la construction. La présence de beaucoup de personnes du Nouveau-Brunswick sera nombreuse parce que Gemma est originaire de ce coin du pays. Elle aura la chance de voir son père, **M. Ferdinand Hébert**, et sa famille qui compte 8 garçons et 8 filles réunis pour la première fois depuis longtemps. La famille de Serge qui est moins nombreuse sera aussi de la fête, entre autre, ses parents **M. et Mme Hormidas Bolduc.**

* * * * *

DÉCÈS

Soeur Rosalina [née Gagnon] de l'Ordre des Ursulines de Chatham. Elle laisse dans le deuil quatre soeurs: **Mme Georgina Langis** de Windsor, **Adelina** (Mme Benjamin Meloche) de McGregor, **Alma** (Mme Alfred Quenneville) de Comber, et **Hélène** (Mme Norm Hamelin) de Amherstburg et quatre frères: **Philias**, de St-Clair-Beach, **Adélard** de Belle-Rivière, **Antoine** de McGregor et **Georges** de Grande-Pointe. Sont décédés avant elle quatre frères: **Ambroise, Patrice, Edmond** et **Clément** et trois soeurs: **Cécile** (Sr St-Urbain de la communauté des Soeurs St-Joseph), **Marie** (Mme Arthur Labonté) et **Adèle** (Mme Alphonse Levesque).

Le cas de Penetanguishene traînera encore

(GH) Après une longue lutte pour l'obtention de l'école secondaire française Le Caron à Penetanguishene, les militants scolaires de l'endroit ont dû en mener une deuxième pour y obtenir des services adéquats et, le mois dernier, ont semblé avoir eu gain de cause à cet effet, mais le cas n'est pas encore réglé pour autant.

Un citoyen de l'endroit, M. Jacques Marchand, avait intenté une poursuite contre le conseil d'éducation de Simcoe qui gère l'école, les accusant de défavoriser les élèves francophones et de ne pas leur offrir tous les services équivalents à ceux des écoles anglaises. Par exemple, il n'y avait pas d'installations adéquates pour les programmes d'arts industriels et d'atelier.

Dans son jugement, le juge R. Sirois de la Cour Suprême de l'Ontario affirme que la population francophone de Penetang n'a jamais renoncé à ses droits constitutionnels, qu'elle est assez nombreuse pour avoir droit à l'enseignement en français et aussi exercer l'autorité exclusive de décider comment gérer cet enseignement; que les élèves de Penetang ont droit à une pleine éducation, complète, non-limitée; que les droits constitutionnels des francophones de Penetang ont été enfreints et brimés par le conseil scolaire et la province; qu'il n'est pas juste et équitable pour les francophones de ne pas pouvoir exercer leur droit de gérance et d'avoir à dépendre du conseil scolaire de Simcoe; que les droits scolaires de la minorité ne doivent pas être laissés à la discrétion absolue de conseils scolaires locaux.

Le juge ordonne donc au Conseil scolaire de Simcoe de fournir des installations et le financement requis pour que l'école Le Caron puisse avoir un enseignement et des installations équivalents à ceux fournis aux écoles anglophones.

Cependant, la question n'en restera pas là. Le Conseil a décidé de porter la décision en appel.

Travaux publics Canada — Public Works Canada

APPEL D'OFFRES

Des soumissions cachetées pour les projets ou les services énumérés ci-dessous, adressées à l'Officier de la finance et de l'administration, Région de l'Ontario, Travaux Publics Canada, 451 rue Talbot, C.P. 668, LONDON, Ontario, N6A 4Y4 seront reçues jusqu'à 15h à la date limite indiquée. On peut examiner ou obtenir des copies des documents de soumissions par l'entremise du Bureau des soumissions, à la même adresse que ci-haut, no de téléphone (519) 679-4323.

Projet #626954, Réparation de pieux d'amortissement, Kingsville, Ontario.

Le travail consiste à enlever et à remplacer de gros pieux ronds d'amortissement en bois.

Date limite: **le mercredi, 10 septembre, 1986**

Ni la soumission la plus basse, ni aucune d'entre elles, ne sera nécessairement acceptée.

Canada

Calendrier des événements

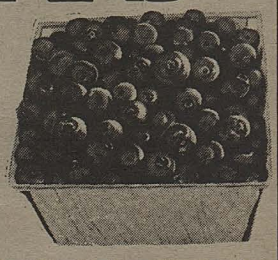
CHAQUE MERCREDI [commençant en septembre] - à 10h30
Contes familiers
Pour les petits de 3 à 5 ans.
Bibliothèque du Mail Tecumseh

11 SEPTEMBRE À 9h00
Rencontrez Axterix
Livre, vidéo pour ceux âgés de 6 ans et plus
Bibliothèque du Mail Tecumseh

DU JEUDI 16 OCTOBRE AU DIMANCHE 19 OCTOBRE
Voyage en Ohio
Organisé par le Club de l'âge d'or Jean-Paul II de Windsor
Inscription seulement pour les membres du club, jusqu'au 30 août puis ensuite pour les membres des autres clubs de la régionale.
Renseignements: 945-8874, M. Arthur Beaulne

BLEUETS

Venez acheter de beaux gros bleuets déjà cueillis ou cueillez-les vous-même



KLASSEN à HARROW

Renseignements

738-4089

Pour s'y rendre:
Suivre la grande route #3 jusqu'à la Route du comté #23 (Arner Townline), ensuite suivre la route 23 vers le sud, traverser la grande route 18 et se rendre jusqu'à la Route du comté #50 qui longe le lac, puis tourner à droite, c'est-à-dire vers l'ouest, pour 1km.

Ouvert tous les jours de 8h au coucher du soleil.

Cueillette de fonds "dans la rue"

L'ACFO apprécierait de l'aide

Le Conseil régional de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) poursuit ses démarches afin d'organiser la cueillette de fonds, qui aura lieu le lundi 1er septembre. La campagne prendra la forme de sollicitations à des stations de péage volontaire à l'angle des rues Huron Church Line et College dans l'ouest de la ville, à proximité de la sortie du pont Ambassadeur.

On se souvient que l'obtention de la permission du conseil municipal en vue d'une telle entreprise avait suscité des discussions assez vives quant à sa légalité, avant que la question soit ensuite réglée.

L'ACFO travaille présentement en collaboration avec les divers organismes francophones de la région afin de recruter des volontaires qui seraient prêts à participer pendant cette journée à cueillir des fonds.

Les stations fonctionnent de 7 heures à 21 heures, et les solliciteurs approcheront les automobilistes pendant qu'ils seront arrêtés aux feux rouges. Des banderoles seront montées afin de prévenir les automobilistes qu'il y aura des postes de péage volontaire, et leur demander de porter attention aux gens qui feront la cueillette.

L'ACFO invite ceux et celles qui voudraient consacrer quelques heures à lui aider à communiquer avec son secrétariat au 948-9322.

L'ACFO entreprend cette campagne afin d'amasser un fond qui servira à financer des projets francophones dans la communauté. Elle anticipe des demandes de subventions de divers organismes et groupes francophones de Windsor, Essex et Kent.

L'ACFO a déjà annoncé qu'elle établira un comité ad hoc pour gérer ce fond et répondre aux demandes qui lui seront adressées.

Des "conseils d'éducation de langue française" à Windsor

(JCM) Un article à la une de notre livraison du 6 août au sujet de nouvelles formes de gestion scolaire indiquait que le Conseil d'éducation de Windsor resterait avec un comité consultatif seulement puisqu'il ne gère pas lui-même d'école de langue française.

La réalité pourrait être autre, puisque le Conseil met sur pied les premiers niveaux d'une école d'immersion en français le mois prochain.

Il faut mentionner aussi que le Conseil des écoles séparées de Windsor, qui, lui, gère quatre écoles élémentaires de langue française, sera aussi touché par les nouvelles dispositions légales.

Selon la loi sur la gestion adoptée récemment, aux prochaines élections municipales à l'automne 1988, une section française sera élue à l'intérieur de chaque conseil d'éducation qui gère des écoles de langue française.

Cependant, en attendant ces élections, dès janvier prochain, chacun des conseils devra former un "sous-conseil" de langue française de trois à cinq membres selon le nombre d'élèves de langue française. Les conseillers déjà élus qui rencontrent les critères voulus et qui le veulent auront alors l'option de siéger au "sous-conseil". Puis, selon le nombre de ces conseillers qui auront choisi de le faire, on en élira un nombre additionnel suffisant à une réunion publique, si nécessaire.

La sous-ministre adjointe responsable de l'éducation franco-ontarienne, Mme Mariette Carrier-Fraser, avait indiqué au REMPART il y a quelques semaines que le Ministère publierait bientôt un guide quant à la mise en oeuvre de la nouvelle législation.

D'autre part, le ministre de l'éducation, M. Sean Conway, a annoncé qu'une étude serait faite quant à la faisabilité de conseils scolaires francophones homogènes dans toutes les régions de la province.

ENCEINTE? Si vous ne savez pas que faire...

Birthright peut vous aider!

Composez 252-3322

ou venez nous voir au 549 rue Kildare

- tests de grossesse - consultations médicales - logement - conseils légaux -

SERVICE GRATUIT ET CONFIDENTIEL

Le onzième

CORN FESTIVAL

annuel de Tecumseh

21-24 août

PARC LACASSE

* Spectacles * Tentes du Festival * Tours en montgolfière
* Carnaval * Concours de bébés * Kiosques de mets exotiques
* Expositions d'art et d'artisanat * Concours de dégustation de blé-d'Inde * Petit zoo domestique * Tours à poney
* Jeux de hasard
* DES TONNES D'ÉPIS DE BLÉ D'INDE PILLSBURY/GREEN GIANT CUEILLIS FRAIS et encore plus!

CONCOURS "MISS TECUMSEH CORN FESTIVAL" VENDREDI SOIR, PARRAINÉ PAR MOE CAMPBELL LINCOLN MERCURY

Samedi
Course de fond de 9 km. 8h30
Course de 2 km. 9h00
Parade 10h00

Gratuit: Entrée, stationnement, autobus-navette d'endroits désignés pendant la fin de semaine

Amusements pour toute la famille

Renseignements: 735-2184

Les recettes sont versées à des causes charitables et communautaires.

Il n'en coûte jamais rien pour faire publier une nouvelle dans Le Rempart

Vous êtes au courant d'une nouvelle au sujet de votre association, de votre école, de votre paroisse d'un commerce, d'une de vos connaissances?

Communiquez-nous-là!

Nous vous en serons reconnaissants!

948-4139

Le Rempart est là pour vous servir

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

AGENTS D'IMMEUBLES

Buckingham Realty
Omer Dubus
4573 est, ch. Técumseh,
Windsor, N8T 1B6
948-8171, 734-6369

ASSURANCES GÉNÉRALES

Lajeunesse-Lanoue
5915 ch. Malden, Windsor
N9H 1S6 - 966-6112

The Co-operators
M. Luc Mailloux
C.P. 9 Emeryville (Puce)
N0R 1C0 - 727-3855, 735-8135
727-6479

AUTOMOBILES - PIÈCES

A & L Auto Recyclers Ltd.
(MM. John Lanoue,
Guy Desmarais)
Route 2 angle ch. Comber (77)
N0P 1J0 - 1-800-265-2128 comté
798-3525 Windsor

AVOCATS

Me Brian Ducharme
201-302 Ouellette, Windsor
258-6490
12214 est, ch. Técumseh,
Técumseh 735-1445
400 rue Notre-Dame, Belle-Rivière 728-1840

Levesque, Levesque et Taylor
(Gérard et Simone Levesque)
52 ouest, rue Chatham, Windsor
252-2323
12150 ch. Técumseh, Técumseh
735-9928

McTague-Clark Barristers
(Me Robert Beaudoin)
455 rue Pelissier, Windsor
255-4383

COMPTABLES AGRÉÉS

Cox, Hyatt & Company
(M. Donald Lassaline)
875 ave Ouellette, Pièce 200,
Windsor N9A 4J6 - 258-4626

DÉPANNEUR

The Party Stop
(Mme Rose Daoust)
6525 est, rue Wyandotte
948-3325

GARDERIE

Chez Tante Sylvie
1684 ave Ellrose, Windsor
N8Y 3X7 - 945-0608

IMPRIMEURS

Imprimerie Lacasse
Larry Lappan
12129 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 2M4 - 735-4121

Imprimerie Tribune
Lucien Lacasse
13021 est, ch. Técumseh
Técumseh N8N 2M3 - 735-3202

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Caisse populaire de
Pointe-aux-Roches Ltée
C.P. 100, Pointe-aux-Roches
N0R 1N0 - 798-3026

Caisse populaire Técumseh Ltée
1120 Lespérance, Técumseh
N8N 1X2 - 735-6069

Caisse populaire Windsor Ltée
2800 est, ch. Técumseh,
Windsor 945-8156, 945-8161

à suivre en page 5

Sports

C'est mon avis

par
Gaétan Harvey

De ci et de ça

Au moment où j'écris ces lignes, les Tigers de Détroit sont à 6 parties et demie de la tête du classement de la division est de la Ligue Américaine tenue par les Red Sox de Boston. Est-ce que l'équipe de Sparky Anderson parviendra à atteindre Boston? Je ne crois pas, mais ils seront près, c'est sûr. S'ils le font, ce sera sans doute parce que leurs gros frappeurs se seront réveillés, parce que de ce temps-ci, ça ne frappe pas fort!

Dans ma chronique de la semaine dernière sur John McEnroe, j'ai signalé que McEnroe ne participait pas au Challenge de tennis Players qui se tenait à Montréal. Effectivement, il ne peut pas participer parce que c'est un tournoi de femmes! Mais, la semaine dernière, il a participé à un tournoi pour la première fois depuis sa suspension, soit celui qui se tenait à Toronto. Malheureusement, il a été défait par l'Allemand de l'Ouest, le jeune prodigieux Boris Becker.

Je me réjouis de voir Bob Gainey renouveler son contrat avec l'équipe montréalaise. Le Canadien a besoin d'un bonhomme comme Gainey qui a compilé une fiche à vie de 210 buts, 236 passes et 446 points en 986 matchs. Gainey qui commencera une 13e saison dans l'uniforme du Tricolore, s'est toujours avéré un pilier à l'aile gauche et aussi un leader dans la chambre des joueurs. Sans lui, le Canadien n'aurait certes pas connu ses succès de l'an dernier.

Après avoir annoncé aux Reds de Cincinnati qu'il prendrait sa retraite, le lanceur de 41 ans Steve Carlton est revenu la semaine dernière sur sa décision et a signé un contrat avec les White Sox de Chicago. Mais à sa première partie dans l'uniforme des White Sox, Carlton s'est fait gâcher son entrée dans la ligue américaine par les joueurs des Tigers de Détroit. Franchement, à 41 ans, il serait temps que Carlton donne sa place à des joueurs plus jeunes ou encore à des lanceurs qui sont capables de bien lancer. Carlton est trop vieux et selon plusieurs observateurs, il ne possède plus le même bras qui lui a permis de retirer 4,000 frappeurs au marbre, record de tous les temps. On se souviendra de vous M. Carlton. Merci, bonjour!

Saviez-vous que Jacques Villeneuve, 15 ans, le fils de Gilles Villeneuve, coureur automobile de formule 1 décédé il y a une couple d'années, s'entraîne pour suivre les traces de son père? On rapporte dans un quotidien montréalais que le jeune Jacques a tout pour devenir professionnel dans ce domaine. Pour lui aider, son grand-père, Séville Villeneuve, lui, paie toutes ses leçons et espère qu'un jour son petit-fils répète les exploits de son garçon. Même après l'accident qui a pris la vie de son père, c'est admirable de voir le jeune vouloir relever un tel défi.

La saison de quilles des ligues de l'Association francophone des sports et loisirs Windsor-Essex reprendra le 3 septembre. Tous ceux et celles intéressés à se joindre aux ligues n'ont qu'à regarder dans notre calendrier sportif à la page ci-contre et appeler les personnes en charge. Encore cette année, le REMPART publiera à chaque semaine le sommaire des résultats, les meilleures performances, et les classements. (Le REMPART publiera aussi une section spéciale d'intérêt aux sportifs cet automne.)

Je vous signale, chers lecteurs et lectrices, que je serai déjà en vacances comme vous lisez ces lignes. Question de refaire le plein! J'espère vous retrouver en forme en septembre et j'espère que vous serez toujours fidèles à la page sportive. Je signale qu'il me fait très plaisir de recevoir de vos commentaires, nouvelles, et tout tout tout ce qui se rapporte au sport. Nous voulons continuer à augmenter notre couverture sportive et pour cela nous avons besoin de vous, parce que sans votre collaboration, il n'y aurait pas de journal. Alors dès septembre, ne vous gênez pas, appelez-moi ou écrivez-moi.

Bon deux semaines, et à septembre!

Y aurait-il de la discrimination dans la LNH?

(GH) Une étude faite par trois professeurs d'économie de l'Université d'Ottawa affirme que les Canadiens-Français sont victimes de discrimination dans la Ligue Nationale de Hockey, notamment de la part des dépisteurs.

Considérant que les Canadiens-Français constituent 25% de la population canadienne mais seulement 12% des joueurs du circuit Ziegler et que leurs performances sont de plus supérieures, les auteurs de l'étude en concluent à la discrimination et recommandent la formation d'une équipe québécoise en compétition internationale.

Dans un article du journal LE DROIT d'Ottawa, Me Guy Bertrand, agent de plusieurs joueurs francophones de la ligue, indique que le rapport confirmait des faits connus. "Le comité Équipe-Québec avait des statistiques semblables, rappelait-il. À talent égal et stature physique égale (sauf à Montréal et Québec), on va toujours choisir un anglophone. Ce n'est pas de la discrimination voulue, mais plutôt la loi du plus fort. C'est la même chose aux États-Unis pour les blancs et les noirs".

Même son de cloche de la part de Martin Madden, directeur du recrutement des Nordiques de Québec. "On peut faire dire ce qu'on veut à des chiffres, dit-il. Ça fait cinq ou six ans que les deux équipes francophones se posent la question et admettent qu'à talent égal, à Montréal et Québec on va choisir un francophone. C'est la même chose, mais en faveur des anglophones dans le cas des 19 autres équipes. Ils ont, eux, un élément promotionnel dont ils doivent tenir compte et qui va défavoriser les francophones. C'est une situation qui existe depuis toujours et qui a été commentée à plusieurs reprises."

Explications

Parmi les explications les plus souvent apportées, il y a celle de la communication plus facile à établir avec un anglophone. De sorte que, quand vient le temps de choisir parmi les joueurs les plus ordinaires, on opterait tout naturellement pour les anglophones qui comprennent mieux la langue d'usage et sont aussi mieux adaptés à la mentalité de la majorité.

Il y a aussi le facteur géographique qui décourage les dépisteurs d'aller à Chicoutimi ou à Shawinigan, quand ils peuvent voir évoluer une dizaine d'équipes dans la seule région de Toronto.

On s'entend pour dire que statistiquement un francophone doit être généralement un joueur étoile pour être repêché et percé dans la LNH, ce que confirment les chiffres réunis par les auteurs de l'étude.

Ainsi au niveau des statistiques concernant les "plus" et les "moins", en 1983-84, les francophones ont compilé une fiche moyenne de "plus 3,545", les Européens de "plus 3,387", et les anglophones de "plus 2,225". Lavoie, Grenier et Coulombe vont jusqu'à suggérer que le gouvernement canadien établisse son propre bureau bilingue de dépistage. "Le public mis au courant des meilleurs juniors disponibles, une certaine pression morale serait exercée sur les équipes canadiennes," estiment-ils.

LE DROIT indique également que le traitement accordé au rapport Lavoie-Grenier-Coulombe laisse transparaître dans les medias anglophones les mêmes préjugés que ceux qui ont force dans la structure du dépistage de la LNH.

C'est là l'opinion exprimée

suite à la p. 6

Le Rempart

Publié tous les mercredi par les Publications des Grands Lacs Ltée, 2418 ave Central, Windsor, Ontario, N8W 4J3

Éditeur: **Jean Mongenais**
Adjoint à la rédaction: **Gaétan Harvey**
Publicité nationale: **Christine Carrier**
Comptabilité: **Charlotte Mongenais**
Atelier: **Christine Carrier**
Sylvie Deshaies

la copie: 50¢
abonnement: $12 - Canada
$25 - ailleurs

TÉLÉPHONES: Général: **948-4139**
Rédaction: **948-4130**

Enregistré comme courrier de deuxième classe Permis 02903.

Membre de l'Association de la presse francophone hors Québec.

APF

Offre d'emploi

LE JOURNAL L'EAU VIVE

recherche les services
d'un(e) préposé(e)
à la photocomposition
et au montage

TÂCHES:
- recevoir le matériel d'annonce
- faire la création et la mise-en-pages
- produire la maquette publicitaire
- déterminer le nombre de pages à publier
- photocomposer les textes pour articles et annonces
- produire les PMT à la caméra industrielle
- réaliser divers travaux commerciaux

QUALIFICATIONS REQUISES:
- excellente connaissance du français parlé et écrit
- anglais un atout
- expérience avec système Compugraphic, chambre noire et autre équipement
- expérience en mise-en-pages

SALAIRE:
à discuter selon qualifications et expérience

Date-limite du concours: le 3 septembre 1986

Faire parvenir curriculum vitae à l'adresse suivante:
L'EAU VIVE
a/s du directeur général
2606, rue Central
Régina, Saskatchewan
S4N 2N9

Coupon d'abonnement

Nom _____

Adresse _____

_____

_____ Code postal _____

Tél. _____

☐ Nouveau ☐ Renouvellement

Vous êtes déjà abonné? Nous sommes heureux de vous compter parmi nos lecteurs! Passeriez-vous ce coupon à quelqu'un qui ne l'est pas?

Sports

Du sport à Radio-Canada

Le baseball des Expos

SAMEDI, 23 AOÛT - 22h00
Les Expos rencontrent les Dodgers de Los Angeles

SAMEDI, 30 AOÛT - 19h30
Les Padres de San Diego sont à Montréal pour disputer la victoire aux Expos.

Le football canadien

VENDREDI, 22 AOÛT - 20h30
Ottawa sera à Winnipeg.

VENDREDI, 29 AOÛT - 19h30
Toronto sera à Ottawa.

Les Chevaliers de Colomb vont rouler tout l'hiver

(GH) C'est une nouvelle ligue française qui vient d'être créée à l'intention des Chevaliers de Colomb, section St-Jérôme, Conseil 8682. M. Réjean Morin, un des fondateurs de la ligue, se dit très heureux de la mise sur pied de la nouvelle ligue et espère que plusieurs hommes s'inscriront. "On a besoin d'environ 40 hommes pour former les équipes. Il y a déjà des membres qui ont indiqué leur intérêt. Et ceux qui ne sont pas membres et qui voudraient jouer, sont toujours les bienvenus à devenir membre de la Société," de dire M. Morin.

Les parties auront lieu au Rose Bowl Lanes chaque jeudi à 21h15. Les personnes intéressées peuvent communiquer avec les responsables: Paul Poulin (945-7508), Gaston Lapierre (969-4369) et Réjean Morin (945-2630).

Calendrier d'ouverture des ligues sportives

MERCREDI, 3 SEPTEMBRE 1986 - 21h15 à 23h30
Rose Bowl Lanes, 2482 Dougall
Début de saison de la ligue de quilles **Fleur de Lys-Femmes**
Inscriptions: Mme Jocelyne Poulin 945-7508

JEUDI, 4 SEPTEMBRE 1986 - 21h15
Rose Bowl Lanes, 2482 Dougall
Début de la saison de la nouvelle ligue de quilles des **Chevaliers de Colomb**, section St-Jérôme, Conseil 8682.
Pour s'inscrire on doit être membre du groupe
Information: M. Réjean Morin 945-2630

VENDREDI, 5 SEPTEMBRE 1986
Super Bowl, 10,000 Técumseh
Début de la saison de la ligue de quilles les **ÉRABLIÈRES**
Renseignements et inscriptions: Mme Aline Chayer 776-5488

DIMANCHE, 7 SEPTEMBRE 1986 - 13h00 à 15h00
Super Bowl, 10,000 Técumseh
Début de la saison de la ligue de quilles **Les Joyeux Troubadours**
Inscriptions: Mme Henriette Michaud 776-5733

DIMANCHE, 7 SEPTEMBRE 1986 - 9h00 à 11h00
Salle Bowlero, Técumseh ouest
Début de la ligue de quilles **Fleur de Lys-Enfants**
Inscriptions: Chantale Morin 945-2630

DIMANCHE, 7 SEPTEMBRE 1986 - 13h15 à 16h00
Salle Bowlero, ch. Técumseh ouest
Début de la saison de la ligue de quilles **Fleur de Lys-Mixtes**
Inscriptions: M. Réjean Morin 945-2630

MARDI, 9 SEPTEMBRE 1986 - 9h00
Bowlero, ch. Tecumseh ouest
Début de la saison de la ligue de quilles **Jean-Paul II**
Inscription: Mme Yvette Lapierre 256-8122

SAMEDI, 4 OCTOBRE 1986
Début de la ligue de **Ballon sur glace** de l'Association francophone des sports et loisirs Windsor-Essex.
Veuillez vous inscrire de bonne heure afin de former les équipes le plus rapidement possible.
Pour de plus amples informations: M. et Mme Lucien et Ginette Cyrenne 252-4239

INVITATION AUX QUILLEURS

Les ligues Fleur-de-Lys de l'Association francophones des sports et loisirs Windsor-Essex invitent...

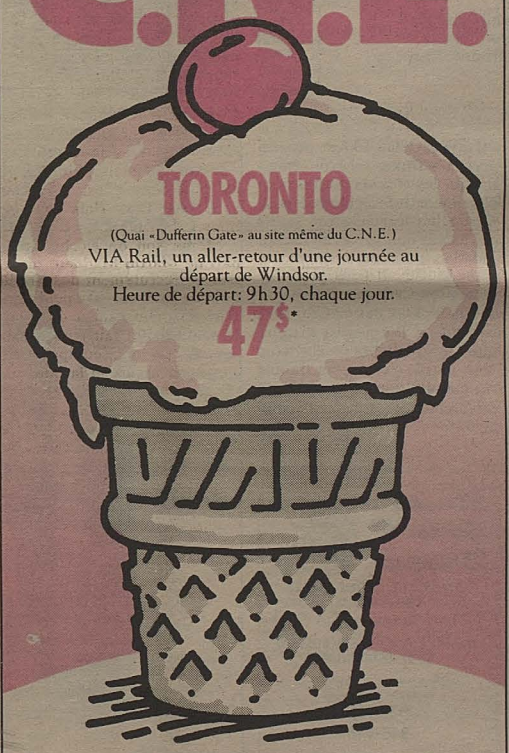
...les jeunes de 5 à 16 ans à participer à la ligue **Fleur-de-Lys-Jeunes** les dimanches de 9h à 11h30

...les adultes [hommes et femmes] à participer à la ligue **Fleur-de-Lys-Mixte** les dimanches de 13h à 15h30

à la salle Bowlero
675 ouest, ch. Tecumseh

RENSEIGNEMENTS: Chantal et Réjean Morin
945-2630

LE DÉLICE C.N.E.



TORONTO
(Quai «Dufferin Gate» au site même du C.N.E.)
VIA Rail, un aller-retour d'une journée au départ de Windsor.
Heure de départ: 9h30, chaque jour.
47$*

VIA Rail: le meilleur moyen de se rendre à l'Exposition Canadienne Nationale. Vous n'aurez ni le stress de conduire, ni le moindre problème de circulation et bien sûr, aucune difficulté à stationner! Et une fois arrivé, vous n'avez pas à prendre un autobus, un métro ou un taxi, vous êtes sur place! VIA Rail vous emmène directement au C.N.E. de Toronto. Vous arriverez frais, détendu, prêt à savourer pleinement l'Exposition.

Les enfants voyagent à demi-tarif
Les enfants de 5 à 11 ans bénéficient de 50% de réduction sur le tarif adulte en vigueur. Et les enfants âgés de moins de 5 ans voyagent gratuitement (1 enfant par adulte).
Passez de belles vacances VIA.

Certains trains seulement s'arrêtent au C.N.E. Adressez-vous à votre agent de voyages ou à VIA Rail.
Tous les jours sauf le vendredi. N'inclut pas l'admission au C.N.E.

VIA

INDEX DES SERVICES EN FRANÇAIS

LIBRAIRIES

De passage à Toronto... ou par courrier...

LIVRES ET DISQUES FRANÇAIS

Choix complet pour tous les goûts et tous les âges

Editions Champlain Ltée.
107 rue Church
Toronto, Ontario N5C 2G5
(416) 364-4345

Librairie du SUD-OUEST
6555 ch. Malden
Windsor, Ontario
N9H 1T5

Choix de livres, disques et jeux pour adultes et enfants

commandes postales

9h à 17h
lundi au samedi
734-1960

PHOTOGRAPHES

St. Louis Studio & Camera Inc.
(M. Georges St. Louis)
12065 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 1M1 - 735-2622

The Photographer
(Mme Marthe Cybulski)
829 rue Moy, Windsor N9A 2N7
253-4535

QUINCAILLERIE

Quincaillerie Pattenaude
7180 ch. Técumseh,
Pointe-aux-Roches, N0R 1N0
798-3556

RÉCEPTION, SALLE À LOUER

Centre canadien-français
2418 ave Central, Windsor
N8W 4J3 - 945-1189

RÉNOVATION ET CONSTRUCTION

Adrian Aluminum Ltd.
(Gilbert et Victor Bellavance)
3979 est, ch. Técumseh
Windsor, N8W 1J5
945-1761

Country Lumber
3755 Route 42 (en face de l'aéroport) Windsor N9E 6J3
(Gaby ou Nycole Blanchette)
Bur.: 966-4747 - Rés.: 735-3446

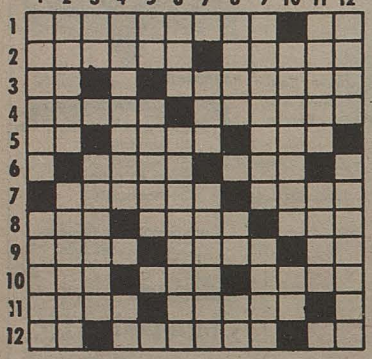
SALONS FUNÉRAIRES

Salon Funéraire Marcotte
(Jérôme P. Marcotte)
870 est, Wyandotte, Windsor
12105 ch. Técumseh, Técumseh
N8N 1L9 - 253-3577, 735-2830

Melady's Funeral Home
572 Notre-Dame, Belle-Rivière
N0R 1A0 - 728-1500

à suivre en page 7

mots croisés



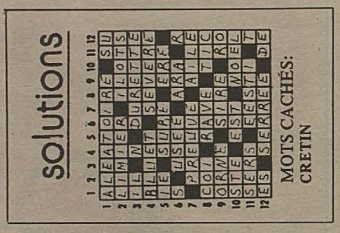
HORIZONTALEMENT

1 — Qui repose sur un événement incertain. — Connaissance d'une chose.
2 — Gros chien de chasse. — Petites îles.
3 — Lui. — Qualité de ce qui est dur.
4 — Centaurée à fleur bleue. — Rigoureux.
5 — Deux voyelles. — Indubitable. — Epoque.
6 — Affaiblie. — Gros perroquet.
7 — Ce qui démontre. — Propre aux oiseaux.
8 — Tranquille. — Espèce de chou-navet. — Contradiction convulsive de certains muscles.
9 — Paré. — Titre de noblesse. — Dans route.
10 — Sainte. — Le levant. — Petit-neveu de J.-Cartier.
11 — Du verbe servir. — Estonie, en eston.
12 — En les. — Etreinte. — Particule.

VERTICALEMENT

1 — Absence d'un lieu prouvé par la présence dans un autre (pl.). — Enveloppe de certains légumes.
2 — V. de France. — Ouvertures pour entrer et sortir.
3 — Eminence. — Evacuer l'urine.
4 — Priorité d'âge entre frère et soeur. — Sa Sainteté.
5 — Equerre. — Qui tue.
6 — (Abré.) sale, vilain, hideux. — Faire des rêves dans un sommeil agité.
7 — Se sert. — Esquiver.
8 — Me quer de la joie. — Inf. — Pron. pers.
9 — Placera plus haut. — Sorte de greffe.
10 — Enlèverait. — Dans soirée.
11 — Unité de mesure pour le bois de chauffage. — Parcourir des yeux.
12 — Usage. — Action de recueillir les biens de la terre.

solutions



MOTS CACHÉS: CRETIN

mots cachés

6 lettres cachées

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	S	D	R	U	O	S	C	P	E	E	S	O	R	P	V
2	R	I	O	L	R	A	P	O	T	R	E	M	A	O	E
3	P	A	C	I	F	I	E	R	U	E	X	R	C	R	X
4	N	S	O	R	T	E	P	T	O	P	I	I	E	T	A
5	O	S	N	O	I	T	A	M	R	O	F	O	U	E	T
6	I	O	C	T	E	R	I	R	E	E	A	U	S	S	I
7	T	C	E	U	R	A	X	I	R	P	O	S	E	O	O
8	A	I	N	L	I	N	E	A	E	A	E	N	R	U	N
9	T	A	T	E	A	S	T	R	E	R	D	U	O	C	S
10	A	T	R	S	T	I	A	R	U	I	N	E	T	I	E
11	T	I	E	T	O	T	X	C	O	R	P	S	A	S	L
12	S	O	R	N	N	E	E	P	A	C	T	E	S	U	L
13	N	N	S	I	O	R	S	A	G	E	S	S	E	I	I
14	O	N	S	N	O	I	T	A	C	I	F	I	R	E	V
15	C	R	A	N	O	I	T	A	S	R	E	V	N	O	C

Amer
association
aussi

Concentrer
constatation
conversation
corps
coudre
cran

Fixes
formations
fouet

Lest

Notaire

Pacifier
pactes
paix
parloir
père
port
portes
pose
prix
prose

Race
radeau
rire
rois
rotule
route
ruine

Sagesse
soirs
sorte
soucis
sourds

Tare
taxes
transiter
troc

Urne

Vérifications
vexations
ville
vociférations

Y aurait-il... suite de la p. 4

de Marc Lavoie, un des trois économistes qui ont produit le rapport. "Le GLOBE AND MAIL, par exemple a reproché à notre rapport d'être "troué", soit d'omettre certaines considérations importantes dans notre analyse des performances des joueurs francophones et anglophones," a déclaré Lavoie. "Or, ce qui est intéressant là-dedans, c'est que nous avons utilisé absolument tout ce qui est disponible comme statistiques."

En plus des points (buts et passes), les auteurs ont tenu compte de la taille, du poids, de l'âge, de la position, du nombre de saisons et de parties jouées en carrière, des tirs au but, des buts en avantage et désavantage numérique, du niveau de sélection (au repêchage amateur) lors de l'entrée dans les rangs professionnels et de la cote de "plus/moins" de tous les joueurs de la LNH.

"Pourtant, reprend Lavoie, on nous reproche de ne pas tenir compte des impondérables comme le talent de leader, la performance dans les matchs critiques ou encore les aptitudes défensives comme la mise en échec et le jeu de position, pour lesquelles il n'existe pas de statistiques disponibles. "Et cela revient à dire implicitement, selon Lavoie, que les joueurs de hockey canadiens-français sont inférieurs sous ces aspects. "Cette façon de critiquer notre rapport exprime les préjugés sportifs traditionnels contre les joueurs francophones, soit qu'ils sont des compteurs instinctifs mais indisciplinés, qu'ils sont mauvais défensivement, qu'ils exercent peu de leadership, qu'ils commettent de grosses erreurs, qu'ils flanchent quand le jeu est robuste, et qu'ils produisent mal sous pression, par exemple durant les éliminatoires."

Le WINDSOR STAR, pour sa part, a affirmé dans un éditorial que les auteurs n'utilisaient pas un contexte approprié pour tirer leurs conclusions, qu'ils oubliaient que le bassin de population d'où proviennent les joueurs est international et ne se prête donc pas à des comparaisons avec des chiffres pour le Canada. De plus, il suggère que la compétition est trop vive dans le circuit pour qu'une équipe rejette pour des raisons de langue un joueur plus compétent.

Marcel's Garage & Bodyshop

[DIVISION DE JEROME MARIER AND SONS LTD.]

Alignement

SERVICE COMPLET DE DÉBOSSAGE ET DE RÉPARATION

Nous acceptons toutes les évaluations faites par les assureurs

945-1181

5584 est, chemin Tecumseh (angle Ferndale)

Nous avons toujours des voitures à prêter pendant les réparations

Des meilleures idées... pour de meilleurs bureaux

Monarch
OFFICE SUPPLY LIMITED

1835 Provincial
(anciennement Route 98)
Windsor, Ontario

966-2400

Livraison gratuite tous les jours
Amplement de stationnement gratuit

VERS QUOI *vous* DIRIGEZ-VOUS ?

DAN ALLEN
Assistant-gérant—Emploi et Immigration Canada, parent, instructeur de baseball, étudiant.
"Je me suis toujours promis de retourner à l'université. J'ai travaillé dans plusieurs villes, mais je crois maintenant être installé pour un bout de temps. Maintenant j'ai l'occasion de consacrer du temps à mes études. Les étudiants plus jeunes sont très intéressants, et de leur parler me donne de nouvelles perspectives."

Les cours d'automne débutent le 8 septembre. Le **COUNSELLING** et l'**INSCRIPTION** ont lieu **LE LUNDI 25 AOÛT** et **LE MARDI 2 SEPTEMBRE** de **17h30 à 19h30** au "Academic Advisory Centre". Pour de plus amples renseignements ou de l'information au sujet de nouveaux télécours, communiquez avec le Bureau des études à temps partiel, 470 ave Sunset, 253-4232, poste 3305.

University of Windsor

CBEFT 54 WINDSOR

Jodie Foster dans "Le Sang des autres"

Le sang des autres

Les Grands Films
Jeudi 28 août 1986, 19h30

C'est un film qui met en vedette une prestigieuse distribution autour de Jodie Foster dans le rôle d'Hélène: Michael Ontkean, Michael York, Jean-Pierre Aumont, Stéphane Audran, Kate Reid, Christine Laurent et Alexandra Stewart.

Le roman de Simone de Beauvoir, publié en 1945, raconte l'histoire de deux jeunes amoureux face à l'ultime sacrifice, dans la France déchirée par la Deuxième Guerre mondiale. C'est à la fois un roman de la Résistance et aussi celui d'une société qui s'effondre et qui veut se reconstruire.

Deux super-flics

Cinéma
samedi 23 août 1986, 19h00

Le public de Radio-Canada pourra revoir le tandem Terence Hill-Bud Spencer dans une comédie policière écrite et réalisée par E.B. Clucher et intitulée "Deux Super-flics". C'est une sorte de "western à la moderne où les motos remplacent les chevaux", une production italienne tournée en 1977 qui met l'accent sur l'humour et l'action.

Deux mauvais garçons, vainqueurs d'une bagarre entre gens du milieu, décident d'unir leurs forces pour un hold-up dans un super marché de Miami. Ils font irruption par erreur dans les bureaux de la police... et finissent par subir l'entraînement réglementaire des agents. À travers diverses expériences surprenantes, ils mettent à jour un réseau de trafiquants de drogues et ils sacrifient leurs profits pour venir en aide à une jeune Chinoise.

Chronique du disque

La vedette de notre chronique de cette semaine l'a été pendant plusieurs années avec un groupe de musiciens qui est devenu, avec les années, un des monuments de la chanson québécoise: Harmonium, ça vous rappelle quelques souvenirs?

À l'époque des années '70, la réputation d'Harmonium dépassait presque la réalité. On en parlait à travers le Canada, aux États-Unis et même en Europe, et vous savez tout aussi bien que moi, pour qu'on parle de nous là-bas, il en faut beaucoup...!

Et avec Harmonium, il y avait un soliste avec une voix chaude et voilée, un peu comme celle de Daniel Lavoie. Et pour plusieurs, Harmonium c'était surtout lui: **Serge Fiori**. Avec le groupe de 1974 à 1977, **Fiori** allait bousculer la routine de toute une génération et chambarder les inventaires de disques de grandes maisons comme Quality Records et C.B.S. Eh bien, dix ans plus tard, il en fera sûrement de même avec son microsillon signé "Fiori" mais chez Polydor, cette fois-ci.

On se rappellera aussi qu'en juin '85, Serge Fiori nous avait fait un clin d'oeil en sortant de l'ombre en nous présentant la chanson thème du festival "Juse pour rire" que la télévision de Radio-Canada nous présente parfois à l'occasion dans le cadre de ses Beaux Dimanches. Mais en écoutant ce Fiori solitaire, je ne peux faire autre que de réaliser que **Serge Fiori**, c'est d'abord et avant tout un musicien-créateur très particulier. Mais je réalise aussi qu'il a fréquenté à l'époque Marie-Claire et Richard Séguin et qu'il en reste quelque peu les traces. Un nostalgique, peut-être?

Mais pour résumer en quelques lignes ce qu'est l'album solo de Fiori on réalise aussi qu'il fut joué, écouté minitieusement, arrangé, mais surtout **vécu** par Serge. Enregistré au studio Perry, l'un des plus prestigieux de la région montréalaise, on comprend tout de suite pourquoi il est d'une si grande de qualité, et laissez-moi vous dire que ce microsillon est constitué de huit chansons, mais surtout de huit formes de relation ou même de huit ambiances.

Serge Fiori est un peu comme le Québec. Il a vieilli, il a changé, ses influences sont différentes, il est plus moderne, mais sa compétence est toujours aussi surprenante. Avec le microsillon "Fiori", la chanson québécoise va finalement reprendre son souffle et la francophonie va recevoir une dose d'énergie. Qu'on soit Québécois ou Ontarien, l'important c'est d'être francophone... dans la tête. Qu'on se le dise, "Fiori" est de retour!

par Jacques Danis

Journée d'accueil à Radio-Canada

(JCM) C'est en invitant la population à une journée d'accueil que la direction et le personnel des postes CBEF et CBEFT lancent leur saison d'automne.

Ils invitent les gens de la région à venir leur rendre visite entre 9h et 17h le samedi 6 septembre. Leurs installations sont situées au 267 de la rue Pelissier au centre-ville de Windsor.

Pendant les trois premières heures, on pourra voir comment une émission est diffusée, puisque l'émission "Samedi à trois" sera en ondes.

L'occasion permettra aussi au poste radiophonique français d'inaugurer ses nouveaux bureaux qu'on est en train d'aménager au huitième étage de l'édifice. On pourra entre autre y visionner un vidéo sur les points saillants de la nouvelle saison de télévision à l'écran de la Société d'état.

"Nous invitons chaleureusement tous les francophones à venir saluer notre personnel, prendre connaissance de nos nouvelles grilles-horaires pour l'automne, et nous faire part de leurs commentaires au sujet de tous nos services à la population," a commenté Mme Mina Grossman, directrice des services en français de Radio-Canada à Windsor.

Des journées d'accueil seront aussi faites par les postes de Radio-Canada à Toronto et à Sudbury ce jour-là.

Du jazz à l'université de Windsor

(GH) L'école de musique de l'université de Windsor offrira dès septembre des cours de jazz. Les intéressés pourront apprendre l'histoire du jazz: ses origines, ses formes et son développement. Ce cours sera donné par M. Peter Stevens, professeur à l'université ainsi que critique de jazz pour le quotidien "Windsor Star".

On pourra d'autre part étudier les styles de Jazz dans un cours où l'on examinera les oeuvres de certains des plus grands artistes du domaine. Ce cours-ci sera donné par L. Sabrina, instructeur, et gagnant du premier concours PROCAN de compositeurs de jazz, qui donnera également le cours sur les ensembles de jazz, une étude des arrangements et de leur exécution par différentes combinaisons d'instruments.

Ce dernier cours sera offert à tous les musiciens intéressés ainsi qu'aux élèves du niveau secondaire. L'admission sera par audition.

Pour plus d'informations, on peut communiquer au 253-4232, poste 2780.

A l'antenne de CBEF 540 AM à Windsor et 103,1 FM à Leamington

samedi 23 août
6h03 UN SAMEDI À TROIS...

dimanche 24 août
8h07 LE MATIN DE LA FÊTE
L'université d'Ottawa, 1950-1985.

22h04 LES TRÉSORS DU THÉÂTRE
Entrevue avec Jean-Louis Roux, directeur de l'école nationale de théâtre.

23h34 ÉNIGMES ET FICTIONS
'Ne vous retournez pas' de Fredric Brown.

vendredi 29 août
22h34 DES MUSIQUES EN MÉMOIRE
Passion tango.

Les informations à CBEF

les nouvelles du sud-ouest à
6h08, 6h30, 6h59, 7h30, 7h59, 8h30, 8h58, 11h55, 15h58, 16h30, 16h55 et 17h58.

les nouvelles ontariennes à
8h10, 9h58, 10h58, 12h55, 13h58, 14h58 et 17h40.
et le samedi et dimanche à 6h58, 7h55, 8h58, 9h58, 10h58 et 11h57 (11h55, dimanche) et des radiojournaux nationaux à toutes les heures...

CBEF 540 AM Windsor
103,1 FM Leamington

PETITES ANNONCES

À VENDRE: Laveuse et sécheuse de marque Inglis, grandeur appartement, avec pied pour les superposer. Les deux pièces sont à l'état de neuf. Communiquer au **948-4139** ou **253-0049** 16-2

ÉDUCATEUR[TRICE] DES PETITS RECHERCHÉ[E] par la garderie "Chez Tante Sylvie" pour entrer en fonction en septembre. Le certificat d'éducation des petits (Early Childhood Education) est requis. Communiquer avec Sylvie Paquette: **945-0608** ou **945-5850.** 29-1

GARDIENNE RECHERCHÉE: non-fumeuse, à compter du 2 septembre, pour garder deux filles chez des parents-enseignants, à 10 minutes au sud d'Essex. **776-5153.** 29-2

APPARTEMENT, haut d'un duplex, une chambre à coucher, secteur est de la ville, poêle et réfrigérateur. Disponible le premier novembre. **945-7543.** 33-1

EMPLOI RECHERCHÉ: Demoiselle d'expression française recherche emploi, préférablement dans le domaine du secrétariat; niveau baccalauréat. **776-4141.** 33-2

WINDSOR CHAPEL

ENTREPRENEURS DE POMPES FUNÈBRES
253-7234
1700 est, chemin Tecumseh, Windsor
Francis Louis Janisse,
président et directeur

INDEX DES SERVICES EN FRANCAIS

SERVICES AGRICOLES

À votre service
La Co-opérative de Pointe-aux-Roches

M. Gérald Mailloux, gérant-adjoint et le personnel

invite tous les gens à venir consulter la Co-opérative au sujet de tous leurs besoins jardiniers ou agricoles.

Chemin Comber Side au sud de Pointe-aux-Roches
Succursale: Rang 12 - 13 à l'est du chemin Belle-Rivière

798-3011
798-3012

RESTAURANT

La Maison du pâté et le café/restaurant français (Louisette L'Ecoiffier)
555 rue Pelissier
Windsor, N9A 4L2
255-1157

TROPHÉES ET PLAQUES

Belle River Trophy Awards (Mme Louise et M. Claude Crevier)
1490, Route 2, à l'ouest de Belle-Rivière N0R 1A0
727-6361

VÊTEMENTS POUR DAMES

Boutique Montréal (Marie-Claire Pilon)
5876 est, ch. Tecumseh
974-6133

La Fédération des Caisses populaires de l'Ontario a 40 ans

Félicitations!

Que l'esprit de coopératisme rayonne dans notre région!

La Caisse populaire Pointe-aux-Roches Ltée

M. Roger Bibeau, directeur

798-3026

La Caisse populaire Windsor Ltée

M. Pierre Chicoine, P. Mgr., directeur

945-8161

La Caisse populaire de Tecumseh Ltée

M. William Parent, directeur

735-6069